

Léon Trotsky

choix de textes économiques

La situation économique mondiale
Discours au 3e Congrès de l'Internationale Communiste
13 juin 1921

Cet article reprend un discours prononcé au 3e congrès de l'Internationale Communiste, il fut publié en juin 1921 dans Le Bulletin Communiste.

Dans nos manifestes des 1er et 2e Congrès, nous avons donné une caractéristique de la situation économique sans entrer néanmoins dans son examen et son analyse détaillée. Depuis lors, il s'est produit certains changements dans le rapport des forces, changement impossible à nier. La question est seulement de savoir si nous avons affaire à un changement radical ou de caractère superficiel. Il faut constater que la bourgeoisie se sent aujourd'hui sinon plus forte qu'il y a un an, du moins plus forte qu'en 1919. Il suffit de parcourir la presse capitaliste la plus influente pendant les derniers mois de cette année pour apporter une série d'extraits éloquentes montrant à quel point a diminué sa panique devant le danger universel du communisme, bien qu'elle reconnaisse elle-même que les communistes de petits groupes isolés qu'ils étaient, se sont changés en un grand mouvement de masses. Mais il est une autre source dont on pourrait tirer un caractéristique changement. Prenons, par exemple, la résolution du Parti Communiste de Pologne, adoptée par lui au printemps dernier, lors des élections à la Diète. La modification du rapport des forces politiques y trouve son expression en ce fait que, partout les social-démocrates et les indépendants sont sortis des gouvernements. En Allemagne, ils y entrèrent d'abord sous la pression de l'extérieur. Non moins significatif est le bon voisinage de l'Internationale d'Amsterdam et des Internationales politiques 2 et 2 1/2, mariage à trois qui cependant ne choque en rien aucune des ces trois belles.

Le mouvement révolutionnaire mondial

Les années d'après-guerre sont marquées par un essor inouï du mouvement révolutionnaire. En mars 1917, se produisit le renversement du tsarisme en Russie ; en mai 1917 se développe, en Angleterre, un mouvement gréviste ; en novembre de la même année, le prolétariat russe s'empare du pouvoir gouvernemental. Je ne dissimulerai pas que, à cette époque, la prise du pouvoir dans les autres pays d'Europe nous semblait bien plus proche qu'elle n'est en réalité. En novembre 1918 se produisit le renversement des monarchies allemande et austro-hongroise. Le mouvement gréviste embrasse une série de pays d'Occident. En mars 1919, la République Soviétiste est proclamée en Hongrie. Depuis la fin de 1919, les Etats-Unis sont bouleversés par les grèves orageuses des métallurgistes, des mineurs et des cheminots. La France atteint l'apogée de sa tension politique intérieure en mai 1920. En Italie se développe en septembre 1920, un mouvement du prolétariat pour prendre possession des usines. Le prolétariat tchèque, en décembre 1920, recourt à la grève générale politique. En mars 1921 se soulèvent les ouvriers de l'Allemagne centrale, et les mineurs anglais commencent leur grève gigantesque.

L'année écoulée a été également marquée par des défaites de la classe ouvrière. En août 1920 se termina malheureusement l'offensive de l'Armée Rouge sur Varsovie. En septembre 1920 demeura sans résultats le mouvement du prolétariat Italien. Si M. Turati déclare que ce mouvement a échoué parce que les ouvriers italiens n'étaient pas mûrs pour s'emparer de l'industrie et la diriger, nous sommes obligés de constater avec regret que le mouvement italien ne s'est pas encore débarrassé de M. Turati et des turatistes. De même se termina sans succès immédiat l'insurrection des ouvriers allemands en mars 1921.

Tout cela conduit M. Otto Bauer à cette conclusion que les Communistes ont fait faillite, car, d'après lui, ils avaient parié, avec la Seconde Internationale, que la Révolution aurait lieu sinon en 1918, du moins en 1919. La fixation de cette date contiendrait même, d'après lui, tout le sens du communisme, en le différenciant des tendances réformistes et opportunistes.

Néanmoins, la question se pose à l'Internationale Communiste et à toute la classe ouvrière, de savoir dans quelle mesure les relations politiques nouvelles entre la bourgeoisie et le prolétariat correspondent à la réalité du

rapport des forces. Y a-t-il des raisons valables de croire que les secousses politiques et les luttes de classes céderont la place à une époque prolongée de restauration et de croissance du capitalisme ? Ne s'ensuit-il pas de là la nécessité de réviser le programme et la tactique de l'Internationale Communiste ?

La situation mondiale

En passant à l'examen et à l'analyse de la situation économique, je voudrais noter que c'est là une tâche extrêmement complexe et difficile, car la statistique même qui doit être à la base d'une analyse semblable porte les traces du chaos économique qui règne actuellement. Malgré tout, les chiffres en notre possession doivent nous donner une certaine idée de la situation économique générale.

Dans l'agriculture, si on compare la récolte de 1920 avec la moyenne des cinq années précédentes la guerre, on voit qu'elle n'est pas inférieure. Mais si on prend seulement l'Europe, la récolte de 1920 est de 120 millions de quintaux inférieure, l'Amérique fournissant au contraire un excédent équilibrant le déficit européen.

On peut en dire autant dans l'ensemble de l'élevage. Si on considère que la population de l'Europe a augmenté de 80 millions par rapport à celle d'avant-guerre, malgré les pertes colossales de cette période et que les stocks de blé ont diminué de 120 millions de quintaux, on voit se dessiner avec des contours frappants le fait de l'appauvrissement de l'humanité par rapport à la période précédente.

Si on prend les mines, le tableau est le même, mais encore plus net. La récolte mondiale de charbon en 1920 donne seulement 75% de 1913. Le déficit est de 18% pour l'Europe, tandis que l'Amérique augmente ses extractions de 13%. Le fer et les autres branches principales d'industrie fournissent un tableau analogue.

Si nous entreprenons d'examiner la situation économique non plus du monde entier dans son ensemble, mais de tel ou tel pays particulier, l'appauvrissement résultant de la guerre ressort encore plus clairement. La richesse nationale de toutes les puissances belligérantes était pendant la guerre de 2 400 000 000 000 de marks en or et leur revenu national annuel de 300 milliards. La guerre a anéanti, d'après les calculs d'économistes autorisés au moins la moitié de toute la richesse nationale de ces Etats. Si l'on considère que la guerre n'a pas pu affecter qu'un tiers environ des revenus nationaux annuels, nous constatons le fait que la richesse nationale des pays belligérants avait diminué en 1919 d'un tiers au moins et devait donc être évaluée à 1.800 milliards de marks or au maximum. Par contre, on constate une inflation extraordinaire du papier-monnaie. De 28 milliards de marks avant la guerre, elle est montée à 300 milliards, soit plus du décuple. Cette dernière circonstance exprime la vérité que le revenu nationale a diminué, dans une proportion moindre cependant que la richesse nationale. Par suite de l'exaspération jusqu'alors inouïe des antagonismes intérieurs de la société capitaliste, ce processus a pris l'apparence extérieure d'un enrichissement. L'Etat a lancé emprunts sur emprunts, inondant le marché de papier-monnaie destiné à combler les pertes matérielles qui ne sont que trop réelles.

Pendant ce temps, les installations mécaniques s'usaient sans être renouvelées. Le capital fictif augmentait dans la même mesure dans laquelle l'équipement matériel se détruisait. Le système de crédit devenait un moyen pour mobiliser la richesse nationale en vue de la guerre.

Ce qui caractérise le mieux ce processus d'appauvrissement, c'est l'acuité de la crise des logements dans tous les pays participant à la guerre. Le bâtiment est une des branches les plus importantes de l'économie nationale, et il a été entièrement délaissé.

Cet appauvrissement de l'humanité est inégalement réparti selon les pays. D'un côté se trouve la Russie, à l'autre pôle sont les Etats-Unis. Mais il faut parler de la part de la Russie comme étape non capitaliste. C'est pourquoi la première place dans notre revue sera occupée par l'Allemagne.

La situation économique actuelle de l'Allemagne est caractérisée avec assez de relief par les chiffres de Richard Calver, dans son livre sur la faillite gouvernementale. Si la valeur des richesses matérielles produites en Allemagne en 1917 était évaluée à 11,3 millions d'unité de travail, elle ne vaut plus maintenant que 5,8 millions, c'est-à-dire 42% d'avant-guerre. Dans le domaine de l'agriculture, la récolte d'avant-guerre (15 millions de tonnes) est réduite en 1919 à 6,6 et en 1920 à 5,2. Dans le domaine de l'élevage, Calver constate de même un empirement de moitié. La dette nationale de l'Allemagne a atteint 250 milliards de marks or. La quantité de papier-monnaie a augmenté de plus de 16 fois, et la valeur réelle du mark ne dépasse pas 7 pfennigs d'avant-guerre. La richesse nationale, estimée avant la guerre à 225 milliards de marks or, est aujourd'hui réduite à 100. Le revenu national, au lieu de 40 milliards, est estimé à 16, soit un appauvrissement de 60%. L'Allemagne, déclare Calver, est aujourd'hui plus pauvre que vers 1895, au début de l'époque du «Sturm und Drang» du capitalisme. L'obligation des soi disant réparations, qui ne sont qu'une contribution déguisée, coûte à l'Allemagne 2 milliards de marks or chaque année. C'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant à ce que Calver constate l'impossibilité complète pour ce pays de rétablir le rapport normal entre le mark or et les finances gouvernementales, et qualifie la situation de l'Allemagne comme la banqueroute générale de l'Etat. En Allemagne, dans ces derniers temps, on parle et on écrit beaucoup sur la banqueroute nationale au point de vue économique, politique, philosophique, moral, etc. Avec morale ou sans morale, ces messieurs n'échapperont pas à la banqueroute.

Il est infiniment plus difficile de parler de la France. C'est là que les chiffres sont les plus cachés et les plus menteurs, quand par hasard on les fournit. Le revenu national de la France peut être estimé de la façon suivante. La quantité du bétail a diminué d'environ 5 millions de têtes, celle du froment de 24 millions de quintaux, celle du charbon de 16 millions de tonnes et en tenant compte de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, de 6 millions. La production de l'acier a diminué de plus de moitié. Bien caractéristique est le bilan commercial de la France. En 1919 et 1920 il s'est soldé par un passif de 37 milliards de francs. Il est vrai que dans le premier trimestre de 1921, ce bilan s'est amélioré. Les importations et les exportations se sont équilibrées, mais, comme en témoigne le Temps, c'est uniquement grâce à une diminution des importations des matières et non point à une augmentation des exportations de produits manufacturés. La dette nationale a décuplé de 1913 à 1921. La quantité du papier monnaie a augmenté de 7 fois. Le déficit normal sans compter les dépenses dites de restauration, pour lesquelles les chances de paiement par l'Allemagne nous sont déjà connues, s'élève à 5 milliards et demi de francs. Rien d'étonnant à ce que M. Chéron dise, d'une part, que la France s'est changée en une énorme machine bureaucratique, incapable d'aucun travail et, d'autre part, que le seul moyen de canaliser l'inondation de papier est la banqueroute déclarée. La France est tout simplement l'Etat le plus parasitaire de l'Europe et du monde. Elle ne se maintient que par le pillage de l'Allemagne et des colonies. Dans ce pillage l'Allemagne perd le double de ce qu'en retire la France. Telle est la situation de la France qui joue aujourd'hui, sans conteste, le premier rôle en Europe.

L'Angleterre est celui de tous les Etats occidentaux qui a été le moins touché par la guerre. Si son agriculture s'est quelque peu améliorée, cela n'a été que provisoirement, grâce aux subsides extraordinaires du gouvernement. L'industrie minière, clé de voûte de la richesse anglaise, a diminué de 20% au cours des sept années de guerre. Le même phénomène se constate dans les aciéries. En 1921 le premier trimestre a déjà fourni une courbe descendante pour les extractions de charbon, et il est inutile de s'étendre sur la grandiose grève actuelle. Les exportations de charbon, article essentiel des relations extérieures de l'Angleterre, ont diminué de 75% pendant ces sept ans. Au cours des 5 premiers mois de 1921 elles atteignent seulement un sixième de celle d'avant-guerre. D'une façon générale le commerce extérieur est réduit d'un tiers.

En ce qui concerne la dette nationale du pays, elle a augmenté de plus de 11 fois, le budget militaire a triplé dans le même temps. Enfin, le fait le plus caractéristique pour l'Angleterre qui perd si elle ne l'a pas déjà perdue son ancienne situation internationale dominante, c'est que la livre sterling, dont le seul nom symbolisait la domination de la monnaie anglaise sur l'univers, a perdu toute son auréole en faveur du dollar américain et par rapport à lui est tombée au début de ce mois à 24% de sa valeur réelle.

Si les trois Etats capitalistes les plus importants d'avant-guerre se trouvent ainsi ruinée par la guerre à leurs dépend, aux dépends de l'appauvrissement de l'Europe, s'est puissamment développée l'industrie américaine. Aux Etats-Unis, l'industrie minière a plus que décuplé. Les extractions de pétrole ont presque doublé. Les Etats-Unis détiennent aujourd'hui 45% du charbon mondial, 30% du tonnage mondial, 85% de la production d'automobiles. Tandis que pour l'ensemble du globe terrestre on a un moteur pour 100 000 habitants, l'Amérique en a un pour 12. Si avant la guerre l'exportation américaine était composée pour un tiers seulement de produits manufacturés et pour 2/3 de denrées alimentaires et de matières premières, après la guerre cette proportion a été nettement modifiée et les produits manufacturés composent maintenant 60% de cette exportation. De pays d'exportation agricole, les Etats-Unis sont devenus un pays presque monopolair d'exportation industrielles. De 1915 à 1920 les exportations ont dépassé les importations de 18 millions de dollars. Il n'est pas sans intérêt de remarquer les Etats-Unis, ayant 6% de la population du globe et 7% de sa superficie, possédant 50% du zinc, 45% du charbon, 80% de l'aluminium, du cuivre et du coton, 66% du pétrole, 70% du maïs, et 85 % des automobiles. En même temps la dette des Etats-Unis s'élève à 18 milliards de dollars et augmente chaque jour de 10 millions.

Ainsi l'Amérique, concentrant chez elle la moitié de l'or du globe, continue sans relâche à puiser dans les autres pays ce qui peut en rester. Nous avons déjà parlé de la situation internationale du dollar.

Le Japon donne le spectacle d'un progrès semblable. Lui aussi s'est servi de la guerre pour élargir son marché mondial, néanmoins son développement est incomparablement inférieur à celui des Etats-Unis, et porte dans plusieurs branches d'industrie, un caractère de forcerie. Il faut néanmoins remarquer que les extractions de charbon en Asie ont augmenté pendant la guerre de 36%. Cet essor a été accompagné au Japon d'une colossale multiplication de l'armée ouvrière, qui compte maintenant 2.400.000 hommes, dont environ 12% sont organisés en syndicats.

En continuant je voudrais faire une simple remarque concernant la Russie, bien qu'un rapport spécial sur elle doit être présenté par Lénine. Les hommes d'Etat et les économistes bourgeois peuvent dire que la Russie non plus n'a pas amélioré sa situation économique pendant la guerre. Le ministre Hugues, dans sa lettre au trop fameux Gompers, déclare au sujet de la reprise des relations commerciales avec la Russie, qu'elle n'a aucune perspective d'avenir, car la Russie n'est qu'un immense désert économique. La désorganisation de l'industrie russe, dit-il. Ne résulte nullement du blocus, ni de la mobilisation qui, d'après lui, a été numériquement bien inférieure à celle qui a précédé la prise du pouvoir par les bolcheviks. Je ne peux, malheureusement, pas actuellement, en plein cours

de démobilisation, indiquer le chiffre exact des effectifs qui ont pris part à la guerre civile. Je dois seulement dire que les deux motifs de M. Hugues sont absolument mensongers. D'une part, au moment de la plus grande tension, l'armée rouge a compté plusieurs milliers d'hommes, dont environ un quart d'ouvriers qualifiés, ce qui a nécessairement entraîné un affaiblissement de l'industrie. D'autre part, mes amis m'ont aimablement fourni des données sur de nombreux objets qui auparavant n'avaient jamais été fabriqués en Russie où ils étaient importés d'Allemagne et de d'Angleterre. Il est également un grand nombre d'accessoires pour le travail des mines, de la métallurgie, de l'industrie textile, de la papeterie, qu'il suffirait à la Russie de posséder pour pouvoir, dans un court laps de temps, déployer toute son activité et dépasser même la production d'avant-guerre. Voilà comment on peut dire que le blocus n'exerce aucune influence sur l'état de l'industrie russe, voilà quel est ce prétendu désert s'opposant à la reprise des relations commerciales avec elle.

La crise industrielle

Quand on caractérise la situation mondiale, il faut reconnaître que l'essor et l'animation qui se sont remarqués dans l'industrie depuis le printemps 1919 n'ont été qu'une apparence trompeuse de prospérité nationale.

Le tournant survenu après quatre ans de guerre, la démobilisation, le passage de la guerre à l'état de paix, avec la crise inévitable qui s'ensuit le chaos et l'épuisement résultant de la guerre, ont fait place, semble-t-il, au bout de quelques mois, à un essor industriel. L'industrie a presque entièrement englouti les ouvriers démobilisés, et quoique les salaires soient dans l'ensemble très en retard sur la hausse des prix des objets de consommation, néanmoins ils ont augmenté aussi, donnant l'apparence d'un résultat économique obtenu. Voilà les circonstances favorables qui, en 1919 et 1920, ont allégé la période aiguë de liquidation de la guerre, déterminé par un regain d'assurance de la bourgeoisie et posé la question de l'avènement d'une nouvelle époque de développement capitaliste. Or, l'essor de 1919-1920 n'était pas du tout le début d'une restauration de l'économie capitaliste, mais au contraire la continuation de l'apparence de prospérité créée par la guerre. La guerre a enfanté un marché presque illimité pour les principales branches d'industrie, qui, en outre, ont été défendues contre toute espèce de concurrence. La fabrication des moyens de production a été remplacée par la fabrication des instruments de destruction. Si, de cette façon, l'animation de la Bourse, la hausse des prix, le succès extraordinaire de la spéculation, ont donné l'apparence d'une situation favorable en 1919-1920, l'état réel de l'industrie a prouvé, par contre, le caractère illusoire de cette prospérité.

Dans toute l'Europe orientale, occidentale et sud-orientale, nous assistons à la chute de l'industrie. En France, la vie continue par le pillage de l'Allemagne. En France, c'est le marasme. Nous devons constater partout, en Europe, l'absence de condition favorable à la production, et en Amérique, leur présence seulement partielle. La hausse des prix, l'accroissement des bénéfices, une spéculation furieuse, la chute du change européen par rapport au dollar, tous ces signes caractéristiques de la spéculation sont visibles plus que partout en Allemagne. Cette situation favorable n'est qu'une vente aux enchères. Les débris de la richesse nationale sont exportés à l'étranger à des prix dérisoires. La conséquence de cette prétendue prospérité économique a été une inondation de papier-monnaie et le transport du centre de gravité économique dans les Etats-Unis. Mais dans le domaine politique, la conséquence a été le salut provisoire des Etats capitalistes.

Cela n'aboutit-il pas cependant à l'avènement d'une époque nouvelle du capitalisme ? C'est ce que semblent penser quelques camarades qui se réfèrent à des citations de Marx et d'Engels parlant de la Révolution de 1848 comme une conséquence de la crise de 1847, et de la réaction des années suivantes comme d'une conséquence de l'essor économique capitaliste de 1850-51. Cette interprétation ne peut s'expliquer que par un malentendu. Le développement de l'économie capitaliste ne se ramène pas à une suite de crises et d'essors, de flux et de reflux de l'activité industrielle. Cette suite n'est qu'un phénomène accessoire du processus économique. Son essence est la marche de la courbe. Cet accident peut se produire aussi bien en cas de stagnations, de chutes ou de progrès. Si la moyenne de ces fluctuations donne une courbe montante, nous avons affaire en réalité à un progrès industriel continu, et alors l'analyse du développement industriel dans le dernier demi-siècle nous fournit une courbe montante avant la guerre et une courbe descendante depuis la guerre, quelles que puissent être les alternatives de crise et de prospérité, les déviations provisoires dans tel ou tel sens, dans la première ou dans la seconde période.

Voilà pourquoi l'époque actuelle ne doit aucunement être regardée comme un développement organique du capitalisme. La crise grandissante a commencé précisément dans les pays où l'industrie semble la plus florissante. Le Japon et l'Amérique ont les premières été soumises à cette crise. La chute de la faculté d'achat de l'Europe, son endettement complet vis-à-vis des Etats-Unis, ont été la première cause extérieure de cette crise ; le développement artificiel du Japon n'a pas pu durer longtemps. Le marché mondial s'est montré absolument désorganisé.

Mais une question peut surgir : cette crise ne sera-t-elle pas remplacée par une époque nouvelle de prospérité industrielle ? N'assisterons-nous pas à un renouveau organique ? Ne s'ensuivra-t-il pas en même temps que la révolution sera remise pour de longues années ?

Cette liaison entre les périodes d'essor ou de chute et la révolution ne doit pas être considérée. Rappelez-vous la Russie après 1905. La défaite de la première révolution a coïncidé avec les années de crise industrielle, alors qu'au contraire, les années 1908 à 1912 ont été marquées à la fois par un essor industriel et par un progrès du mouvement ouvrier qui prit la forme de grandes manifestations dans les rues à la veille même de la guerre mondiale.

Est-il permis alors, me dira-t-on, de considérer comme impossible une restauration de l'équilibre capitaliste ? Théoriquement parlant, la chose est possible. La situation actuelle ne s'est en rien modifiée depuis le premier et le second Congrès. Si à cette époque nous avions un but immédiat et une route y menant tout droit, aujourd'hui, après en avoir parcouru une partie, nous commençons à voir que cette route tantôt s'élève et tantôt s'abaisse, sans jamais abandonner la direction précédemment déterminée par nous. Il ne s'agit pas de ce qu'on peut affirmer théoriquement. Il s'agit de considérer les conditions réelles qui rendent effectivement impossible la restauration de l'équilibre capitaliste sur le globe terrestre.

Les opportunistes aiment se rapporter à la restauration automatique du développement capitaliste, et le fait est très caractéristique de ces gens. On dirait qu'il s'agit non pas de deux classes en lutte, mais d'un processus mécanique s'accomplissant lors de la volonté des masses, hors de toute dépendance du rapport politique entre ces classes. Ce mépris des opportunistes pour la volonté des masses est extrêmement significatif pour la tactique qu'ils mènent et qu'ils prêchent. C'est avouer qu'ils ne se rendent aucunement compte de l'exaspération colossale des antagonismes sociaux qui se produit à côté de la crise industrielle. Tandis que la production des richesses matérielles a décliné, la différenciation et la lutte des classes progressent à pas de géants. Elles progressent si rapidement que nous avons en face de nous non pas une classe ouvrière unique, mais tout un ensemble de diverses catégories d'ouvriers. A côté de ceux qui ont été politiquement éduqués dans les traditions du mouvement ouvrier, nous avons l'énorme couche des ouvriers appelés à la vie par la guerre, parmi eux un nombre énorme de femmes entrées depuis peu dans la carrière de la lutte de classe. A côté des couches ouvrières montrant parfois une excessive prudence, nous avons des couches embrasées par l'idéal révolutionnaire et la soif de combat, mais ignorantes des conséquences.

D'autre part, la situation est profondément modifiée au sein de la bourgeoisie, tandis qu'à l'avant de la lutte politique dans les Etats bourgeois, nous voyons la bourgeoisie syndiquée, la petite bourgeoisie non syndiquée et appauvrie relativement et absolument, se dégrade socialement et entre en opposition déclarée contre la bourgeoisie syndiquée. Néanmoins, nous n'avons aucunement l'intention de nous mettre, comme les réformistes et les indépendants, à la tête de cette bourgeoisie, mais il faut constater qu'à mesure que le prolétariat consolide ses forces, les couches bourgeoises en question, si elles ne sont pas entraînées par le prolétariat au moment de la lutte décisive, seront du moins neutralisées. Cette vérité concerne des couches importantes des pays moyens, qui se sont soi-disant enrichies de l'afflux du papier monnaie, et qui, en réalité, ont été les premières victimes de la chute de la grande industrie.

En plein accord avec cette espérance de restauration de l'équilibre social sont les espérances de restauration de l'équilibre international. Si le but immédiat de la guerre impérialiste a été de remplacer un grand nombre d'Etats nationaux par un seul Etat universel, il faut dire que les auteurs de la guerre ont manqué dans une large mesure leur but. La guerre a conduit précisément aux résultats contraires. Il s'est constitué en Europe une série de petits Etats. Preuve que les géants impérialistes ont été impuissants à faire entre eux le partage de l'influence mondiale. De là une série de crises politiques internationales incessantes. La France joue le rôle d'Etat directeur en Europe, se heurtant à chaque pas à la politique anglaise, dont les intérêts diffèrent de plus en plus des siens, surtout par rapport à l'Allemagne. Mais s'il est permis de parler quelque part d'automatisme, c'est exclusivement dans les rapports entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Aujourd'hui deux ouvriers américains produisent autant que peuvent produire 5 ouvriers anglais. Aujourd'hui 45% de tout le charbon du monde est entre les mains de l'Amérique, ainsi que plus d'un tiers du pétrole. Pour ce dernier, la situation est moins simple. Autre chose est le pétrole dans sa prévision géologique et dans son existence réelle. Les économistes américains sonnent déjà l'alarme parce que dans dix ans les Etats-Unis seront sans pétrole et tous leurs transports automobiles, qui dépassent de six fois ceux du reste du globe, devront s'arrêter. Ajoutons à cela les dettes de l'Europe envers l'Amérique, les tendances couronnées de succès de cette dernière à concentrer entre leurs mains tous les câbles télégraphiques du globe, l'accroissement extraordinairement rapide de leur tonnage, qui atteint déjà 30% du tonnage mondial. On comprendra alors non seulement l'alliance politique de l'Angleterre et du Japon, mais encore toutes les conséquences de cette alliance. En 1924, la flotte américaine aura plus de tonnage que les flottes anglaise et japonaise réunies. Mais comme la Grande-Bretagne domine sur les mers et que le maître des mers est le maître du monde, il ne faut pas être un grand prophète pour prévoir que nous allons tout droit vers un conflit armé entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous sommes dans une de ces occasions rares où ce conflit peut être daté avec l'exactitude maximale. L'Angleterre n'a qu'une alternative : ou bien renoncer à jamais à sa primauté mondiale ou bien jouer dans une guerre toute sa destinée, toute sa richesse nationale.

D'autre part les armées européennes ont augmenté d'environ 30% relativement à l'époque d'avant-guerre. Le fait s'explique par le morcellement national colossal, par la nécessité pour chaque nouvelle étape d'entretenir ses

douanes, ses gardes frontières, ses gendarmes, ses forces militaires. Nous pouvons constater avec certitude que la caractéristique donnée par nous au premier et au second congrès à la situation mondiale demeure entièrement vraie. Il n'est survenu aucune espèce d'équilibre social, il n'a été obtenu aucune espèce d'équilibre dans la politique internationale du capitalisme. Le prolétariat mondial est aujourd'hui, comme il l'était alors, à la veille d'un antagonisme social grandissant, d'une part, et d'un conflit impérialiste imminent, d'autre part.

Le rôle du Parti Communiste

La chute des forces productrices de l'Europe, le progrès du mouvement ouvrier en Orient, l'exaspération des antagonismes sociaux en Amérique, la consolidation plus grande de la classe ouvrière, l'expérience toujours plus riche qu'elle accumule dans sa lutte de classe, tout cela nous indique la rectitude de la position de principe prise par nous, la justesse de notre tactique et de notre méthode de combat. Nous devons seulement analyser soigneusement les questions tactiques, afin de nous adapter aux conditions et aux exigences diverses de chaque pays particulier. C'est là le centre de gravité de notre Congrès. Notre but essentiel consiste à former dans l'Internationale Communiste des partis d'action. L'Internationale doit être à la tête des masses en lutte, elle formule de façon claire et distincte les mots d'ordre de combat, elle démasque constamment les mots d'ordre conciliateurs et transactionnels de la social-démocratie. Elle doit largement pratiquer la stratégie de la lutte de classe, apprendre à manœuvrer avec les diverses couches de la classe ouvrière, afin de les enrichir toutes de nouvelles méthodes de lutte, afin de constituer avec elles, pour le moment de la rencontre avec les forces adverses, une armée inébranlable. Chaque répit doit être utilisé par le Parti Communiste pour retirer des précédents combats toutes les leçons possibles, pour approfondir et élargir les antagonismes sociaux, pour les coordonner à l'échelle nationale ou internationale par un but et une action unique, pour triompher ainsi de tous les obstacles sur la route de la dictature et de la révolution sociale.

L. Trotsky

Les enseignements du III^e Congrès de l'Internationale Communiste 12 juillet 1921

Un article publié en français dans *l'Humanité* du 10 août 1921.

Les classes ont leur origine dans le processus de production. Elles sont capables de vivre tant qu'elles jouent le rôle nécessaire dans l'organisation commune du travail. Les classes perdent pied si leurs conditions d'existence sont en contradiction avec le développement de la production, c'est-à-dire le développement de l'économie. C'est dans une telle situation que se trouve actuellement la bourgeoisie.

Cela ne signifie du tout que la classe qui a perdu ses racines et qui est devenue parasitaire doit périr immédiatement. Quoique les fondements de la domination de classe reposent sur l'économie les classes se maintiennent grâce aux appareils et organes de l'Etat politique : armée, police, parti, tribunaux, presse, etc. A l'aide de ces organes, la classe dominante peut conserver le pouvoir des années et des dizaines d'années même quand elle est devenue un obstacle direct au développement social. Si cet état de choses se prolonge trop longtemps, la classe dominante peut entraîner dans sa chute le pays et la nations qu'elle domine.

De là résulte la nécessité de la révolution. La classe nouvelle, qui est aussi la source nouvelle du développement économique, c'est le prolétariat. Le prolétariat doit renverser la bourgeoisie, arracher le pouvoir à ses mains et transformer l'appareil d'Etat en une arme qui serve à la réorganisation de la Société.

La bourgeoisie dans l'après-guerre

La bourgeoisie, déjà avant-guerre est devenue une classe parasitaire et antisociale. Pendant la guerre il a été clairement montré que la domination de la bourgeoisie était en contradiction avec le développement futur et même avec la conservation de la vie économique. La guerre n'a pas seulement mis en évidence cette contradiction, mais l'a aggravée et poussée à l'extrême.

Pendant la guerre, les organes politiques du gouvernement bourgeois, Etat, armée, police, parlement, presse se sont discrédités et affaiblis d'une façon extraordinaire. Dans la première période d'après-guerre, la bourgeoisie était complètement désorientée, craignait les règlements des comptes et ayant perdu complètement confiance dans les vieilles méthodes et habitudes du gouvernement, sondait avec anxiété le terrain, chancelait et faisait des concessions. En 1919, année la plus critique pour la bourgeoisie, le prolétariat européen aurait pu prendre le pouvoir avec le minimum de sacrifices, si une organisation révolutionnaire et vraiment active avait été à sa tête qui eût adopté des buts clairs et eût été capable de les poursuivre, c'est-à-dire s'il avait eu comme guide le parti communiste.

Mais ce n'était pas le cas. Au contraire, la classe ouvrière qui, après la guerre, essayait de conquérir pour elle des conditions d'existence nouvelles et qui attaquait la société bourgeoisie, portait sur son dos les partis et les syndicats de la seconde Internationale dont les efforts conscients ou instinctifs tendaient à la conservation de la société bourgeoise.

Le rôle de la social-démocratie

La bourgeoisie qui se cachait derrière la social-démocratie, profitait le mieux possible de cette trêve. Elle s'est guérie de la panique des premiers jours ; elle réorganisait ses organes d'Etat, les complétait par des bandes contre-révolutionnaires armées et recrutait des spécialistes politiques pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire ouvert, spécialistes qui travaillaient à l'aide des méthodes combinées d'intimidation, de corruption, de provocation, d'isolement, de division, etc. La tâche principale de ces spécialistes consiste à livrer aux différents partis séparés de l'avant-garde du prolétariat une série de luttes, à les saigner et à enlever par là à la classe ouvrière la foi dans un succès possible.

Dans le domaine de la reconstruction de la vie économique, la bourgeoisie n'a rien fait d'important pendant les trois années après la guerre. Au contraire, c'est à présent que se montrent les suites funestes de la guerre dans toute leur étendue sous forme d'une crise qui ne s'est jamais produite dans l'histoire du capitalisme. Ainsi nous voyons distinctement que par exemple les conditions politiques des syndicats si, en fin de compte, elles dépendent des conditions économiques ne suivent pas un cours automatique et parallèle à elles.

Pendant que dans le domaine de la production et du commerce, l'appareil universel capitaliste est complètement inactif à ce point que la situation en 1919 comparée à celle d'aujourd'hui signifie le bien-être le plus parfait, la bourgeoisie, dans le domaine politique, a su fortifier les organes et les armes de sa domination.

Les chefs de la bourgeoisie voient bien le précipice qui s'ouvre devant eux. Mais ils sont prêts et lutteront jusqu'au bout. Ils considèrent la situation comme une affaire de stratégie politique. Ils répriment audacieusement

chaque mouvement du prolétariat, ils s'efforcent de l'affaiblir surtout en Allemagne où ils le fractionnent par une suite de luttes particulières.

L'action ouvrière

Les ouvriers ont beaucoup lutté et ont fait de grands sacrifices pendant les trois dernières années. Ils n'ont pas réussi à conquérir le pouvoir. C'est pourquoi la classe ouvrière devient plus prudente qu'elle ne l'était dans les années 1919 et 1920. A la suite d'attaques plus ou moins violentes, les ouvriers chaque fois rencontrèrent une résistance mieux organisée et furent repoussés. Ils comprirent et sentirent qu'une conduite ferme et une stratégie révolutionnaire étaient nécessaires pour assurer le succès du prolétariat. Si les masses ouvrières ne répondent plus aux appels révolutionnaires aussi promptement qu'en 1918 et 1919, ce n'est pas parce qu'elles sont devenues moins révolutionnaires, mais qu'elles sont maintenant moins naïves. Elles veulent une garantie pour la victoire.

Seul peut les conduire à une lutte décisive le parti qui montre dans la pratique, dans toutes les circonstances et conditions, non seulement la volonté de lutter, c'est-à-dire son courage, mais aussi sa capacité de conduire des masses au combat, de manœuvrer, d'attaquer, d'effectuer une retraite si les conditions sont défavorables, de réunir toutes les forces et tous les moyens pour le coup à frapper et d'augmenter par là systématiquement son influence sur les masses et son autorité. Sans doute les partis de l'Internationale communiste ne se sont pas rendus compte de ce devoir. Là se trouve la source principale des fautes tactiques et des crises internes dans les différents partis communistes.

La représentation purement mécanique de la révolution prolétarienne, qui a uniquement pour point de départ la ruine constante de la société capitaliste, poussait quelques groupes de camarades à la théorie fautive de l'initiative des minorités qui font écrouler par leur hardiesse "les murs de la passivité commune du prolétariat" et des attaques incessantes de l'avant-garde du prolétariat comme nouvelle méthode de combat dans les luttes et de l'emploi des méthodes de révoltes armées. Inutile de dire que cette sorte de théorie de la tactique n'a rien à faire avec le marxisme. Son emploi égale la stratégie des chefs militaires et politiques de la bourgeoisie.

La vraie méthode

Il n'y a pas de doute que les méthodes et les théories aventurières sont sorties de la classe ouvrière qui réagissait contre les courants réformistes dont elles sont le résultat direct. Pendant que les courants réformistes et centristes sont une force extérieure et un ennemi ouvert, les courants subjectifs et aventureux constituent un danger intérieur qu'il serait impardonnable de méconnaître. Le mal de la subjectivité révolutionnaire consiste d'après l'expression du Dr Herzeris qu'il lui faut une grossesse de cinq ou six mois au lieu de neuf mois.

Le troisième congrès constate la ruine des fondements économiques de la domination bourgeoise. En même temps, il met énergiquement les ouvriers conscients en garde contre la croyance naïve qu'il en résulte automatiquement la chute de la bourgeoisie, provoquée par les offensives incessantes du prolétariat. Jamais l'instinct de conservation de la classe bourgeoise n'avait créé des méthodes de défense et d'attaque aussi variées qu'à présent. Les conditions économiques de la victoire de la classe ouvrière sont visibles. Sans cette victoire, c'est la ruine, la perte de toute civilisation qui nous menace dans un avenir plus ou moins proche. Mais cette victoire peut seulement être conquise par une direction raisonnable des combats et en première ligne, par la conquête de la majorité de la classe ouvrière. C'est l'enseignement principal du troisième congrès.

Nouvelle Étape

Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'I.C.

19 août 1921

Texte publié pour le 3e Congrès de l'Internationale Communiste (1921). Republié en russe et en anglais dans le recueil «Les Cinq premières années de l'Internationale Communiste»,

Publié en français en brochure, sous le titre instituée «Nouvelle Étape».

En Guise de Préface

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Comme jalons qui déterminent cette nouvelle étape on peut considérer : l'insuccès de la marche de l'Armée Rouge sur Varsovie (août 1920), la débâcle du puissant mouvement révolutionnaire italien, en septembre 1920, et l'action des ouvriers allemands au mois de mars de l'année courante.

Le troisième Congrès de l'Internationale a fourni une critique économique et politique de la période qui vient de commencer et a tiré de cette critique toutes les conclusions tactiques nécessaires.

Dans la première partie de ce livre (*La situation mondiale*), l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale, telle qu'elle était au milieu de l'année 1921. Le rapport de l'auteur au Congrès sert de base à cette caractéristique.

La seconde partie (*Une Ecole de stratégie révolutionnaire*) contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du Congrès en même temps que la tactique générale de ses travaux.

L'ouvrage entier est composé de deux discours prononcés par l'auteur dans deux réunions des membres de l'organisation de Moscou de notre parti, réunions tenues juste avant le Congrès et immédiatement après lui. Je me suis servi, pour la première partie de mon livre, non pas du sténogramme de mon discours au Congrès, — j'étais obligé d'y prendre parole en allemand, ce qui hélas, a donné à mon allocution un caractère simplifié, souvent «approximatif», — mais de celui de mon rapport russe sur le même sujet, rapport qui avait précédé le Congrès. Je prie les camarades qui désirent prendre connaissance de mon rapport au Congrès d'utiliser le texte du présent ouvrage comme plus précis.

J'ai fait la révision des deux discours qui font partie de ce livre, aussi soigneusement que mes loisirs me l'ont permis. Je n'en prie pas moins mes lecteurs de se rappeler qu'ils n'ont pas devant eux un livre dans le sens propre du mot, c'est-à-dire un exposé systématique d'une pensée fondamentale, mais seulement le texte sténographié et revu par l'auteur de deux discours. Il est évident que je ne cherche ainsi nullement à échapper à la responsabilité des pensées que je développe dans cet ouvrage ; je demande tout simplement un peu d'indulgence pour la forme de mon exposé

L. Trotsky

P.S. — Les théoriciens social-démocrates me comptent avec une louable insistance parmi les communistes de « gauche ». Nos amis de gauche appartenant à l'Internationale Communiste me considèrent, semble-t-il, presque comme un centriste déguisé. Je me permets de puiser dans ces deux opinions une consolation tactique.

L. T.

Moscou, le 19 août 1921.

La Situation mondiale (1917-1921)

Camarades ! Le problème auquel sera consacré mon rapport est très complexe ; aussi ai-je peur que mon discours ne soit trop long. Je me vois obligé de vous prier de lui prêter une attention soutenue, d'autant plus que je ne suis pas sûr d'avoir réussi à grouper les données que je possède, de façon que mon rapport nécessite un moindre effort de la part de mes auditeurs ; c'est dire que je ne suis pas sûr de pouvoir exposer mes idées, concernant la situation internationale, avec l'ordre et la clarté nécessaires.

Depuis la guerre impérialiste, nous sommes entrés dans une période révolutionnaire, c'est-à-dire dans une période pendant laquelle les bases mêmes de l'équilibre capitaliste sont ébranlées et tombent peu à peu en ruines. L'équilibre capitaliste est un phénomène très complexe ; le régime capitaliste construit cet équilibre, le rompt, le reconstruit et le rompt de nouveau en élargissant en même temps les cadres de sa domination. Dans le domaine économique, les crises et les recrudescences d'activité constituent les ruptures et les rétablissements de l'équilibre. Dans le domaine des relations entre les classes, la rupture d'équilibre consiste en grèves, en lock-outs, en lutte révolutionnaire. Dans le domaine des relations entre Etats, la rupture d'équilibre c'est la guerre tout court, ou bien, sous une forme affaiblie, la guerre des tarifs douaniers, la guerre économique ou le blocus. Le capitalisme a ainsi un équilibre instable qui, à tour de rôle, se rompt et se rétablit. Mais en même temps, cet équilibre possède une plus grande force de résistance, dont nous avons la meilleure preuve dans ce fait que le monde capitaliste ne s'est pas encore écroulé.

La dernière guerre impérialiste constitue l'événement que nous avons considéré avec raison comme un coup terrible, sans précédent jusqu'à ce jour dans l'histoire porté à l'équilibre du monde capitaliste. En effet, après la guerre commence l'époque des très grands mouvements de masse et des luttes révolutionnaires. La Russie, qui constituait l'anneau le plus faible de la chaîne capitaliste, perdit la première son équilibre, et la première aussi entra dans la voie de la révolution, au mois de mars 1917. Notre révolution de mars eut une grande répercussion dans les masses laborieuses d'Angleterre. L'année 1917 fut, en Angleterre, celle des grèves immenses pendant lesquelles le prolétariat anglais réussit à arrêter le processus de l'abaissement du standard of life des travailleurs, processus provoqué par la guerre. En novembre 1917, la classe ouvrière de Russie s'empara du pouvoir. Une vague de grèves déferla sur le monde capitaliste entier en commençant par les pays neutres. En automne 1918, le Japon subit les grands troubles dits « du riz » qui, d'après certaines données, entraînent dans le mouvement jusqu'à 25% de la population du pays et provoquèrent des persécutions cruelles de la part du gouvernement du mikado. En janvier 1918, une grève de masse éclata en Allemagne. A la fin de 1918, après la débâcle du militarisme germanique, des révolutions ont lieu en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Le mouvement révolutionnaire prend une ampleur de plus en plus grande. L'année 1919, la plus critique pour le capitalisme, du moins pour celui d'Europe, commence. En mars 1919, une république des Soviets est proclamée en Hongrie. En janvier et en mars 1919, des combats cruels entre les ouvriers révolutionnaires et la république bourgeoise ont lieu en Allemagne. En France, pendant la démobilisation, la situation devient tendue, mais l'illusion de la victoire et l'espoir de ses fruits d'or sont encore trop puissants ; la lutte n'atteint pas ici, même de loin, une intensité égale à celle qu'elle revêt dans les pays vaincus. Aux Etats-Unis, à la fin de 1919, les grèves, ont une très grande ampleur et entraînent dans le mouvement les cheminots, les mineurs, les métallurgistes, etc. Le gouvernement de Wilson commence des persécutions furieuses contre la classe ouvrière. Au printemps 1920, en Allemagne, la tentative contre-révolutionnaire de Kapp mobilise et pousse au combat la classe ouvrière. Cependant, le mouvement intense et désordonné des ouvriers allemands est étouffé cette fois encore par la république d'Ebert, qu'ils viennent de sauver. En France, la situation politique est le plus tendue au mois de mai de l'année 1920, lors de la proclamation de la grève générale, qui d'ailleurs n'est jamais devenue telle, qui a été mal préparée et qu'ont trahie les chefs opportunistes qui, tout en n'osant pas l'avouer, ne l'avaient jamais voulue. En août, la marche de l'Armée Rouge sur Varsovie, qui constitue aussi une partie de la lutte révolutionnaire internationale, subit un échec. En septembre, les ouvriers italiens, prenant à la lettre l'agitation révolutionnaire, purement verbale, du parti socialiste, s'emparent des usines et des fabriques, mais, trahis honteusement par le parti, subissent une défaite sur toute la ligne et sont soumis depuis ce jour à une contre-offensive implacable de la part de la réaction coalisée. En décembre, a lieu une grève révolutionnaire de masse en Tchécoslovaquie. Enfin, au cours de l'année 1921, un combat révolutionnaire, qui laisse après lui un grand nombre de victimes, se développe dans l'Allemagne centrale, et une nouvelle grève opiniâtre des mineurs éclate en Angleterre.

Lorsque, pendant la première période qui suivit la guerre, nous observions le développement du mouvement révolutionnaire, plusieurs de nous pouvaient croire, avec des raisons historiques suffisantes, que ce mouvement, croissant de plus en plus en force et en ampleur, devait aboutir directement à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cependant, près de trois ans ont passé depuis la guerre. Dans le monde entier, sauf en Russie, le pouvoir reste entre les mains de la bourgeoisie. Certainement, pendant tout ce temps, le monde capitaliste ne restait pas immuable. Il changeait. L'Europe, le monde entier ont traversé une période de démobilisation, extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie, période de démobilisation des hommes et des choses, c'est-à-dire de l'industrie, période où il s'est produit un surcroît monstrueux de l'activité commerciale après la guerre et ensuite une crise qui n'est pas encore terminée. **Et c'est ainsi qu'une question se pose devant nous dans toute son ampleur :**

l'évolution qui se produit en ce moment tend-elle réellement vers la révolution, ou bien faut-il admettre que le capitalisme a vaincu les obstacles créés par la guerre et que, s'il n'a pas encore rétabli l'équilibre capitaliste, il ne soit au moins en train de le rétablir sur des bases d'après-guerre nouvelles ?

La bourgeoisie se tranquillise

Si, avant d'analyser cette question en corrélation avec sa base économique, nous l'étudions d'abord uniquement au point de vue politique, force nous sera de constater que toute une série de signes, de faits, de déclarations témoignent que la bourgeoisie, considérée comme une classe dirigeante, est devenue plus forte et plus stable, ou du moins qu'elle se croit telle. En 1919, la bourgeoisie européenne était en plein désarroi ; c'était pour elle une époque de terreur panique, réellement folle, devant le bolchevisme qu'elle s'imaginait sous une forme vague et d'autant plus menaçante, et que les affiches, à Paris, montraient sous les traits d'un homme au couteau entre les dents. En réalité, la bourgeoisie européenne personnifiait dans le fantôme bolchevik au couteau la peur du châtiement pour les crimes commis par elle pendant la guerre. Elle savait, en tout cas, à quel point les résultats de la guerre ne répondaient pas aux promesses qu'elle avait faites. Elle connaissait exactement l'étendue des sacrifices en hommes et en biens. Elle craignait le règlement des comptes. L'année 1919 fut, sans aucun doute, l'année la plus critique pour la bourgeoisie. En 1920 et 1921, on voit son assurance lui revenir de plus en plus, et en même temps son appareil gouvernemental qui, immédiatement après la guerre dans certains pays, en Italie par exemple, s'est trouvé en pleine décomposition, se renforce sans aucun doute. L'aplomb de la bourgeoisie a pris sa forme la plus frappante en Italie après la lâche trahison du parti socialiste, au mois de septembre. La bourgeoisie croyait rencontrer sur son chemin des brigands menaçants et des assassins ; et elle s'est aperçue qu'elle n'avait devant elle que des poltrons... Une maladie m'ayant empêché, ces temps derniers, de m'adonner à un travail actif, j'ai eu la possibilité de lire en grand nombre les feuilles étrangères et j'ai amassé tout un dossier de coupures qui caractérisent clairement le changement de sentiments de la bourgeoisie et son appréciation nouvelle de la situation politique mondiale. Tous les témoignages se réduisent à un seul : le moral de la bourgeoisie est en ce moment, sans aucun doute, beaucoup meilleur qu'en 1919 et même qu'en 1920. Ainsi, par exemple, les correspondances publiées dans une feuille suisse sérieuse et nettement capitaliste, la Neue Züricher Zeitung, sur la situation politique en France, en Italie et en Allemagne, sont très intéressantes sous ce rapport. La Suisse, dépendant de ces pays, s'intéresse beaucoup à leur situation intérieure. Voici, par exemple, ce qu'écrivait ce journal au sujet des événements de mars en Allemagne :

«L'Allemagne de 1921 ne ressemble plus à celle de 1918. La conscience gouvernementale s'est raffermie partout, à ce point que les méthodes communistes rencontrent actuellement une vive résistance dans toutes les couches de la population, bien que la force des communistes, qui n'étaient représentés pendant la révolution que par un petit groupement d'hommes résolus, ait augmenté depuis de plus de dix fois».

En avril, le même journal, à l'occasion des élections au parlement italien, peint la situation intérieure de l'Italie de la façon suivante :

«Année 1919 : la bourgeoisie est en désarroi, le bolchevisme attaque en rangs serrés. Année 1921 : le bolchevisme est battu et dispersé, la bourgeoisie attaque en rangs serrés».

Un journal influent français, Le Temps, a écrit à l'occasion du 1er. Mai de cette année que pas une trace n'est restée de cette menace d'un coup d'état révolutionnaire qui avait empoisonné l'atmosphère en France au mois de mai de l'année passée, etc.

Ainsi le fait que la classe bourgeoise ait repris courage n'est pas douteux, comme n'est pas non plus douteux le renforcement de l'appareil policier des Etats après la guerre. Mais ce fait, tout important qu'il soit, ne résout nullement le problème, et nos ennemis en tout cas se pressent un peu trop d'en tirer des conclusions au sujet de la faillite de notre programme. Assurément, nous avons espéré que la bourgeoisie serait par terre en 1919. Mais il est évident que nous n'en étions pas sûrs, et que certainement ce n'est pas en vue de cette échéance précise que nous avons fondé notre plan d'action. Quand les théoriciens des Internationales 2 et 2 1/2 disent que nous avons fait faillite en ce qui concerne nos prophéties, on peut croire qu'il s'est agi de prédire un phénomène astronomique : que nous nous sommes trompés dans notre calcul mathématique, suivant lequel une éclipse aurait lieu à une certaine date, et il est apparu ainsi que nous étions de mauvais astronomes. Cependant, en réalité, il ne s'agit nullement de cela : nous n'avons pas prédit une éclipse de soleil, c'est-à-dire un phénomène en dehors de notre volonté et du champ de notre action. Il s'agissait d'un événement historique qui devait s'accomplir et qui s'accomplira avec notre participation. Lorsque nous parlions de la révolution qui devait résulter de la guerre mondiale, cela signifiait que nous tentions et que nous tentons encore d'exploiter les suites de cette guerre, afin d'accélérer l'avènement d'une révolution universelle. Si la révolution n'a pas eu lieu jusqu'à ce jour dans le monde entier ou du moins en Europe, cela ne signifie nullement que «l'I.C. ait fait faillite», son programme n'étant pas basé sur des dates astronomiques. Ceci est clair pour tout communiste qui a analysé tant soit peu son point de vue. Mais la révolution n'étant pas venue sur les traces chaudes de la guerre, il est tout à fait évident que la bourgeoisie a profité d'un moment de répit sinon pour réparer, du moins pour masquer les

conséquences les plus terribles et les plus menaçantes de la guerre. Y a-t-elle réussi ? Elle y a réussi en partie. Dans quelle mesure ? C'est le fond même de la question qui touche le rétablissement de l'équilibre capitaliste.

L'équilibre mondial est-il reconstitué ?

Que signifie l'équilibre capitaliste, dont le menchevisme international parle aujourd'hui avec une belle assurance ? Cette conception d'équilibre n'est ni analysée ni expliquée par les social-démocrates. L'équilibre capitaliste est déterminé par des faits, des phénomènes et des facteurs multiples : principaux, de deuxième ordre et de troisième ordre. Le capitalisme est un fait mondial. Il a réussi à dominer le monde entier et on l'a vu de la façon la plus frappante, pendant la guerre et le blocus, lorsqu'un pays produisait en surplus, sans avoir un marché où écouler sa marchandise, cependant qu'un autre avait besoin de produits qui étaient pour lui inaccessibles. Et en ce moment même, l'interdépendance des différentes parties du marché mondial se fait partout sentir. Au point qu'il a atteint avant la guerre, le capitalisme est basé sur la division internationale du travail et sur l'échange, lui aussi international, des produits. Il faut que l'Amérique produise une certaine quantité de blé pour l'Europe. Il faut que la France fabrique une certaine quantité d'articles de luxe pour l'Amérique. Il faut que l'Allemagne confectionne un certain nombre d'objets courants et bon marché pour la France. Cependant, cette division de travail n'est nullement constante, déterminée une fois pour toutes. Elle s'établit historiquement, elle est troublée par des crises, par la concurrence, sans parler des guerres de tarifs, elle se rétablit et se désorganise tour à tour. Mais, en général, l'économie mondiale est basée sur ce fait que la production est répartie plus ou moins entre les différents pays. Cette division même du travail universel, qui a été troublée jusqu'au fond par la guerre, est-elle reconstituée, oui ou non ? C'est un des côtés de la question.

Dans chaque pays, l'agriculture produit pour l'industrie des objets, les uns d'usage personnel pour les ouvriers, d'autres d'usage industriel (matières premières) pour l'industrie ; de son côté, l'industrie fournit à la campagne des objets d'usage personnel et domestique, ainsi que des instruments de production agricole. Ici aussi, une certaine réciprocité s'établit. Enfin, à l'intérieur de l'industrie elle-même, nous assistons à la fabrication d'instruments de production et d'objets d'usage courant, entre lesquels s'établit une certaine corrélation qui se dérange et se rétablit continuellement, sur des bases nouvelles. La guerre a détruit tous ces rapports, déjà par cela même que pendant toute sa durée, l'industrie de l'Europe et, dans une grande mesure, de l'Amérique et du Japon, ne produisait pas tant des objets d'usage courant et des instruments de production, que des moyens de destruction. Que si même on fabriquait des objets d'usage personnel, ces objets étaient employés plutôt par les destructeurs, soldats des armées impérialistes, que par les producteurs ouvriers. Eh bien, ces rapports détruits entre les villes et les campagnes, entre les différentes branches du travail à l'intérieur de l'industrie des pays particuliers, ont-ils été rétabli, oui ou non ?

Et puis, il faut encore, considérer l'équilibre des classes basé sur celui de l'économie nationale. Dans la période qui précédait la guerre, une paix armée existait, non seulement dans les rapports internationaux, mais aussi en grande mesure entre la bourgeoisie et le prolétariat, grâce à un système d'accords collectifs concernant les salaires, accords conclus par des syndicats centralisés et le capital industriel, centralisé à son tour de plus en plus. Cet équilibre a été aussi rompu par la guerre, ce qui a provoqué un mouvement formidable de grèves dans le monde entier. L'équilibre relatif des classes dans la société bourgeoise, équilibre sans lequel toute production devient impossible, est-il rétabli, oui ou non ? Et sur quelles bases ?

L'équilibre des classes se trouve en relation étroite avec l'équilibre politique. La bourgeoisie, pendant la guerre et même avant la guerre, bien que nous nous en apercevions moins, tenait en équilibre son mécanisme intérieur à l'aide des social-démocrates, des social-patriotes qui étaient ses principaux agents et maintenaient la classe ouvrière dans les cadres d'un équilibre bourgeois. C'est uniquement grâce à cela que la bourgeoisie a eu la possibilité de faire la guerre. A-t-elle reconstitué à présent son système politique, et dans quelle mesure les social-démocrates ont-ils conservé ou perdu leur influence sur les foules et sont-ils capables de jouer leur rôle de gardiens de la bourgeoisie ?

Plus loin se pose la question de l'équilibre international, c'est-à-dire de la coexistence des Etats capitalistes, sans laquelle, évidemment, la reconstruction de l'économie capitaliste devient impossible. L'équilibre a-t-il été atteint dans ce domaine, oui ou non ?

Tous les côtés du problème doivent être analysés pour que nous puissions répondre à la question, si la situation mondiale continue à être révolutionnaire ou bien, au contraire, si ceux-là ont raison qui considèrent nos visées révolutionnaires comme utopiques. L'étude de chaque aspect de ce problème doit être illustrée de faits nombreux et de chiffres qu'il est difficile de soumettre à une grande assemblée et qu'on retient avec peine. Aussi tâcherai-je d'exposer seulement quelques données essentielles qui nous permettront de nous orienter dans ce problème.

Une nouvelle division internationale du travail s'est-elle établie ? Dans ce domaine, le fait décisif est le transfert du centre de gravité de l'économie capitaliste et de la puissance bourgeoise de l'Europe en Amérique. C'est un fait essentiel qu'il faut que chacun de vous, camarade, grave dans sa mémoire de la façon la plus précise, afin que vous puissiez comprendre les événements qui se déroulent devant nous et qui se dérouleront encore au cours des

années qui vont suivre. Avant la guerre, c'est l'Europe qui était le centre capitaliste du monde ; elle était son dépôt principal, sa principale usine et sa principale banque. L'industriel européen, anglais en premier lieu et allemand ensuite ; le commerçant européen, anglais surtout ; l'usurier européen, anglais en premier lieu, français ensuite, étaient les directeurs effectifs de l'économie mondiale et, par conséquent, de la politique universelle. Ceci n'est plus ; l'Europe est rejetée au second plan.

Décadence économique de l'Europe exprimée en chiffres

Essayons de déterminer en chiffres, du moins approximatifs, ce fait du transfert du centre de gravité économique et de mesurer la déchéance économique de l'Europe. Avant la guerre, la propriété nationale, c'est-à-dire l'ensemble des fortunes de tous les citoyens et de tous les Etats qui ont participé à la dernière guerre, était évaluée à 2400 milliards de marks-or environ. Le revenu annuel de tous ces pays, c'est-à-dire toute la quantité d'objets qu'ils produisaient dans le courant d'une année, était estimé à 340 milliards de marks. Combien la guerre en a-t-elle dépensé et détruit ? Ni plus ni moins que 1200 milliards de marks-or, c'est-à-dire juste la moitié de ce que les pays belligérants avaient amassé pendant toute leur existence. Il est évident qu'on couvrirait les dépenses de guerre d'abord avec les revenus courants. Mais si nous admettons que le revenu national de chaque pays a diminué pendant la guerre seulement d'un tiers par suite d'une diminution énorme de la main-d'œuvre, et qu'il a atteint ainsi 225 milliards de marks ; si, d'autre part, nous prenons en considération le fait que toutes les dépenses, en dehors des dépenses de guerre, absorbaient 55%, force nous sera de conclure que les revenus nationaux courants n'ont pu couvrir les dépenses de guerre que dans la proportion de 100 milliards de marks-or par an, ce qui fait pour les quatre années de guerre, 400 milliards de marks. Par conséquent, les 800 milliards de marks qui manquaient, devaient être prélevés sur le capital même des nations belligérantes et principalement au moyen de la non reconstitution de leur appareil producteur. Il s'ensuit donc que la fortune générale des pays belligérants ne vaut plus, après la guerre, 2400 milliards de marks-or, mais seulement 1.600, c'est-à-dire qu'elle a diminué d'un tiers.

Cependant, tous les pays qui avaient pris part à la guerre ne s'étaient pas appauvris dans les mêmes proportions. Au contraire, il y a parmi les pays belligérants, comme nous le verrons encore, des pays qui se sont enrichis, tels les Etats-Unis et le Japon. Cela veut dire que les Etats européens qui avaient participé à la guerre ont perdu plus d'un tiers de leur richesse nationale, et certains, tels : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, les Pays Balkaniques, beaucoup plus de la moitié.

Vous n'ignorez pas que le capitalisme, considéré comme une organisation économique, est plein de contradictions. Ces contradictions ont atteint des proportions colossales pendant la guerre. Afin de se procurer les moyens de mener la guerre, l'Etat a eu principalement recours aux deux mesures suivantes : en premier lieu, il émettait du papier-monnaie et, d'autre part, il lançait des emprunts. C'est ainsi que la circulation des soi-disant valeurs augmentait de plus en plus ; grâce à ce moyen, l'Etat tirait du pays des valeurs matérielles effectives et les détruisait à la guerre. Plus l'Etat dépensait, c'est-à-dire plus il détruisait de valeurs réelles, plus s'amoncelaient dans le pays les valeurs fictives. Les titres d'emprunt s'entassaient partout. Il semblait que le pays s'était extraordinairement enrichi, mais, en réalité, ses fonctions économiques faiblissaient de plus en plus, étaient de plus en plus ébranlées, tombaient en ruines. Les dettes d'Etat ont atteint environ 1.000 milliards de marks-or, ce qui constitue 62% de la richesse nationale actuelle des pays belligérants. Avant la guerre, il y avait en circulation du papier-monnaie et des titres de crédit pour 28 milliards de marks-or environ ; il y en a en ce moment 220-280 milliards, c'est-à-dire dix fois plus, sans compter, il est évident, la Russie, puisque nous ne parlons que du monde capitaliste. Tous ceci concerne principalement, sinon exclusivement, les pays d'Europe, surtout ceux du continent et, en premier lieu l'Europe Centrale. En général, au fur et à mesure que l'Europe devenait et continuait à devenir plus pauvre, elle se recouvrait et elle se recouvre d'une couche de plus en plus épaisse de valeurs-papier ou de ce qu'on appelle capital fictif. Ce capital fictif : papiers de crédit, bons du Trésor, titres d'emprunts, bank-notes, etc., représente soit le souvenir du capital défunt, soit l'espoir d'un capital nouveau. Mais ce moment, aucun capital réel ne lui correspond. Lorsque l'Etat négociait un emprunt pour des œuvres productives, comme par exemple pour le canal de Suez, les valeurs en papier émises par l'Etat, avaient leur contrepartie dans une valeur réelle, le canal de Suez, par exemple, qui laisse passer des bateaux, en touche une rémunération, donne des revenus, en un mot participe à l'économie nationale. Mais lorsque l'Etat empruntait pour la guerre, les valeurs mobilisées au moyen de l'emprunt détruisaient et ruinaient en même temps des valeurs nouvelles. Cependant les titres d'emprunt sont restés dans les poches et dans les portefeuilles des citoyens ; l'Etat leur doit des centaines de milliards, ces centaines de milliards existent sous la forme de richesse-papier dans la poche de ceux qui ont prêté à l'Etat. Mais où sont-ils ces milliards réels ? Ils n'existent pas. Ils ont été détruits, ils ont été brûlés. Le détenteur de ce papier, qu'espère-t-il ? Si c'est un Français, il espère que la France arrachera ces milliards à l'Allemand, avec la chair du débiteur, et le payera.

La destruction des fondations des nations capitalistes, c'est-à-dire la destruction de leur appareil producteur a été poussée, en réalité, sous plusieurs rapports plus loin que les statistiques ne peuvent l'établir. Ce fait est tout particulièrement frappant dans la question du logement. Vu les bénéfices énormes du temps de guerre et d'après-guerre, toutes les forces du capital ont été tendues vers la production des objets nouveaux de consommation

personnelle ou militaire. Quant à la reconstruction de l'appareil de production fondamental, on l'a négligé de plus en plus. Ceci concerne surtout la construction des habitations urbaines. On réparait mal les vieilles maisons, on ne construisait les immeubles nouveaux qu'en quantité insignifiante. Ceci a provoqué un besoin colossal de logements dans le monde capitaliste. Si en ce moment, à la suite de la crise pendant laquelle les principaux pays capitalistes n'utilisent qu'une moitié ou un tiers de leurs possibilités de production, la ruine de l'appareil producteur n'est pas si visible, par contre, dans le domaine des habitations, grâce à l'accroissement incessant de la population, le désordre de l'appareil économique apparaît dans toute sa force. On a besoin de centaines de milliers et même de millions de locaux d'habitation en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, en France. Mais les travaux nécessités par ces besoins rencontrent des difficultés insurmontables provoquées par l'appauvrissement général. L'Europe capitaliste est obligée et sera obligée encore pendant de longues années, de se tasser, de rétrécir son champ d'action, d'abaisser le niveau de vie.

Comme je l'ai déjà dit, dans le cadre de l'appauvrissement général de l'Europe, différents pays se sont appauvris dans des proportions différentes. Prenons par exemple l'Allemagne, comme étant le pays qui a souffert le plus de toutes les grandes puissances capitalistes. Je citerai quelques chiffres fondamentaux qui caractérisent la situation économique de l'Allemagne avant la guerre et aujourd'hui. Ces chiffres ne sont pas très exacts. L'Anarchie capitaliste rend le calcul statistique de la richesse et des revenus nationaux très difficile. Un calcul réel des revenus et de la richesse ne sera possible que dans les régimes socialistes et s'exprimera en unités de travail humain ; il est évident que nous parlerons en l'occurrence du régime socialiste bien organisé et fonctionnant régulièrement, que nous sommes encore très, très loin d'atteindre. Mais même les chiffres qui ne sont pas tout à fait exacts nous seront utiles en nous donnant une idée approximative des changements qui se sont produits dans la situation économique de l'Allemagne et des autres pays, pendant les 6 ou 7 dernières années.

On évaluait la richesse de l'Allemagne, à la veille de la guerre, à 225 milliards de marks-or et le revenu national annuel à 40 milliards de marks. Comme on sait, avant la guerre, l'Allemagne s'enrichissait très rapidement. En 1896, son revenu était de 22 milliards. En 18 ans (1896-1913) il a augmenté de 18 milliards, c'est-à-dire en moyenne d'un milliard par an. Ces 18 ans furent l'époque d'une croissance formidable du capitalisme dans le monde entier et surtout en Allemagne. Aujourd'hui, la richesse nationale allemande est estimée à 100 milliards de marks et le revenu national à 16 milliards de marks, soit à 40% de celui d'avant-guerre. Certes, l'Allemagne a perdu une partie de son territoire, mais ses pertes les plus grandes sont causées par les dépenses de guerre et par le pillage de l'Allemagne après la guerre. L'économiste allemand Richard Lalwer, considère qu'aussi bien dans le domaine de l'industrie que dans celui de l'agriculture, l'Allemagne produit en ce moment beaucoup moins que la moitié des richesses qu'elle produisait avant la guerre. Ainsi, les calculs de l'économiste allemand confirment en tous points les chiffres que je viens de citer. En même temps, la dette de l'Etat allemand s'est accrue jusqu'à concurrence de 250 milliards de marks, c'est-à-dire qu'elle est deux fois et demi plus grande que la richesse de l'Allemagne. En outre, on a imposé à l'Allemagne une contribution de 132 milliards de marks. Si les Anglais et les Français avaient décidé de toucher cette somme en entier et immédiatement, ils seraient obligés de mettre dans leur poche l'Allemagne entière, depuis les mines de Stinnes jusqu'aux boutons de manchette du président Ebert. La monnaie-papier, en Allemagne, se chiffre actuellement à 81 milliards de marks. Cinq milliards à peine en sont garantis par l'encaisse-or. Ainsi la valeur intérieure du mark allemand n'atteint pas en ce moment 7 pfennigs.

Certes, l'Allemagne, après la guerre, a paru victorieuse sur le marché mondial en exportant à un prix très bas ses marchandises. Si cette modicité de prix a laissé des bénéfices considérables aux négociants et aux exportateurs allemands, c'était, en fin de compte, la ruine pour la population allemande, prise comme un tout. En effet, les bas prix sur le marché mondial étaient obtenus en diminuant les salaires et en affamant les ouvriers, en faisant participer l'Etat à l'achat du pain, en taxant, dans une certaine mesure, des loyers, ce qui provoquait à son tour l'arrêt complet dans la construction des immeubles, en limitant les réparations, etc. De cette façon, chaque article allemand jeté sur le marché du monde, emporte avec lui une partie de la richesse nationale allemande, contre laquelle l'Allemagne ne touche aucun équivalent.

Afin d'«assainir» l'économie allemande, il faut stabiliser le cours de sa monnaie, c'est-à-dire qu'il faut arrêter l'émission des valeurs en papier et diminuer la quantité de celles qui sont en circulation. Mais pour arriver à ce résultat, il faut renoncer au paiement des dettes, c'est-à-dire proclamer la faillite de l'Etat. Cependant, cette mesure équivaut par elle-même à un ébranlement terrible de l'équilibre, car elle est liée avec le passage de la propriété d'une main à l'autre et doit provoquer ainsi une lutte acharnée des classes, pour une distribution nouvelle des revenus nationaux. En attendant, l'Allemagne continue à s'appauvrir et à décliner.

Prenons maintenant un pays victorieux : la France. Si nous comparons la situation actuelle de la France avec celle des années 1918-1919, nous dirons : oui, on y voit quelques améliorations. Je citerai tout de suite les chiffres dont s'enorgueillissent les économistes bourgeois français et qui tendent à établir la réalité de la reconstitution de l'économie capitaliste. Examinons par exemple l'état de l'agriculture française. La France produisait avant la guerre 86 millions de quintaux métriques de froment, 52 millions d'avoine, 132 de pommes de terre par an. L'année 1919 a donné 50 millions de froment, la récolte de 1920 : 63 millions. En 1919, on a récolté 77 millions de quintaux de pommes de terre, en 1920 : 103 millions. Examinons l'état du cheptel : en 1913, on comptait en

France 16 millions de moutons, on en compte aujourd'hui (1921), 9 millions ; il y avait en France 7 millions de porcs en 1913, il y en a maintenant 4 millions. Comme on voit, la diminution est considérable. Voyons un peu la production du charbon, cette base essentielle de l'industrie. En 1913, on a extrait en France 41 millions de tonnes de charbon contre 22 millions en 1919 et 25 en 1920 ; si nous prenons en considération la production de l'Alsace-Lorraine et du bassin de la Sarre, nous arrivons, pour la production de 1920, au chiffre de 35,6 millions de tonnes. Par conséquent, nous constatons ici une augmentation de la production, mais celle-ci est encore loin d'atteindre le niveau d'avant-guerre. Cependant, par quels moyens a-t-on obtenu ce progrès, tout modeste qu'il soit ? Dans l'agriculture, on le doit surtout au travail acharné du paysan français. Mais dans le domaine purement capitaliste, on y est arrivé principalement par le pillage de l'Allemagne, à laquelle on a pris des vaches, des graines, des machines, des locomotives, de l'or et surtout du charbon.

Au point de vue de l'économie générale, il n'y a donc aucun relèvement, aucune valeur nouvelle n'ayant été créée ; il s'agit principalement en l'occurrence d'un déplacement des valeurs anciennes. Il faut encore ajouter que l'Allemagne perdait en même temps une fois et deux ou deux fois plus que la France ne recevait.

Ainsi nous voyons que la France, en particulier, tout en ayant enlevé à l'Allemagne ses principaux districts de production métallurgique et charbonnière, est loin d'atteindre son propre niveau de production d'avant-guerre. Prenons le commerce extérieur français. Le bilan commercial caractérise l'équilibre économique international, c'est-à-dire l'état des échanges entre divers pays. Un pays capitaliste considère sa situation comme favorable, s'il exporte à l'étranger plus qu'il n'importe. La différence lui est payée en or. Un pareil bilan s'appelle actif. Si un pays est obligé d'importer plus qu'il ne peut exporter, son bilan est passif et force est à ce pays d'ajouter aux marchandises exportées par lui une partie de son encaisse-or. Cette dernière fond peu à peu et c'est ainsi que la base de son système monétaire et de son crédit est à peu près ruinée. Si nous prenons la France de ces deux dernières années, 1919-1920, c'est-à-dire des deux années que la bourgeoisie française a consacrées au travail de «reconstruction», nous verrons que le passif commercial de 1919 se chiffrait par 24 milliards et en 1920 par 13 milliards. Le bourgeois français n'a jamais vu de pareils chiffres, même dans ses cauchemars les plus terribles d'avant la guerre. Le passif commercial de ces deux années est de 27 milliards. Certes, pendant le premier trimestre de l'année 1921, la France a fait son bilan commercial sans passif, c'est-à-dire que ses exportations ont égalé les importations. Quelques économistes bourgeois ont, pour cette raison, chanté victoire : la France serait en train de reconstituer, disaient-ils, son équilibre commercial. Mais l'organe dirigeant de la bourgeoisie française Le Temps, écrivait en substance à ce sujet le 18 mai : «Vous faites erreur, nous n'avons pas à verser de l'or pour ces trois mois, ayant importé très peu de matières premières. Mais ceci signifie tout simplement que pendant la deuxième moitié de cette année, nous exporterons peu de produits que nous fabriquons en général avec les matières premières étrangères et en premier lieu américaines. Par conséquent, si nous avons un bilan commercial favorable pendant ces trois mois, notre passif commercial augmentera infailliblement dans l'avenir».

Il y avait avant la guerre moins de 6 milliards de francs de papier-monnaie en circulation ; il y en a plus de 38 actuellement. En ce qui concerne la puissance d'achat du franc, le même journal fait observer que, vers fin mars, lorsque la crise avait déjà commencé dans le monde entier, les prix en Amérique avaient augmenté de 23%, c'est-à-dire de moins d'un quart par rapport à ceux d'avant-guerre, tandis qu'en France ils avaient augmenté de 260%, c'est-à-dire qu'ils étaient plus de trois fois et demi plus élevés que ceux d'avant-guerre. Cela signifie que la puissance d'achat du franc est devenue plusieurs fois plus petite. Examinons maintenant le budget français. Il est divisé en deux parties : ordinaire et extraordinaire. Le budget ordinaire est évalué à 23 milliards de francs, chiffre inconnu avant la guerre ! Où vont ces sommes monstrueuses ? 15 milliards sont destinés à couvrir les intérêts des dettes ; 5 milliards à entretenir l'armée ; total : 20 milliards. C'est tout ce que l'Etat français s'appretait à tirer du contribuable. En réalité, on n'a réussi à en tirer qu'environ 17 milliards 1/2. Par conséquent les recettes «ordinaires» de l'Etat ne suffisent même pas, et de combien ! pour payer les intérêts des dettes et pour entretenir l'armée. Mais nous avons encore des dépenses extraordinaires : plus de 5 milliards pour les troupes d'occupation et 23 milliards pour toutes sortes de rétributions et de reconstructions consécutives à la guerre. Ces dépenses sont inscrites au compte de l'Allemagne. Mais il est tout à fait clair que, plus on va, moins l'Allemagne pourra payer. Entre temps, l'Etat français continue à vivre grâce aux nouveaux emprunts ou bien en imprimant du papier-monnaie. Un des journalistes financiers français les plus en vue, directeur d'un journal économique des plus importants, l'Information, M. Léon Chavenon, préconise l'impression continue du papier-monnaie, en déclarant : «Nous n'éviterons pas cette nécessité autrement que par une faillite ouverte». De cette façon, il n'existe que deux éventualités : une faillite masquée, grâce à l'impression illimitée du papier-monnaie ou bien une faillite franche. Voilà où nous en sommes en France, pays victorieux qui, au milieu d'une Europe en ruines, se trouve dans une situation favorable, en ce sens qu'elle a pu et qu'elle peut reconstituer son équilibre aux frais de l'Allemagne. La situation de l'Italie et de la Belgique n'est pas en tout cas meilleure que celle de la France.

Passons maintenant au pays le plus riche et le plus puissant de l'Europe, à la Grande-Bretagne. Nous nous sommes habitués pendant la guerre à dire que l'Angleterre s'enrichit à la guerre, que la bourgeoisie anglaise a poussé l'Europe à la guerre et qu'elle se chauffe maintenant auprès du feu qu'elle a attisé. Ceci était vrai, mais seulement jusqu'à un certain point. L'Angleterre s'enrichissait pendant la première période de la guerre, mais elle

a commencé à perdre dans la seconde. L'unité de l'Europe et en particulier de l'Europe Centrale, a troublé les relations commerciales entre l'Angleterre et le Continent. Cette circonstance devait, en fin de compte, porter un coup terrible à l'industrie et aux finances de l'Angleterre et elle le leur porta. D'autre part, l'Angleterre a eu à supporter des dépenses formidables dues à la guerre. Elle se trouve actuellement en décadence et cette déchéance s'accroît de plus en plus. Ce fait peut être illustré au moyen des chiffres relatifs à l'industrie et, au commerce que je vais citer, mais il n'est sujet à aucun doute et il trouve son expression dans une série de déclarations ouvertes et tout à fait officielles des banquiers et des industriels anglais les plus en vue. Dans le courant des mois de mars, d'avril et de mai, on a publié dans les périodiques anglais les comptes rendus des assemblées annuelles des sociétés par actions, des banques, etc. Ces assemblées, auxquelles les directeurs des entreprises ont lu leurs rapports sur la situation générale des affaires du pays, ou bien de leurs branches d'industries respectives, offrent une documentation extrêmement instructive. J'ai réuni tout un dossier de ces rapports. Ils témoignent tous du même fait : le revenu national de l'Angleterre, c'est-à-dire l'ensemble de tous les revenus des citoyens de l'Etat lui-même, est devenu beaucoup moindre qu'il n'avait été avant la guerre.

L'Angleterre s'est appauvrie. La productivité du travail y a diminué. Son commerce international a baissé en 1920, par rapport à celui de la dernière année d'avant guerre, au moins du tiers, et dans certaines branches, les plus importantes, beaucoup plus encore. Ce changement est surtout frappant dans l'industrie houillère, qui constituait la branche principale de l'économie anglaise, ou plutôt la base de tout le système économique mondial de l'Angleterre, le monopole charbonnier constituant l'assise de la puissance et de la prospérité de toutes les autres branches de l'industrie anglaise. Aucune trace de ce monopole ne subsiste aujourd'hui. Voici les données de fait relatives à l'état de l'économie anglaise : en 1913, les charbonnages anglais ont fourni 287 millions de tonnes de houille ; en 1920 on en a extrait 233 millions de tonnes, soit 20% de moins. L'Angleterre a produit 10,4 millions de tonnes de fonte ; en 1920, un peu plus de 8 millions, soit encore 20% de moins. Elle a exporté, en 1913, 73 millions de tonnes de houille et en 1920 : 25 millions à peine, c'est-à-dire un tiers. Mais la débâcle de l'industrie et de l'exportation houillère en 1921 devient tout à fait terrible. On a extrait : en janvier, 19 millions de tonnes ; en février, 17 ; en mars, 16. Ensuite a eu lieu la grève générale pendant laquelle l'extraction du charbon est tombée presque à zéro. L'exportation, pour les premiers cinq mois de 1921, en est 6 fois moindre que celle de la période correspondante de l'année 1913. L'exportation entière du mois de mai 1921, calculée en argent, est trois fois moindre que celle du mois de mai de l'année 1920. La dette de l'Angleterre se chiffrait, le 1er Août 1914, à 71 millions de livres sterling ; elle était, le 4 juin 1921, de 770,9 millions de livres sterling ; c'est-à-dire qu'elle a augmenté onze fois. Le budget a triplé.

L'écroulement de l'économie anglaise a trouvé une expression éclatante dans les cours du change de la livre sterling. Sur le marché financier mondial, la livre a toujours occupé une situation prépondérante. Les devises de tous les autres pays se conformaient à la valeur de la livre que les Anglais appellent «sovereign», c'est-à-dire souverain. En ce moment, la livre a perdu son rôle directeur. Sa place a été prise par le dollar, maître actuel du marché financier. La livre sterling a perdu à présent, par rapport au dollar, 24% de sa valeur nominale. Voici quelle est la situation de l'Angleterre, pays le plus riche de l'Europe, qui a eu le moins à souffrir des opérations militaires et qui s'est enrichi le plus pendant la première période de la guerre.

Les données que nous venons de citer caractérisent suffisamment la situation de l'Europe entière. De tous les pays qui avaient participé à la guerre, l'Autriche occupe un pôle à titre de pays qui a le plus souffert (si nous ne parlons pas de la Russie), l'Angleterre se trouve à l'autre pôle. Entre ces deux pays se placent : l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la France. Les pays Balkaniques sont ruinés complètement et retournés à l'état de barbarie économique et culturelle. En ce qui concerne les pays neutres, ils se sont enrichis sans aucun doute, pendant la première période de la guerre, mais ne pouvant pas jouer un rôle économique autonome comme étant intercalés entre les grandes puissances et dépendant au point de vue économique entièrement de ces dernières, la ruine des principaux Etats de l'Europe a eu comme corollaire d'énormes difficultés économiques pour les pays neutres, qui ont également laissé beaucoup par rapport au niveau qu'ils avaient atteint pendant la première période de la guerre.

Ainsi, le revenu de l'Europe, dans son ensemble, c'est-à-dire la quantité des richesses matérielles produites par la population européenne tout entière, a diminué au moins du tiers par rapport à celui d'avant-guerre. Mais ce qui est encore plus essentiel, comme je l'ai déjà dit, c'est la ruine de l'appareil économique fondamental. Le paysan ne trouvait plus d'engrais chimiques, d'instruments aratoires, de machines agricoles, le propriétaire de mines, désireux d'atteindre les prix les plus élevés pour son charbon, ne renouvelait plus son outillage, les dépôts de locomotives se vidaient, les voies ferrées ne restauraient pas suffisamment leur matériel, etc. A la suite de ces circonstances, la trame même de la vie économique devint plus faible, plus mince, moins résistante. Comment faire pour mesurer ces phénomènes, comment s'en rendre compte ? La statistique capitaliste n'y est pas parvenue. L'inventaire, c'est-à-dire l'estimation de la valeur exacte de l'économie, non seulement d'un pays mais de l'Europe entière, nous aurait sans aucun doute prouvé que le régime de guerre, aussi bien que celui d'après la guerre, a été soutenu et se soutient encore aux dépens du capital productif fondamental de l'Europe. Cela veut dire, par exemple, que l'Allemagne, au lieu d'employer cinquante mille ouvriers pour améliorer l'état de ses

mines, occupe cinquante mille ouvriers de plus pour extraire le charbon qu'elle est obligée de fournir à la France. D'un autre côté, la France tendant à exporter le plus de produits possible à l'étranger pour diminuer son déficit commercial, ne reconstruit pas, à son tour, son outillage dans les proportions voulues. Et ceci concerne tous les pays de l'Europe, car l'Europe a, dans son ensemble, un bilan commercial déficitaire, c'est-à-dire passif. L'affaiblissement des bases de l'économie européenne sera plus grande demain qu'il ne fut hier et qu'il n'est aujourd'hui. Le grand ver de l'histoire rongé la fondation même de la structure économique de l'Europe.

Le développement économique de l'Amérique

Si nous passons à l'autre hémisphère, un tout autre tableau se présente à nos yeux. Le développement de l'Amérique a suivi une direction diamétralement opposée. Elle s'est enrichie énormément pendant ce temps. Elle a pris part à la guerre surtout à titre de fournisseur. Certes, elle a eu aussi des dépenses relatives à la guerre, mais ces dépenses paraissent insignifiantes, si nous les comparons non seulement à ses bénéfices de guerre, mais encore à tous les avantages que le développement économique de l'Amérique a tirés de la guerre. Les Etats-Unis ont non seulement trouvé dans l'Europe un marché presque illimité qui achetait tout au prix fort, mais ils se sont encore débarrassés, pour de longues années, de leurs concurrents sur le marché mondial, de l'Allemagne et de l'Angleterre qui ont principalement servi la guerre. Presque jusqu'à la guerre, les Etats-Unis exportaient surtout des produits agricoles et des matières premières qui constituaient les deux tiers de leurs exportations générales. Au cours de la guerre, les exportations des Etats-Unis augmentèrent sans arrêt et avec une rapidité fiévreuse. Il suffit de dire que l'excédent de leurs exportations sur les importations, dans le courant de six années (1915-1920), est évalué à 18 milliards de dollars. En même temps, le caractère de leurs exportations a changé radicalement. Les Etats-Unis exportent actuellement des produits manufacturés pour 60% et des produits agricoles, du bétail, des matières premières, telles que le coton et d'autres, pour 40% à peine.

Afin de caractériser le rôle présent des Etats-Unis dans l'économie mondiale, je citerai les quelques chiffres fondamentaux suivants : 6% de la population du globe habite le territoire des Etats-Unis, qui occupe 7% de la surface de la terre ; 20% de la production globale de l'or est fourni par ce pays ; les Etats-Unis possèdent 30% du tonnage de la flotte commerciale du monde, tandis qu'ils n'en avaient que 5% avant la guerre. La production de l'acier et du fer, aux Etats-Unis, constitue 40 % de la production mondiale ; celle du plomb, 49% ; de l'argent, 40% ; du zinc, 50% ; du charbon, 45% ; de l'aluminium, 60% ; autant du cuivre et du coton ; du pétrole, de 66 à 70% ; du maïs , 75%, et des automobiles 85%. Il existe aujourd'hui, dans le monde entier, 10 millions d'automobiles, dont l'Amérique possède 8 millions et demi et tout le reste du monde 1 million 400 mille. On compte, en Amérique, une auto pour 12 habitants.

Ainsi, la domination sur le marché houiller du monde, est passée définitivement de l'Angleterre aux Etats-Unis. La supériorité des Etats-Unis dans le domaine du pétrole, qui joue un rôle de plus en plus grand dans l'industrie et à la guerre, est non moins écrasante. Mais le changement ne s'est pas produit que dans l'industrie et dans le commerce mondiaux, il touche aussi le marché financier. Le principal usurier universel d'avant-guerre était l'Angleterre ; tout de suite après, venait la France. Le monde entier, y compris l'Amérique, était leur débiteur. Par contre, en ce moment, le seul pays qui ne doit rien à personne et dont tout le monde est débiteur, ce sont les Etats-Unis. L'Europe, c'est-à-dire les Etats européens, les villes et les entreprises doivent aux Etats-Unis 18 milliards or. Et ce n'est qu'un commencement. Chaque jour cette dette augmente de 10 millions de dollars, grâce aux intérêts qui ne sont pas payés et à l'ouverture de nouveaux crédits. C'est ainsi que le dollar est devenu, comme je viens de le dire, le «souverain» du marché financier mondial. Auparavant le dollar, en se présentant sur le marché, disait : «je vauds à peu près un cinquième d'une livre sterling». En ce qui concerne cette dernière, elle n'avait pas besoin de présentation : elle existait en tant que livre sterling tout simplement. Maintenant la situation a changé complètement. Aujourd'hui, la livre sterling, tout comme les autres unités monétaires, a besoin d'un passeport et dans ce passeport il est dit que la livre sterling n'est plus en réalité une livre sterling, mais qu'elle vaut un certain nombre de dollars (presque un quart de moins qu'il n'était marqué dans les indications financiers d'avant-guerre). La moitié environ de l'or mondial qui sert de base au système monétaire est concentrée maintenant aux Etats-Unis : environ la moitié de l'encaisse d'or du monde !

Telle est la situation de l'Amérique du Nord après la guerre. De quelle façon s'est-elle établie ? Elle s'est fondée sur le marché de guerre de l'Europe qui était illimité et payait n'importe quel prix. Dans les colonies anglaises, en Asie, en Afrique, aussi bien que dans l'Amérique du Sud, les Etats-Unis n'avaient plus de concurrents. Ils ont disparu presque tous et les Etats-Unis ont pu se développer sans entraves. Nous avons assisté ainsi, pendant sept ans, à un bouleversement complet dans le domaine de la division du travail du monde. Pendant plus de quatre ans, l'Europe n'était qu'un foyer dans lequel elle brûlait non seulement ses revenus, mais encore son capital lui-même ; et c'est à ce foyer que la bourgeoisie américaine chauffait ses mains. La puissance productrice de l'Amérique a grandi immensément, mais le marché a cessé d'exister, l'Europe s'étant appauvrie et n'étant plus en mesure d'acheter les marchandises américaines. C'est comme si l'Europe avait de toutes ses forces aidé l'Amérique à monter sur la plus haute marche pour tirer, après, l'échelle de dessous ses pieds.

Autres pays. — la crise

Le Japon a aussi profité en temps de guerre, et son capitalisme a fait de grands progrès, qui cependant ne peuvent être comparés au développement des Etats-Unis. Certaines branches de l'industrie japonaise ont fleuri avec la vitesse d'une plante élevée dans une serre chaude. Toutefois, si le Japon a été capable de développer rapidement certaines branches de son industrie grâce à l'absence de concurrents, il ne pourra plus garder les positions conquises depuis que certains de ses concurrents ont réapparu sur le marché. Le chiffre général d'ouvriers et d'ouvrières japonais (le travail féminin a trouvé une très grande application au Japon) est évalué à 2 millions 370.000, dont 270.000 (environ 12% sont syndiqués).

Dans les pays coloniaux et mi-coloniaux, aux Indes orientales, dans la Chine, le capitalisme a fait de très grandes conquêtes pendant les dernières années. Avant la guerre, l'Asie fournissait 56 millions de tonnes de charbon ; en 1920, elle a livré 76 millions de tonnes, soit 36% de plus.

Le monde entier subit en ce moment une crise cruelle qui a commencé au printemps de l'année 1920 au Japon et en Amérique, c'est-à-dire dans ces pays mêmes qui étaient en progrès et non pas en décadence pendant cette dernière période. La publication économique anglaise *The Economist*, une des plus sérieuses, raconte d'une façon assez curieuse les débuts de la crise. C'est un épisode très intéressant. L'ouvrier américain, voyez-vous, s'est enrichi et s'est mis à acheter des chemises de soie dont la fabrication constitue la branche la plus importante de l'industrie textile japonaise. L'industrie japonaise de la soie s'est développée énormément en très peu de temps, mais la puissance d'achat des ouvriers étant tout de même très limitée et ayant faibli d'un coup, aussitôt que l'industrie américaine eût commencé à se regrouper à la suite de la conclusion de la paix, une crise aiguë s'est produite immédiatement dans l'industrie japonaise de la soie. D'autres branches de l'industrie ont été touchées à leur tour par la même crise qui a traversé l'océan, a éclaté en Amérique et atteint en ce moment dans le monde entier des proportions inconnues jusqu'ici dans l'histoire du capitalisme. Ainsi, tout a commencé par une chose insignifiante, par une toute petite chemise de soie, et a fini par un grand désastre : les prix sont tombés, tombés avec une rapidité vertigineuse ; les usines ont commencé à fermer leurs portes et à jeter sur le pavé leurs ouvriers. Il n'y a actuellement en Amérique pas moins de cinq millions, et d'après certains, pas moins de six millions de chômeurs.

L'épisode relatif aux chemises de soie joue dans l'histoire de la crise à peu près le même rôle que celui de coup d'aile de l'oiseau qui provoque l'avalanche. Il est évident que l'avalanche était prête à crouler. Cependant cet épisode est encore intéressant sous ce rapport qu'il caractérise l'amélioration certaine de la situation matérielle de quelques-unes des catégories d'ouvriers américains, durant les dernières années. Une grande partie des 8 millions et demi d'automobiles appartient aux ouvriers américains qualifiés, mais aujourd'hui, et surtout dans le plus proche avenir, les ouvriers américains se soucieront peu des automobiles et des chemises de soie...

Nous avons donc une crise en Europe et une autre en Amérique. Mais ce sont deux crises différentes. L'Europe s'est appauvrie, l'Amérique s'est enrichie. L'appareil producteur de l'Amérique est relativement en bon état. Ses usines sont de premier ordre, son outillage est prêt ; certes, la qualité de ses produits a baissé pendant la guerre, ses voies ferrées ne sont plus en parfait état, ses capitalistes s'étant surtout souciés du transport de leur marchandises vers les ports d'Orient, mais, en général, l'Amérique non seulement a conservé son appareil économique, mais l'a encore agrandi.

Le pouvoir d'achat de l'Europe a baissé. Elle n'a rien donné en échange des marchandises américaines. Le centre de gravité de l'économie mondiale a été transféré du coup en Amérique et, en partie, au Japon. Si l'Europe souffre de l'anémie, les Etats-Unis ne souffrent pas moins de congestion. Ce manque de rapport monstrueux entre la situation économique de l'Europe et celle de l'Amérique, si périlleux pour les deux côtés, a trouvé son expression la plus frappante dans le domaine des transports maritimes. Dans ce dernier domaine, comme dans tant d'autres, la situation dominante était, avant la guerre, l'apanage de l'Angleterre. Elle concentrait entre ses mains environ 50% du tonnage universel. Cherchant à assurer leur domination sous tous les rapports, les Etats-Unis se sont mis à construire leur flotte de guerre aussi rapidement qu'ils avaient développé leur commerce pendant la guerre. Leur tonnage, qui n'était que de 3-4 millions, se chiffre à présent (1921) à 15 millions et a presque égalé celui de l'Angleterre.

Le tonnage mondial a augmenté, au cours de cette dernière année, d'environ un cinquième, et cependant l'industrie et le commerce du monde sont en baisse. Il n'y a rien à transporter. L'anémie de l'Europe et la congestion de l'Amérique paralysent de la même façon les transports dans l'atlantique.

Du développement économique à la crise

Les économistes bourgeois et les réformistes qui ont intérêt à présenter la situation du capitalisme sous un aspect favorable, disent : «La crise actuelle ne prouve encore rien par elle-même. Au contraire, c'est un phénomène normal. Nous avons assisté après la guerre, à un développement industriel, en ce moment nous subissons une crise ; par conséquent, le capitalisme vit et se développe». En effet, le capitalisme vit de crises et de redressements, tout comme vit l'homme aspirant et en expirant tour à tour. D'abord nous assistons à un

développement de l'industrie, ensuite nous avons un temps d'arrêt, une crise, après un temps d'arrêt dans la crise elle-même, une amélioration, une nouvelle période de développement, encore un temps d'arrêt, etc.

L'alternance des crises et des périodes de développement, avec tous leurs stades intermédiaires, forme un cycle ou un grand cercle du développement industriel. Chaque cycle embrasse une période de 8, 9, 10, 11 ans. Si nous étudions les 138 dernières années, nous nous apercevons qu'à cette période correspondent 16 cycles. A chaque cycle correspond par conséquent un peu moins de 9 ans : 8,5 / 8. Par suite de ses contradictions intérieures, le capitalisme ne se développe pas en suivant une ligne droite, mais en zigzaguant : tantôt il se relève, tantôt il baisse. C'est précisément ce phénomène qui permet de dire aux apologistes du capitalisme : «Puisque nous assistons, après la guerre, aux relèvements et aux crises qui alternent, il s'ensuit que tout va pour le mieux dans le monde capitaliste». Cependant, la réalité est tout autre. Le fait que le capitalisme continue à subir les mêmes fluctuations prouve tout simplement qu'il n'est pas encore mort et que nous n'avons pas encore affaire à un cadavre. Tant que le capitalisme n'aura pas été brisé par une révolution prolétarienne, il vivra les mêmes périodes de hausse et de baisse, il connaîtra les mêmes cycles. Les crises et les améliorations sont propres au capitalisme dès le jour de sa naissance ; elles l'accompagneront jusqu'à sa tombe. Mais pour définir l'âge du capitalisme et son état général, pour pouvoir se rendre compte s'il se développe, s'il a atteint son âge mûr ou bien s'il touche à sa fin, il faut d'abord analyser le caractère des cycles en question, tout comme on juge de l'état de l'organisme humain d'après la façon dont il respire ; tranquillement ou en haletant, profondément ou à peine, etc.

Le fond même de ce problème, camarades, peut être représenté de la façon suivante ; prenons le développement du capitalisme (le progrès dans l'extraction du charbon, la fabrication des tissus, la production du fer et de la fonte, le commerce extérieur, etc.) pour les 138 dernières années et représentons-nous-le par une courbe. Si nous exprimons par les courbures de cette ligne la marche réelle du développement économique, nous nous apercevons que cette courbe se relève non pas tout entière, mais en zigzags avec des hauts et des bas qui correspondent aux périodes de développement et de crises. Par conséquent, la courbe du développement économique met en évidence deux espèces de mouvements : l'un fondamental, qui exprime le relèvement général, l'autre de deuxième ordre, qui correspond aux fluctuations périodiques constantes, relatives aux 16 cycles d'une période de 138 ans. Pendant tout ce temps, le capitalisme a vécu en aspirant et expirant d'une façon différente, suivant les époques. Au point de vue du mouvement de base, c'est-à-dire au point de vue du développement et de la décadence du capitalisme, toute cette époque de 138 ans peut être divisée en 5 périodes : de 1783 à 1851, le capitalisme se développant très lentement, la courbe se relève très péniblement. Après la révolution de 1848, qui a élargi les cadres du marché européen, nous assistons à un tournant très brusque. Entre 1851 et 1873, la courbe monte tout d'un coup. En 1873, les forces productrices développées se heurtent aux bornes du marché. Un krach se produit. Ensuite commence une période de dépression qui se prolonge jusqu'à 1894. Des fluctuations cycliques ont lieu aussi pendant cette période, mais la courbe de base reste approximativement au même niveau. A partir de 1894 commence une nouvelle époque de prospérité capitaliste, et presque jusqu'à la guerre la courbe remonte avec une rapidité vertigineuse. Enfin la débâcle de l'économie capitaliste au cours de la cinquième période commence à partir de l'année 1914.

De quelle façon le mouvement fondamental sur la trajectoire correspond-t-il aux fluctuations cycliques ? On voit clairement que pendant les périodes de développement rapide du capitalisme, les crises sont courtes et ont un caractère superficiel ; quant aux époques de relèvement, elles sont prolongées. Pendant les périodes de décadence, les crises durent longtemps et les relèvements sont momentanés, superficiels et basés sur la spéculation. Aux heures de stagnation, les oscillations se produisent autour d'un même niveau.

Voilà comment il faut déterminer l'état général de l'organisme capitaliste, d'après le caractère particulier de sa respiration et de son pouls.

Le relèvement après la guerre

Une situation économique indécise s'était créée aussitôt après la guerre. Mais à partir du printemps de 1919, un redressement commença : on se mit à jouer à la Bourse, les prix subirent une hausse avec la rapidité d'une colonne de mercure montant dans l'eau bouillante, la spéculation tourbillonna avec rage. L'industrie ? Elle continua à baisser dans le centre, dans l'est et le sud-est de l'Europe, comme le prouvent les chiffres cités plus haut. En France, une certaine amélioration eut lieu, principalement grâce au pillage de l'Allemagne. En Angleterre, ce fut en partie la stagnation, en partie la déroute dont seule la flotte de commerce fut exempte, son tonnage ayant augmenté dans la même proportion que celle dont le commerce avait baissé en réalité. Par conséquent, le relèvement de l'Europe eut en général un caractère à moitié fictif, un caractère de spéculation, et ce fut l'indice, non pas d'un développement, mais, au contraire, d'une baisse nouvelle de l'économie générale. Aux Etats-Unis, après la guerre, eut lieu une diminution de l'industrie de guerre, ainsi que sa transformation en industrie de paix. On constata un relèvement dans l'industrie du charbon, du pétrole, des automobiles et de la construction des navires.

	CHARBON millions tonnes	PETROLE tonneaux	AUTOMOBILES	BATEAUX mille tonnes
1918	615	356	1 153 000	3 033
1919	494	378	1 974 000	4 075
1920	580	442	2 350 000	2 746

Le camarade Varga, dans sa précieuse brochure, observe avec justesse : « Le fait que le redressement d'après-guerre a eu un caractère de spéculation se laisse constater de la façon la plus claire par l'exemple de l'Allemagne. Pendant que les prix en 1 an 1/2 avaient septuplé, l'industrie de l'Allemagne a marqué un temps de recul... Sa conjoncture était favorable à la vente : le restant des stocks sur le marché intérieur était exporté à l'étranger à des prix défiant toute concurrence».

La hausse la plus considérable des prix a eu lieu en Allemagne où l'industrie continuait à baisser. Les prix ont augmenté le moins aux Etats-Unis, où l'industrie continue à se relever. Entre l'Allemagne et les Etats-Unis se placent la France et l'Angleterre.

Comment s'est fait le relèvement lui-même, comment peut-il être expliqué ? En premier lieu, par des causes économiques : les relations internationales ont été renouées, quoique dans des proportions restreintes, et partout nous observons une demande des marchandises les plus variées ; il s'explique ensuite par des causes politiques et financières : les gouvernements européens avaient eu peur de la crise qui devait se produire après la guerre et avaient pris leurs mesures pour faire durer ce relèvement artificiel qui avait été provoqué par la guerre. Les gouvernements ont continué à mettre en circulation du papier-monnaie en grande quantité, ils ont lancé de nouveaux emprunts, taxé les bénéfiques, les salaires et le prix du pain, ils couvraient ainsi une part des salaires des ouvriers démobilisés en puisant dans les fonds nationaux, et créaient une activité économique artificielle dans le pays. De cette façon, pendant tout ce temps, le capital fictif continuait à croître, surtout dans les pays où l'industrie baissait.

Cependant, le redressement fictif d'après-guerre a eu des conséquences politiques sérieuses : on peut dire, non sans raison, qu'il a sauvé la bourgeoisie. Si les ouvriers démobilisés avaient eu, dès le début, à souffrir du chômage, de l'abaissement du niveau de la vie même comparé à celui d'avant-guerre, les conséquences auraient pu être fatales pour la bourgeoisie. Le professeur anglais Edwin Cannan a écrit à ce sujet, dans une revue de fin d'année, au Manchester Guardian : «L'impatience des hommes qui sont revenus du champ de bataille est très dangereuse», et il a expliqué très judicieusement le cours favorable de la période d'après-guerre la plus aiguë, celle de 1919, par le fait que le gouvernement et la bourgeoisie, d'un commun accord, ont fait reculer la crise en créant une prospérité artificielle au moyen de la destruction du capital fondamental de l'Europe.

«Si, dit Cannan, la situation économique au mois de janvier 1919 avait été pareille à celle de 1921, l'Europe occidentale aurait pu être plongée dans le chaos». La fièvre de guerre a duré encore pendant 1 an et demi et la crise n'a commencé que lorsque la masse des ouvriers et des paysans démobilisés s'était déjà plus ou moins dispersée dans le pays.

La crise actuelle

Etant venue à bout de la démobilisation et ayant résisté au premier choc des masses ouvrières, la bourgeoisie, après un moment de désarroi et même de panique, a repris son assurance. Il lui a semblé que c'est seulement à partir de ce moment que commençait une époque de grande prospérité qui n'aurait plus de fin. Les représentants les plus en vue de la politique et des finances anglaises ont proposé de conclure un emprunt international de 2 milliards de livres pour les travaux de reconstruction. On croyait qu'une pluie d'or allait se déverser sur l'Europe et créer une prospérité générale. De cette façon, la ruine de l'Europe, la destruction des villes et des villages se changeaient, grâce à ce chiffre fabuleux de l'emprunt, en richesse, bien que ce chiffre, par lui-même, ne fût que le symbole d'une misère immense. Cependant, la réalité a obligé la bourgeoisie à abandonner bien vite toutes ces fantaisies. J'ai déjà raconté de quelle façon la crise avait commencé au Japon (au mois de mars), aux Etats-Unis (au mois d'avril), et ensuite s'était étendue en Angleterre, en France, en Italie et, dans la seconde moitié de l'année, dans le monde entier. De tout ce qui a été dit jusqu'à présent, il s'ensuit que nous n'assistons évidemment pas en ce moment à un simple fléchissement d'un cycle industriel nouveau, mais un règlement de comptes relatif aux dépenses et aux ruines des périodes de guerre et d'après-guerre.

En 1913, les importations nettes de tous les pays étaient évaluées à 65-70 milliards de marks-or. Dans cette somme, la part de la Russie était de 2 milliards et demi, celle de l'Autriche-Hongrie de 3 milliards, celle des Pays Balkaniques de 1 milliard, celle de l'Allemagne de 11 milliards de marks-or. Ainsi les importations de l'Europe centrale et orientale constituaient le quart de celles du monde entier. Actuellement, tous ces pays importent moins d'un cinquième de ce qu'ils importaient avant la guerre. Ces chiffres seuls caractérisent suffisamment la puissance d'achat de l'Europe d'aujourd'hui.

Or, quelles sont les perspectives économiques pour l'avenir prochain ?

Il est évident que l'Amérique sera obligée de diminuer sa production, n'ayant plus la possibilité de reconquérir le marché européen tel qu'il était du temps de la guerre. D'autre part, l'Europe ne pourra que reconstituer ses régions les plus dévastées et les branches de son industrie les plus atteintes. De cette façon, nous n'assisterons dans l'avenir qu'à un retour pénible à l'état économique d'avant la guerre et à une longue crise : à une stagnation marquée dans certains pays et dans des branches d'industrie particulières ; dans d'autres, à un développement très lent. Les oscillations cycliques vont continuer, mais, en général, la courbe du développement capitaliste aura tendance à baisser et non pas à remonter.

La crise, le relèvement et la révolution

Les rapports entre le relèvement économique, la crise et le développement de la révolution présentent pour nous un intérêt non seulement théorique, mais avant tout pratique. Un grand nombre parmi vous se rappellent que Marx et Engels, en 1851, lorsqu'un relèvement se laissait constater dans toute sa puissance, ont écrit qu'il fallait considérer désormais la révolution de 1848 comme terminée ou, du moins comme interrompue jusqu'à une nouvelle crise. Engels a dit que la crise de 1847 était la mère de la révolution et que le relèvement de 1849-1851 avait favorisé la marche victorieuse de la contre-révolution. Toutefois, il serait faux et injuste d'expliquer ce jugement dans ce sens que les crises provoquent toujours une action révolutionnaire et que le relèvement a, au contraire, le don de calmer la classe ouvrière. La révolution de 1848 n'est pas née de la crise ; cette dernière ne lui avait donné qu'une dernière impulsion. En réalité, la révolution a été provoquée par une contradiction entre les nécessités du développement capitaliste et les chaînes que l'Etat politique et social demi-féodal lui avait imposées. La révolution de 1848, partielle et indécise, a cependant effacé les dernières traces du régime, a effacé les dernières traces du régime de servage et de corporations et a élargi ainsi le cadre du développement capitaliste. C'est uniquement dans ces conditions que le relèvement de 1851 peut être considéré comme le début d'une période de développement capitaliste, qui s'est prolongée jusqu'à l'année 1873.

Peut-on attendre le même résultat du redressement de 1919-1920 ? Nullement. Aucun élargissement du cadre du développement capitaliste n'y est entré en ligne de compte. Cela veut-il dire que, dans un avenir plus ou moins prochain, tout nouveau relèvement commercial et industriel est exclu ? En aucune façon ! J'ai déjà dit que le capitalisme aspirait et expirait aussi longtemps qu'il était en vie. Mais pendant la période dans laquelle nous sommes entrés, période de règlement des comptes relatifs aux destructions et aux ruines de la guerre, période de retour à l'état économique ancien, tout relèvement ne peut être que superficiel, d'autant plus qu'il est provoqué surtout par la spéculation, tandis que les crises vont devenir plus longues et plus profondes.

Dans ce cas, le rétablissement de l'équilibre capitaliste sur des bases nouvelles est-il possible ? Si nous admettons, pour un moment, que la classe ouvrière ne se lèvera pas pour une lutte révolutionnaire, mais permettra à la bourgeoisie, pendant de longues années, disons pendant 20 ou 30 ans, de diriger les destinées du monde, il n'est pas douteux qu'un certain équilibre nouveau pourra être établi. Cependant l'Europe subira un grand recul. Des millions d'ouvriers européens seront morts de chômage et de faim. Les Etats-Unis seront obligés de chercher une orientation nouvelle sur le marché du monde, de regrouper leur industrie, de recruter pendant de longues années. Après l'établissement d'une nouvelle division du travail dans le monde, par cette voie douloureuse en 15, 20, 25 ans, une nouvelle époque du relèvement capitaliste aurait pu, peut-être, commencer.

Mais tout ce raisonnement est abstrait et n'envisage qu'un côté de la question. Nous présentons ici le problème comme si le prolétariat avait cessé de lutter. Cependant il ne peut en être question, pour cette simple raison que l'opposition des classes a atteint, en ces dernières années, une acuité extraordinaire.

L'acuité des contradictions sociales

L'évolution économique n'est pas un processus automatique. J'ai parlé jusqu'ici des bases de la production, mais les choses n'en restent pas là. Sur ces bases vivent et travaillent les hommes, et c'est par ces hommes que l'évolution s'accomplit. Qu'est-il arrivé dans le domaine des relations entre les hommes, ou plutôt entre les classes ? Nous avons vu que l'Allemagne et certains autres pays de l'Europe avaient été rejetés, en ce qui concerne leur niveau économique, à 20 ou 30 ans en arrière. Mais ont-ils reculé aussi au point de vue social ? Point du tout. Les classes, en Allemagne, le nombre des ouvriers et leur concentration, la concentration et l'organisation du capital, tout ceci s'est développé avant la guerre, surtout grâce à la prospérité des 20 dernières années, et ce développement a fait encore des progrès : pendant la guerre, par suite de l'intervention de l'Etat, et après la guerre à cause de la fièvre de spéculation et du cumul des capitaux. Nous assistons ainsi à deux processus de l'évolution économique : la richesse nationale et les revenus nationaux diminuent, tandis que le développement des classes fait des progrès. Le nombre des prolétaires augmente, les capitaux se concentrent dans un nombre de mains de plus en plus petit, les banques fusionnent, les entreprises industrielles s'unissent en trusts. Par conséquent, la lutte des classes devient inévitablement de plus en plus aiguë, par suite de la réduction des revenus nationaux. C'est là que se trouve le nœud de la question. Plus la base matérielle deviendra restreinte, plus la lutte entre les classes et les groupements différents pour le partage des revenus nationaux sera acharnée. Il ne

faut jamais oublier cette circonstance. Si l'Europe, par rapport à ces richesses nationales, a reculé de 30 ans, cela ne veut nullement dire qu'elle ait rajeuni de 30 ans. Au contraire, elle est devenue plus pauvre, comme si elle était de 30 ans plus jeune, mais, au point de vue de la lutte des classes, elle a vieilli de 300 ans. C'est ainsi que se présentent les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les paysans

Pendant la première période de la guerre, on a dit et on a écrit que la guerre enrichissait les paysans dans l'Europe entière. En effet, l'Etat avait un extrême besoin de pain et de viande pour son armée. On payait pour ces produits des prix fous qui augmentaient sans cesse, et les paysans remplissaient leurs poches de billets de banque. Avec ce papier-monnaie, qui se dévalorisait de plus en plus, les paysans ont payé leurs dettes, qu'ils avaient contractées en monnaies-or. Evidemment, c'était pour eux une opération avantageuse.

Les économistes bourgeois ont pensé que cette prospérité de l'économie paysanne assurerait, après la guerre, la stabilité du capitalisme. Mais ils ont fait un faux calcul. Les paysans ont purgé leurs hypothèques, mais l'économie agricole ne consiste pas qu'à payer l'argent dû à la banque, Elle consiste d'abord à travailler la terre, à fumer, à développer l'outillage, à avoir de bonnes graines, à améliorer la technique, etc. Ceci, ou bien n'a pas été fait, ou bien a coûté un argent fou. D'autre part, la main-d'œuvre manquait, l'agriculture baissait et, après un moment de prospérité à demi factice, les paysans ont commencé à se ruiner. Ce phénomène se laisse constater, à des degrés différents, dans l'Europe entière. Mais il est surtout frappant en Amérique. Les fermiers américains, canadiens, sud-américains et australiens, ont commencé à souffrir terriblement, à partir du jour où l'on s'est aperçu que l'Europe ruinée n'était plus capable d'acheter du pain. Le prix du blé a baissé. Une certaine fermentation a commencé parmi les fermiers, et le mécontentement s'est propagé dans le monde entier. Et c'est ainsi que le paysan cesse d'être le soutien de l'ordre. La classe ouvrière a la possibilité d'entraîner avec elle dans la lutte une partie des paysans (paysans pauvres), d'en neutraliser une autre (paysans moyens), d'isoler et paralyser les paysans riches.

Une classe moyenne nouvelle

Les réformistes avaient beaucoup compté sur la classe dite moyenne. Les ingénieurs, les techniciens, les médecins, les avocats, les comptables, les employés et les fonctionnaires, etc. forment une couche sociale à moitié conservatrice, placée entre le capital et le travail et qui, suivant les réformistes, est destinée à réconcilier les deux partis, à diriger et en même temps à soutenir le régime démocratique. Pendant la guerre et après la guerre, cette classe a souffert même plus que les ouvriers, c'est-à-dire que le niveau de sa vie a baissé plus que celui de la classe ouvrière. La diminution de la puissance d'achat de l'argent, la dévalorisation de la monnaie-papier, telle est la cause principale de cet état de choses. Dans tous les pays de l'Europe, un grand mécontentement se fit jour dans les milieux des petits et des moyens fonctionnaires, ainsi que parmi les intellectuels-techniciens. En Italie, par exemple, a lieu en ce moment une grève de fonctionnaires. Il est évident que les fonctionnaires, les employés de banque, etc. n'ont pas constitué une classe prolétarienne, mais ils ont perdu leur ancien caractère conservateur. Ils ne soutiennent pas l'Etat, autant qu'ils ébranlent et sapent son appareil grâce à leur mécontentement et à leurs protestations.

Le mécontentement des intellectuels bourgeois grandit encore à cause de leurs attaches avec la petite et la moyenne bourgeoisie industrielle et commerciale. Cette dernière se sent frustrée et perdue. La grande bourgeoisie unie dans des trusts continue à s'enrichir, malgré la ruine du pays. Elle s'empare d'une part de plus en plus grande des revenus nationaux qui, eux diminuent chaque jour. La bourgeoisie qui ne participe pas aux trusts, et la nouvelle classe moyenne, déclinent aussi bien relativement qu'absolument.

En ce qui concerne le prolétariat, il est bien probable que, malgré l'abaissement du niveau de son existence, la part générale qu'il prélève sur le revenu national qui diminue, est plus grande actuellement qu'elle n'a été avant la guerre. Le capital appartenant aux trusts tend à réduire la part de l'ouvrier en la ramenant à ses dimensions d'avant-guerre. Quant à l'ouvrier, il n'a cure des statistiques, mais il s'intéresse à l'abaissement du niveau de son existence et il s'efforce d'augmenter sa part du revenu national. Ainsi, les paysans sont mécontents de la déchéance de l'économie agricole ; les intellectuels s'appauvrissent ; la bourgeoisie, petite et moyenne, est ruinée et irritée. La lutte des classes devient plus aiguë.

Les relations internationales

Les relations internationales jouent évidemment un rôle très important dans la vie du monde capitaliste. Ce dernier l'a senti trop clairement pendant la guerre mondiale. En ce moment, lorsque nous nous posons la question de savoir si le capital est, oui ou non, en mesure de rétablir son équilibre mondial, il est nécessaire de nous rendre compte dans quelles conditions internationales ce travail de reconstitution se produit. Il n'est pas difficile de se convaincre que les relations internationales sont devenues beaucoup plus tendues et beaucoup moins adaptées au développement «pacifique» du capitalisme qu'elles ne l'étaient avant la guerre.

Pourquoi la guerre a-t-elle éclaté ? Parce que les forces productives se sont senties à l'étroit dans le cadre des Etats capitalistes les plus puissants. La tendance du capital impérialiste consistait à supprimer les frontières politiques et à s'emparer de la terre entière ; à supprimer les douanes, les cloisons qui gênaient le développement des forces productrices. Telle est la base économique de l'impérialisme et telles ont été les causes de la guerre. Et le résultat ? L'Europe est actuellement plus riche en frontières et en douanes qu'elle ne l'a jamais été. Et un grand nombre de petits Etats se sont fondés. Une dizaine de lignes douanières traversent aujourd'hui le territoire de l'ancienne Autriche-Hongrie. L'Anglais Keynes a appelé l'Europe une maison de fous et, en effet, au point de vue du développement économique, tout ce particularisme de petits Etats qui sent le renfermé, avec leur système de douanes, etc., se présente comme un anachronisme monstrueux, comme une incursion folle du moyen âge dans le vingtième siècle. Au moment où la péninsule Balkanique retombe à l'état de barbarie, l'Europe se balkanise.

Les relations entre l'Allemagne et la France excluent comme par le passé, toute possibilité d'un équilibre européen quelconque. La France est obligée de piller et violenter l'Allemagne pour entretenir un équilibre de classes auquel la base épuisée de l'économie française ne correspond plus. L'Allemagne ne peut pas et elle ne pourra pas rester la victime de ce pillage. En ce moment, il est vrai, un accord a été réalisé. L'Allemagne s'est engagée à verser annuellement 2 milliards de marks-or et, en outre, 26% du chiffre de ses exportations. Cet accord représente une victoire de la politique anglaise, qui veut empêcher l'occupation de la Ruhr par les Français. La plus grande partie du minerai de fer européen se trouve aujourd'hui dans les mains de la France. La quantité la plus grande de charbon entre les mains de l'Allemagne. La réunion du minerai de fer français avec le charbon allemand constitue une condition primordiale de la renaissance de l'économie européenne, mais une pareille réunion, absolument nécessaire pour le développement de la production, constitue un danger de mort pour le capitalisme anglais. C'est pourquoi tous les efforts de Londres tendent à empêcher tout rapprochement, aussi bien pacifique que violent, entre le minerai français et le charbon allemand.

La France a provisoirement accepté le compromis, d'autant plus que son appareil de production étant désorganisé, elle est incapable d'utiliser même cette quantité de charbon que l'Allemagne est obligée de lui fournir. Mais cela ne veut nullement dire que le problème de la Ruhr soit résolu définitivement. Au premier manquement de la part de l'Allemagne en ce qui concerne ses obligations, la question du sort de la Ruhr sera remise fatalement sur le tapis. L'influence de la France en Europe, et jusqu'à un certain point dans le monde entier, qui a grandi au cours de cette dernière année, ne s'explique pas par le renforcement de la puissance française, mais par l'affaiblissement évident et progressif de l'Angleterre.

La Grande-Bretagne a vaincu l'Allemagne. C'était la question principale résolue par la dernière guerre. Et la guerre a été, par son essence même, non pas universelle mais européenne, bien que la guerre entre deux Etats européens les plus puissants, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Allemagne ait été menée avec la participation des forces et des moyens de lutte du monde entier. L'Angleterre a vaincu l'Allemagne. Cependant, à l'heure actuelle, sur le marché du monde et en général par rapport à toute la situation mondiale, l'Angleterre est plus faible qu'elle ne l'était avant la guerre. Les Etats-Unis se sont renforcés aux dépens de l'Angleterre beaucoup plus que l'Angleterre aux frais de l'Allemagne.

L'Amérique bat l'Angleterre, d'abord par le caractère plus rationnel, plus progressif de son industrie. La productivité du travail d'un ouvrier américain est de 150% supérieure à celle d'un ouvrier anglais. Autrement dit, deux ouvriers américains, grâce à l'organisation plus perfectionnée de l'industrie, produisent autant que cinq anglais. Ce fait seul, dont témoignent les données statistiques anglaises, prouve que l'Angleterre, dans sa lutte avec l'Amérique, est condamnée d'avance, et cela suffit pour pousser l'Angleterre à la guerre avec l'Amérique, tant que la flotte anglaise conserve la suprématie sur les océans.

Le charbon américain évince le charbon anglais du monde entier et même de l'Europe. Et cependant le commerce mondial de l'Angleterre était basé, avant tout, sur l'exportation du charbon. D'autre part, le pétrole devient actuellement un facteur décisif pour l'industrie et la défense : non seulement il fait marcher les automobiles, les tracteurs, les sous-marins, les avions, mais il présente encore, comme force motrice, un énorme avantage, par rapport au charbon, pour les grands navires de haute mer. Ce sont les Etats-Unis qui fournissent 70% du pétrole absorbé par l'univers. Ainsi, en cas de guerre, tout ce pétrole serait à la disposition du gouvernement de Washington. En outre, l'Amérique dispose du pétrole mexicain, qui donne 12% de la production totale du monde. Certes, les Américains accusent l'Angleterre d'avoir concentré entre ses mains, en dehors des frontières des Etats-Unis, jusqu'à 90% des sources mondiales de naphte et d'en refuser l'accès aux américains, tandis que les sources américaines seront, disent-ils, épuisées dans quelques années. Cependant, toutes ces données géologiques et statistiques sont assez arbitraires et douteuses. Elles sont établies sur commande, afin de justifier les prétentions de l'Amérique sur le pétrole du Mexique, de la Mésopotamie, etc. Si, toutefois, le péril de l'épuisement des sources américaines était vraiment réel, ce serait là une raison de plus qui pourrait précipiter la guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Le problème de l'endettement de l'Europe en Amérique se pose d'une façon aiguë. Cette dette est évaluée en général à 18 milliards de dollars. Les Etats-Unis peuvent toujours créer les difficultés les plus grandes au marché financier anglais, en exigeant le paiement de ses créances. Comme l'on sait, l'Angleterre a même proposé à l'Amérique de renoncer à sa créance anglaise, en promettant à son tour d'annuler les dettes de

ses débiteurs sur les marchés européens. La dette de l'Angleterre en Amérique étant de beaucoup plus supérieure à celle des pays continentaux de l'Entente en Angleterre, cette dernière aurait tiré un grand bénéfice d'une pareille transaction. Cependant, l'Amérique a répondu par un refus. Il n'est pas difficile de comprendre que les capitalistes yankees n'aient pas été enclins à financer, de leurs propres fonds, les préparatifs de la Grande-Bretagne à une guerre avec les Etats-Unis.

L'accord de l'Angleterre avec le Japon, qui lutte avec l'Amérique pour la suprématie sur le continent asiatique, envenime aussi d'une façon extraordinaire les relations entre l'Amérique et l'Angleterre.

Mais c'est la question de la flotte de guerre qui présente, vu ce qui précède, un caractère tout particulièrement épineux. Le gouvernement Wilson ayant rencontré, dans les problèmes mondiaux, de la résistance de la part de l'Angleterre, a établi un programme gigantesque de constructions navales. Le gouvernement Harding a hérité du programme de son prédécesseur et l'exécute pleinement. En 1924, la flotte des Etats-Unis sera, non seulement plus puissante que la flotte anglaise, mais encore, sinon par son tonnage, du moins par sa valeur de combat, elle sera supérieure aux flottes de l'Angleterre et du Japon réunies.

Que cela signifie-t-il au point de vue anglais ? L'Angleterre sera obligée, soit d'accepter la provocation avant 1924 et d'essayer de détruire la puissance militaire, maritime et économique des Etats-Unis, en profitant de sa supériorité actuelle, soit de rester passive et de devenir peu à peu une puissance de deuxième ou de troisième ordre, en cédant définitivement aux Etats-Unis la domination sur les mers et les océans. Ainsi, la dernière guerre des peuples, qui a «résolu» à sa manière la question européenne, a en même temps posé dans toute son ampleur le problème mondial : à savoir qui dominera le monde, de l'Angleterre ou des Etats-Unis ? Les préparatifs pour une nouvelle guerre mondiale se font à toute vapeur. Les dépenses pour l'armée et la flotte ont été augmentées énormément par rapport à celles d'avant-guerre. Le budget militaire anglais a triplé, celui de l'Amérique a augmenté 3 fois 1/2.

Le 1er Janvier 1914, au moment culminant de la «paix armée», il y avait 7 millions de soldats sous les armes dans le monde entier. Il y en avait 11 millions au début de 1921. Le gros de ces armées constitue évidemment le fardeau que l'Europe épuisée doit porter.

La crise aiguë, conséquence du rétrécissement du marché mondial, rend la lutte entre les Etats capitalistes extrêmement âpre, en bouleversant l'équilibre des relations internationales. Ce n'est pas seulement l'Europe, c'est le monde entier qui devient une maison de fous ! Dans ces conditions, on ne peut plus parler de rétablissement de l'équilibre capitaliste.

La classe ouvrière après la guerre

Immédiatement après la guerre la bourgeoisie était désemparée et effrayée au plus haut point ; quant aux ouvriers, surtout ceux qui revenaient de l'armée, ils étaient prêts à poser hautement leurs revendications. Mais la classe ouvrière, dans son ensemble, était désorientée et ne savait pas exactement comment la vie s'arrangerait après la guerre, quelles revendications on pouvait présenter, quelle voie il fallait suivre... Le mouvement, comme nous l'avons vu au début, avait pris un caractère extrêmement orageux. Mais la classe ouvrière manquait d'une direction ferme. D'autre part, la bourgeoisie était prête à faire de très grandes concessions. Elle continuait à suivre le régime financier et économique de guerre (emprunts, inflations fiduciaires, monopole des blés, assurances contre le chômage, etc.), en d'autres termes, la bourgeoisie dirigeante continuait à désorganiser ses fondements économiques et à détruire de plus en plus l'équilibre de la production et des finances, pour soutenir, pendant la période la plus dangereuse, celui des classes. Jusqu'ici, elle y a plus ou moins réussi.

Maintenant, elle passe à la solution du problème relatif au rétablissement de l'équilibre économique. Il ne s'agit plus en l'occurrence de concessions et d'aumône à faire à la classe ouvrière, mais de mesures d'un caractère fondamental. Il faut reconstruire l'appareil désorganisé de la production. Il faut rendre à l'argent sa valeur, car on ne peut pas penser au marché mondial sans posséder un équivalent ayant une valeur universelle et, par conséquent, on ne peut penser non plus à une industrie mondiale «équilibrée», liée au marché mondial.

Reconstruire l'appareil de la production, cela veut dire : diminuer le travail destiné à la fabrication des objets d'un usage courant et augmenter l'effort destiné à fournir les moyens de production. Il faut augmenter les stocks, c'est-à-dire intensifier le travail et réduire les salaires.

Pour rétablir la valeur de l'argent, il ne suffit pas seulement de refuser le paiement des dettes exorbitantes, il faut encore améliorer le bilan commercial, c'est-à-dire importer moins et exporter plus. Et pour atteindre ce but, il faut consommer moins et produire plus, c'est-à-dire, il faut de nouveau réduire les salaires et rendre le travail plus intense.

Chaque pas qui conduit vers la reconstruction de l'économie capitaliste est lié à l'augmentation du degré d'exploitation et, par conséquent, il provoquera fatalement une résistance de la part de la classe ouvrière. Autrement dit, chaque effort de la bourgeoisie tendant à rétablir l'équilibre de la production, de la distribution, des finances d'Etat, compromet fatalement l'équilibre instable des classes. Si pendant deux ans après la guerre la

bourgeoisie tendait avant tout, dans sa politique économique, à calmer le prolétariat, même au prix d'une désorganisation de son économie, par contre aujourd'hui, au moment d'une crise inconnue jusqu'à ce jour, elle a commencé à améliorer sa situation économique en opprimant de plus en plus la classe ouvrière.

C'est en Angleterre que nous apercevons le plus distinctement de quelle façon cette oppression provoque la résistance. Et la résistance de la classe ouvrière détruit la stabilité du régime économique et rend vaines toutes les velléités de rétablissement de l'équilibre.

Certainement, la lutte du prolétariat pour le pouvoir se prolonge. Elle ne ressemble pas à un assaut général, elle ne présente pas l'aspect d'une série ininterrompue de vagues qui montent toujours plus haut et dont la dernière balaie le régime capitaliste.

Dans cette lutte nous avons observé des hauts et des bas, l'attaque et la défense. Les manœuvres de classe, de notre part, n'ont pas toujours été habiles. Il y avait à cela deux causes : en premier lieu, la faiblesse des partis communistes, fondés seulement après la guerre, n'ayant ni l'expérience nécessaire, ni l'appareil indispensable, ni l'influence suffisante et, ce qui est le plus important, ne faisant pas assez attention aux masses ouvrières. Toutefois, nous avons fait dans ce domaine un grand pas en avant au cours de ces dernières années. Les partis communistes se sont renforcés et développés. Une autre cause du caractère chronique et inégal de la lutte, c'est la composition variée de la classe ouvrière elle-même, telle qu'elle est sortie de la guerre.

La guerre a très peu ébranlé la bureaucratie ouvrière, syndicale, politique et parlementaire. Les gouvernements capitalistes de tous les pays ont pris une attitude très attentive et indulgente envers cette superstructure ouvrière, comprenant parfaitement que, sans elle, ils ne pourraient pas s'assurer la soumission de la classe ouvrière pendant les années sanglantes. La bureaucratie ouvrière avait tous les privilèges et elle est sortie de la guerre avec les mêmes habitudes de conservatisme obtus que celles avec lesquelles elle y était entrée, et encore plus compromise, plus étroitement liée avec les Etats capitalistes. Les ouvriers qualifiés de l'ancienne génération, habitués à leurs organisations professionnelles et politiques, surtout en Allemagne restent, pour la plupart, maintenant encore, les soutiens de la bureaucratie ouvrière, mais leur stabilité n'est nullement absolue. Les ouvriers qui avaient passé par l'école de la guerre, et c'est le cœur même de la classe ouvrière, ont apporté au prolétariat une nouvelle psychologie, de nouvelles habitudes et une nouvelle conception de la lutte, de la vie et de la mort. Ils sont prêts à résoudre le problème par la force, mais ils ont appris à la guerre que l'application efficace de la force présume une tactique et une stratégie bien ordonnées. Ces éléments iront au combat, mais ils désirent une direction ferme et une préparation sérieuse. Plusieurs catégories d'ouvriers arriérés, entre autres les ouvrières dont le nombre a considérablement grandi pendant la guerre, sont devenues à cette heure, à la suite d'un changement brusque de leur conscience, la partie la plus combative, bien que par toujours consciente, de la classe ouvrière. Enfin, nous voyons à notre extrême-gauche la jeunesse ouvrière qui a poussé pendant la guerre, au fracas des combats et des secousses révolutionnaires, et qui sera appelée à occuper une grande place dans la lutte prochaine.

Toute cette masse prolétarienne, considérablement accrue, des ouvriers-vétérans et des ouvriers-nouvelles recrues, des ouvriers qui étaient restés en arrière et de ceux qui avaient passé quelques années au feu, toute cette masse qui compte de nombreux millions, passe par l'école révolutionnaire d'une manière et à des heures différentes.

Nous l'avons vu de nouveau, par l'exemple des événements du mois de mars, en Allemagne, où les ouvriers de l'Allemagne centrale, qui constituaient avant la guerre l'élément le plus arriéré, s'élançaient au mois de mars dans la bataille sans se demander si la lutte leur apporterait la victoire, tandis que les ouvriers de Berlin ou de la Saxe, ayant réussi à acquérir de l'expérience à l'époque des combats révolutionnaires, sont devenus plus prudents. Il est certain que la marche générale de la lutte, après la guerre, et surtout l'offensive actuelle du capital, unit toutes les couches de la classe ouvrière, sauf leurs sommets privilégiés. Le parti communiste a ainsi de plus en plus la possibilité d'établir une unité réelle du front de la classe ouvrière.

Les perspectives et les tâches immédiates

Il existe trois causes de révolution liées entre elles. La première, c'est la débâcle de l'Europe. L'équilibre des classes, en Europe, avait pour base, avant tout, la suprématie de l'Angleterre sur le marché mondial. Aujourd'hui, elle a perdu cette suprématie définitivement, elle ne la reconquerra plus. C'est pourquoi des secousses révolutionnaires puissantes, qui pourront se terminer soit par une victoire du prolétariat, soit par une déchéance complète de l'Europe, sont inévitables.

La deuxième cause de lutte révolutionnaire, c'est le trouble profond qui bouleverse l'organisme économique des Etats-Unis tout entier ; un relèvement inconnu jusqu'ici est provoqué par la guerre européenne, suivi d'une crise profonde née des conséquences prolongées de cette guerre. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat américain peut, dans ces conditions, acquérir une vitesse aussi inconnue jusqu'à ce jour en histoire que celle qui caractérise le développement économique des Etats-Unis au cours de ces dernières années.

La troisième cause de lutte révolutionnaire est déterminée par l'industrialisation des colonies et d'abord des Indes. C'est la classe paysanne qui mènera, surtout aux colonies, la lutte pour l'affranchissement. Mais dans cette lutte, elle a besoin de direction. Cette direction était assurée par la bourgeoisie indigène. Cependant la lutte de cette dernière contre le pouvoir impérialiste étranger ne peut être ni suivie ni énergique, la bourgeoisie indigène elle-même, liée étroitement au capital étranger, étant en grande partie l'agent direct de celui-ci. Seul l'avènement d'un prolétariat indigène nombreux, prêt au combat, constitue le véritable levier de la révolution. Le prolétariat hindou n'est certainement pas nombreux par rapport à toute la population du pays, mais celui qui a compris le sens du développement de la révolution en Russie se rendra compte que le rôle révolutionnaire du prolétariat dans les pays d'Orient sera beaucoup plus important que son nombre ne le laisserait prévoir. Ceci concerne non seulement les pays purement coloniaux, comme les Indes, demi-coloniaux comme la Chine, mais aussi le Japon, où l'oppression capitaliste marche de pair avec l'absolutisme féodal et bureaucratique de caste. Ainsi, aussi bien la situation mondiale que les perspectives de l'avenir, ont un caractère profondément révolutionnaire.

La bourgeoisie ayant eu, après la guerre, recours à l'aumône envers la classe ouvrière, les collaborationnistes ont transformé avec empressement cette aumône en réformes (la journée de huit heures, l'assurance contre le chômage, etc.), et ont ouvert sur des ruines une ère de réformisme. A présent, la bourgeoisie a passé à une contre-offensive sur toute la ligne, à ce point qu'un organe archi-capitaliste anglais tel que le Times commence à parler avec frayeur des bolcheviks capitalistes. L'époque actuelle est celle du contre-réformisme. Le pacifiste anglais Norman Angell appelle la guerre un faux calcul. L'expérience de la dernière guerre a montré, en effet, que le calcul, du point de vue de la comptabilité, était faux. Jamais encore l'humanité capitaliste ne s'est préparée à une nouvelle guerre avec une telle rage qu'aujourd'hui. L'illusion de la démocratie devient évidente même pour les fractions le plus conservatrices de la classe ouvrière. On n'opposait récemment à la démocratie que la dictature du prolétariat avec sa terreur, avec sa «Tchéka», etc. Aujourd'hui la démocratie s'oppose de plus en plus à toutes les formes de la lutte des classes. Lloyd George a proposé aux mineurs de faire des démarches auprès du Parlement et a déclaré que leur grève était une violence faite à la volonté nationale.

Sous le régime des Hohenzollern, les ouvriers allemands trouvaient une certaine certitude, certaines limites déterminées dans leur action ; ils savaient en général ce qu'on pouvait et ce qu'on ne pouvait pas faire. Dans la république d'Ebert, l'ouvrier gréviste risque toujours d'être égorgé sans plus de façon soit dans la rue, soit dans une chambre de torture de la police. La «démocratie» donne aux ouvriers allemands autant dans l'ordre politique que leur haut salaire, payé en papier sans valeur, leur donne dans l'ordre économique.

La tâche du parti communiste consiste à embrasser la situation existante dans son ensemble et à participer activement à la lutte menée par la classe ouvrière, afin de conquérir, pendant cette lutte, la majorité de cette classe. Si la situation, dans n'importe quel pays, devient extrêmement critique, nous sommes obligés de poser les questions fondamentales de la manière la plus intransigeante et de combattre dans l'état où les événements nous trouveront. Par contre, si les événements se développent d'une façon plus régulières, nous devons profiter de toutes les possibilités pour avoir avec nous la majorité de la classe ouvrière, avant l'arrivée des événements décisifs.

En ce moment, pendant la lutte économique défensive, déterminée par la crise, les communistes doivent tenir un rôle très actif dans les syndicats, dans toutes les grèves et toutes les actions, dans tous les mouvements, en conservant toujours, pendant le travail, une union étroite entre eux et en agissant toujours comme l'aile la plus résolue et la plus disciplinée de la classe ouvrière. La lutte économique défensive peut s'élargir à la suite du développement de la crise et de la situation politique, entraînant des fractions nouvelles de la classe ouvrière, des populations et des armées entières de chômeurs et, après avoir changé, à un certain moment, en lutte révolutionnaire offensive, se terminer par une victoire. C'est vers ce but que doivent tendre tous nos efforts.

Mais si, après la crise, la situation économique mondiale s'améliore ? Est-ce que cela signifierait que la lutte révolutionnaire s'est arrêtée pour un temps indéfini ?

Il s'ensuit de tout mon rapport, camarades, qu'un nouveau relèvement, qui ne saurait être ni long ni sérieux, ne déterminera nullement un temps d'arrêt dans le développement de la révolution. Le redressement industriel des années 1849-1851 n'a porté un coup à la révolution parce que la révolution de 1848 avait élargi les cadres du développement capitalistes. Quant aux événements de 1914-1921, non seulement ils n'ont pas élargi le marché mondial, mais, au contraire, ils l'ont extrêmement rétréci, de sorte que la courbe du développement capitaliste marquera plutôt, dans ce temps-ci, une tendance vers la baisse. Dans ces conditions, un redressement temporaire ne pourra que raffermir la conscience de classe des ouvriers, que resserrer leurs rangs non seulement dans les usines, mais aussi sur le champ de combat, et donnera une impulsion non seulement à leur contre-offensive économique, mais aussi à leur lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

La situation devient pour nous de plus en plus favorable, mais aussi de plus en plus complexe. Nous n'obtiendrons pas la victoire automatiquement. Le sol est miné sous notre ennemi, mais l'ennemi est fort, il voit bien nos côtés faibles, il sait manœuvrer en se guidant par un calcul fait avec sang-froid. Il faut que nous apprenions beaucoup, nous, l'Internationale Communiste tout entière, de l'expérience de nos luttes de ces trois

dernières, surtout des expériences de nos erreurs et de nos échecs. Une guerre civile exige une science de la manœuvre politique, tactique et stratégique, elle demande qu'on se rende compte des conditions propres à chaque situation, des côtés faibles et forts de l'ennemi ; elle demande l'union de l'enthousiasme avec un calcul de sang-froid ; elle exige qu'on sache non seulement marcher en avant, mais aussi reculer provisoirement pour économiser les forces afin de porter ensuite un coup plus sûr à l'ennemi.

Je le répète : la situation mondiale et les perspectives de l'avenir sont profondément révolutionnaires. Telles sont les prémisses nécessaires de notre victoire. Mais seules, notre tactique habile et notre organisation puissante peuvent nous donner une pleine garantie. Elever l'Internationale Communiste à un niveau plus haut, la faire plus puissante au point de vue tactique, telle est la tâche essentielle du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste.

Les prémisses matérielles de la révolution

Camarades, la théorie du marxisme a déterminé les premières conditions et les lois de l'évolution historique. En ce qui concerne les révolutions, la théorie de Marx, par la plume de Marx lui-même, dans la préface de son ouvrage : Contribution à la Critique de l'Economie politique, a établi à peu près la proposition suivante :

— Aucun régime social ne disparaît avant d'avoir développé ses forces productives jusqu'au maximum qui peut être atteint par ce régime, et aucun régime social nouveau ne peut apparaître s'il n'y a eu au préalable, dans le régime ancien, les conditions économiques nécessaires.

Cette vérité, qui est fondamentale pour la politique révolutionnaire, conserve pour nous aujourd'hui toute son incontestable valeur directrice. Cependant, plus d'une fois, on a compris le marxisme d'une façon mécanique et simpliste, et partant fautive. D'ailleurs, on peut tirer de fausses conclusions aussi de la proposition citée plus haut. Marx dit qu'un régime social doit disparaître, lorsque les forces de production (la technique, le pouvoir de l'homme sur les forces naturelles) ne peuvent plus se développer dans le cadre de ce régime. Au point de vue du marxisme, la société historique, prise comme telle, constitue une organisation collective des hommes ayant comme but l'accroissement de leur pouvoir sur la nature. Ce but, certainement, n'est pas imposé aux hommes par le dehors, mais ce sont eux-mêmes qui, au cours de leur évolution, luttent pour l'atteindre, en s'adaptant aux conditions objectives du milieu et en augmentant de plus en plus leur pouvoir sur les forces élémentaires de la nature. La proposition suivant laquelle les conditions nécessaires pour une révolution, — pour une révolution sociale, profonde, et non pas pour des coups d'Etat politiques si sanglants qu'ils soient, — pour une révolution qui remplace un régime économique par un autre, naissent seulement à partir du moment où le régime social ancien commence à entraver le développement des forces de production, cette proposition ne signifie nullement que l'ancien régime social s'écroulera infailliblement et par lui-même, quand il sera devenu réactionnaire au point de vue économique, c'est-à-dire à partir du moment où il aura commencé à entraver le développement de la puissance technique de l'homme. En aucune façon ; car, si les forces de production constituent la puissance motrice de l'évolution historique, cette évolution cependant ne se produit pas en dehors des hommes, mais par les hommes. Les forces de production, c'est-à-dire de l'homme social sur la nature, s'accumulent, il est vrai, indépendamment de la volonté de chaque homme séparé et ne dépendent que peu de la volonté générale des hommes d'aujourd'hui, car la technique représente un capital déjà accumulé qui nous a été légué par le passé et qui, soit nous pousse en avant, soit, dans certaines conditions, nous retient. Cependant, lorsque ces forces de production, cette technique, commencent à se sentir à l'étroit dans les cadres d'un régime d'esclavage, de servage, ou bien d'un régime bourgeois, et quand un changement des formes sociales devient nécessaire pour l'évolution ultérieure du pouvoir humain, alors cette évolution se produit non pas d'elle-même, comme un lever ou un coucher de soleil, mais grâce à une action humaine, grâce à une lutte des hommes, réunis en classes. La classe sociale qui dirigeait la société ancienne, devenue réactionnaire, doit être remplacée par une classe sociale nouvelle qui apporte le plan d'un régime social nouveau, correspondant aux besoins du développement des forces productrices, et qui est prête à réaliser ce plan. Mais il n'arrive pas toujours qu'une classe nouvelle, assez consciente, organisée et puissante pour détrôner les anciens maîtres de la vie et pour frayer la voie aux nouvelles relations sociales, apparaisse juste au moment où le régime social ancien se survit, c'est-à-dire devient réactionnaire. Cela ne se passe pas toujours ainsi. Au contraire, il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire qu'une société ancienne était épuisée, — telle, par exemple, le régime d'esclavage romain et, avant lui, les anciennes civilisations d'Asie dans lesquelles le régime d'esclavage avait empêché le développement des forces productrices, — mais dans cette société finie il n'y avait pas de classe nouvelle assez forte pour déposer les maîtres et établir un régime nouveau, le régime de servage, ce dernier constituant un pas en avant par rapport au régime ancien. A son tour, dans le régime de servage, il n'y avait pas toujours, au moment nécessaire, de classe nouvelle (la bourgeoisie) prête à abattre les féodaux et à ouvrir la voie à l'évolution historique. Il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire qu'une certaine société, une nation, un peuple, une tribu, plusieurs peuples ou nations qui vivaient dans des conditions historiques analogues, se sont trouvés devant une impossibilité de développement ultérieur, dans les cadres d'un régime économique donné (régime d'esclavage ou de servage). Toutefois, comme aucune classe nouvelle n'existait encore qui aurait pu les diriger sur une voie nouvelle, ces peuples, ces nations se sont décomposés ; une civilisation, un Etat, une société ont cessé d'exister. Ainsi l'humanité n'a-t-elle pas marché toujours de bas en haut, suivant une ligne toujours montante. Non, elle a connu

de longues périodes de stagnation et de rechute vers la barbarie. Des sociétés s'étaient élevées, avaient atteint un certain niveau, mais n'ont pas pu rester sur les hauteurs... L'humanité ne reste pas en place ; son équilibre, par suite des luttes des classes et des nations, est instable. Si une société ne peut pas monter, elle tombe ; et si aucune classe n'existe qui puisse l'élever, elle se décompose et ouvre la voie à la barbarie.

Afin de comprendre ce problème extrêmement complexe, il ne suffit pas, camarades, de ces considérations abstraites que j'expose devant vous. Il faut que les jeunes camarades, peu au courant de ces questions, étudient des ouvrages historiques pour se familiariser avec l'histoire de différents pays et peuples et, en particulier, avec l'histoire économique. C'est alors seulement qu'ils pourront se représenter d'une façon claire et complète le mécanisme intérieur de la société. Il faut bien comprendre ce mécanisme pour appliquer avec justesse la théorie marxiste à la tactique, c'est-à-dire à la pratique de la lutte de classe.

Les problèmes de la tactique révolutionnaire

Lorsqu'il s'agit de la victoire du prolétariat, certains camarades se représentent la chose d'une façon trop simple. Nous avons en ce moment, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, une telle situation que nous pouvons dire, au point de vue marxiste, avec une certitude absolue : le régime bourgeois atteint le terme de son développement. Les forces de production ne peuvent plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise. En effet, ce que nous voyons au cours de ces dix dernières années c'est la ruine, la décomposition de la base économique de l'humanité capitaliste et une destruction mécanique des richesses accumulées. Nous sommes actuellement en pleine crise, une crise effrayante, inconnue dans l'histoire du monde et qui n'est pas une crise simple, venant à son heure, «normale» et inévitable dans le processus du développement des forces productrices dans le régime capitaliste ; cette crise marque aujourd'hui la ruine et la décomposition des forces productrices de la société bourgeoise. Il se peut qu'il y ait encore des bas et des hauts, mais en général, comme je l'ai exposé aux camarades dans la même salle, il y a un mois et demi, la courbe du développement économique tend, à travers toutes ses oscillations, vers le bas et non vers le haut. Cependant cela veut-il dire que la fin de la bourgeoisie arrivera automatiquement et mécaniquement ? Nullement. La bourgeoisie est une classe vivante qui a poussé sur des bases économiques et productrices déterminées. Cette classe n'est pas un produit passif du développement économique, mais une force historique, active et vivante. Cette classe a survécu à elle-même, c'est-à-dire qu'elle est devenue le frein le plus terrible pour l'évolution historique. Mais cela ne veut nullement dire que cette classe soit disposée à commettre un suicide historique, qu'elle soit prête à dire : «La théorie scientifique de l'évolution ayant reconnu que je suis devenue réactionnaire, je quitte la scène». Il est évident qu'il n'en peut pas être question. D'autre part, il n'est pas non plus suffisant que le parti communiste reconnaisse la classe bourgeoise comme condamnée et devant être supprimée pour que, par cela même, la victoire du prolétariat soit déjà assurée. Non, il faut encore vaincre et jeter bas la bourgeoisie !

S'il était possible de continuer à développer les forces productrices dans le cadre de la société bourgeoise, la révolution, en général, n'aurait pu se faire. Mais le développement ultérieur des forces de production dans le cadre de la société bourgeoise n'étant plus possible, la condition fondamentale de la révolution est par cela même réalisée. Cependant la révolution signifie déjà, par elle-même, une lutte des classes vivante. La bourgeoisie, toute contraire qu'elle soit aux nécessités de l'évolution historique, reste encore la classe sociale la plus puissante. Bien plus, on peut dire qu'au point de vue politique la bourgeoisie atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens, moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est le plus menacée de sa perte sociale. La guerre et ses conséquences terribles, — et la guerre était inévitable les forces productrices ne pouvant plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise, — la guerre et ses conséquences, dis-je, ont découvert devant la bourgeoisie le danger menaçant de sa perte. Ce fait a poussé au plus haut point son instinct de conservation de classe. Plus le péril est grand, plus une classe, aussi bien que chaque individu, tend toutes ses forces vitales dans la lutte pour sa conservation. N'oublions pas non plus que la bourgeoisie s'est trouvée, face à face, avec un péril mortel, après avoir acquis l'expérience politique la plus grande. La bourgeoisie avait créé et détruit toute sorte de régimes. Elle se développait à l'époque du pur absolutisme, de la monarchie constitutionnelle, de la monarchie parlementaire, de la république démocratique, de la dictature bonapartiste, de l'Etat lié à l'Eglise catholique, de l'Etat lié à la Réforme, de l'Etat séparé de l'Eglise, de l'Etat persécuteur de l'Eglise, etc. Toute cette expérience, la plus riche et la plus variée, qui a pénétré dans le sang et dans la moelle des milieux dirigeants de la bourgeoisie, lui sert aujourd'hui pour conserver à tout prix son pouvoir. Et elle agit avec d'autant plus d'intelligence, de finesse et de cruauté que ses dirigeants reconnaissent le péril qui les menace.

Si nous analysons ce fait superficiellement, nous y trouverons une certaine contradiction : nous avons jugé la bourgeoisie devant le tribunal du marxisme, c'est-à-dire nous avons reconnu par une analyse scientifique du processus historique qu'elle avait survécu à elle-même, et cependant elle fait preuve d'une vitalité colossale. En réalité, il n'y a ici aucune contradiction ; c'est ce qu'on appelle, dans le marxisme, la dialectique. Le fait est que les côtés différents du processus historique : l'économie, la politique, l'Etat, la poussée de la classe ouvrière ne se développent pas simultanément et parallèlement. La classe ouvrière ne se développe pas, point par point,

parallèlement à la croissance des forces de production, et la bourgeoisie ne dépérit point au fur et à mesure que le prolétariat croît et se raffermir. Non, la marche de l'histoire est autre. Les forces de production se développent par bonds ; par moments elles progressent avec rapidité, parfois elles reculent. La bourgeoisie, à son tour, s'est aussi développée par bonds ; la classe ouvrière de même. Au moment où les forces productives du capitalisme se butent contre un mur, ne peuvent plus progresser, nous voyons la bourgeoisie réunir entre ses mains l'armée, la police, la science, l'école, l'Eglise, le Parlement, la presse, les gardes-blancs, tirer fortement sur les rênes et dire, en pensée, à la classe ouvrière : «Oui, ma situation est périlleuse. Je vois un abîme s'ouvrir sous mes pieds. Mais nous allons voir qui tombera le premier dans cet abîme. Peut-être avant ma mort, si vraiment je dois mourir, réussirai-je à te pousser dans le précipice, ô classe ouvrière !» Que cela signifierait-il ? Tout simplement une destruction de la civilisation européenne dans son ensemble. **Si la bourgeoisie, condamnée à mort au point de vue historique, trouvait en elle-même assez de force, d'énergie, de puissance pour vaincre la classe ouvrière dans ce combat terrible qui approche, cela signifierait que l'Europe est vouée à une décomposition économique et culturelle, comme c'est déjà arrivé à plusieurs autres pays, nations et civilisations. Autrement dit, l'histoire nous a amenés à un moment où une révolution prolétarienne est devenue absolument indispensable pour le salut de l'Europe et du monde. L'histoire nous a fourni une prémisse fondamentale de la réussite de cette révolution, dans ce sens que notre société ne peut plus développer ses forces productrices en s'appuyant sur une base bourgeoise. Mais l'histoire ne se charge pas, par cela même, de résoudre ce problème à la place de la classe ouvrière, des politiciens de la classe ouvrière, des communistes. Non, elle semble dire à l'avant-garde ouvrière (nous nous représentons pour un instant l'histoire sous forme d'une personne placée au-dessus de nous), elle dit à la classe ouvrière : «Il faut que tu saches que tu périras sous les ruines de la civilisation, si tu ne renverses pas la bourgeoisie. Essaye, résous le problème !» Tel est à présent l'état des choses.**

Nous voyons en Europe, après la guerre, la classe ouvrière essayer presque inconsciemment de trouver une solution au problème qui lui est posé par l'histoire. Et la conclusion pratique, à laquelle tous les éléments pensants de la classe ouvrière en Europe et dans le monde entier ont dû arriver, au cours de ces trois années qui ont suivi la fin de la guerre universelle, est la suivante : il n'est point aussi facile et aussi simple d'abattre la bourgeoisie, bien que condamnée par l'histoire, que cela pourrait sembler.

La période que l'Europe et le monde entier traversent en ce moment est, d'un côté, celle d'une décomposition des forces productrices de la société bourgeoise, et de l'autre, celle du développement le plus haut de la stratégie contre-révolutionnaire bourgeoise. Il est nécessaire de le comprendre bien clairement. Jamais la stratégie contre-révolutionnaire, c'est-à-dire l'art de la lutte combinée contre le prolétariat, à l'aide de toutes les méthodes possibles, depuis les sermons douçâtres des curés et des professeurs jusqu'à la fusillade des grévistes par les mitrailleuses, n'a atteint une telle hauteur que celle d'aujourd'hui.

L'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Lansing, raconte, dans son livre sur la paix de Versailles, que M. Lloyd George ignore la géographie, l'économie politique, etc. Nous sommes prêts à le croire. Mais ce qui par contre n'est point douteux pour nous, c'est que le même M. Lloyd George a la tête pleine de vieilles habitudes de tromper et violenter les travailleurs en commençant par les plus fines et les astucieuses et en finissant par les sanguinaires ; qu'il a recueilli toute l'expérience fournie sous ce rapport par l'ancienne histoire d'Angleterre et qu'il a développé et perfectionné ses moyens grâce à l'expérience de ces dernières années de troubles. M. Lloyd George est, dans son genre, un excellent stratège de la bourgeoisie menacée de perte par l'histoire. Et nous sommes obligés de dire, sans diminuer par là, la valeur présente ni, d'autant plus, les mérites futurs du parti communiste anglais, encore si jeune, que le prolétariat anglais ne possède pas encore de pareil stratège. En France, le président de la République, M. Millerand, qui a appartenu au parti de la classe ouvrière, aussi bien que le chef du gouvernement, M. Briand, qui a jadis propagé parmi les ouvriers l'idée de la grève générale, ont mis au service des intérêts de la bourgeoisie, à titre de chefs contre-révolutionnaires qualifiés, toute la riche expérience politique de la bourgeoisie française ainsi que celle qu'ils avaient puisée eux-mêmes dans le camp prolétarien. En Italie et en Allemagne, nous voyons avec quel soin la bourgeoisie tire de leur milieu, pour les mettre à sa tête, les hommes et les groupements qui ont accumulé toute l'expérience de la lutte de classe menée par la bourgeoisie pour son développement, pour sa richesse, pour sa puissance et sa conservation.

Une école de stratégie révolutionnaire

La tâche de la classe ouvrière, aussi bien en Europe que dans le monde entier, consiste à opposer à la stratégie contre-révolutionnaire bourgeoise, poussée jusqu'à ses dernières limites, sa propre stratégie révolutionnaire, menée aussi jusqu'au bout. **A cette fin il faut d'abord se rendre clairement compte qu'on ne réussira pas à abattre la bourgeoisie automatiquement, mécaniquement, seulement pour cette raison qu'elle est condamnée par l'histoire.** Sur le champ difficile de la bataille politique, nous voyons d'un côté la bourgeoisie avec toute sa puissance et avec tous ses moyens, et de l'autre la classe ouvrière avec ses fractions, ses sentiments, ses niveaux de développement différents, et avec son parti communiste qui lutte contre d'autres partis et organisations pour l'influence sur les masses ouvrières. Le parti communiste, qui se place en fait de plus en plus à la tête de la classe ouvrière de l'Europe, doit manœuvrer dans sa lutte, tantôt en avançant, tantôt en reculant, tantôt en raffermissant son influence, tantôt en conquérant des positions nouvelles, jusqu'à ce qu'un moment favorable se présente pour

abattre la bourgeoisie. Je répète : c'est un problème stratégique complexe et le dernier Congrès l'a posé dans toute son ampleur. A ce point de vue on peut dire que le troisième Congrès de l'Internationale Communiste fut une haute école de stratégie révolutionnaire.

Le premier Congrès a eu lieu au moment où, après la guerre, le communisme naissait à peine en tant que mouvement européen et où l'on pouvait, avec une certaine raison, compter et espérer qu'un assaut presque élémentaire de la classe ouvrière renverserait la bourgeoisie qui n'aurait pas eu encore le temps de trouver, après la guerre, une orientation nouvelle et des points d'appui nouveaux. De tels sentiments et une telle espérance se justifiaient, en grande partie, par l'état de choses d'alors, jugé objectivement. La bourgeoisie était épouvantée par les résultats de sa propre politique de guerre qui lui était imposée par sa situation elle-même. J'en ai déjà parlé dans mon rapport sur la situation mondiale et je ne le répéterai plus en ce moment. De toute façon, il n'est pas douteux qu'à l'époque du premier Congrès (1919), nous avons tous espéré, les uns plus, les autres moins, qu'un assaut élémentaire des masses ouvrières et d'une partie des masses paysannes renverserait la bourgeoisie dans le plus proche avenir. Et en effet, l'attaque a été puissante. Le nombre des victimes était très grand. Mais la bourgeoisie a supporté ce premier assaut, et c'est grâce à cela qu'elle s'est raffermie dans son assurance de classe.

Le deuxième Congrès, en 1920, s'est réuni dans un moment critique ; on sentait déjà qu'on n'abattrait pas la bourgeoisie par une seule attaque en quelques semaines, en un, deux ou trois mois, qu'on avait besoin d'une préparation politique et d'une organisation plus sérieuses. Et en même temps la situation était très difficile. Comme il vous souvient, l'Armée Rouge approchait de Varsovie et on pouvait compter que, vu la situation révolutionnaire en Allemagne, en Italie et ailleurs, l'impulsion militaire qui, certes, ne peut pas avoir une signification par elle-même, mais qui constitue une force supplémentaire, introduite dans la lutte des forces européennes, déclencherait l'avalanche de la révolution momentanément arrêtée. Ceci n'est pas arrivé. Nous avons été repoussés.

Après le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, la nécessité d'appliquer une stratégie révolutionnaire plus complexe est apparue de plus en plus clairement à la classe ouvrière. Nous voyons les masses de travailleurs, qui ont déjà acquis après la guerre une expérience sérieuse, se pousser d'elles-mêmes dans cette direction, et c'est à la suite de cet état de choses que les partis communistes s'accroissent partout. Pendant la première période, des millions d'ouvriers se sont lancés en Allemagne à l'assaut de la vieille société, sans presque faire attention aux groupements spartakistes. Que signifiait cela ? Il semblait aux masses ouvrières, après la guerre, qu'il suffisait de poser des revendications, d'exercer une pression, d'attaquer pour que beaucoup, sinon tout, changeât. Voilà pourquoi des millions d'ouvriers croyaient qu'il était inutile de dépenser de l'énergie pour fonder et organiser un parti communiste. Cependant, au cours de l'année dernière (1920), les partis communistes en Allemagne et en France, en ces deux pays les plus importants du continent européen, se sont transformés, de petits cénacles qu'ils avaient été, en organisations embrassant des centaines de milliers d'ouvriers ; environ 400.000 en Allemagne et 120-130.000 en France, ce qui constitue pour les conditions françaises un chiffre très grand. Cette circonstance nous prouva à quel point les masses ouvrières avaient senti, pendant cette période, qu'il était impossible de vaincre sans avoir une organisation particulière au sein de laquelle la classe ouvrière analyse son expérience et en tire des conclusions, en un mot sans une direction de parti centralisée. C'est en ceci que consiste l'importance des résultats acquis pendant cette dernière période : la fondation des partis communistes de masse, auxquels il faut encore ajouter celui de Tchécoslovaquie, qui compte 350.000 membres. (Après la fusion avec l'organisation communiste allemande, le parti tchécoslovaque en comptera 400.000 pour une population de 12 millions !)

Il serait toutefois erroné de supposer que ces jeunes partis communistes, à peine fondés, eussent déjà appris l'art de la stratégie révolutionnaire. Non ! L'expérience tactique de l'année dernière en témoigne trop clairement. Et le troisième Congrès s'est trouvé en face de ce problème.

Ce dernier Congrès, si nous en parlons de la façon la plus générale, a eu à se prononcer sur deux problèmes. Le premier consistait et consiste encore à débarrasser la classe ouvrière, y compris nos propres rangs communistes, des éléments qui ne veulent pas de lutte, qui en ont peur et qui cachent, sous certaines théories générales, leur désir de ne pas combattre et leur tendance intérieure à une entente avec la société bourgeoise. L'épuration du mouvement ouvrier dans son ensemble, et à plus forte raison des rangs communistes, l'expulsion des éléments et des tendances réformistes, centristes et demi-centristes, ont un caractère double : lorsqu'il s'agit des centristes conscients, des collaborationnistes et des demi-collaborationnistes achevés, il faut les chasser tout simplement des rangs du parti communiste et mouvement ouvrier ; lorsque, cependant, nous avons affaire à des tendances demi-centristes mal définies, nous devons exercer une influence directrice et inflexible et entraîner les éléments indécis dans la lutte révolutionnaire. Ainsi la première tâche de l'Internationale Communiste consiste à débarrasser le parti de la classe ouvrière des éléments qui ne veulent pas de lutte et qui, par cela même, paralysent la lutte du prolétariat.

Mais il existe une autre tâche encore qui n'est pas moins importante : apprendre l'art de la lutte, art qui ne tombe pas sur la classe ouvrière ou sur son parti communiste comme un don des cieux. On ne peut apprendre l'art de la

tactique et de la stratégie, l'art de la lutte révolutionnaire, que par l'expérience, par la critique et l'autocritique. Nous avons dit aux jeunes communistes au troisième Congrès : «Camarades, nous ne voulons pas seulement une lutte héroïque, nous voulons, avant tout, la victoire». Nous avons assisté à maints combats héroïques durant ces dernières années en Europe et surtout en Allemagne. Nous avons vu en Italie une grande lutte révolutionnaire, une guerre civile avec ses victimes inévitables. Certes, tout combat ne mène pas à une victoire. Des échecs sont inévitables. Mais il ne faut pas que ces échecs soient la conséquence des fautes commises par le Parti. Cependant, nous avons vu plus d'une forme et plus d'un moyen de combat qui ne mènent pas à la victoire et ne peuvent y mener, étant plus souvent dictés par une impatience révolutionnaire que par une pensée politique. C'est par ces faits qu'avait été déterminée cette lutte d'idées qui a eu lieu au troisième Congrès de l'Internationale. Il faut que je m'explique, camarades : cette lutte n'a eu aucun caractère d'âpreté ni de «lutte de fraction». Au contraire, nous avons eu au Congrès une atmosphère très cordiale et sérieuse, et notre lutte d'idées était toute de principes et en même temps avait le caractère d'un échange d'opinions objectif.

Notre Congrès fut un grand Soviet politique et révolutionnaire de la classe ouvrière et dans ce Soviet, nous, représentants de pays différents, en nous basant sur l'expérience acquise par ces pays, nous avons d'un côté, vérifié et confirmé encore une fois, d'une façon pratique, et précisé nos thèses sur la nécessité de débarrasser la classe ouvrière des éléments qui ne veulent pas de lutte et qui en sont incapables ; et, d'autre part, nous avons posé, pour la première fois, dans toute son ampleur et dans toute son acuité, le problème suivant : la lutte révolutionnaire pour le pouvoir a ses lois, ses moyens, sa tactique et sa stratégie ; qui ignore cet art, ne connaîtra jamais la victoire.

Les tendances centristes dans le socialisme italien

Les problèmes de la lutte contre les éléments centristes et demi-centristes se sont posés le plus clairement, la question du parti socialiste italien ayant été mise à l'ordre du jour. Vous connaissez l'histoire de cette question. Une lutte intérieure et une scission avaient eu lieu dans le Parti socialiste italien, avant la guerre impérialiste. Il s'était débarrassé ainsi des pires chauvins. D'autre part, l'Italie est entrée dans la guerre neuf mois plus tard que les autres pays. Ce fait avait facilité au Parti socialiste italien sa politique contre la guerre. Le parti ne s'était pas laissé entraîner par le patriotisme et avait conservé une attitude critique par rapport à la guerre et au gouvernement. Il a été poussé, grâce à cela, à prendre part à la conférence antimilitariste de Zimmerwald, encore que son internationalisme eût un aspect assez amorphe. Plus tard, l'avant-garde de la classe ouvrière italienne a poussé les cercles dirigeants du parti encore plus à gauche, et le parti s'est trouvé au sein de la III^e Internationale, avec un Turati qui cherche à prouver dans ses discours et dans ses écrits que la Troisième Internationale n'est autre chose qu'une arme diplomatique entre les mains du pouvoir des Soviets lequel, sous prétexte d'internationalisme, lutte pour les intérêts «nationaux» du peuple russe. N'est-ce pas monstrueux d'entendre une pareille opinion exprimée par la bouche d'un, si j'ose m'exprimer ainsi «camarade» de la III^e Internationale ? A quel point l'entrée du Parti socialiste italien, sous sa forme ancienne, dans l'Internationale Communiste était anormale, on s'en est aperçu de la façon la plus évidente, lors de la grande action de masses de septembre 1920. On est amené à dire que, dans cette action, le Parti a trahi la classe ouvrière. Si l'on demandait comment et pourquoi le Parti avait reculé et capitulé en automne de l'année passée, pendant la grève de masses, pendant l'occupation des usines, des fabriques, des domaines, etc., par les ouvriers, si l'on demandait à savoir ce dont il y avait le plus dans cette trahison : de réformisme malveillant, d'irrésolution, de légèreté politique ou d'autre chose, il serait difficile de donner une réponse exacte. Le Parti socialiste italien se trouvait, après la guerre, sous l'influence de l'Internationale Communiste, tout en laissant son aile gauche parler plus haut que son aile droite, ce qui correspondait exactement au sentiment des masses ouvrières ; mais son organisation se trouvait principalement au pouvoir du centre et de l'aile droite. A force de faire la propagande pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir des Soviets, pour le marteau et la faucille, pour la Russie des Soviets, etc., la classe ouvrière italienne, dans sa masse, prit tous ces mots d'ordre au sérieux, et est entrée dans la voie d'une lutte révolutionnaire ouverte. Au mois de septembre de l'année passée, on est arrivé à occuper les usines et les fabriques, les mines et les grandes propriétés terriennes, etc. Mais juste à ce moment où le parti devait tirer toutes les conclusions politiques et pratiques de sa propagande, il a eu peur de sa responsabilité, il a reculé, il a laissé à découvert l'arrière-garde du prolétariat, et les masses ouvrières sont tombées sous les coups des bandes fascistes. La classe ouvrière a pensé et espéré que le parti qui l'avait appelée à la lutte consoliderait les progrès de son attaque. Et on pouvait le faire, l'espoir du prolétariat était absolument fondé, le pouvoir de la bourgeoisie ayant été à ce moment démoralisé et paralysé et n'ayant plus confiance ni dans l'armée, ni dans son appareil policier. Il était donc naturel, dis-je, pour la classe ouvrière, de penser que le parti qui se trouvait à sa tête mènerait jusqu'au bout le combat commencé. Cependant, au moment le plus critique le Parti, au contraire, a reculé en privant la classe ouvrière de ses chefs et d'une partie de ses forces. Il est apparu alors, d'une façon tout à fait claire et définitive, qu'il n'y avait plus de place dans les rangs de l'Internationale Communiste pour de tels politiciens. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a donc agi régulièrement, lorsque, une fois consommée la scission qui a eu lieu bientôt après dans le Parti italien, il a décidé que, seule, son aile gauche communiste représentait une section de l'Internationale Communiste. Par cela même, le parti de Serrati, c'est-à-dire la fraction dirigeante de l'ancien Parti socialiste italien, a été placée en dehors de l'Internationale

Communiste. Malheureusement, et ceci s'explique par des conditions particulièrement défavorables, ou bien peut-être par des erreurs de notre part, malheureusement, dis-je, le Parti communiste italien a reçu dans ses rangs, au moment de sa fondation, moins de 50.000 adhérents, pendant que le parti de Serrati avait conservé environ 100.000 membres dont 14.000 réformistes déterminés, formant une fraction organisée (ils ont eu leur conférence à Reggio-Emilia). Il va sans dire que les 10.000 ouvriers qui entrent dans le Parti socialiste, ne sont nullement nos adversaires. Si nous n'avons pas su jusqu'à présent les entraîner dans nos rangs, la faute en incombe un peu à nous-mêmes. Ce qui prouve la justesse de cette observation, c'est que le Parti socialiste italien, bien qu'exclu de l'Internationale, a envoyé à notre Congrès trois représentants. Que signifie cela ? Les milieux dirigeants du parti se sont placés, par leur politique, en dehors de l'Internationale, mais les masses ouvrières les obligent toujours à frapper à ses portes.

Les ouvriers socialistes ont montré ainsi que leurs sentiments étaient révolutionnaires et qu'ils voulaient être avec nous. Mais ils nous ont expédié des gens qui ont prouvé, par leur conduite, qu'ils ne s'étaient pas assimilés les idées et les méthodes du communisme. Les ouvriers italiens appartenant au parti de Serrati, ont fait voir ainsi que tout en étant révolutionnaires dans leur majorité, ils ne possédaient pas encore une claire vision politique des choses. Nous avons eu à notre Congrès le vieux Lazzari. Au point de vue personnel, c'est une figure attachante, un vieux lutteur incontestablement honnête, un homme sans reproche, mais nullement un communiste. Il est entièrement sous l'influence des idées démocratiques, humanitaires et pacifistes. Il nous a répondu au Congrès : «Vous exagérez l'importance d'un Turati. Vous exagérez en général l'importance de nos réformistes. Vous nous demandez de les exclure. Mais comment pouvons-nous le faire, puisqu'ils obéissent à la discipline du parti ? S'ils nous avaient donné, disait Lazzari, l'exemple d'un fait qui aurait prouvé leur opposition ouverte au parti, s'ils avaient participé à un gouvernement malgré nos résolutions, s'ils avaient voté le budget de guerre malgré nos défenses, alors nous aurions pu les exclure ; mais pas autrement». Nous lui avons cité des articles de Turati dirigés entièrement contre l'a b c du socialisme révolutionnaire. Lazzari nous répondit que ces articles ne constituaient pas des faits, que dans leur parti existait une liberté d'opinion, etc. C'est à quoi nous lui disions encore : Permettez, si pour exclure Turati, il vous faut qu'il accomplisse un «fait», c'est-à-dire qu'il accepte, par exemple, un portefeuille des mains d'un Giolitti, il n'est pas douteux que Turati, qui est un politicien intelligent, ne le fera jamais, car Turati n'est nullement un arriviste de basse espèce qui n'aspire qu'à un portefeuille. Turati est un collaborationniste éprouvé, un ennemi irrédicible de la révolution, mais en son genre un politicien d'idées. Il veut, coûte que coûte, sauver la «civilisation» démocratique et bourgeoise et surmonter, à cette fin, le courant révolutionnaire dans la classe ouvrière. Lorsque Giolitti lui offre un portefeuille, et ceci a dû arriver plus d'une fois dans de petits coins, Turati lui répond en substance comme suit : «Si j'acceptais un portefeuille, cela produirait justement le «fait» dont a parlé Lazzari. Aussitôt que j'accepterai le portefeuille, on me prendra sur le «fait» et on me chassera du Parti. Et une fois qu'on m'aura chassé du Parti, tu n'auras plus besoin de moi, compère Giolitti, car tu as besoin de moi aussi longtemps que je suis lié avec un grand parti ouvrier ; de sorte que, aussitôt que je serai exclu du parti, tu me chasseras à ton tour du ministère. Voilà pourquoi je n'accepterai pas ton portefeuille, je ne fournirai pas de «fait» à Lazzari et je resterai le chef véritable du parti socialiste».

Voilà quel est à peu près le raisonnement de Turati ; et il a raison, il est beaucoup plus perspicace que l'idéaliste et pacifiste Lazzari. «Vous surestimez le groupe Turati, nous disait Lazzari. C'est un petit groupement, ce qu'on appelle en français une quantité négligeable». C'est à quoi nous lui répondions : «et savez-vous qu'au moment même où ici, à la tribune de l'Internationale de Moscou, vous nous demandez d'être admis dans nos rangs, Giolitti questionne Turati par téléphone : «Sais-tu, mon ami, que Lazzari est allé à Moscou et qu'il y prendra peut-être, envers les bolcheviks russes, quelques engagements dangereux au nom de ton parti ?» — Savez-vous ce que lui répond Turati ? Il lui répond sûrement : «Ne t'en fais pas, ami Giolitti, notre Lazzari n'est qu'une quantité négligeable». Et sûrement, quant à cela, il a beaucoup plus raison que Lazzari.

Tel a été notre dialogue avec les représentants hésitants d'une partie considérable des ouvriers italiens. En fin de compte, on a décidé de présenter aux socialistes italiens un ultimatum : convoquer dans un délai de trois mois, un Congrès du Parti, exclure de ce Congrès tous les réformistes (qui ont fait leur propre dénombrement par cela même qu'ils s'étaient réunis à la Conférence de Reggio-Emilia) et s'unir avec les communistes, sur la base des résolutions du III^e Congrès. Quels seront les résultats pratiques et immédiats de cette décision, il est difficile de le prédire exactement. Tous les serratiens viendront-ils avec nous ? J'en doute ; d'ailleurs, nous ne le demandons pas. Il y a parmi eux des hommes dont nous n'avons pas besoin. Mais le pas fait par notre Congrès était juste. Son but est de reprendre les ouvriers en portant la scission dans les rangs des chefs qui hésitent.

Le communisme italien, ses difficultés et ses tâches

Il s'est trouvé cependant, parmi les délégués du Parti communiste italien, ainsi que parmi les représentants des jeunesses, des critiques très acerbes de cette décision. Les communistes italiens, surtout ceux de gauche, ont particulièrement reproché au Congrès «d'avoir ouvert la porte» aux serratiens, aux opportunistes et aux centristes. Cette expression : «Vous avez ouvert les portes de l'Internationale Communiste», a été répétée des dizaines de fois. Nous leur avons expliqué : «Camarades, vous avez en attendant avec vous 50.000 ouvriers, les serratiens en ont environ 100.000 ; on ne peut tout de même pas se contenter de ces résultats». Ils ont un peu

contesté les chiffres, ils ont affirmé qu'un grand nombre de membres avait quitté le parti socialiste, ce qui est en somme possible, mais leur argument principal était celui-ci : «Toute la masse du parti socialiste, et non seulement ses chefs, est réformistes et opportuniste». Nous avons demandé : «De quelle façon alors, pour quelle raison et à quoi bon ont-ils envoyé ici, à Moscou, Lazzari, Maffi et Riboldi ?» Les jeunes communistes italiens m'ont donné une réponse très peu claire : «Voyez-vous, c'est que la classe ouvrière italienne, dans son ensemble, gravite vers Moscou et y pousse le parti opportuniste de Serrati». Cet argument est tiré par les cheveux. Si, vraiment, la chose se présentait ainsi, si la classe ouvrière italienne, dans son ensemble, tendait vers Moscou, la porte de Moscou lui serait ouverte : cette porte, c'est le Parti communiste italien qui appartient à l'Internationale. Pourquoi alors la classe ouvrière italienne choisit-elle une voie si détournée vers Moscou, en y poussant le parti de Serrati, au lieu d'entrer tout simplement dans le Parti communiste d'Italie ? Il est absolument évident que toutes ces dénégations des communistes de gauche étaient erronées et avaient leur source dans une compréhension insuffisante de la tâche fondamentale : de la nécessité de conquérir l'avant-garde ouvrière et, avant tout, les ouvriers qui ne sont point les pires et qui restent dans les rangs du Parti socialiste italien. Ce sont justement ces ouvriers qui ont amené Lazzari à Moscou. L'erreur des «gauches» a sa source dans cette impatience révolutionnaire toute particulière, qui empêche de voir les tâches préalables, préparatoires et les plus importantes, et qui fait, à tout instant, un tort énorme aux intérêts de la cause. Certains communistes «de gauche» croient que leur tâche directe consistant à renverser la bourgeoisie, il est inutile de s'arrêter en route, d'entrer en pourparlers avec les serratiens, d'ouvrir la porte aux ouvriers qui suivent Serrati, etc. Et cependant c'est cela qui constitue notre tâche principale ; et elle n'est pas du tout si simple. Nous y avons besoin aussi bien de pourparlers que de lutte, d'exhortations aussi bien que de nouveaux accords et, probablement, de nouvelles scissions. Et certains camarades impatientes auraient voulu tourner tout simplement le dos à ces tâches et, par conséquent, aux ouvriers socialistes eux-mêmes. Ceux qui sont pour la III^e Internationale, disent-ils, qu'ils adhèrent directement à notre Parti communiste. C'est apparemment la solution la plus simple du problème, mais en réalité cela équivaut à tourner la question qui, justement, consiste à savoir comment, par quelles méthodes, attirer les ouvriers socialistes vers le Parti communiste. On ne peut pas résoudre ce problème en fermant automatiquement la porte de l'Internationale. Les ouvriers italiens savent bien que le Parti socialiste a aussi à l'Internationale Communiste. Les chefs du Parti socialiste italien ont prononcé des discours révolutionnaires, appelé à la lutte, réclamé le pouvoir des soviets et ont amené les ouvriers à la grève du mois de septembre et à l'occupation des usines et des fabriques. Ensuite ils ont capitulé sans accepter la bataille, tandis que les ouvriers ont lutté. L'avant-garde du prolétariat italien est en train de digérer ce fait dans sa conscience. Les ouvriers voient la minorité communiste se séparer du Parti socialiste et s'adresser à eux avec les mêmes, ou presque les mêmes discours que ceux avec lesquels le parti de Serrati s'était adressé à eux hier. Les ouvriers se disent : «Il faut attendre, il faut voir ce que cela signifie, il faut étudier la chose...». En d'autres termes ils demandent, peut-être un peu inconsciemment, mais en réalité avec une grande insistance, que le nouveau parti, le Parti communiste se fasse connaître en action, que ses chefs leur prouvent qu'ils sont pétris d'une autre pâte et qu'ils sont indéfectiblement liés aux masses dans leur lutte, quelque dures que soient les conditions de cette lutte. Il faut conquérir par les actes et par les paroles, par les paroles et par les actes, la confiance des dizaines de milliers d'ouvriers socialistes qui se trouvent encore au croisement des routes, mais qui veulent être dans nos rangs. Si nous leur tournons tout simplement le dos, mus par le désir de renverser immédiatement la bourgeoisie, nous ferons un grand tort à la révolution, et cependant c'est justement en Italie que les conditions sont très favorables pour une révolution victorieuse du prolétariat dans le plus proche avenir.

Imaginez-vous pour un moment, rien qu'à titre d'exemple, que les communistes italiens, admettons, aient appelé au mois de mai de cette année la classe ouvrière italienne à une grève générale nouvelle et à une insurrection. S'ils avaient dit : le Parti socialiste que nous avons quitté ayant fait faillite en septembre, nous autres, les communistes, nous devons maintenant, coûte que coûte, effacer cette tâche et conduire immédiatement la classe ouvrière à une bataille décisive. A en juger d'une façon superficielle, on pourrait croire que tel fut le devoir des communistes. Mais en réalité ce n'est pas du tout vrai. La stratégie révolutionnaire élémentaire nous dit qu'un pareil appel, dans les conditions actuelles, serait une folie et un crime, car la classe ouvrière qui, au mois de septembre, a été cruellement échaudée en suivant les directives du Parti socialiste, n'aurait pas cru qu'on eût pu avec succès répéter la même expérience au mois de mai, sous la direction du Parti communiste qu'elle n'a pas eu encore le temps de connaître suffisamment. La faute fondamentale du Parti socialiste consiste en ceci qu'il a appelé à la révolution sans en tirer les conclusions nécessaires, c'est-à-dire sans se préparer en réalité à la révolution, sans expliquer à l'élite ouvrière les questions ayant trait à la prise du pouvoir, sans débarrasser ses rangs de ceux qui ne veulent pas de prise du pouvoir, sans choisir et sans éduquer de cadres sûrs de militants, sans créer les noyaux d'assaut capables de manier les armes et de les saisir au moment nécessaire... En un mot, le Parti socialiste appelait à la révolution, mais ne s'y préparait pas. Si les communistes italiens avaient lancé maintenant un simple appel à la révolution, ils auraient répété la faute des socialistes, et encore dans des conditions incomparablement plus difficiles. La tâche de notre parti frère en Italie est de préparer la révolution, c'est-à-dire de conquérir avant tout la majorité de la classe ouvrière et d'organiser, comme il sied, son avant-garde. Celui qui aurait tiré la partie impatiente des communistes italiens en arrière et qui aurait dit : avant d'appeler à l'insurrection, tâchez donc de conquérir les ouvriers socialistes, épurez les syndicats, mettez-y aux

postes responsables les communistes au lieu des opportunistes, conquérez les masses, — celui qui aurait parlé ainsi aurait semblé tirer les communistes en arrière, mais, en réalité, il leur eût indiqué la route véritable qui mène à la victoire de la révolution.

Les craintes et les soupçons des extrémistes «de gauche»

Tout ce que nous venons de dire, camarades, est élémentaire au point de vue de l'expérience révolutionnaire sérieuse. Cependant certains éléments «de gauche» de notre Congrès ont cru voir dans une pareille tactique un coup de barre «à droite», et certains jeunes camarades révolutionnaires, sans expérience mais pleins d'énergie et prêts à la lutte et aux sacrifices, ont senti littéralement leurs cheveux se dresser sur la tête, lorsqu'ils ont entendu les premiers discours critiques et avertisseurs prononcés par les camarades russes. Certains de ces jeunes révolutionnaires, à ce qu'on raconte, avaient baisé la terre des Soviets en traversant la frontière. Et bien que nous travaillions encore trop mal notre terre pour qu'elle soit digne de tels baisers, nous comprenons cependant l'enthousiasme révolutionnaire de nos jeunes amis étrangers. Il leur semble honteux d'être tellement en retard et de ne pas avoir encore accompli leur révolution. C'est avec ces sentiments qu'ils entrent dans les sommes du Palais Nicolas. Et qu'y voient-ils ? Les communistes russes y montent à la tribune et non seulement n'exigent pas d'appel immédiat à l'insurrection, mais, au contraire, les mettent en garde contre les aventures et insistent pour qu'on attire les ouvriers socialistes, qu'on cherche à conquérir la majorité des travailleurs et qu'on prépare soigneusement la révolution !

Certains extrémistes de gauche ont même décidé que l'affaire n'était pas du tout claire. Des éléments mi-hostiles, tels que les délégués de l'organisation dite Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (ce groupement fait partie de l'Internationale avec voix consultative), se sont mis à raisonner de la façon suivante : le pouvoir des Soviets russes, se disaient-ils, a espéré naguère que la révolution éclaterait en Europe et il a basé là-dessus sa politique ; mais ensuite, ayant perdu patience, il a commencé à conclure des accords commerciaux et développé ainsi, par la voie de son Commissariat du commerce extérieur, un grand commerce mondial. Et le commerce est une affaire sérieuse et qui demande des relations calmes et pacifiques. Il est connu, depuis longtemps, que les troubles révolutionnaires nuisent au commerce ; c'est pourquoi, en nous plaçant au point de vue du Commissariat du camarade Krassine, nous sommes, voyez-vous, intéressés à remettre la révolution autant que possible à plus tard. (Rires.) Camarades, je regrette infiniment que votre rire si unanime ne puisse être transmis par radio à certains camarades d'extrême-gauche, en Allemagne et en Italie. L'hypothèse de notre opposition aux troubles révolutionnaires opposition ayant sa source dans notre Commissariat du commerce extérieur, est d'autant plus curieuse que pas plus tard qu'en mars de cette année, lorsqu'en Allemagne se déroulaient les combats tragiques dont je parlerai tout à l'heure, combats qui se sont terminés par une lourde défaite d'une partie de la classe ouvrière allemande, les journaux bourgeois et social-démocrates allemands, et derrière eux la presse du monde entier, ont crié que l'insurrection de mars était provoquée par un ordre venant de Moscou, que le pouvoir des Soviets, qui vivait lui-même à cette époque des journées difficiles (révoltes paysannes, Cronstadt, etc.) avait donné, voyez-vous, pour son propre salut, l'ordre d'organiser des insurrections, indépendamment de la situation dans chaque pays donné. Il est difficile d'imaginer une sottise plus grande ! Cependant les camarades délégués de Rome, de Paris, de Berlin n'ont pas eu encore le temps d'arriver à Moscou qu'une nouvelle théorie a été forgée par une autre aile, celle de gauche, la théorie d'après laquelle non seulement «nous ne donnions pas d'ordres» pour organiser des insurrections, immédiatement et indépendamment des circonstances extérieures, mais, au contraire, intéressés au développement magnifique de notre commerce, nous ne nous préoccupions que d'une chose : remettre à plus tard la révolution. Laquelle de ces deux sottises, contraires l'une à l'autre, est la plus sottise ? Il est difficile d'en juger. Si nous sommes coupables des fautes commises au mois de mars, autant qu'on puisse parler d'une culpabilité, c'est uniquement dans ce sens que l'Internationale dans son ensemble et, par conséquent, notre Parti aussi, n'a pas encore éduqué suffisamment les masses en ce qui concerne la tactique révolutionnaire et n'a pas rendu ainsi impossible des actions et des méthodes si erronées. Mais il serait en général naïf de rêver que des erreurs ne seront jamais commises...

Les événements de Mars en Allemagne

La question des événements de mars a occupé, dans un certain sens, une place centrale dans nos débats au Congrès, et ce n'était pas un pur accident : de tous les partis communistes, celui d'Allemagne est un des plus puissants et des mieux préparés au point de vue théorique, et quant à son tour de départ révolutionnaire, si j'ose m'exprimer ainsi, l'Allemagne s'est placée au premier rang... La situation intérieure, l'Allemagne étant un pays vaincu, y est des plus favorables à la révolution. Il est donc naturel que les méthodes de lutte du Parti communiste allemand acquièrent une importance internationale. Sur le sol allemand, les événements les plus grands de la lutte révolutionnaire se sont déroulés devant nos yeux depuis 1918, et c'est ici que nous pouvons étudier, sur un exemple vivant, leurs avantages et leurs inconvénients.

En quoi ont consisté les événements de mars ? Les prolétaires de l'Allemagne du centre, ouvriers de la région industrielle et minière, représentaient, jusqu'à ces derniers temps et encore pendant la guerre, une des fractions les plus arriérées de la classe ouvrière ; ils suivaient, dans leur majorité, non pas les social-démocrates, mais des

cliques patriotiques bourgeoises et cléricales, étaient fidèles à l'empereur, etc. Les conditions de leur vie et de leur travail étaient exceptionnellement lourdes. Ils occupaient, par rapport aux ouvriers de Berlin, la même place qu'occupaient chez nous, par exemple, les districts arriérés de l'Oural par rapport aux ouvriers de Pétrograd. Pendant une époque révolutionnaire, il arrive plus d'une fois qu'une partie, la plus opprimée et la plus arriérée, de la classe ouvrière, réveillée pour la première fois par le tonnerre des événements, apporte dans la lutte l'énergie la plus grande et soit prête à lutter à n'importe quelles conditions, sans compter souvent avec les circonstances et avec les possibilités de vaincre, c'est-à-dire, avec les exigences de la stratégie révolutionnaire. Alors que les ouvriers de Berlin et de Saxe, par exemple, après l'expérience des années 1919-1920, sont devenus beaucoup plus circonspects, ce qui comporte des avantages et des inconvénients, les ouvriers de l'Allemagne centrale continuent à manifester énergiquement en faisant des grèves et des démonstrations, en sortant les contremaîtres des ateliers dans des brouettes, en organisant des réunions pendant les heures de travail, etc. Il est évident que ce genre d'action est incompatible avec les tâches sacrées de la République d'Ebert. Rien d'étonnant que cette république conservatrice et policière, dans la personne de son agent de police, le social-démocrate Hoersing, ait décidé de procéder à un certain «épurement», c'est-à-dire de chasser les éléments les plus révolutionnaires, d'arrêter certains communistes, etc.

Le Comité central du Parti Communiste allemand a pensé juste à cette époque (moitié mars) qu'il était nécessaire de faire une politique révolutionnaire plus active. Le parti allemand, s'il vous en souvient, avait été créé un peu avant par la réunion des anciens groupements Spartakistes et de la majorité des Indépendants, et par cela même il a été amené à résoudre pratiquement le problème de l'action de masse. L'idée, suivant laquelle il fallait passer à une politique plus active, était absolument juste. Mais comment s'est-elle exprimée en pratique ? Au même moment où a été publié l'ordre du policier social-démocrate Hoersing qui demandait aux ouvriers ce que leur avait en vain plus d'une fois demandé le gouvernement Kérensky : de ne pas organiser de réunions aux heures de travail, de considérer la propriété des usines comme une chose sacrée, etc., le Comité central du Parti Communiste a lancé un appel à la grève générale pour soutenir les ouvriers de l'Allemagne Centrale. Une grève générale n'est pas une affaire que la classe ouvrière entreprend à la légère, au premier appel du Parti, surtout lorsqu'elle a subi dans le passé une série de défaites, et d'autant plus dans un pays où il y a, à côté d'un Parti Communiste, deux autres partis social-démocrates de masse et où l'organisation syndicale est contre nous. Cependant, si nous étudions l'organe central du Parti Communiste, la Rote Fahne, pendant toute cette période, jour par jour, nous nous apercevons que l'appel à la grève générale n'a pas du tout été préparé. Plus d'une saignée a été faite en Allemagne pendant la révolution, et l'offensive policière contre l'Allemagne Centrale n'a pu par elle-même mettre en branle la classe ouvrière allemande tout entière. Une action sérieuse de masse aurait dû être précédée évidemment d'une agitation large et énergique, avec des mots d'ordre définis visant le même but ; cette agitation aurait pu amener des appels plus décisifs à l'action seulement dans le cas où elle aurait permis de vérifier à quel point les masses en étaient touchées et préparées à avancer sur la route de l'action révolutionnaire. Tel est le principe élémentaire de toute stratégie révolutionnaire et c'est justement ce principe qui n'a pas été pris en considération pendant les événements du mois de mars. Les bataillons de police n'avaient pas eu encore le temps d'atteindre les fabriques et les mines de l'Allemagne Centrale qu'une grève générale y fut en effet déclenchée. J'ai déjà dit que les ouvriers de l'Allemagne Centrale étaient prêts à une lutte immédiate, et l'appel du Comité central fut aussitôt suivi. Mais les choses ne se passèrent nullement de même dans le reste du pays. La situation de l'Allemagne, aussi bien extérieure qu'intérieure, n'était point favorable à ce passage brusque à l'action. Les masses, tout simplement, n'ont pas compris l'appel.

Cependant, certains théoriciens très influents du Parti Communiste d'Allemagne, au lieu d'avouer que l'appel était une faute, ont émis pour l'expliquer la théorie suivant laquelle nous devions, pendant une époque révolutionnaire, faire exclusivement une politique offensive, c'est-à-dire d'attaque révolutionnaire. De cette façon, on présente aux masses l'action du mois de mars comme une offensive. Essayez d'apprécier toute la situation dans son ensemble. En réalité, le premier assaut est donné par le policier social-démocrate Hoersing. Il faut en profiter pour unir tous les ouvriers pour la défense, pour une résistance, pour une contre-attaque même très restreinte. Si les conditions sont propices, si la propagande trouve un écho favorable, on peut passer à une grève générale. Si les événements se développent de plus en plus, si les masses se soulèvent, si l'union entre les travailleurs se raffermi et que leur moral monte, tandis que, dans le camp des adversaires un manque de décision et du désarroi se font observer, alors on peut donner l'ordre de passer à l'offensive. Par contre, si la situation n'est pas favorable, si les conditions et le moral des masses ne se prêtent pas aux mots d'ordre plus décisifs, il faut sonner la retraite, se replier autant que possible en bon ordre sur les positions antérieures, en obtenant ainsi l'avantage d'avoir tâté la masse ouvrière, renforcé son union intérieure et, ce qui est le plus important, d'avoir augmenté l'autorité du Parti qui se sera révélé comme un chef sage dans toutes les situations.

Cependant, que fait le centre directeur du Parti allemand ? Il semble saisir la première occasion et, avant que cette occasion soit connue et comprise des ouvriers, le Comité central lance un appel à la grève générale. Et avant que le Parti ait réussi à soulever les ouvriers de Berlin, de Dresde, de Munich pour soutenir ceux de l'Allemagne Centrale, — et on aurait pu peut-être y parvenir en l'espace de quelques jours, si l'on avait conduit les masses en avant avec énergie, d'après un plan préconçu et sans sauter par-dessus les événements, — avant que le Parti ait

accompli ce travail, on proclame que notre action est une offensive... Cela signifiait déjà gâcher l'affaire et paralyser d'avance le mouvement. Il est tout à fait évident que dans cette période de la lutte, l'initiative du mouvement était entièrement entre les mains de l'ennemi. Il fallait exploiter l'élément moral de la défense, il fallait appeler le prolétariat du pays entier au secours des ouvriers de l'Allemagne Centrale. Les formes de ce secours pouvaient, au début, être variées, avant que le Parti pût lancer un mot d'ordre d'action plus général. La tâche de l'agitation consistait à soulever les masses, à concentrer leur attention sur les événements de l'Allemagne Centrale, à briser politiquement la résistance de la bureaucratie ouvrière et à assurer ainsi en fait le caractère général de la grève, comme une base possible pour un développement ultérieur de la lutte révolutionnaire. Et qu'avons-nous eu en échange ? Une minorité révolutionnaire et active du prolétariat a été opposée dans l'action à la majorité, avant que cette majorité ait pu se rendre compte du sens des événements. Le Parti s'étant buté contre la passivité et l'irrésolution de la classe ouvrière, les éléments impatientes ont essayé, par-ci par-là, non pas au moyen d'une propagande, mais par des procédés mécaniques, de pousser dans la rue la majorité des ouvriers. Certes, si une majorité des ouvriers est favorable à la grève, elle peut toujours y pousser de force la minorité en fermant les usines et en réalisant par ce moyen la grève générale en fait. C'est arrivé plus d'une fois, et en sera ainsi toujours, et seuls les imbéciles peuvent protester contre de tels procédés. Mais une majorité écrasante de la classe ouvrière ne se rendant pas clairement compte du mouvement, ou bien ne sympathisant pas avec lui, ou ne croyant pas en sa réussite, la minorité, par contre, se lançant en avant et essayant, par des procédés mécaniques, de pousser les ouvriers à la grève, cette minorité impatiente représentée par le Parti, peut se buter contre l'hostilité de la classe ouvrière et se briser la tête [1].

La stratégie de la contre-révolution allemande et les éléments aventuriers de gauche

Etudiez à ce point de vue toute l'histoire de la révolution allemande. En novembre 1918, la monarchie est renversée et le problème de la révolution prolétarienne est mis à l'ordre du jour. En janvier 1919, se déroulent des combats révolutionnaires sanglants de l'avant-garde prolétarienne contre le régime de la démocratie bourgeoise ; ces combats se renouvellent en mars 1919. La bourgeoisie s'oriente rapidement et élabore son plan stratégique : elle bat le prolétariat en le divisant. Les meilleurs chefs de la classe ouvrière : Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, tombent. Au mois de mars 1920, après la tentative de coup d'Etat contre-révolutionnaire de Kapp, brisé par une grève générale, une nouvelle insurrection partielle éclate : la lutte armée des ouvriers du bassin de la Ruhr. Le mouvement s'achève par un nouvel échec et en laissant de nouvelles et innombrables victimes. Enfin, au mois de mars 1921, nous avons encore une guerre civile, encore partielle, et une nouvelle défaite.

Lorsque, en janvier et mars 1919, une partie des ouvriers allemands s'était révoltée et avait perdu ses meilleurs chefs, nous souvenant de notre propre expérience, nous avons dit : «Ce sont les journées de juillet du Parti Communiste allemand». Vous vous rappelez tous les journées de juillet à Pétrograd en 1917... Pétrograd a devancé le pays, s'est jeté seul dans la bataille, la province ne l'ayant pas suffisamment soutenu, et il s'est trouvé encore dans l'armée de Kérénsky des régiments arriérés pour étouffer le mouvement. Mais à Pétrograd même, la majorité écrasante du prolétariat était déjà avec nous. Les journées de juillet à Pétrograd sont devenues une prémisse de celles du mois d'octobre. Certes, nous avons commis aussi, au mois de juillet, certaines erreurs ; mais nous ne les avons pas érigées en système. Nous avons considéré les combats des mois de janvier et de mars de 1919 comme un «juillet» allemand. Toutefois ce «juillet», en Allemagne, n'a pas été suivi d'un «octobre», mais d'un mars 1920, soit d'une nouvelle défaite, sans même parler de petits échecs partiels et du massacre systématique des meilleurs chefs locaux de la classe ouvrière allemande. Lorsque, dis-je, nous avons vu le mouvement de mars 1920 et ensuite celui de mars 1921, nous n'avons pas pu ne pas dire : non, il y a trop de journées de juillet en Allemagne, nous voulons un «octobre».

Oui, il faut préparer un «octobre» allemand, une victoire de la classe ouvrière allemande. Et c'est ici que les problèmes de la stratégie révolutionnaire se posent devant nous dans toute leur ampleur. Il est parfaitement clair et évident que la bourgeoisie allemande, c'est-à-dire sa clique dirigeante, a poussé sa stratégie contre-révolutionnaire jusqu'au bout : elle provoque certaines fractions de la classe ouvrière, elle les pousse à l'action, elle les isole dans des régions particulières, elle les guette les armes à la main et en visant la tête : les meilleurs représentants de la classe ouvrière. Dans la rue ou dans une chambre de torture, dans un combat ouvert ou lors d'une soi-disant tentative de fuite, par l'arrêt d'une cour martiale ou bien de la main d'une bande illégale périssent des individus, des dizaines, des centaines, des milliers de communistes qui personnifient la plus haute expérience prolétarienne ; c'est une stratégie sévèrement calculée, froidement réalisée et qui s'appuie sur toute l'expérience de la classe au pouvoir.

Et c'est dans ces conditions, quand la classe ouvrière allemande dans son ensemble sent instinctivement qu'on ne pourra pas avoir raison d'un tel ennemi avec des mains désarmées, que l'enthousiasme seul n'y suffit plus, mais qu'on a besoin encore d'un calcul froid, d'une claire vision des choses, d'une préparation sérieuse, et quand elle attend tout cela de son parti, on lui dit d'en haut : notre devoir est de n'appliquer qu'une stratégie offensive, c'est-à-dire d'attaquer à toute occasion car, voyez-vous nous sommes entrés dans une période révolutionnaire. C'est absolument comme si un commandant d'armée avait dit : «Puisque nous avons commencé la guerre, notre devoir

est d'attaquer partout et toujours.» Un tel chef serait infailliblement battu, même s'il disposait de forces supérieures... Mieux encore ; il existe des «théoriciens», tels que le communiste allemand Maslow, qui arrivent à dire, à propos des événements de mars, des énormités : «Nos adversaires, dit Maslow, nous font grief, à propos de notre action de mars, de ce que nous considérons comme notre mérite, à savoir de ce que le Parti, en entrant dans la lutte, ne se soit pas posé la question de savoir s'il serait suivi de la classe ouvrière». C'est une citation presque littérale ! Au point de vue des révolutionnaires subjectifs ou bien des socialistes-révolutionnaires de gauche, c'est parfait ; mais au point de vue marxiste, c'est tout simplement monstrueux !

Les tendances aventureuses et la IVe Internationale

Notre devoir révolutionnaire nous oblige à entreprendre une offensive contre les Allemands, ont déclaré les socialistes-révolutionnaires de gauche au mois de juillet 1918. Nous serons battus ? Qu'importe ! Notre devoir est de marcher en avant. Les masses ouvrières ne veulent pas ? Eh bien, on peut lancer une bombe contre Mirbach pour forcer les ouvriers russes à continuer la lutte dans laquelle ils doivent infailliblement périr. De tels raisonnements sont très répandus dans le groupement dit Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.). C'est un petit groupe de socialistes-révolutionnaires prolétariens de gauche. Nos S.-R. de gauche recrutent, ou plutôt ont recruté, leurs partisans principalement parmi les intellectuels et les paysans ; telle est leur caractéristique sociale ; mais leurs méthodes politiques sont les mêmes : c'est un révolutionnaire hystérique, prêt à chaque moment à appliquer des mesures et des méthodes extrêmes sans compter avec les masses et avec la situation générale ; c'est l'impatience au lieu du calcul ; c'est une ivresse due à la phraséologie révolutionnaire ; tout cela caractérise aussi pleinement le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Au Congrès, un des orateurs qui parlait au nom de ce parti, s'est exprimé en substance de la façon suivante : «Que voulez-vous, la classe ouvrière d'Allemagne est imbue (il a même dit *verseucht*, c'est-à-dire «*empesée*») d'une idéologie de philistins, de bourgeois, de petits-bourgeois ; que voulez-vous qu'on en fasse ? Vous ne la pousserez pas dans la rue autrement qu'en ayant recours à un sabotage économique... «Et lorsqu'on lui avait demandé ce que cela signifiait, il expliqua : «A peine les ouvriers commencent-ils à vivre un peu mieux, qu'ils se tranquilisent et ne veulent plus de révolution ; mais lorsque nous troublons le mécanisme de la production, quand nous faisons sauter les fabriques, les usines, les voies ferrées, etc., la situation de la classe ouvrière empire, et par conséquent elle devient plus apte à la révolution.» N'oubliez pas que ceci est dit par un représentant d'un parti «ouvrier». Mais c'est d'un scepticisme absolu !.. Il s'ensuit, si nous appliquons le même raisonnement à la campagne, que les paysans le plus conscients de l'Allemagne doivent incendier leurs villages, lancer le coq rouge à travers le pays entier, pour révolutionner ainsi les habitants des campagnes. On ne peut pas rappeler ici que, pendant la première période du mouvement révolutionnaire en Russie, vers 1860, lorsque les révolutionnaires intellectuels étaient encore incapables de toute action, enfermés qu'ils étaient dans leurs petits cénacles, et qu'ils se butaient continuellement à la passivité des masses ouvrières, c'est alors que certains groupements, tels les partisans de Netchaïeff, ont été amenés à penser que le feu et les incendies constituaient un véritable élément révolutionnaire de l'évolution politique russe... Il est tout à fait clair qu'un tel sabotage, dirigé, par son essence même, contre la majorité de la classe ouvrière, constitue un moyen anti-révolutionnaire qui crée un conflit entre la classe ouvrière et un parti «ouvrier» dont le nombre des membres est d'ailleurs difficile à déterminer ; il ne dépasse pas toujours 3 ou 4 dizaines de mille, tandis que le Parti Communiste Unifié compte, comme vous le savez, environ 400.000 adhérents.

Le Congrès a mis à son ordre du jour la question du K.A.P.D. dans toute son acuité en demandant à cette organisation de convoquer, dans un délai de trois mois, un Congrès et de s'unir avec le Parti Communiste Unifié, ou bien de se placer définitivement en dehors de l'Internationale Communiste. Il y a tout lieu de croire que le K.A.P.D., tel qu'il est représenté par ses chefs actuels, aventuriers et anarchistes, ne se soumettra pas à la décision de l'Internationale et, se trouvant ainsi en dehors d'elle, essaiera, probablement, avec d'autres éléments «extrémistes de gauche», de former une IVe Internationale. Notre camarade Kollontaï a soufflé, au cours de notre Congrès, un peu dans la même petite trompette. Ce n'est un secret pour personne que notre Parti constitue pour le moment le levier de l'Internationale Communiste. Cependant le camarade Kollontaï a présenté l'état de choses dans notre Parti de telle façon qu'il pourrait sembler que les masses ouvrières, avec le camarade Kollontaï en tête, seront obligées, un mois plus tôt ou plus tard, de faire une «troisième révolution» afin d'établir un «véritable» régime des soviets. Mais pourquoi une troisième et non pas une quatrième, puisque la troisième révolution faite au nom d'un «véritable» régime des soviets a eu déjà lieu au mois de février à Cronstadt ?.. Il y a encore des extrémistes de gauche en Hollande. Peut-être y en a-t-il encore dans d'autres pays. Je ne sais pas s'ils ont été tous pris en considération. Toujours est-il que leur nombre n'est pas extraordinaire et c'est le péril de devenir très nombreuse qui menacerait le moins la Quatrième Internationale, si par hasard elle était fondée. Certainement ce serait dommage de perdre même un petit groupement de bons militants ouvriers se trouvant, sans aucun doute, dans leur nombre. Mais si cette scission des sectaires doit s'accomplir, nous aurons dans le plus proche avenir non seulement l'Internationale 2 1/2 à notre droite, mais encore l'Internationale n°4, à notre gauche, dans laquelle le subjectivisme, l'hystérie, l'esprit d'aventure et la phraséologie révolutionnaire seront représentés dans leur forme la plus achevée. Nous aurons ainsi un épouvantail «de gauche» dont nous nous servirons pour

enseigner la stratégie à la classe ouvrière. Chaque chose, comme vous voyez, a ainsi deux côtés : l'un positif et l'autre négatif.

Les erreurs des gauches et l'expérience russe

Cependant, à l'intérieur même du Parti Communiste Unifié, il y avait des tendances antimarxistes qui se sont fait jour d'une façon assez frappante en mars et après mars. J'ai déjà cité l'article étonnant de Maslow. Mais Maslow n'est pas seul. On publie à Vienne un journal, Communismus, organe de l'Internationale Communiste en langue allemande. Dans la livraison de juin de cette revue, nous trouvons un article qui étudie la situation dans l'Internationale et dans lequel nous lisons en substance ceci : «Le trait principal de la période révolutionnaire actuelle est que nous devons dans des combats partiels, même purement économiques, tels que les grèves, lutter les armes à la main. «Voici, camarades, une stratégie à l'envers !.. Pendant que la bourgeoisie nous provoque pour des combats partiels et sanglants, certains de nos stratèges veulent faire une règle de ce genre de bataille. N'est-ce pas monstrueux ? La situation objective en Europe est profondément révolutionnaire. La classe ouvrière le sent, et pendant toute cette période d'après-guerre, elle s'est jeté en avant pour lutter contre la bourgeoisie. Mais elle n'a nulle part obtenu la victoire, sauf en Russie. C'est alors qu'elle a commencé à comprendre qu'elle avait devant elle une tâche difficile et elle s'est mise à forger une arme pour la victoire : le Parti Communiste. Ce dernier a fait sur ce chemin, en Europe, au cours de cette dernière année, des pas de sept lieues. Nous avons maintenant de vrais partis communistes de masse en Allemagne, en France, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Bulgarie... Une poussée énorme ! En quoi consiste notre tâche la plus proche ? Elle consiste en ce que les partis conquièrent dans le plus bref délai la majorité des ouvriers industriels et une grande partie des ouvriers agricoles, et même les paysans pauvres, comme nous les avons conquis avant le mois d'octobre ; d'ailleurs, sans cette conquête, nous n'aurions pas eu notre victoire d'octobre. Cependant certains stratèges à la manque disent que, l'époque étant maintenant révolutionnaire, notre devoir est de mener la lutte à chaque occasion, même une lutte partielle, avec des méthodes de révolte armée. Mais la bourgeoisie ne demande que cela ! Au moment où le Parti Communiste se développe avec une rapidité extraordinaire et étend de plus en plus ses ailes au-dessus de la classe ouvrière tout entière, la bourgeoisie provoque la partie la plus impatiente et la plus combative des ouvriers à une lutte prématurée, sans l'appui de la grande masse ouvrière, afin de battre le prolétariat en le fractionnant et de saper ainsi sa foi dans sa capacité de victoire sur la bourgeoisie. Dans ces conditions, la théorie de l'offensive continue et des luttes partielles menées avec les méthodes de révolte armée, est de l'eau pour le moulin de la contre-révolution. Voici pourquoi, au IIIe Congrès, le Parti russe, soutenu par tous les éléments les plus mûrs, a dit d'une voix ferme aux camarades de l'aile gauche : «Vous êtes des révolutionnaires excellents, vous allez vous battre et mourir pour le communisme, mais cela ne suffit point. Ce n'est pas assez que de se battre, il faut vaincre !» Et pour cela, il faut mieux apprendre l'art de la stratégie révolutionnaire.

Je pense, camarades, que la marche réelle de la révolution prolétarienne en Russie et, jusqu'à un certain point en Hongrie, est une des causes les plus sérieuses de la sous-estimation des difficultés de la lutte révolutionnaire et de la victoire en Europe. Nous avons eu chez nous, en Russie, une bourgeoisie historiquement arriérée, politiquement débile, assujettie au capital européen et ayant de faibles racines politiques dans le peuple russe. D'autre part, nous avons eu un parti révolutionnaire avec un long passé de travail souterrain, éduqué et trempé dans les combats et qui a profité consciemment de toute l'expérience de la lutte révolutionnaire européenne et universelle. L'état des paysans russes, par rapport à la bourgeoisie et au prolétariat, le caractère et l'état d'esprit de l'armée russe après la débâcle militaire du tsarisme, tout cela a rendu la révolution d'octobre inévitable et a énormément facilité la victoire révolutionnaire (bien que cela ne nous ait pas libérés des difficultés ultérieures, mais, au contraire, les ait préparées dans des proportions gigantesques). Vu la facilité relative de la révolution d'octobre, la victoire du prolétariat russe n'est pas apparue, aux milieux dirigeants des ouvriers européens, dans une mesure suffisante, comme un problème politique et stratégique et n'a pas été suffisamment bien comprise.

L'essai suivant pour s'emparer du pouvoir a été fait par le prolétariat, sur une moindre échelle mais plus près de l'Europe occidentale, en Hongrie. Là, les conditions étaient telles que le pouvoir est tombé entre les mains des communistes presque sans aucune lutte révolutionnaire. Par cela même les problèmes de la stratégie révolutionnaire, au mouvement de la lutte pour le pouvoir, ont été réduits, naturellement, au minimum.

D'après l'expérience de la Russie et de la Hongrie, non seulement les masses ouvrières, mais aussi les partis communistes des autres pays, ont compris avant tout que la victoire du prolétariat était inévitable et ils sont passés ensuite à l'étude directe des difficultés qui découlent d'une victoire de la classe ouvrière. Mais en ce qui concerne la stratégie de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, elle semblait très simple et, pour ainsi dire, compréhensible d'elle-même. Ce n'est pas pur hasard si certains camarades hongrois éminents, ayant bien mérité de l'Internationale, font montre d'une tendance à une simplification excessive des problèmes de la tactique prolétarienne à l'époque révolutionnaire, en remplaçant cette tactique par un appel à l'offensive.

Le IIIe Congrès a dit aux communistes de tous les pays : la marche de la révolution russe est un exemple historique très important, mais ce n'est nullement une règle politique. Et encore : seul un traître peut nier la

nécessité d'une offensive révolutionnaire ; mais seul un simple d'esprit peut réduire à l'offensive toute la stratégie révolutionnaire.

Causes de force et de faiblesse du Parti Communiste français

Nos débats sur la politique du Parti Communiste Français ont été moins orageux que ceux que nous avons eu au sujet de la politique allemande, du moins au Congrès lui-même ; mais, dans les séances du Comité Exécutif, une discussion assez violente eut lieu une fois, lors de l'étude des problèmes du mouvement ouvrier français. Le Parti Communiste français fut créé sans secousses intérieures et extérieures comme celles qui ont accompagné la fondation du Parti allemand. C'est pour cette raison que les tendances centristes et les vieilles méthodes du socialisme parlementaire sont, sans doute, encore si enracinées dans le Parti français. Le prolétariat français n'a pas eu à mener, dans son passé le plus récent, une lutte révolutionnaire qui eût ranimé ses vieilles traditions révolutionnaires. La bourgeoisie française est sortie victorieuse de la guerre, ce qui lui a permis jusqu'à ce dernier temps, aux dépens de l'Allemagne qu'elle pillait, de faire de temps en temps quelques libéralités aux fractions privilégiées de la classe ouvrière. C'est à peine si une lutte révolutionnaire de classe commence en France. Avant de se lancer dans une bataille sérieuse, le Parti Communiste Français a la possibilité d'étudier et d'utiliser l'expérience révolutionnaire de la Russie et de l'Allemagne. Il suffit de rappeler que la guerre civile a battu son plein en Allemagne lorsque les communistes étaient représentés à peine par une poignée de Spartakistes, alors qu'aucune lutte révolutionnaire ouverte n'ayant encore eu lieu après la guerre en France, le Parti Communiste a déjà réuni dans ses rangs 120.000 ouvriers. Si nous faisons entrer dans la ligne de compte, en France, les syndicalistes révolutionnaires qui ne «reconnaissent» pas le Parti tout en soutenant la lutte pour la dictature du prolétariat, si nous nous rappelons que l'organisation du prolétariat n'a jamais été, en France, aussi forte qu'en Allemagne, il sera clair que ces cent vingt mille communistes organisés valent pour la France non pas moins, mais peut-être plus que quatre cent mille pour l'Allemagne. Cela nous semble d'autant plus vrai que nous voyons en Allemagne, à droite de ces quatre cent mille, les partis des Indépendants et des social-démocrates qui comptent ensemble beaucoup plus de membres et de partisans que n'en ont les communistes, tandis qu'en France il n'existe à droite des communistes qu'un groupe insignifiant de dissidents, partisans de Longuet et de Renaudel. Dans le mouvement syndical français le rapport numérique des forces est en général, sans aucun doute, plus favorable à l'aile gauche. Par contre, le rapport général des puissances de classe en Allemagne est certainement favorable à une révolution victorieuse. En d'autres termes, la bourgeoisie en France s'appuie encore, dans une grande mesure, sur sa propre organisation : sur l'armée, sur la police, etc., en Allemagne, elle s'appuie principalement sur la social-démocratie et sur la bureaucratie syndicale. Le Parti Communiste français a toute possibilité de prendre en mains, totalement et sans partage, la direction du mouvement ouvrier, avant que les événements décisifs ne soient arrivés. Mais il est nécessaire à cette fin, que le communisme français se débarrasse définitivement de vieilles habitudes et des imprécisions, beaucoup plus répandues en France que partout ailleurs. Le Parti français a besoin d'une attitude plus décidée en face des événements, d'une propagande plus énergique et plus intransigeante dans le ton et dans son caractère, d'une attitude plus sévère envers toutes les manifestations de l'idéologie démocratique et parlementaire, de l'individualisme intellectuel, de l'arrivisme d'avocats. En critiquant la politique du parti français, au sein du Comité Exécutif de l'I.C., on a dit que le parti avait commis de telles et telles erreurs, que les députés communistes parfois «causaient» trop dans le parlement avec leurs adversaires bourgeois, au lieu de s'adresser par-dessus leur tête aux masses ; que la presse du parti devait parler une langue plus claire, plus rude au point de vue révolutionnaire, afin que les ouvriers français les plus opprimés et les plus abattus, y entendissent un écho de leurs souffrances, de leurs revendications et de leurs espérances. Pendant ces débats, un jeune camarade français monta à la tribune et, dans un discours passionné, approuvé par une partie de l'Assemblée, critiqua la politique du parti à tout autre point de vue. — «Lorsque le gouvernement français, dit ce représentant des Jeunesses, a eu l'intention d'enlever aux Allemands le bassin de la Ruhr, au début de cette année, et a mobilisé la classe 19, le Parti n'a pas appelé les mobilisés à la résistance et a prouvé ainsi sa faiblesse». — A quel genre de résistance ? avons-nous demandé. — «Le Parti n'a pas appelé la classe 19 à ne pas se soumettre à l'ordre de mobilisation». — Que comprenez-vous par cette insoumission ? avons-nous encore demandé. Ne pas se soumettre, cela veut-il dire ne pas se présenter volontairement à la caserne et attendre qu'un gendarme ou un policier vienne vous chercher ? ou bien cela veut-il dire une résistance active, les armes à la main, contre le gendarme et le policier ? Ce jeune camarade, qui avait fait sur nous tous une excellente impression, s'écria aussitôt : «Certainement, il faut aller jusqu'au bout, résister les armes à la main»... C'est alors que nous avons vu à quel point les idées sur la tactique révolutionnaire de certains camarades étaient confuses et obscures. Nous nous mîmes alors à discuter avec notre jeune contradicteur : Vous avez maintenant en France, sous le drapeau tricolore de l'armée impérialiste, plusieurs classes. Votre gouvernement trouve nécessaire d'en appeler encore une, les jeunes gens de 19 ans. Cette classe compte dans le pays 200.000 hommes environ, dont, admettons-le, 3 ou 5.000 communistes. Ils sont dispersés un peu partout ; soit dans les campagnes, soit dans les villes. Admettons pour un instant que le Parti les appelle en effet à résister, les armes à la main. J'ignore combien d'agents de la bourgeoisie seront tués à cette occasion ; par contre, il n'est pas douteux que tous les communistes de la classe 19 seront tirés de la masse des recrues et anéantis. Pourquoi n'appelez-vous pas alors les autres classes, qui se trouvent déjà sous les drapeaux, à organiser une révolte ? Elles sont pourtant

réunies dans les rangs de l'armée et possèdent les fusils ? Parce que vous comprenez évidemment que l'armée ne tirera pas sur les contre-révolutionnaires aussi longtemps que la classe ouvrière, dans sa majorité, ne sera pas prête en fait à lutter pour le pouvoir, autrement dit, aussi longtemps que la révolution prolétarienne n'aura pas éclaté. Comment alors pouvez-vous demander que la révolution soit faite, non pas par la classe ouvrière dans son ensemble, mais seulement par la classe 19 ? Si le Parti Communiste admettons-le pour un instant, avait donné un tel ordre, cela équivaldrait à faire un beau cadeau à Millerand, à Briand, à Barthou, à tous ces candidats au rôle d'étrangleurs de l'insurrection prolétarienne. Car il est tout à fait évident que la partie la plus ardente de la jeunesse ayant été anéantie, la partie plus arriérée de la classe ouvrière serait terrorisée, le Parti serait isolé et son influence détruite pour des mois, sinon pour des années. Par de telles méthodes, c'est-à-dire en appliquant avec trop d'impatience les formes les plus aiguës de la lutte révolutionnaire, dans les conditions qui ne sont pas encore mûres pour une rencontre décisive, on ne peut atteindre que des résultats négatifs et on doit aboutir à un avortement plutôt qu'à un accouchement révolutionnaire.

La tentative de grève générale du mois de mai 1920 présente l'exemple classique d'un appel d'une action de masse, appel qui n'a pas du tout été préparé. Comme l'on sait, l'idée de cette grève a été «soutenue», d'une façon traîtresse, par les syndicalistes réformistes. Leur but était de ne pas laisser échapper le mouvement de leurs mains et de lui tordre d'autant plus facilement le cou, à la première occasion. Ils ont pleinement réussi. Restés que fidèles à leur propre nature. On n'en pouvait attendre rien d'autre. Cependant, de l'autre côté, les syndicalistes révolutionnaires et les communistes n'ont nullement préparé le mouvement. L'initiative en a été donnée par le syndicat des cheminots dont s'étaient emparés, pour la première fois, des éléments de gauche, Monmousseau à leur tête. Avant d'avoir eu le temps de se renforcer un peu et de s'assurer les positions nécessaires, avant de s'être orientés, comme il fallait, dans la situation, ils se sont empressés d'appeler les masses à une action décisive, avec des mots d'ordre imprécis et confus, «soutenus» traîtreusement par la droite. Sous tous les rapports, ce fut une attaque non préparée. Les résultats sont connus : une minorité peu importante seule est entrée en mouvement, les collaborationnistes ont empêché le développement de la grève, la contre-révolution a exploité la faiblesse évidente des gauches et renforcée extraordinairement sa propre position.

Dans l'action, une pareille improvisation à la légère est inadmissible. Il faut apprécier avec beaucoup plus de sérieux la situation, il faut préparer le mouvement avec opiniâtreté, avec énergie, avec esprit de suite sous tous les rapports, afin de le mener ensuite, avec fermeté et décision, jusqu'au bout. Mais, à cette fin, il faut avoir un parti communiste, gardien fidèle de l'expérience prolétarienne dans tous les domaines de la lutte. Certes, la seule présence du parti ne nous met pas encore à l'abri des erreurs, mais l'absence du parti, l'absence de cette avant-garde directrice, rend les erreurs inévitables, en transformant toute la lutte en une série d'improvisations, d'expériences empiriques et d'aventures.

Le communisme et le syndicalisme en France

Les rapports du Parti Communiste avec la classe ouvrière en France, sont, comme je l'ai déjà dit, plus favorables qu'en Allemagne. Mais l'influence politique du parti sur la classe ouvrière, qui a beaucoup augmenté grâce à un coup de barre à gauche, n'a pas encore en France une forme assez définie, surtout au point de vue de l'organisation. Cela apparaît surtout clairement en ce qui concerne la question syndicale.

En France, les syndicats représentent, dans une mesure beaucoup moindre qu'en Allemagne et dans les pays anglo-saxons, une organisation qui devrait embrasser des millions d'ouvriers. Mais en France aussi, le nombre des ouvriers syndiqués a augmenté énormément au cours de ces dernières années. Les relations entre le Parti et la classe ouvrière trouvent avant tout leur expression dans l'attitude du parti envers les syndicats. Déjà cette simple façon de poser la question, nous montre à quel point est injuste, anti-révolutionnaire et dangereuse, la théorie de la soi-disant neutralité, de la pleine «indépendance» des syndicats envers le Parti, etc. Si les syndicats sont, par leur tendance même, une organisation de la classe ouvrière dans son ensemble, comment cette classe ouvrière peut-elle garder une neutralité par rapport au Parti ou bien en être «indépendante» ? Mais cela équivaldrait à une neutralité, c'est-à-dire à sa pleine indifférence envers la révolution elle-même ! Et pourtant, en ce qui concerne ce problème fondamental, le mouvement ouvrier français manque de la clarté nécessaire et la même clarté fait défaut au Parti lui-même.

La théorie de la division du travail, pleine et absolue, entre le Parti et les syndicats et de leur indépendance mutuelle est, sous cette forme extrême, par excellence, le produit de l'évolution politique française. Le plus pur opportunisme gît à la base de cette théorie. Aussi longtemps qu'une aristocratie ouvrière, organisée dans les syndicats, conclut des contrats collectifs et que le parti socialiste défend des réformes au Parlement, une division du travail et une neutralité mutuelle sont encore plus ou moins possibles. Mais aussitôt que la vraie masse prolétarienne entre dans la lutte et que le mouvement commence à prendre un caractère vraiment révolutionnaire, le principe de neutralité dégénère en une scolastique réactionnaire. La classe ouvrière ne peut vaincre que si elle a, à sa tête une organisation qui représente son expérience historique vivante, généralisée au point de vue de la théorie, et qui dirige pratiquement toute la lutte. Grâce à la signification même de sa tâche historique, le Parti ne peut renfermer dans ses rangs que la minorité la plus consciente et la plus active de la

classe ouvrière ; par contre, les syndicats cherchent à organiser la classe ouvrière dans son ensemble. Celui qui admet que le prolétariat a besoin d'une direction politique de son avant-garde organisée en Parti Communiste, admet par cela même, que le Parti doit devenir une force dirigeante à l'intérieur des syndicats, c'est-à-dire au sein des organisations de masse de la classe ouvrière. Et cependant il existe dans le Parti français des camarades qui n'ont pas appris cette vérité élémentaire et qui, tel Verdier par exemple, luttent avec intransigeance pour prémunir les syndicats contre toute influence du Parti. Il est clair que tels camarades ne sont entrés dans le parti que par un malentendu, un communiste qui nie les problèmes et les devoirs du Parti Communiste par rapport aux syndicats n'étant pas communiste.

Il va sans dire que cela ne signifie nullement une subordination des syndicats au Parti, soit extérieure, soit au point de vue de l'organisation. Au point de vue de l'organisation, les syndicats sont indépendants. Le Parti jouit, à l'intérieur des syndicats, de l'influence qu'il a conquise par son travail, par son action spirituelle, par son autorité. Mais, par cela même, nous affirmons que le Parti a le devoir d'augmenter autant que possible, son influence à l'intérieur des syndicats, de se poser toutes les questions inhérentes au mouvement syndical, d'y donner des réponses claires et de faire prévaloir son point de vue par l'intermédiaire des communistes qui travaillent dans les syndicats, sans porter la moindre atteinte à leur autonomie au point de vue de leur organisation.

Vous n'ignorez pas que la tendance connue sous le nom de syndicalisme révolutionnaire exerçait une influence considérable à l'intérieur des syndicats. Le syndicalisme révolutionnaire, tout en ne reconnaissant pas le Parti, n'était au fond lui-même qu'un parti antiparlementaire de la classe ouvrière. La fraction syndicaliste menait toujours une lutte énergique pour son influence sur les syndicats et ne reconnaissait jamais la neutralité ou l'indépendance de ces derniers, en ce qui concerne la théorie et la pratique de la fraction syndicaliste. Si nous faisons abstraction des erreurs théoriques et des tendances extrémistes du syndicalisme français et ne considérons que son essence révolutionnaire, il n'est pas douteux que cette essence n'ait trouvé son plein développement justement dans le communisme.

Le noyau du syndicalisme révolutionnaire en France a été constitué par les hommes groupés autour de la Vie Ouvrière. J'ai eu d'intimes contacts avec ce groupe pendant la guerre. Monatte et Rosmer en constituaient le centre ; à leur droite se plaçaient Merrheim et Dumoulin. Les deux derniers sont devenus ensuite des renégats. Rosmer a passé, à la suite d'une évolution naturelle, du syndicalisme révolutionnaire au communisme. Monatte garde jusqu'à présent une position peu définie et, après le IIIe Congrès de l'Internationale et celui des syndicats rouges, il a fait un pas qui m'inspire de sérieuses inquiétudes. Avec Monmousseau, secrétaire du syndicat des cheminots, Monatte a publié une protestation contre la résolution de l'Internationale Communiste sur le mouvement syndical et a refusé d'adhérer à l'Internationale Rouge des syndicats. Il faut dire que le texte même de la protestation de Monatte et de Monmousseau présente le meilleur argument contre leur position indéfinie ; Monatte y déclare qu'il quitte l'Internationale syndicale d'Amsterdam à cause de son union étroite avec la IIIe Internationale. C'est très juste. Mais le fait même que la majorité écrasante des syndicats soit liée ou avec la IIe Ou avec la IIIe Internationale, nous prouve parfaitement qu'il n'existe pas, qu'il ne peut pas exister de syndicat neutre et apolitique en général et surtout pendant une époque révolutionnaire. Celui qui quitte Amsterdam sans adhérer en même temps à Moscou, risque de créer une Internationale syndicale 2 1/2 .

Je compte fermement que ce triste malentendu sera dissipé, et que Monatte prendra sa place là où le porte tout son passé : dans le Parti Communiste français et dans l'Internationale de Moscou.

Elle est tout à fait compréhensible et juste, cette attitude prudente et adoucie que garde le Parti Communiste Français à l'égard des syndicalistes révolutionnaires, en cherchant un rapprochement avec eux. Mais, par contre, nous ne comprenons nullement cette indulgence avec laquelle le Parti tolère une opposition à la politique de l'Internationale Communiste de la part de ses propres membres, tels que Verdier. Monatte représente la tradition du syndicalisme révolutionnaire, Verdier ne représente que la confusion.

Cependant, plus haut que ces questions de groupements et de personnalités, se place le problème de l'influence dirigeante du Parti sur les syndicats. Sans porter la moindre atteinte à leur autonomie, qui est déterminée entièrement par la nécessité d'un travail pratique courant, le Parti doit toutefois en finir, dans ce domaine des plus importants, avec les discussions et les hésitations et prouver en fait à la classe ouvrière française qu'elle possède enfin un parti révolutionnaire qui dirige la lutte de classe dans tous les domaines. Sous ce rapport, les résolutions du IIIe Congrès, quels que soient les troubles et les conflits temporaires qu'elles pourront provoquer au cours des mois prochains, auront une influence immense et au plus haut degré féconde sur toute la marche ultérieure du mouvement ouvrier français. C'est seulement sur la base de ces résolutions que seront établies les relations régulières entre le Parti et la classe ouvrière, sans lesquelles aucune révolution victorieuse du prolétariat n'est possible.

Pas de coup de barre à droite, mais une préparation sérieuse à la conquête du pouvoir

Je ne parlerai pas des partis communistes des autres pays, le but de mon rapport n'étant nullement de caractériser toutes les organisations appartenant à l'Internationale Communiste. J'ai voulu seulement, camarades,

exposer les lignes fondamentales de sa politique, telles qu'elles ont été développées et définies par notre dernier Congrès. C'est pourquoi j'ai caractérisé les partis qui ont le plus contribué à établir la ligne tactique de l'Internationale pour le plus proche avenir.

Point n'est besoin de dire que le Congrès n'a pas proposé d'«interrompre», comme l'avaient craint sans fondement, certains camarades de gauche, la lutte contre les centristes et les demi-centristes. Toute la lutte de l'Internationale Communiste avec le régime capitaliste se bute avant tout à ces obstacles réformistes et collaborationnistes. Il faut que nous nous en rendions maîtres avant tout. D'autre part, il est impossible de combattre les Internationales 2 et 2 1/2, sans avoir débarrassé nos propres rangs communistes des tendances et de l'esprit centristes. Cela est incontestable [3].

Au même moment où Kurt Geyer constate un adoucissement de la discorde entre les communistes et les indépendants, les indépendants, avec beaucoup plus de fondement, en constatent un autre entre eux et les social-démocrates. Que si l'on voulait en tirer toutes les conclusions nécessaires, cela nous donnerait le programme d'un rétablissement de la vieille social-démocratie telle qu'elle était avant le mois d'août 1914, avec toutes les conséquences que cela comporte. Si nous répudions toute adaptation dogmatique de la révolution aux conditions telles qu'elles se peuvent présenter au cours des semaines et des mois les plus proches, — ce qui conduit pratiquement aux tendances putschistes, — nous restons fidèles, dans notre lutte contre le putschisme, à notre tâche fondamentale : former un Parti Communiste révolutionnaire actif, irréductible, qui s'oppose à tous les groupements prolétariens, réformistes et centristes. Kurt Geyer repousse dogmatiquement la révolution dans un lointain indéfini et il en tire des conclusions dans le sens d'un rapprochement avec les centristes. Il y a tout lieu de craindre que cette «perspective» ne conduise Geyer et ceux qui partagent ses idées beaucoup plus loin qu'ils ne le croient aujourd'hui eux-mêmes.

Mais ce combat à droite qui est une partie de notre lutte fondamentale avec la société bourgeoise, nous ne pouvons le mener avec succès qu'à condition de vaincre, dans le plus bref délai, les erreurs de gauche provenant du manque d'expérience et de l'impatience, et qui prennent parfois la forme de dangereuses aventures. Le IIIe Congrès a accompli dans ce sens un grand travail d'éducation qui l'a transformé, comme je l'ai dit déjà dit, en une école supérieure, en une académie de stratégie révolutionnaire.

Martov, Otto Bauer et autres stratèges en chambre de la bourgeoisie parlent, à propos de nos résolutions, d'une décomposition du communisme, d'une débâcle de la IIIe Internationale, etc. Ces discours ne méritent en théorie que le mépris. Le communisme n'est pas et n'a jamais été un programme dogmatique de révolution établie suivant les dates du calendrier. Le communisme constitue une armée prolétarienne vivante, active, grandissante, qui manœuvre et qui, au cours de son travail, se rend compte des conditions changeantes de la lutte, vérifie ses armes, les aiguise de nouveau quand elles se sont émoussées et soumet toute son action à la nécessité de préparer le renversement, par la révolution, du régime bourgeois.

Le fait que nous nous sommes occupés, au IIIe Congrès, si attentivement, si intensément et si concrètement des problèmes de tactique, constitue par lui-même un grand pas en avant : il prouve que la IIIe Internationale est sortie de la période de formation au point de vue des idées et de l'organisation et qu'elle s'est placée, comme une organisation vivante et dirigeante de masse, en face des problèmes de l'action révolutionnaire directe.

Si quelqu'un de nos camarades plus jeunes et moins expérimentés qui sont présents ici, avait tiré de mon rapport une conclusion pessimiste dans ce sens que la situation de l'Internationale n'est pas favorable et qu'il est difficile de vaincre la bourgeoisie à cause des conceptions et des méthodes erronées qui règnent encore dans les partis communistes, il aurait fait une conclusion foncièrement fautive. Pendant une période de changements brusques de la politique mondiale, pendant une période de secousses mondiales profondes, en un mot pendant la période révolutionnaire dans laquelle nous vivons, l'éducation des partis révolutionnaires se fait avec une rapidité extraordinaire, surtout à condition qu'ils échangent mutuellement leurs expériences, qu'ils se contrôlent mutuellement et qu'ils se soumettent à une direction centralisée, commune, dont notre Internationale est l'expression. N'oublions pas que les partis communistes les plus puissants en Europe, ne comptent littéralement que quelques mois d'existence. A notre époque, un mois vaut une année et parfois même deux lustres.

Bien que j'ai appartenu, pendant ce Congrès, à l'aile soi-disant «droite» et que j'aie participé à la critique de la gauche soi-disant révolutionnaire qui, comme j'ai essayé de le montrer, est très dangereuse pour le développement réel de la révolution prolétarienne, je n'en suis pas moins sorti de ce Congrès beaucoup plus optimiste que je n'y étais entré. Les impressions que j'ai tirées de l'échange de vues avec les délégués des partis frères de l'Europe et du monde entier, peuvent être résumées comme suit : au cours de l'année passée, l'Internationale Communiste a fait un énorme pas en avant, aussi bien au point de vue des idées qu'à celui de l'organisation.

Le Congrès n'a pas donné et ne pouvait donner le signal d'une offensive générale. Il a défini la tâche des partis communistes comme une tâche de préparation à l'offensive et, avant tout, comme une tâche de conquête spirituelle de la majorité des travailleurs des villes et des campagnes. Cela ne veut nullement dire que la

révolution soit «différée» d'une série d'années indéfiniment longue. En aucune façon : nous précipitons la révolution et surtout nous assurons sa victoire par une préparation soignée, profonde et complète.

Certes, on ne peut en aucun sens ramener au même dénominateur la politique révolutionnaire de la classe ouvrière et l'action militaire de l'Armée Rouge ; cela nous le savons, et il est tout particulièrement «risqué» pour moi de puiser même une comparaison dans ce domaine, vu le danger presque traditionnel pour moi d'être soupçonné de penser en «militariste». Des Cunow allemands et des Martov russes ont décidé depuis longtemps que je tendais à remplacer la politique et l'économie de la classe ouvrière par un «ordre» transmis au moyen d'un «appareil» militaire ; cependant après avoir pris mes précautions, grâce à cette petite préface, je risque une comparaison militaire qui ne me paraît pas inutile pour éclairer aussi bien la politique révolutionnaire du prolétariat, que l'action de l'Armée Rouge...

Lorsque, sur un de nos fronts innombrables, force nous fut de nous préparer aux opérations décisives, nous y envoyions avant tout des régiments frais, des communistes mobilisés par le parti, des munitions, etc. Sans moyens matériels suffisants, il ne pouvait pas être évidemment question d'une lutte résolue avec Koltchak, Dénikine, Wrangel ou autres.

Mais voici que les conditions matérielles pour une action décisive sont plus ou moins réalisées. Arrivés sur le front, nous apprenons que le haut commandement a décidé d'entreprendre une attaque générale, admettons le 5 mai, c'est-à-dire par exemple dans trois jours. A la réunion du Soviet Militaire Révolutionnaire du front, dans son Etat-major, dans son département politique, nous nous mettons à étudier les conditions décisifs qui se préparent. Nous apprenons que nous avons une certaine supériorité quant au nombre des baïonnettes, des sabres et des canons, que par contre l'adversaire dispose d'une aviation supérieure à la nôtre, mais qu'en général les avantages matériels sont de notre côté. Les soldats sont plus ou moins chaussés et habillés, nos lignes de communication sont assurées. Ainsi l'affaire se présente de ce côté assez favorablement. — «Et comment avez-vous fait la propagande avant l'attaque ? Pendant combien de temps l'avez-vous faite ? Dans quelle forme et avec quels mots d'ordre ? Combien de communistes ont été envoyés dans les détachements pour diriger la propagande ? Montrez-nous vos proclamations, vos tracts, les articles de vos journaux du front, vos affiches et vos caricatures. Chaque soldat de votre armée, de votre front, sait-il qui est Wrangel, avec qui il est lié, qui se trouve derrière lui et où il prend son artillerie et ses avions ? — Nous recevons des réponses insuffisamment claires. Certainement, on a fait une propagande ; on a donné aussi aux soldats des explications concernant Wrangel. Mais certains régiments ne sont arrivés que la veille ou l'avant-veille du centre et des autres fronts et on n'a aucun renseignement précis sur leur moral et leur esprit politique. — «Comment avez-vous distribué ces quelques milliers de communistes, mobilisés par le parti, entre les divisions et les régiments ? Avez-vous compté avec leur caractère et avec la composition de chaque détachement particulier, en y envoyant des éléments communistes ? Avez-vous fait le travail nécessaire préalable avec les communistes eux-mêmes ? Avez-vous expliqué à chaque groupe de quel détachement il fera partie, quelles sont les particularités de ces détachements et quelles y sont les conditions spéciales du travail politique ? Enfin, vous êtes-vous assurés de la présence dans chaque compagnie, d'un noyau communiste qui soit prêt à combattre jusqu'au bout et qui soit apte à conduire en avant les autres ?».

Nous constatons que ce travail n'a pas été accompli que d'une façon générale, sans faire suffisamment attention aux conditions concrètes et aux particularités de la propagande politique dans l'armée en général et dans chaque régiment en particulier. La propagande n'a pas eu un caractère concentré et intense qui correspondît réellement à la préparation immédiate au combat. Cela s'aperçoit aussi bien dans les articles des journaux que dans les proclamations... Enfin, a-t-on vérifié le personnel des commissariats et du commandement ? Lors des combats passés, plusieurs commissaires ont été tués et remplacés au premier moment par des hommes qu'on avait sous la main. Les effectifs des commissariats ont-ils été complétés ? Où en sommes-nous avec les chefs ? Jouissent-ils d'une confiance suffisante ? Y a-t-il auprès des chefs peu connus des commissaires énergiques et ayant une autorité suffisante ? N'y a-t-il pas, enfin, parmi les chefs, d'anciens officiers tsaristes, d'hommes dont les familles se trouvent dans le territoire occupé par Wrangel ou à l'étranger ? Il est tout à fait naturel que tels chefs faisant des efforts pour être faits prisonniers, ce qui pourra avoir des suites funestes pour les résultats de certaines opérations. Avez-vous vérifié le personnel du commandement à ce point de vue ? L'avez-vous renouvelé, renforcé ? Non ? — Arrière ! L'attaque sera remise. Au point de vue matériel, le moment est propice, nos forces sont supérieures, notre adversaire n'a pas encore terminé sa concentration. Tout ceci est incontestable. Mais la préparation morale n'a pas une importance moindre que la préparation matérielle. Et cependant cette préparation morale a été faite d'une façon négligée et superficielle. Dans ces conditions, mieux vaut même abandonner à l'ennemi une partie du territoire, reculer d'une vingtaine ou d'une trentaine de kilomètres, gagner du temps, remettre l'attaque à deux ou trois semaines plus tard et mener d'abord jusqu'au bout la campagne de préparation politique et organisatrice. C'est alors que le succès sera assuré...

Ceux de vous, camarades, qui ont travaillé dans l'armée, et vous êtes ici nombreux, savent que cet exemple n'est pas imaginé par moi. Nous avons effectué plus d'une fois des retraites stratégiques, uniquement pour cette raison que l'armée était insuffisamment préparée au combat décisif, au point de vue moral et politique. Cependant l'armée est une organisation de contrainte. Est obligé d'aller au combat qui y est envoyé par elle. Une répression

militaire très dure menace les récalcitrants. Aucune armée n'existe et ne peut exister sans cela. Mais, dans une armée révolutionnaire, la principale force motrice, c'est sa conscience politique, son enthousiasme révolutionnaire, la compréhension de la part de la majorité de l'armée du problème militaire qui l'attend et la volonté de résoudre ce problème.

Combien plus tout cela concerne les luttes révolutionnaires décisives de la classe ouvrière ! Il ne peut y être question de forcer quelqu'un à faire une révolution. Aucun instrument de répression n'existe. Le succès n'est basé que sur la volonté de la majorité des travailleurs de prendre une part directe ou indirecte à la lutte, d'aider à son succès [3].

Le Troisième Congrès semblait devoir indiquer que l'Internationale Communiste, représentée par ses chefs, allait partir pour le front du mouvement ouvrier mondial et engager des combats décisifs pour la conquête du pouvoir. Le Congrès a demandé : «Camarades communistes allemands, italiens, français et autres ! Avez-vous conquis la majorité de la classe ouvrière ? Qu'avez-vous fait pour que chaque ouvrier comprît les raisons de la lutte ? Les avez-vous expliquées par des paroles simples, claires et précises aux masses laborieuses, même les plus arriérées ? Qu'avez-vous entrepris pour vous rendre compte si ces arriérés vous ont compris ? Montrez-nous vos journaux, vos brochures, vos proclamations ?

«Non, camarades, cela ne suffit pas encore. Ce n'est pas encore ce langage qui témoigne de votre union avec les millions de travailleurs... Qu'avez-vous entrepris pour distribuer régulièrement les forces communistes dans les syndicats ? Avez-vous des noyaux sûrs dans toutes les organisations importantes de la classe ouvrière ? Qu'avez-vous fait pour vérifier l'état du «commandement» dans les syndicats ; pour débarrasser les organisations ouvrières des chefs peu sûrs, douteux, et, ce qui est le plus important, traîtres ? Avez-vous organisé un service de renseignements à l'intérieur même du camp ennemi ?... Non, camarades, votre préparation est insuffisante et, sous certains rapports, vous n'avez même pas encore posé comme il sied les problèmes de la préparation...»

Cela signifie-t-il que la lutte décisive soit différée de plusieurs lustres ou même de quelques années ? Nullement ! La préparation pour une offensive militaire peut être faite parfois en l'espace de 15 à 20 jours et même moins. Des divisions disparates, à l'esprit hésitant, avec des chefs et des commissaires peu sûrs, peuvent être transformées en l'espace de 10 ou 15 jours, grâce à un travail de préparation intense, en une armée puissante, étroitement liée par l'unité de conscience et de volonté. Il est incomparablement plus difficile d'unir des millions de prolétaires pour une lutte décisive. Mais toute notre époque facilite énormément ce travail à conditions que nous n'hésitions pas à droite et que nous ne butions pas à gauche. Il ne serait pas intelligent de chercher à deviner si l'on aura besoin, pour le travail préparatoire, de quelques mois seulement, d'une année, de deux ans ou plus. Cela dépend de nombreuses conditions. Et il n'est pas douteux que dans la situation actuelle, une des conditions les plus importantes pour rapprocher l'heure de la révolution et pour la mener à la victoire, est notre travail de préparation. Allez aux masses ! — dit l'Internationale Communiste à tous ses partis. Pénétrez-les plus largement et plus profondément ! Etablissez entre vous et elles un lien indestructible ! Envoyez les communistes dans toute la masse ouvrière, aux postes les plus responsables et les plus dangereux ! Qu'ils conquièrent la confiance des masses ! Que les masses, avec eux, chassent de leurs rangs les chefs opportunistes, les chefs hésitants et les chefs arrivistes ! Profitez de chaque minute pour préparer la révolution ! L'époque travaille pour nous. Ne craignez pas que la révolution vous échappe. Organisez-vous, renforcez-vous, et alors vous rapprocherez l'heure qui sera celle d'une attaque décisive, véritable, et alors le Parti non seulement vous dira : «En avant !», mais encore poussera l'offensive jusqu'à sa fin victorieuse !

Notes de L.T.

[1] L'ancien président du Comité central du Parti Communiste, Paul Lévi, a critiqué la tactique du Parti lors des événements de mars. Mais il a donné à sa critique un caractère absolument inadmissible et désorganisateur ; ainsi, au lieu de rendre service à la cause, il lui a nuï. Une lutte dans l'intérieur du Parti a amené l'exclusion de Lévi et la confirmation de cette exclusion par le Congrès de l'Internationale.

[2] Je vois d'après les articles du camarade Kurt Geyer, au sujet du IIIe Congrès, articles qui me sont parvenus lorsque mon livre était déjà sous presse, que ce représentant de l'opposition non seulement glisse vers le centrisme, mais encore s'en rend compte lui-même. Il part de ce point de vue que le IIIe Congrès a établi une nouvelle perspective historique et a rendu ainsi notre tactique plus indépendante de notre attente d'une révolution dans le plus proche avenir. Geyer en conclut que les divergences de tactique entre la IIIe Internationale et les centristes... diminuent. Une telle conclusion est absolument monstrueuse ! La IIIe Internationale est une organisation de combat qui marche vers son but révolutionnaire à travers tous les changements de conditions. L'Internationale 2 1/2 ne veut pas de révolution. Elle s'appuie sur une sélection appropriée de chefs et demi-chefs, de groupements et de tendances, d'idées et de méthodes.

[3] Un plaisant m'a «contredit» au Congrès en disant qu'on ne pouvait pas commander à la classe ouvrière comme on commande à une armée. C'est cela même. Et moi j'ai essayé de démontrer qu'on ne pouvait pas commander l'Armée Rouge elle-même de la façon dont certains politiciens ont voulu commander à la classe ouvrière.

Le flot monte

1.

On commence à distinguer dans le mouvement ouvrier d'Europe les symptômes d'un flux révolutionnaire. On ne peut encore prédire l'approche de la dernière et de la plus haute vague. Mais il est certain que la courbe révolutionnaire accuse une tendance ascendante.

C'est dans la première année de l'après-guerre, en 1919, que le capitalisme européen se trouva dans la situation la plus critique. La lutte atteignit son point culminant en Italie, en septembre 1920, à un moment où l'Allemagne, l'Angleterre, la France avaient déjà surmonté les plus grandes difficultés de la crise politique. Les événements de mars 1921 ne furent, en Allemagne, qu'un écho attardé d'une époque révolutionnaire épuisée et non le commencement d'une nouvelle ère de combats. Dès le début de 1920 le Capital et l'Etat capitaliste, leurs positions fortifiées, passent à l'offensive. Les masses laborieuses de plus en plus, sont réduites à la défensive. Les partis communistes constatent qu'ils ne forment encore qu'une minorité. A certains moments on peut même avoir la sensation qu'ils sont isolés de la grande majorité de la classe ouvrière. Mais à l'heure actuelle le revirement est manifeste. L'offensive révolutionnaire de la classe ouvrière va en croissant. Les horizons du champ de bataille s'élargissent.

Ce changement d'étape résulte de causes assez complexes : mais la cause primordiale en est dans les très capricieux contours en zigzag d'une évolution qui refléchit exactement le développement du capitalisme d'après-guerre.

Le moment le plus critique pour la bourgeoisie européenne, ce fut la période de démobilisation, le retour du front des soldats et leur rentrée dans la production. Les premiers mois de l'après-guerre furent remplis d'énormes difficultés qui amenèrent une accentuation de la lutte révolutionnaire. Mais les coteries bourgeoises au pouvoir se ressaisirent tout de suite et inaugurèrent une politique financière et sociale assez large, de nature à pallier aux effets de la démobilisation. Le budget des Etats resta aussi considérables que pendant les hostilités. Un grand nombre d'exploitations industrielles superflues furent maintenues en activité. Des commandes qui auraient dû l'être ne furent pas annulées, par crainte du chômage. Les logements furent souvent laissés à des prix ne couvrant pas même les frais des réparations. Les gouvernements continuèrent de dégrever à leurs frais le prix des viandes et des céréales importées. En d'autres termes les dettes publiques s'accrurent, le change se déprécia, les rouages de l'économie se détériorèrent à seule fin de prolonger, dans le commerce et l'industrie, la prospérité fictive du temps de guerre. Cela mit les magnats de l'industrie en état de renouveler l'appareil technique des principales industries et de l'adopter au temps de paix.

Mais cette prospérité fictive ne devait pas tarder à se heurter à l'appauvrissement général. L'industrie des articles de consommation quotidienne se trouva en présence d'un marché extrêmement rétréci.

Elle forma par la surproduction une première barrière, qui devint bientôt un obstacle au développement de la grande industrie. La crise prit une extension et revêtit des formes inouïes. Déclenchée au printemps de l'autre côté de l'océan, elle gagna l'Europe en 1920, et atteignit son apogée en mai 1921.

Il arriva donc qu'au moment où la crise industrielle et commerciale d'après-guerre commença de s'étendre après une année de prospérité fictive, le premier assaut spontané de la classe ouvrière contre la société bourgeoise tira à sa fin. La bourgeoisie l'avait soutenu en tergiversant, en faisant des concessions, en résistant par les armes. Ce premier assaut prolétarien avait aussi été très chaotique. Les idées et les buts précis, les plans et la direction lui faisaient défaut. Son développement et son issue prouvèrent à la classe ouvrière que la modification de la situation et la transformation de la société bourgeoise constituent une tâche autrement difficile qu'on ne le prévoyait d'abord. Relativement homogène dans l'expression imprécise de ses sentiments révolutionnaires la classe ouvrière ne tarda pas à perdre son homogénéité et à se différencier intérieurement. Sa fraction la plus active et la moins liée par les traditions, après avoir reconnu la nécessité de buts clairs et précis et de l'unité organisatrice, se forma en partis communistes. Ses éléments conservateurs et peu conscients s'écartèrent temporairement des buts et des méthodes révolutionnaires. La bureaucratie ouvrière n'eut qu'à exploiter ces divisions pour rétablir sa position ébranlée.

La crise commerciale et industrielle printemps et de l'été 1920 éclata, je le répète, à une époque où la réaction politique et psychologique s'était déjà produite au sein de la classe ouvrière et provoqua ça et là des manifestations houleuses. Après l'offensive avortée de 1919 et la différenciation intérieure de la classe ouvrière, issue de la défaite, la crise économique ne pouvait plus conférer elle-même au mouvement ouvrier l'unité indispensable et le transformer en un assaut révolutionnaire décisif. **Ce qui nous confirme dans la conviction que l'influence de la crise économique sur le mouvement ouvrier est loin d'être aussi égale que des esprits simplistes sont enclins à l'admettre.** L'effet politique — et non seulement sa profondeur mais aussi la tendance — est déterminé par l'ensemble de la situation politique et par les événements qui la précédèrent et l'accompagnent. **Mais surtout par les luttes, les succès et les insuccès de la classe ouvrière à la veille de la crise. En certains cas une crise peut donner une impulsion extraordinaire à l'action révolutionnaire prolétarienne ; en d'autres elle peut le**

paralyser complètement ; en se prolongeant, en imposant trop de sacrifices aux travailleurs, elle peut même le débiliter profondément.

On pourrait aujourd'hui compléter ces idées par l'hypothèse suivante : si la crise économique, accompagnée du chômage et de l'insécurité du lendemain, s'était produite immédiatement après la cessation des hostilités, la crise révolutionnaire de la société bourgeoise aurait revêtu un caractère autrement grave. C'est justement pour empêcher ce résultat que les gouvernements bourgeois se sont évertués à affaiblir la crise révolutionnaire en créant une prospérité financière fondée sur la spéculation. Cela veut dire qu'ils ont retardé de dix-huit mois l'inévitable crise industrielle et commerciale, au prix de la désagrégation ultérieure de leur mécanisme économique et financier. La crise qui en résulta fut d'autant plus profonde et plus aiguë. Mais au lieu de coïncider avec l'effervescence de la période de démobilisation, elle coïncida avec la dépression morale de la défaite, la rééducation des uns, la déception des autres et les scissions qui en découlaient par voie de conséquence.

L'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière se concentrait et s'exprimait surtout par la formation des partis communistes. En Allemagne et en France ces partis devinrent tout de suite puissants. Le capital qui, en 1921, avait prolongé artificiellement une période de prospérité apparente, n'hésita pas, après avoir écarté le péril immédiat, à exploiter la crise dans le but de dérober à la classe ouvrière ses conquêtes : journée de 8 heures, majorations de salaires, etc., toutes concessions octroyées dans la période antérieure pour des raisons de tactique et de sécurité. La classe ouvrière résista mais dut céder. A une époque où elle se vit contrainte de lutter — et cela très souvent sans succès — contre des réductions de salaire, les idées de conquête du pouvoir de république des soviets et de résolution sociale devaient pâlir dans sa conscience.

Dans les pays où la crise économique ne revêtait pas les formes de la surproduction et du chômage, mais celles plus graves encore de la vente au rabais et de l'avitilissement des conditions d'existence de la classe ouvrière, comme en Allemagne, l'énergie que le prolétariat déploie à poursuivre des augmentations de salaires ressemble à celle d'un homme qui poursuivrait sa propre ombre. Le capital allemand, comme celui des autres pays, a passé à l'offensive. Et les masses ouvrières résistent mais doivent se retirer en désordre.

C'est dans ces conditions que se déroulèrent en Allemagne les événements de mars 1921. Effrayé par le reflux des forces révolutionnaires le jeune parti communiste allemand tenta un effort désespéré pour tirer parti de l'action d'un contingent ouvrier d'esprit combatif dans le but d'électrifier l'ensemble du prolétariat et de provoquer un combat décisif.

Le III^e Congrès de l'Internationale Communiste se réunit sous l'impression toute fraîche des événements de mars en Allemagne. Après un examen approfondi il reconnut l'étendue du péril qui pouvait résulter du désaccord entre la « méthode d'offensive », d' « électrisation » révolutionnaire et les procès d'évolution bien plus profonds en voie d'accomplissement au sein des masses ouvrières, en relations avec les variations de la situation économique et politique.

Si en 1918 en 1919 l'Allemagne avait un parti communiste aussi fort qu'en mars 1921, le prolétariat aurait très probablement conquis le pouvoir dès janvier ou mars 1919. Mais à cette époque il n'était pas question d'un semblable parti. Le prolétariat essuya une défaite. Et la croissance ultérieure du parti communiste fut le résultat de ces expériences. Mais le parti se serait suicidé s'il avait voulu agir en 1921 comme un parti communiste aurait dû agir en 1919.

C'est ce qu'a établi le dernier congrès. Les débats sur la théorie de l'offensive se rattachaient étroitement à l'appréciation de la conjoncture économique et de son développement futur. Les défenseurs les plus conséquents de la théorie de l'offensive développèrent le point de vue suivant.

La crise qui sévit dans le monde entier signifie la désagrégation de la société bourgeoise. Cette crise doit s'accroître de plus en plus pour finir par rendre la classe ouvrière révolutionnaire. Le parti communiste n'a donc aucune raison de se retourner pour apercevoir ses réserves. Son devoir est de s'attaquer à la société capitaliste. Tôt ou tard le prolétariat fouetté par le besoin le soutiendra.

Ce point de vue ne s'est pas maintenu jusqu'au congrès sous une forme aussi prononcée. La commission chargée d'étudier la question économique en avait déjà adouci les contours. Mais l'idée seule qu'une crise industrielle et commerciale put être suivie d'une relative prospérité économique apparut aux défenseurs conscients et à demi-conscients de la théorie de l'offensive à peu près comme une idée « centriste ». Et l'idée qu'un regain de vie économique capitaliste, loin d'être un obstacle à la révolution pourrait lui insuffler une force nouvelle leur parut être « pur menchévisme ». Le radicalisme inopportun des « gauches » s'exprima avec innocence au dernier congrès du parti communiste allemand, dont la résolution me fait entre autres l'honneur d'une critique personnelle, bien que je n'aie fait qu'énoncer l'opinion du Comité Central de notre parti. Mais j'admets d'autant plus volontiers cette petite « revanche » des « gauches », inoffensive pour notre cause, que les leçons du III^e Congrès de l'Internationale n'ont laissé personne indifférent — et moins que personne nos camarades allemands.

2.

Les symptômes d'un revirement de situation économique sont sans contredit manifestes. Il reste entendu que les généralités faciles sur la dernière crise de désagrégation capitaliste base d'une époque révolutionnaire qui ne peut se terminer que par la victoire du prolétariat, ne peuvent suppléer à une analyse concrète du développement économique et aux conclusions tactiques qui en découlent.

Comme nous l'avons déjà remarqué la crise mondiale s'est arrêtée en fait dans son développement en mai dernier. L'industrie des articles de consommation quotidienne attesta la première une certaine amélioration. La grande industrie suivit. Aujourd'hui ces faits sont incontestables ; on peut les résumer en chiffres. Mais nous renonçons à produire des chiffres pour ne pas alourdir cet exposé d'idées. Le lecteur peut se reporter aux chiffres publiés par le camarade Pavlovsky dans le N°19 de l'Internationale Communiste et aux articles du camarade Falkner, parus dans la Vie Economique (en russe) Nos 281-2, 285-6.

La désagrégation de l'économie bourgeoise est-elle donc arrêtée ? La société capitaliste a-t-elle retrouvé son équilibre ? L'époque révolutionnaire est-elle close ? Point. Le revirement de la situation industrielle signifie seulement que la désagrégation de l'économie capitaliste et le cours de l'époque révolutionnaire sont phénomènes beaucoup plus complexes que les esprits simplistes ne voulaient l'admettre.

L'évolution économique est caractérisée par deux courbes différentes. La première — et elle est fondamentale — définit la croissance générale des forces de la production, du trafic, du commerce extérieur, des opérations financières. Cette courbe accuse, en général, à travers l'ensemble du développement capitaliste, une direction ascendante, mais qui est loin d'être égale. Pendant des décades elle ne monte guère ; à d'autres moments sa montée est rapide, après quoi il lui arrive de demeurer invariable pendant un temps assez long. En d'autres termes l'histoire constate que le développement du régime capitaliste est tour à tour lent et rapide. Si nous considérons, par exemple, la courbe du commerce de la Grande-Bretagne, nous constatons un développement très lent qui va de la fin du XVIII^e jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Puis, en vingt ans, de 1851 à 1873 un développement très rapide suivi d'une période de stabilité de 1873 à 1894, moment où le développement reprend et dure jusqu'à la guerre mondiale.

Mais nous savons que le développement capitaliste s'accomplit par cycles industriels formés de plusieurs phases économiques : prospérité, arrêt, crise, stagnation, amélioration, prospérité, arrêt... etc. L'histoire montre que ce cycle recommence tous les huit ou dix ans. En le représentant par un graphique nous obtenons un schéma caractérisant le développement du capitalisme, avec ses flux et ses reflux périodiques. Les oscillations économiques de ce genre constituent une propriété aussi immanente de l'économie capitaliste que le battement du cœur d'un organisme vivant. La crise est suivie d'une période de prospérité qui est à son tour suivie d'une crise. Pourtant la courbe du capitalisme accuse en général, au cours des temps, une direction ascendante, la somme des montées étant évidemment plus grande que celle des chutes. Mais cette courbe varie avec les époques. En des périodes de stagnation ses oscillations n'ont pas cessé. La lenteur générale du développement capitaliste montre que les crises balançaient à peu près les relèvements. Mais chaque relèvement faisait néanmoins progresser l'économie davantage qu'elle ne devait reculer au cours de la crise subséquente. Les oscillations des cycles industriels sont comparables aux vibrations des cordes d'un instrument de musique. Mais loin d'en avoir la rectitude de tension elles représentent plutôt une courbe très complexe.

Ce seul mécanisme du développement capitaliste qui passe sans cesse de périodes de crises aux périodes de prospérité et ainsi de suite, montre combien l'opinion selon laquelle la crise actuelle ne peut que s'aggraver jusqu'au moment de la dictature prolétarienne — que celle-ci surgisse dans un, deux, trois ans ou plus — est fausse, superficielle, antiscientifique.

Les oscillations cycliques — disions-nous dans notre rapport au III^e Congrès — accompagnent le développement du capitalisme dans sa jeunesse, sa maturité et sa décadence comme le tic-tac du cœur dure chez un homme dans son agonie même. Quelles que soient les conditions générales et quelle que soit la gravité de la désagrégation économique, toute crise commerciale et industrielle fait cesser la surproduction, rétablit l'équilibre entre la production et la vente et ranime par conséquent l'industrie.

Quant à l'allure, à la constance, à la durée de cette animation elles dépendent de l'ensemble des conditions caractérisant la viabilité du capitalisme. On peut maintenant dire avec certitude — on l'a déjà dit au III^e Congrès mondial — que sitôt les énormes majorations des prix atténuées par la crise, la reviviscence de l'industrie dans les cadres de la société actuelle, se heurtera à d'autres obstacles : à la rupture de l'équilibre économique entre l'Europe et l'Amérique, à l'appauvrissement de l'Europe orientale et centrale, à la profonde et durable désagrégation de l'appareil financier. En d'autres termes : la prochaine période de prospérité industrielle ne pourra pas rétablir même approximativement la situation d'avant-guerre. Il est au contraire fort probable que cette prospérité au lendemain de ses premiers succès se fourvoiera bientôt dans une impasse économique.

Mais une période de prospérité reste néanmoins une période de prospérité. Elle signifie une augmentation des demandes de marchandises, un élargissement de la production, une diminution du chômage, une majoration des

prix des articles, une possibilité de majoration de salaires. Et, dans les conditions historiques données, loin d'affaiblir l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, elle la fortifie. Cela résulte de toute l'évolution antérieure. Après la guerre, le mouvement ouvrier a atteint dans tous les pays son apogée qui, c'est l'évidence, l'a conduit à une défaite plus ou moins marquée, à la retraite ou au déchirement. Dans ces conditions politiques et psychologiques, une crise, prolongée augmenterait sans doute l'effervescence des masses ouvrières et surtout des chômeurs complets ou partiels ; mais ce ne serait pas sans diminuer d'autre part leur activité, celle-ci étant indissolublement liée à la conscience qu'elles ont d'être nécessaires à la production. **Un chômage prolongé au lendemain d'une bataille révolutionnaire et d'une retraite politique est loin d'être favorable au développement des partis communistes. En se prolongeant la crise menace de susciter à la fois des tendances anarchistes et des tendances réformistes.** Ces faits se sont traduits par la séparation des groupes anarchistes syndicalistes de la III^e Internationale, par une certaine collaboration entre la Fédération Syndicale d'Amsterdam et l'Internationale 2½, par une concentration momentanée des serratistes, par la scission du groupe Lévi.

Au contraire une nouvelle animation de l'industrie pourra fortifier en premier lieu la conscience de la classe ouvrière affaiblie par ses défaites et par ses divisions, lui rendre sa cohésion dans les fabriques et les usines, approfondir ses aspirations à des actions unitaires. Nous apercevons déjà les premiers indices de ces faits. Sentant sous ses pieds un sol plus solide, la classe ouvrière cherche à rallier ses rangs. Les scissions lui paraissent des obstacles à l'action. Elle voudrait non seulement opposer un front uni à l'offensive du capital née de la crise économique, mais encore préparer sa contre-offensive en tirant parti de l'amélioration de la situation industrielle. La crise fut une période d'espérances déçues et d'irritation, résultant en grande partie, pour les travailleurs, de la conscience de leur propre impuissance. La prospérité capitaliste, pourvu qu'elle s'étende, offrira, par l'action, un exutoire à ses sentiments. C'est ce que disait aussi la résolution du III^e Congrès, que nous avons appuée.

"Si l'allure de l'évolution venait à se ralentir et qu'une période de prospérité vint à suivre la crise économique actuelle, dans un nombre plus ou moins grand de pays, ce fait ne signifierait aucunement le début d'une époque «organique». Tant que subsistera le capitalisme les oscillations cycliques seront inévitables. Elles l'accompagneront dans son agonie après l'avoir accompagné dans sa jeunesse et dans son âge mûr.

En admettant que l'offensive du capital fasse reculer le prolétariat, ce dernier ne manquera pas de passer à son tour à l'offensive au début d'une meilleure conjoncture. Son offensive économique qui, dans ce cas, serait conduite sous le mot d'ordre de la revanche pour toutes les duperies de la guerre ainsi que pour toutes les spoliations et les humiliations du temps de crise, aurait de ce chef autant de tendance à se transformer en guerre civile ouverte que la défensive actuelle.»

3.

L'«assainissement» économique et la perspective d'une nouvelle période de consolidation capitaliste plongent dans une vive allégresse toute la presse bourgeoise. Cette allégresse est aussi peu fondée que ne l'étaient les espérances de la «gauche» communiste attendant la révolution d'une aggravation incessante de la crise. Si la prochaine période de prospérité commerciale et industrielle devait procurer à la bourgeoisie des richesses nouvelles, ce ne serait que favorable à notre politique. Les tendances à l'unité de la classe ouvrière expriment seulement une volonté d'action affermie. Si le prolétariat exige aujourd'hui pour la lutte contre la classe possédante, que les communistes entrent en pourparlers avec les social-démocrates et avec les socialistes indépendants, il ne tardera pas à se convaincre par l'expérience que seul le parti communiste est capable de prendre la direction de l'action révolutionnaire. La première vague d'action entraînera toutes les organisations ouvrières et les poussera à l'unification. Quant aux social-démocrates et aux indépendants, les uns et les autres sont guettés par le même destin ; ils seront les uns et les autres emportés et noyés par les vagues révolutionnaires.

Cela signifie-t-il, par opposition à la théorie de l'offensive, que ce n'est pas la crise mais le renouveau économique du capitalisme qui doit aboutir immédiatement à la victoire du capitalisme ? Nous avons déjà indiqué plus haut qu'il n'y a pas entre la conjoncture économique et la lutte des classes corrélation simplement mécanique, mais plutôt dialectique et très complexe. Pour être en mesure de remplir nos devoirs de l'avenir prochain, il nous suffit d'être mieux armés pour la période de prospérité capitaliste que nous ne le fûmes pendant la période de crise. Il y a aujourd'hui, dans les plus importants du continent européen, de forts partis communistes. La nouvelle conjoncture leur offrira sans doute des possibilités nouvelles d'offensives économiques et politiques. Il serait vain de vouloir prévoir aujourd'hui leurs péripéties éventuelles. L'offensive ne fait que commencer ou plutôt nous n'en voyons encore que les signes précurseurs.

Mais, nous objecteront de bons dialecticiens, en admettant que le prochain renouveau industriel ne nous amène pas à la victoire immédiate, un nouveau cycle constituera un nouveau pas dans la voie de la restauration du capital ?

A quoi l'on peut répondre ce qui suit :

Si le parti communiste ne se développait pas, si le prolétariat ne s'enrichissait pas tous les jours d'expériences nouvelles, s'il ne livrait pas à la bourgeoisie des combats de plus en plus implacables, s'il ne tentait pas de saisir la première offensive pour passer de la défensive à l'offensive, le développement capitaliste, habilement dirigé par les gouvernements bourgeois, atteindrait certainement son but. Des pays entiers seraient voués à la barbarie. Des dizaines de millions d'hommes seraient condamnés à la famine et au désespoir, avant qu'un nouvel équilibre capitaliste stable se rétablisse sur leurs ossements. Mais une semblable perspective est abstraction pure. Dans sa voie vers l'équilibre le capitalisme se heurterait à bien des obstacles considérables : chaos du marché mondial, annulation de la valuta, militarisme, dangers de guerre, incertitude du lendemain. Les forces primordiales du capitalisme cherchent une issue dans ce labyrinthe. Mais ce sont elles aussi qui frappent la classe ouvrière et la poussent à l'action. La classe ouvrière elle aussi est un facteur du développement capitaliste et même le plus important car elle incarne l'avenir.

Ainsi la courbe de l'évolution capitaliste tend à monter. Son mouvement est entravé par des oscillations cycliques qui, depuis la guerre, sont devenues convulsives. Dans quelle phrase verrons-nous se produire la coïncidence des conditions objectives et subjectives dont résultera nécessairement un revirement révolutionnaire ? On ne peut assurément prévoir si ce sera au commencement, au cours ou à la fin d'une période de prospérité ou au commencement d'un cycle nouveau. Contentons-nous de savoir que cela dépendra en grande partie de nous-mêmes, de notre parti et de sa tactique. Il est d'une importance capitale de se rendre nettement compte des aspects de la nouvelle période économique, qui ouvrira peut-être une nouvelle ère dans la concentration de nos forces pour une offensive victorieuse. La connaissance des situations et des faits est déjà par elle-même, pour un parti révolutionnaire, une abrogation des délais et un rapprochement du but final.

Convictions et Forces réelles
Discours prononcé devant la Conférence du PC ukrainien
26 avril 1923

Ce texte comprend deux extraits du discours prononcé par Trotsky à Kharkov lors de la conférence du Parti Communiste Ukrainien. Première parution complète en français dans les numéros 16 et 17 (4e année) de La Correspondance Internationale. Les deux textes sont ici juxtaposés afin de rétablir le discours dans sa quasi-intégralité. Le titre est celui de La Correspondance Internationale.

Citation extraite de *L'Internationale Communiste après Lénine* : Déjà, à l'époque du XIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, au printemps de 1923, deux positions se manifestèrent nettement à propos des questions économiques de l'Union soviétique; elles se développèrent durant les cinq années suivantes et on put procéder à leur vérification à propos de la crise du stockage des blés en 1921-1928. Le Comité central considérait que le principal danger menaçant l'alliance avec la paysannerie venait d'un développement prématuré de l'industrie, et il en voyait la confirmation dans la prétendue « crise de vente » de l'automne de 1923. Au contraire, j'avais soutenu au XIIe Congrès l'idée que le danger principal menaçant la « smytchka » [cohésion] et la dictature du prolétariat était représenté par les « ciseaux » qui symbolisent l'écart entre les prix agricoles et les prix industriels, écart reflétant le retard de l'industrie ; le maintien et, à plus forte raison, l'accroissement de cette disproportion devaient inéluctablement entraîner une différenciation dans l'économie agricole et la production artisanale, et la croissance générale des forces capitalistes. J'ai développé clairement cette analyse lors du XIIe Congrès. C'est à ce moment que j'ai aussi formulé l'idée que, si l'industrie retardait, les bonnes récoltes deviendraient une source alimentant non pas le développement socialiste mais les tendances capitalistes et qu'elles fourniraient ainsi aux éléments capitalistes un outil de désorganisation de l'économie socialiste.

Extrait du *Bulletin Communiste* n° 17 du 26/04/1923.

Depuis le 15 avril se tient à Moscou le XIIe Congrès du Parti Communiste russe (bolchevik). *L'Humanité* a publié sur les questions débattues une série d'articles de Boris Souvarine. Nous donnons ici d'importants extraits d'un discours prononcé à Kharkov par Léon Trotsky, devant la Conférence du Parti Communiste ukrainien.

Les tâches du XIIe congrès

Le prolétariat d'Europe qui, en 1918-19 se jetait spontanément à l'assaut de la bourgeoisie a commencé, dans ses grandes masses, à s'interroger sur ce qui lui manque pour la conquête du pouvoir et la transformation sociale. Deux vagues se sont croisées. La bourgeoisie s'est sentie politiquement affermie, la classe ouvrière a éprouvé un mouvement de reflux visible au cours des trois dernières années

Ce sont là deux faits de la plus haute importance.

Marx nous a enseigné qu'une classe ne sait pas toujours ce qu'elle est. Une classe peut être puissante sur sa situation dans la production et ne pas le savoir ; une classe peut déjà avoir perdu la moitié ou les trois-quarts de sa puissance économique, mais tenir encore, par son expérience, par l'inertie des autres, par ses habituelles méthodes de gouvernement. Telle est la situation que nous constatons en Europe.

Après l'expérience de 1918-19, la bourgeoisie se croit beaucoup plus forte qu'elle ne l'est en réalité, puisqu'elle ne peut restaurer la vie économique, puisque le déclin du capitalisme continue, puisque les classes possédantes n'ont pas trouvé d'autres méthodes que celles de la violence, de la conquête, de la destruction : voir la Rhur. [1] Or, une classe qui ne sait pas diriger la production est condamnée.

Après l'expérience de 1918-19, le prolétariat, au contraire, dans son écrasante majorité, se sent beaucoup plus faible qu'il ne l'est en réalité. Comme la Russie a traversé, avant d'arriver au kérenskisme chancelant, la période de vigueur apparente de l'autocratie incarnée par Stolypine, l'Europe bourgeoise connaît aujourd'hui des illusions semblables. La clef de toute la situation politique actuelle est là : dans la différence entre la situation, la force objective des classes et la conscience qu'elles en ont.

Les événements qui s'accomplissent en Europe peuvent encore orienter à droite la politique officielle des Etats, vers le monopole impérialiste de quelques coteries extrêmes de la bourgeoisie ; mais ce mouvement approfondira encore le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre l'Etat bourgeois et les besoins élémentaires, fondamentaux, de la vie économique des nations, préparant ainsi l'inévitable catastrophe révolutionnaire.

Cette catastrophe se rapproche en Occident et en Orient, plus lentement, il est vrai, que nous ne l'espérions en 1918. Le temps joue en politique un rôle énorme. Il s'avère que les peuples arriérés de l'Asie et le prolétariat avancé de l'Europe ont besoin de plus de temps pour préparer la révolution que nous ne le croyions. De là la

nécessité de réviser nos tâches et nos méthodes comme nous l'avons fait au 10e Congrès du P. C. russe et au 3e Congrès de l'Internationale Communiste.

Une pause de l'Histoire

Mais si nous ne pouvons recevoir bientôt en Russie, l'aide de la technique française et allemande, il faut bien que nous consacrons la plus grande attention aux rapports des forces dans notre pays, à l'état de l'agriculture à l'endurance et à la solvabilité du paysan. De là la nouvelle politique. L'année écoulée nous induit-elle à la réviser ? Non, le déplacement des forces — qui a commencé par la défaite des ouvriers italiens en septembre : 1919 et continué en 1920 par notre retraite sous Varsovie, puis en 1921 par la défaite de l'offensive prématurée du prolétariat allemand — ce déplacement des forces qui a mis fin au premier élan spontané de la révolution ne s'est pas modifié.

Nous avons souvent appelé, nous servant d'un mot de Lénine, la période qui suit celle du communisme de guerre, une «trêve». Cette trêve, que nous espérons courte semble devoir être une pause de l'Histoire, et nous ne savons pas encore si des mois ou des années se passeront avant qu'elle finisse. Mais, indéniablement, ce n'est plus d'un simple répit, c'est d'une époque historique qu'il s'agit.

La tâche essentielle du 12e Congrès

Nous devons, le long du sentier russe, accomplir encore un grand voyage dans notre pauvre carriole paysanne. Est-elle en bon état ? Tiendra-t-elle ? Voilà la question essentielle. Nos armes, nos procédés, nos méthodes, tiendront-ils pendant toute cette époque ? Examinons d'abord les relations entre la classe ouvrière et la classe paysanne. Elles embrassent la question de la production, car notre industrie repose sur notre économie rurale ; examinons les rapports de la classe ouvrière et des nationalités jadis opprimées (ce n'est, en réalité, qu'une question dérivée de la première), puis les rapports entre le Parti et la classe ouvrière et, enfin, entre le parti et le mécanisme de l'Etat qui, chez nous, est particulièrement défectueux. En réalité, tout absolument se rattache aux rapports entre le prolétariat et la paysannerie.

Si l'époque de la Nep se prolonge, il en résulte que ses dangers se multiplient et que ses problèmes exigent des solutions plus adéquates. Nous devons désormais parler non des nouvelles mesures préventives contre des dangers possibles, mais de la régularisation et de la systématisation des méthodes appropriées à la solution des difficultés de l'époque.

Prolétariat et paysannerie

Dans ses récents articles consacrés à l'Inspection Ouvrière, Lénine conclut en somme ainsi : «Allez de l'avant, mais ne vous emballez pas, rappelez-vous que dans la nouvelle étape mondiale, en présence de la Nep à l'intérieur, notre industrie et notre Etat n'ont d'autre appui que l'économie rurale arriérée à laquelle ils ne peuvent demander que des ressources limitées». Lesquelles ? Il faut ici un calcul attentif. Et les camarades qui comme Larine, soutiennent que nous demandons trop peu aux masses paysannes, se trompent certainement. Nous ne devons rien demander de plus au paysan que ce qu'il peut réellement nous donner. Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année. C'est une formule qu'il comprendra et qui doit être pour cela même à la base de notre politique intérieure. Elle est profondément différente de celle du communisme de guerre. Nous demandons alors au paysan tout l'excédent du nécessaire ; or sans excédent, une entreprise périlite et tombe. Nous lui disons aujourd'hui : l'excédent est indispensable au relèvement de ton entreprise. Garde-le. Car sans relèvement de l'agriculture nous n'aurons pas d'industrie.

Oui, nous sommes ici des «conciliateurs». Nous voulons absolument que le prolétariat s'entende avec la paysannerie. Ainsi est résolue en principe la question quantitative de l'impôt. Reste celle des modalités de prélèvement. L'agriculteur vit avec les saisons, son travail a besoin d'être calculé, prévu. S'il se trouve en présence d'une fiscalité instable ou compliquée il en souffre. Il faut donc ramener à l'unité les taxes et les impôts infiniment variés. Simplifier l'impôt. Le rendre intelligible au paysan et facile à verser. Etablir l'équivalent en argent de l'impôt en nature.

Exportation et politique fiscale

Notre politique fiscale est un des aspects les plus importants des rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Mais à cette question se rattache celle de l'exportation. Si nous sommes tous d'accord pour laisser au paysan l'excédent de sa production, nous devons lui donner les moyens de le réaliser. Il ne le peut pas uniquement sur le marché intérieur, car il en résulte une effrayante disproportion des prix entre les produits de l'agriculture et ceux de l'industrie. Ce n'est pas une conséquence de l'état de notre industrie mais plutôt celle de l'isolement de notre agriculture coupée du marché mondial. Ce qu'il faut donc, c'est donner au paysan la possibilité de vendre sur le marché mondial une partie de sa production.

Entre notre paysan et le marché étranger, il n'y a plus de spéculateurs il y a désormais l'Etat soviétiste assumant le rôle d'intermédiaire. La simplification et la régularisation de notre politique fiscale tient de près à l'exportation

des blés russes. Et le monopole du commerce extérieur, condition vitale de la dictature du prolétariat nous impose ici la nationalisation, le plan unique. On ne peut vendre et acheter au hasard. Notre commerce extérieur doit s'accorder avec le développement de notre économie rurale et tenir compte des possibilités croissantes d'exportation de blé, comme de la nécessité de défendre notre industrie. Car nous sommes résolument partisans du protectionnisme socialiste, sans lequel le capital étranger pillerait notre industrie.

Le Parti et l'Etat

Vladimir Illitch a dernièrement parlé, dans ses articles, de notre Etat. Reconnaissons-le, personne n'aurait eu le courage d'en parler en ces termes, en des termes que l'on ne répète même pas volontiers Vladimir Illitch écrit de notre mécanisme gouvernemental qu'il est très voisin de celui du tsarisme — ni plus ni moins. Repeint, aux couleurs soviétistes, c'est toujours, dit-il, le même mécanisme bureaucratique. — Et voilà un œuf de Pâques offert au menchevisme international ! Quels sont les coupables ? Cet Etat, les Soviets l'ont formé, les Soviets dirigés par le Parti. D'où viennent ses défauts ? Comme il y a une foule de choses que nous ne savons pas faire et comme pourtant il faut les faire, force nous est d'employer des gens ayant des compétences ou des demi-compétences, et qui n'ont souvent que peu de bonne volonté ou pas du tout. Nous avons construit notre Etat avec des jeunes communistes d'une abnégation complète, mais égalée par leur inexpérience, avec des fonctionnaires indifférents, avec des spécialistes chevronnés, sachant parfois saboter d'une façon irréprochable. Pouvons-nous renoncer à leur collaboration ? Certes non. Tenons compte du temps, comprenons qu'il est difficile de remplacer en cinq ans une société par une autre, et que les grandes tâches doivent être abordées avec système. Le plan de Lénine, en ce moment accepté par l'immense majorité du Parti, consiste à aborder systématiquement la transformation de notre Etat. Comment ? Par le Parti qui l'a créé. Le Parti a donc besoin d'un mécanisme approprié à la surveillance de l'Etat, qui le palpe et le sonde, et qui soit à la fois moral, politique et pratique. Telle doit être la nouvelle Inspection Ouvrière combinée avec notre Commission Centrale de Contrôle.

Le devoir de notre Parti

Notre Parti doit exiger de plus en plus énergiquement de l'Etat et de toutes ses organisations qu'ils apprennent à travailler systématiquement selon un plan établi, qu'ils apprennent à arrêter un plan, à prévoir l'avenir, à ne plus marcher au hasard, à former leurs collaborateurs dans les cadres de ce plan et à les enrichir d'expérience. Dans le but de transformer notre Etat formons de toutes nos institutions des établissements d'éducation communiste-soviétiste dont sortiront les nouvelles générations de techniciens ouvriers et paysans qui sauront incarner les intérêts de l'Etat ouvrier et paysans et marcher vers son but.

La question des nationalités

La psychologie nationale est un explosif révolutionnaire dans certains cas, et une force explosive, contre-révolutionnaire dans d'autres, énorme toujours. Rappelons-nous l'usage que la bourgeoisie a su faire, pendant la guerre, de cette dynamite. Rappelons-nous comment la bourgeoisie a mobilisé le prolétariat pour la défense de ses intérêts nationaux. L'expérience diabolique a réussi contre nous. La bourgeoisie a su employer l'explosif nationaliste pour les fins de l'impérialisme. Mais elle a suscité en Orient, aux Indes en Chine, de vastes mouvements qui se dressent maintenant contre elle et accumulent des explosifs révolutionnaires d'une puissance formidable.

Dans notre édification soviétiste les forces du nationalisme peuvent être dirigées pour ou contre la révolution. Si nous ne savons pas approcher le paysan ukrainien, comprendre sa mentalité, connaître sa langue, nous susciterons peut-être des mouvements tels que ceux de Petlioura, [2] mais plus dangereux, parce que plus profonds. Mais si le paysan ukrainien se voit et sent que le Parti Communiste et le pouvoir des Soviets l'abordent avec bonne volonté, le comprennent et lui disent : «Nous te donnons tout ce que nous pouvons te donner, nous voulons t'aider à monter, nous voulons t'aider à accéder dans ta propre langue maternelle aux bienfaits de la culture. Toutes les administrations de l'Etat, la Poste et les Chemins de Fer doivent parler la langue, parce tu es chez toi, dans ton Etat» — le paysan comprendra.

Nous n'avons pas encore résolu la question nationale comme nous n'avons pas encore résolu définitivement aucune question ni économique, ni de culture intellectuelle. Nous avons seulement réalisé les conditions préalables, révolutionnaires, des solutions voulues. Nous avons détruit le tsarisme, prison des nationalités. Il nous appartient maintenant de faire de l'égalité des peuples libérés la réalité pratique quotidienne.

La vigueur du Parti

L'année écoulée a fortifié le Parti qui s'est épuré d'éléments étrangers et enrichi d'éléments prolétariens. Le Parti, en présence de la Nep, a trop bien barricadé ses portes. Il peut offrir plus de facilités d'accès aux travailleurs de l'usine. La prépondérance de plus en plus manifeste des éléments prolétariens dans le Parti est pour lui une garantie de vigueur. Nous en voyons une autre dans son influence grandissante sur la jeunesse ouvrière.

Lénine [3]

Quant à la clarté de pensée et la fermeté de volonté, notre Parti a traversé cette année une épreuve de plus, une lourde épreuve qui pèse encore sur tous les esprits. Je veux parler de la maladie de Vladimir Illitch. Au début de mars, elle s'aggrava. Le Bureau Politique se réunit afin d'en informer le Parti et le pays. Je vous laisse à penser ce que nous éprouvions à ce moment là ! Nous pensions non seulement à Lénine, dont chaque battement de cœur nous est précieux mais à l'impression que produirait sur la classe ouvrière et le parti la mauvaise nouvelle. Nul d'entre nous ne doutait qu'elle serait largement utilisée par nos ennemis mais nul d'entre nous ne doutait qu'il fallait, néanmoins, dire toute la vérité. Dans notre Parti, collectivité d'un demi-million d'hommes, pourvue d'une grande expérience, Lénine occupe une place à part. Il n'y a pas encore eu dans l'histoire de personnalité dont l'importance ait été aussi grande pour un pays ou pour l'humanité. Le fait qu'il ne puisse plus travailler et que son état de santé fut grave ne pouvait pas ne pas nous inspirer de grandes anxiétés politiques. Certes nous avons dit qu'il n'y a pas «... de sauveur suprême, Ni Dieu, ni César, ni tribun...» mais cela n'est vrai qu'en fin de compte. S'il n'y avait eu ni Marx ni Lénine la classe ouvrière eut conçu ses méthodes, formulé sa pensée, lutté et vaincu, tout de même, mais, avec plus de lenteur. Le fait qu'elle a formé Marx et Lénine lui confère un immense avantage. Or, cette année Lénine n'a pu nous prêter, au travail, qu'un concours partiel. Tout dernièrement il nous a donné quelques rappels et quelques directives — sur la paysannerie, l'Etat, la question nationale, — qui nous suffiront pour quelques années. Il fallait pourtant publier l'aggravation de son état de santé. Comment réagirait les masses paysannes pour qui Lénine représente un inappréciable capital moral. C'est dans ces heures de crise qu'on juge la valeur morale d'un parti, la force de son unité, et de sa discipline en présence même de l'élément humain, trop humain... Depuis un moment déjà Lénine a quitté le travail. Le Parti a serré les rangs, écarté tout ce qui pouvait le diviser, diminuer la clarté de sa pensée, diminuer sa combativité.

Le problème du rôle de l'individualité dans l'histoire, que nous étudions jadis en prison et en exil se pose ainsi pratiquement devant le soldat rouge, l'ouvrier, le paysan. Nos militants le posent et y répondent : «Un génie naît par siècle et l'histoire n'en que deux qui se soient mis à la tête du prolétariat : Marx et Lénine.» Le Parti le plus puissant et le plus unanime ne peut pas créer un homme de génie, mais il peut s'efforcer de le remplacer en redoublant l'effort collectif. Telle est la théorie du rôle de l'individualité et de l'effort collectif que nos Commissaires politiques exposent aux soldats rouges. Elle est juste. Lénine en ce moment ne travaille plus. Du premier au dernier travaillons double !

Nous sommes des révolutionnaires de la tête aux pieds.

A notre XI^e congrès, notre premier congrès sans Lénine depuis la Révolution d'Octobre, répétons-nous les règles essentielles qu'il faut graver dans notre conscience :

Ne nous immobilisons pas ; souvenons-nous de l'art des mouvements brusques, manœuvrons, mais ne nous désagrégeons pas ; concluons des alliances temporaires ou durables, mais ne permettons pas à nos alliés de s'introduire dans notre Parti, restons nous-mêmes, restons l'avant-garde de la révolution mondiale. Et lorsque le tocsin retentira en Occident — il y retentira infailliblement — si même nous sommes complètement absorbés, semble-t-il, dans les calculs, les bilans et la Nep, nous répondrons à l'appel sans délai, ni hésitation : Nous sommes des révolutionnaires de la tête aux pieds, nous l'avons toujours été et nous le resterons jusqu'à la fin !

Kharkov le 20 avril 1923

Notes

[1] Il s'agit de l'occupation par l'armée française de la région frontalière industrielle de l'Allemagne : la Rhur. Cette occupation provoqua en Allemagne et en France de forts mouvements de protestations.

[2] Nationaliste ukrainien qui, sous la conduite des impérialistes, s'est violemment opposé aux Soviét.

[3] Cf. une autre traduction de la partie finale de ce texte (à propos de la maladie de Lénine) dans l'ouvrage «Lénine».

Les conditions sont-elles mûres pour le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » ?
Pravda, 30 juin 1923

Article de discussion traduit par nos soins à partir du texte dans le n°4 de la revue britannique What next?
<http://mysite.freemove.com/whatnext>

En liaison avec le mot d'ordre de « Gouvernement Ouvrier et Paysan », le moment est venu, selon moi, d'avancer celui des « États-Unis d'Europe ». C'est seulement en reliant ces deux slogans que nous disposerons d'une réponse précise, à la fois globale et graduelle, aux problèmes les plus brûlants de l'Europe.

La dernière guerre impérialiste était fondamentalement une guerre européenne. La participation épisodique des États-Unis et du Japon n'en modifia pas le caractère européen. Après avoir obtenu ce qu'ils désiraient, les États-Unis se sont retirés du brasier européen et sont retournés chez eux.

C'est parce que les forces productives capitalistes étouffent dans le cadre des États nationaux européens, que la guerre a éclaté. L'Allemagne s'était fixé pour tâche d'« organiser » l'Europe, d'unir économiquement le continent sous son propre contrôle, afin d'être en mesure de concurrencer sérieusement la Grande-Bretagne dans la lutte pour le contrôle du monde. L'objectif de la France était de démanteler l'Allemagne. La faible population française, son caractère essentiellement rural et son conservatisme économique empêchent la bourgeoisie française de envisager d'organiser l'Europe. Cette tâche s'est révélée dépasser les forces du capitalisme allemand, pourtant soutenu par la machine militaire des Hohenzollern. La France victorieuse ne maintient désormais sa domination que par la balkanisation de l'Europe. La Grande-Bretagne encourage et soutient la politique française de morcellement et de pillage de l'Europe, tout en dissimulant ses actes derrière son traditionnel masque d'hypocrisie. En conséquence, notre malheureux continent est découpé, divisé, brisé, désorganisé et balkanisé, transformé en asile de fous. L'invasion de la Ruhr est une opération démente motivée par des calculs à courte vue (la ruine finale de l'Allemagne) – combinaison familière aux psychiatres.

La guerre a éclaté parce que les forces productives ont besoin d'une aire de développement plus vaste, libérée du carcan des barrières douanières. De la même façon, l'occupation de la Ruhr – si dangereuse pour l'Europe et le genre humain -, traduit, de façon déformée, la nécessité économique d'unir les ressources du charbon de la Ruhr à celles de l'acier de Lorraine. L'économie européenne ne peut se développer au sein des États et des frontières douanières imposées à Versailles. L'Europe se trouve devant un choix : soit détruire ces frontières, soit faire face à la menace d'une décadence économique complète. Mais les méthodes adoptées par la bourgeoisie au pouvoir pour dépasser les frontières augmentent seulement le chaos existant et accélèrent la désintégration.

Pour les masses laborieuses d'Europe, il devient de plus en plus clair que la bourgeoisie est incapable de restaurer la vie économique de l'Europe. Le mot d'ordre de « Gouvernement Ouvrier et Paysan » répond à aux aspirations des travailleurs qui veulent de plus en plus trouver une issue par eux-mêmes. Il faut désormais leur désigner la voie du salut plus concrètement, c'est-à-dire expliquer que seule la coopération économique la plus étroite entre peuples d'Europe permettra d'éviter à notre continent la décadence économique et la soumission au puissant capitalisme américain.

Les États-Unis gardent leurs distances par rapport à l'Europe. Ils attendent tranquillement que l'agonie économique du continent leur permette de l'acheter à vil prix ainsi que cela a été le cas de l'Autriche. Mais la France ne peut adopter la même attitude distante vis-à-vis de l'Allemagne, et vice versa. Là se trouve à la fois le problème crucial et la solution de la question européenne. Tout le reste est secondaire. Bien avant le déclenchement de la guerre impérialiste, nous avons affirmé que les États des Balkans étaient incapables d'exister et de se développer, excepté dans le cadre d'une fédération. Et cela s'applique aussi aux divers fragments de l'Empire austro-hongrois, et aux régions occidentales de la Russie tsariste qui se trouvent actuellement hors de l'Union Soviétique. Les Apennins, les Pyrénées et la Scandinavie, telles de grosses branches de l'arbre européen, s'élançant vers les mers mais sont incapables d'avoir une existence indépendante. Le continent européen, en l'état actuel du développement de ses forces productives, est une unité économique, dont tous les éléments ne sont pas encore totalement intégrés, bien sûr, mais une unité possédant des liens internes profonds, ainsi que cela a été prouvé durant la terrible catastrophe de la guerre mondiale, et encore démontré par l'opération démente qu'est l'occupation de la Ruhr. L'Europe n'est pas un terme géographique mais économique, incomparablement plus concret que le marché mondial, surtout dans les conditions actuelles de l'après-guerre. Depuis longtemps on sait que la création d'une fédération jouerait un rôle essentiel dans le développement de la péninsule balkanique ; le moment est venu de proclamer que cette fédération est également vitale pour l'avenir de toute l'Europe balkanisée.

Il reste à considérer la question de l'Union Soviétique d'une part, et celle de la Grande-Bretagne de l'autre. Il va sans dire que l'Union Soviétique ne s'opposera ni à une union fédérative de l'Europe, ni à sa propre adhésion à une telle fédération. Par-là même, un pont solide sera établi entre l'Europe et l'Asie.

La question de la Grande-Bretagne est beaucoup plus conditionnelle ; elle dépend de l'allure à laquelle le développement révolutionnaire progressera. Si un « Gouvernement Ouvrier et Paysan » triomphe en Europe continentale avant que soit renversé l'impérialisme britannique, ce qui est probable, alors la Fédération Européenne des ouvriers et Paysans sera nécessairement dirigée contre le capitalisme britannique. Et, naturellement, dès que celui-ci sera renversé, les îles britanniques seront les bienvenues au sein de la Fédération Européenne.

On pourrait poser la question : pourquoi une fédération européenne et non une fédération mondiale ? Mais cette façon de poser la question est beaucoup trop abstraite. Bien sûr, le développement économique et politique mondial tend à graviter autour d'une économie mondiale unifiée, dont le degré de centralisation dépendra du niveau technologique existant. Mais ici nous ne nous préoccupons pas de la future économie socialiste mondiale, nous cherchons seulement à trouver une issue à l'impasse européenne actuelle. Nous devons offrir une solution aux ouvriers et paysans d'une Europe délabrée, ruinée, indépendamment de la façon dont se développe la révolution en Amérique, en Australie, en Asie, ou en Afrique. De ce point de vue, et en fonction des tâches historiques actuelles, le mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » est inséparable de celui du « Gouvernement Ouvrier et Paysan » ; ce mot d'ordre transitoire indique une issue, une perspective de salut, et fournit en même temps une impulsion révolutionnaire aux masses laborieuses.

Ce serait une erreur de mesurer l'ensemble du processus révolutionnaire mondial à la même aune. Les Etats-Unis ne sont pas sortis de la guerre affaiblis mais renforcés. La stabilité interne de la bourgeoisie américaine demeure considérable. Celle-ci a réduit sa dépendance envers le marché européen au strict minimum. La révolution aux Etats-Unis, considérée séparément de l'Europe, peut donc être une affaire de décennies. Cela signifie-t-il que la révolution européenne doit attendre la révolution américaine ? Certainement pas. La Russie arriérée n'a pas voulu (ni pu) attendre la révolution européenne. L'Europe peut donc encore moins attendre la révolution en Amérique, et elle ne l'attendra pas. L'Europe ouvrière et paysanne, soumise au blocus de l'Amérique capitaliste (et peut-être d'abord à celui de la Grande-Bretagne), ne pourra exister et se développer qu'en formant une union militaire et économique étroitement consolidée.

Les Etats-Unis encouragent la destruction de l'Europe et sont prêts, le moment venu, à en devenir les maîtres. Nous devons être conscients que ce grand danger pourrait pousser très fortement les peuples d'Europe, qui aujourd'hui cherchent à se ruiner mutuellement, à s'unir en des « Etats-Unis d'Europe Ouvriers et Paysans ». Cette opposition entre l'Europe et les Etats-Unis découle de la différence organique entre la situation objective des pays européens et celle de la puissante république transatlantique. Cette opposition n'est en aucune façon dirigée contre la solidarité internationale du prolétariat, ou contre les intérêts de la révolution en Amérique. L'une des raisons du retard de développement de la révolution à travers le monde est la dépendance croissante de l'Europe envers son riche oncle américain (le wilsonisme, l'approvisionnement charitable des régions les plus affamées d'Europe, les « prêts » américains, etc.). Plus les masses populaires d'Europe reprendront confiance en leurs propres forces, confiance qui a été sapée par la guerre, plus elles se rallieront au mot d'ordre de « Républiques Ouvrières et Paysannes Unies d'Europe », et plus rapidement se développera la révolution des deux côtés de l'Atlantique. De même que le triomphe du prolétariat en Russie a stimulé le développement des Partis Communistes en Europe, de même, et à un degré incomparablement supérieur, le triomphe de la révolution en Europe stimulera la révolution en Amérique et dans d'autres parties du monde. Si nous faisons abstraction des développements révolutionnaires en Europe, nous ne pouvons percevoir l'avènement de la révolution américaine que de façon très vague et dans quelques décennies. Par contre, nous pouvons affirmer tranquillement que, du fait de la séquence naturelle des événements historiques, la révolution triomphante en Europe mettra un terme, en quelques années, au pouvoir de la bourgeoisie américaine.

Non seulement la question de la Ruhr, c'est-à-dire du combustible et du fer européen, mais aussi celle des réparations ont un rapport direct avec le cadre offert par les « États-Unis d'Europe ». Le problème des réparations est un problème purement européen, qui ne peut être (et ne sera) résolu dans les prochaines années que par des solutions européennes. L'Europe ouvrière et paysanne aura son propre budget de réparations, comme elle aura son propre budget militaire tant qu'elle sera l'objet de menaces extérieures. Ce budget sera financé par un impôt progressif sur le revenu, par des impôts sur le capital, par la confiscation des richesses pillées durant la guerre, etc. Ses affectations seront déterminées par les structures appropriées de la Fédération Européenne des Ouvriers et Paysans.

Nous ne nous lancerons pas dans des spéculations sur la vitesse à laquelle s'effectuera l'unification des républiques européennes, sur les formes économiques et constitutionnelles qu'elle prendra, et sur le degré de centralisation du régime ouvrier et paysan dans une première période. Nous pouvons remettre à plus tard toutes ces considérations, en nous souvenant de l'expérience acquise avec l'Union Soviétique, construite sur le socle de l'ancienne Russie tsariste. Il est parfaitement évident que les barrières douanières seront abolies. Aux yeux des peuples qui y vivent, l'Europe doit apparaître comme le cadre d'une vie économique de plus en plus unifiée et de plus en plus planifiée.

On pourrait nous objecter que nous parlons en fait d'une Fédération Socialiste Européenne qui sera partie intégrante de la future Fédération Socialiste Mondiale, et qu'un tel régime ne peut être construit que par la dictature du prolétariat. Nous ne répondrons pas ici à cette objection, puisqu'elle a été réfutée durant le débat sur la question du « Gouvernement Ouvrier ». Les « États-Unis d'Europe » est un slogan inséparable du mot d'ordre de « Gouvernement Ouvrier » ou de « Gouvernement Ouvrier et Paysan ». La mise en place d'un « Gouvernement Ouvrier » est-elle possible sans la dictature du prolétariat ? Seule une réponse conditionnelle peut être donnée à cette question. En tout cas, nous voyons le « Gouvernement Ouvrier » comme une étape vers la dictature du prolétariat. D'où la grande valeur de ce mot d'ordre pour nous. Mais le mot d'ordre d'« États-Unis d'Europe » a une signification exactement similaire et parallèle. Sans ce mot d'ordre supplémentaire, la résolution des problèmes fondamentaux de l'Europe reste suspendue en l'air.

Mais ce mot d'ordre ne fera-t-il pas le jeu des pacifistes ? Je ne crois pas qu'il existe une « gauche » qui considère ce danger comme une raison suffisante pour rejeter ce mot d'ordre. Après tout, nous sommes en 1923, et nous avons tiré quelques leçons du passé. Les mêmes raisons (ou plutôt les mêmes prétextes fallacieux) de craindre une interprétation pacifiste du mot d'ordre des « États-Unis d'Europe » ont déjà été avancées à propos du « Gouvernement Ouvrier et Paysan » et de la possibilité qu'on en fasse une interprétation démocratique-SR. Bien sûr, si nous avançons les « États-Unis d'Europe » comme un programme indépendant, comme une panacée pour réaliser la pacification et la reconstruction de l'Europe, et si nous l'isolons de slogans comme le « Gouvernement Ouvrier » et le Front Unique, et de la lutte de classes, nous finirons dans le wilsonisme démocratique, le kautskysme, et même dans une attitude plus dégradante (en admettant qu'il existe plus dégradant que le kautskysme). Mais je le répète, nous vivons en l'an 1923 et avons un peu appris du passé. L'Internationale Communiste est désormais une réalité et ce n'est pas Kautsky qui déclenchera et contrôlera le combat associé à ces mots d'ordre. Notre façon de poser les problèmes est diamétralement opposée à celle de Kautsky. Le pacifisme est un programme académique, dont l'objet est d'éviter l'action révolutionnaire. Notre formulation, au contraire, incite à la lutte. Pour les ouvriers d'Allemagne, pas les ouvriers communistes (il n'est pas nécessaire de les convaincre), mais pour les ouvriers en général, et en premier lieu les ouvriers sociaux-démocrates, qui craignent les conséquences économiques du combat pour le gouvernement ouvrier ; pour les ouvriers de France, dont l'esprit est encore obsédé par la question des réparations et de la dette ; pour les ouvriers d'Allemagne, de France et de toute l'Europe qui craignent que l'établissement d'un régime ouvrier provoque l'isolement et la ruine économique de leurs pays respectifs, nous disons : Même si elle est temporairement isolée (et avec un allié à l'Est aussi important que l'Union Soviétique, l'Europe ne sera pas aisément isolée) l'Europe sera en mesure non seulement de se maintenir, mais aussi de se consolider et progresser, une fois qu'elle aura détruit les barrières douanières et se sera unie aux inépuisables richesses naturelles de la Russie. Les « États-Unis d'Europe » - une perspective purement révolutionnaire – sont la prochaine étape de notre perspective révolutionnaire générale. Cette étape est déterminée par les profondes différences entre la situation de l'Europe et celle de l'Amérique. Qui ignore ces différences noie la perspective révolutionnaire générale dans des considérations historiques abstraites, quelles que soient ses intentions. Naturellement, la Fédération Ouvrière et Paysanne ne s'arrêtera pas à sa phase européenne. Comme nous l'avons dit, notre Union Soviétique offre un pont vers l'Asie à l'Europe et vers l'Europe à l'Asie. Il ne s'agit donc pour le moment que d'une étape, mais une étape d'une grande importance historique, que nous devons commencer par franchir.

Rapport fait par Trotsky, le 28 juillet 1924, à l'assemblée des vétérinaires de Moscou

Des postulats de la révolution prolétarienne

Dix années se sont écoulées depuis le début de la guerre impérialiste. Durant cette décade, le monde a considérablement changé, mais bien moins que nous ne le supposions et ne l'espérions il y a dix ans. Nous considérons l'histoire du point de vue de la révolution sociale. Ce point de vue est en même temps théorique et pratique. Nous analysons les conditions de l'évolution telles qu'elles se forment sans nous et indépendamment de notre volonté, afin de les comprendre et d'agir sur elles par notre volonté active, c'est-à-dire par la volonté de la classe organisée. Ces deux côtés dans notre façon marxiste d'aborder l'histoire sont indissolublement liés. Si l'on se borne à constater ce qui se passe, on arrive en définitive au fatalisme, à l'indifférence sociale qui, à certains degrés, prend la forme du menchevisme, où il y a une grande part de fatalisme et de résignation au cours des événements. D'autre part, si l'on se borne à l'activité, à la volonté révolutionnaires, on risque de tomber dans le subjectivisme, qui comporte un grand nombre de variétés : l'anarchisme en est une, le socialisme-révolutionnaire de gauche une autre, enfin, c'est à ce subjectivisme qu'il faut rapporter les phénomènes qui se produisent dans le communisme lui-même et que Lénine a qualifiés de " maladie infantile de gauche ". Tout l'art de la politique révolutionnaire consiste à savoir allier la constatation objective et la réaction subjective. Et n'est en cela que consiste l'essence de la doctrine léniniste.

J'ai dit que nous abordions l'histoire du point de vue de la révolution qui doit transmettre le pouvoir aux mains de la classe ouvrière pour la refonte communiste de la société. Quels sont les postulats de la révolution sociale, dans quelles conditions peut-elle surgir, se développer et vaincre ? Ces postulats sont très nombreux. Mais on peut les rassembler en trois et même en deux groupes : les postulats objectifs et les postulats subjectifs : Les postulats objectifs reposent sur un niveau déterminé de développement des forces de production. (C'est là une chose élémentaire, mais il n'est pas inutile de revenir de temps en temps à " l'alpha-beta ", aux fondements du marxisme, afin d'arriver, à l'aide de l'ancienne méthode, aux nouvelles conclusions qu'impose la situation actuelle). Ainsi donc, le postulat capital de la révolution sociale est un niveau déterminé de développement des forces productives, un niveau où le socialisme et ensuite le communisme, comme mode de production et de répartition des biens, offrent des avantages matériels. Il est impossible d'édifier le communisme ou même le socialisme à la campagne, où règne encore la herse. Il faut un certain développement de la technique.

Or, ce niveau de développement est-il atteint dans l'ensemble du monde capitaliste ? Oui, incontestablement. Qu'est-ce qui le prouve ? C'est que les grandes entreprises capitalistes, les trusts, les syndicats, triomphent dans le monde entier des petites et moyennes entreprises. Ainsi donc, une organisation économique sociale qui s'appuierait uniquement sur la technique des grandes entreprises, qui serait construite sur le modèle des trusts et des syndicats, mais sur les bases de la solidarité, qui serait étendue à une nation, à un Etat, puis au monde entier, offrirait des avantages matériels énormes. Ce postulat existe depuis longtemps.

Deuxième postulat objectif : il faut que la société soit dissociée de façon qu'il y ait une classe intéressée à la révolution socialiste et que cette classe soit assez nombreuse et assez influente au point de vue de la production pour faire elle-même cette révolution. Mais cela ne suffit pas. Il faut encore que cette classe – et là nous passons au postulat subjectif – comprenne la situation, qu'elle veuille consciemment le changement de l'ancien ordre de choses, qu'elle ait à sa tête un parti capable de la diriger au moment du coup de force et de lui assurer la victoire. Or cela présuppose un certain état de la classe bourgeoise dirigeante qui doit avoir perdu son influence sur les masses populaires, être ébranlée dans ses propres rangs, avoir perdu de son assurance. Cet état de la société représente précisément une situation révolutionnaire. Ce n'est que sur des bases sociales de production déterminées que peuvent surgir les prémisses psychologiques, politiques et organiques pour la réalisation de l'insurrection et sa victoire.

Le deuxième postulat : dissociation de classe, autrement dit rôle et importance du prolétariat dans la société, existe-t-il ? Oui, il existe déjà depuis des dizaines d'années. C'est ce que prouve, mieux que tout, le rôle du prolétariat russe, qui pourtant est de formation relativement récente. Qu'est-ce qui a manqué jusqu'à présent ? Le dernier postulat subjectif, la conscience par le prolétariat d'Europe de sa situation dans la société, une organisation et une éducation appropriées, un parti capable de diriger le prolétariat. Voilà ce qui a manqué. Maintes fois, nous marxistes, nous avons dit que, en dépit de toutes les théories idéalistes, la conscience de la société retarde sur son développement, et nous en avons une preuve éclatante dans le sort du prolétariat mondial. Les forces de production sont depuis longtemps mûres pour le socialisme. Le prolétariat, depuis longtemps, tout au moins dans les pays capitalistes les plus importants, joue un rôle économique décisif. C'est de lui que dépend tout le mécanisme de la production et, par suite, de la société. Ce qui fait défaut, c'est le dernier facteur subjectif : la conscience retarde sur la vie.

La guerre impérialiste a été le châtement historique de ce retard sur la vie, mais, d'autre part, elle a donné au prolétariat une puissante impulsion. Elle a eu lieu parce que le prolétariat n'a pas été en état de la prévenir, car il n'était pas encore arrivé à se connaître dans la société, à comprendre son rôle, sa mission historique, à s'organiser, à s'assigner la tâche de la prise du pouvoir et 'à s'en acquitter. En même temps, la guerre impérialiste, qui a été un châtement non pas d'une faute mais d'un malheur du prolétariat, devait être et a été un puissant facteur révolutionnaire.

La guerre a montré la nécessité profonde, urgente, d'un changement du régime social. Bien avant la guerre, le passage à l'économie socialiste présentait des avantages sociaux considérables, autrement dit, les forces de production se seraient, sur les bases socialistes, développées beaucoup plus alors que sur les bases capitalistes. Mais, même sur les bases du capitalisme, les forces de production avant la guerre croissaient rapidement, non seulement en Amérique, mais aussi en Europe. C'est en cela que consistait la "justification" relative de l'existence du capitalisme lui-même. Depuis la guerre impérialiste, le tableau est tout autre : les forces de production, loin de croître, diminuent. Et il ne peut s'agir maintenant que de réparer les destructions, mais non de continuer à développer les forces de production. Ces dernières, encore plus qu'auparavant, sont à l'étroit dans le cadre de la propriété individuelle et dans le cadre des Etats créés par la paix de Versailles. Le fait que la progression de l'humanité est maintenant, inconciliable avec l'existence du capitalisme, a été prouvé incontestablement par les événements des dix dernières années. En ce sens, la guerre a été un facteur révolutionnaire. Mais, elle ne l'a pas été seulement dans ce sens. Détraquant impitoyablement toute l'organisation de la société, elle a tiré de l'ornière du conservatisme et de la tradition la conscience des masses laborieuses. Nous sommes entrés dans l'époque de la révolution.

Les dix dernières années (1914-1924)

Si l'on aborde de ce point de vue la dernière décade, on voit qu'elle se divise en plusieurs périodes nettement délimitées. La première est celle de la guerre impérialiste, qui embrasse plus de quatre années (pour la Russie, un peu plus de trois). Une nouvelle période commence en février et, particulièrement, en octobre 1917. C'est la période de liquidation révolutionnaire de la guerre. Les années 1918-1919 et une partie de l'année 1920 (tout au moins pour quelques pays) furent entièrement remplies par la liquidation de la guerre impérialiste et l'attente de la Révolution prolétarienne dans toute l'Europe. Nous assistâmes alors à la Révolution d'Octobre en Russie, au renversement des monarchies dans les Empires centraux, à un puissant mouvement prolétarien dans toute l'Europe et même en Amérique. Les dernières vagues de cette tempête révolutionnaire furent l'insurrection de septembre 1920 en Italie et les événements de mars 1921 en Allemagne. L'insurrection de septembre 1920 en Italie coïncide presque avec l'offensive de l'Armée Rouge sur Varsovie qui, elle aussi, était partie constitutive du courant révolutionnaire et qui reflua avec ce dernier. On peut dire que cette époque de pression révolutionnaire directe d'après-guerre se termine par l'explosion de mars 1921 en Allemagne. Nous avons vaincu dans la Russie tsariste, où le prolétariat a maintenu son pouvoir. Les monarchies de l'Europe centrale ont été renversées presque sans coup férir. Mais, nulle part, le prolétariat ne s'est emparé du pouvoir, sauf en Hongrie et en Bavière où il n'a pu le conserver que très peu de temps.

Il pouvait alors sembler et il semblait en réalité à nos ennemis que s'ouvrait une époque de restauration de l'équilibre capitaliste, de pansement des blessures portées par la guerre impérialiste et de consolidation de la société bourgeoise.

Du point de vue de notre politique révolutionnaire, cette nouvelle période commence par une retraite. Cette retraite, nous l'avons proclamée officiellement, non sans une sérieuse lutte intérieure, au IIIe Congrès de l'I.C., vers le milieu de l'année 1921. Nous avons constaté alors que la première poussée consécutive à la guerre impérialiste avait été insuffisante pour la victoire, car il n'y avait pas alors en Europe de parti dirigeant capable d'assurer la victoire, et que le dernier grand événement de cette période triennale, l'insurrection de mars en Allemagne, était gros de danger et montrait clairement que, si le mouvement continuait dans cette voie, il menaçait de détruire le jeune Parti de l'Internationale Communiste. Le IIIe Congrès a crié " En arrière ! Reculons du front de bataille direct sur lequel nos partis européens ont été jetés par les événements d'après-guerre." C'est, alors que commence l'époque de la lutte pour l'influence sur les masses, la période de travail acharnée d'agitation et d'organisation sous le mot d'ordre du front prolétarien unique, puis sous celui du front ouvrier et paysan unique. Cette période a duré environ deux ans. Et, pendant ce court espace de temps, une mentalité adaptée à un travail mesuré d'agitation et de propagande a eu le temps de s'élaborer. Les événements révolutionnaires, semblait-il, reculaient dans un avenir indéterminé mais assez lointain. Pourtant, dans la deuxième année de cette courte période, l'Europe a été de nouveau ébranlée par la secousse de l'occupation de la Ruhr.

Au premier abord, l'occupation de la Ruhr pouvait sembler un épisode peu important pour l'Europe ensanglantée et épuisée, qui avait traversé quatre années de la plus horrible guerre. Au fond, cette occupation fut comme une courte répétition de la guerre impérialiste. Les Allemands ne résistèrent pas, car ils ne le pouvaient pas, et les Français envahirent la région industrielle sur laquelle pivotait l'économie allemande. Par suite, l'Allemagne et,

jusqu'à un certain point, le reste de l'Europe, se trouvèrent en quelque sorte en état de guerre. L'économie allemande et, par ricochet, l'économie française, se trouvèrent désorganisées.

Cinq années après que la guerre impérialiste eut ébranlé le monde entier, soulevé les couches les plus retardataires des travailleurs mais sans les mener à la victoire, l'histoire fit en quelque sorte une nouvelle expérience, un nouvel examen. Je vais vous donner, semblait-elle dire, une courte répétition de la guerre impérialiste. J'ébranlerai dans ses fondements l'économie déjà profondément détraquée de l'Europe, et je vous donnerai, à vous prolétariat, Partis communistes, la possibilité de rattraper le temps perdu pendant ces dernières années. En 1923, en effet, la situation en Allemagne évolue brusquement et radicalement vers la révolution. La société bourgeoise est ébranlée jusque dans ses fondements. Le président du conseil des ministres, Stresemann, déclare ouvertement qu'il est à la tête du dernier gouvernement bourgeois d'Allemagne. Les fascistes disent : "Que les communistes viennent au pouvoir et après ce sera notre tour". L'existence nationale de l'Allemagne est complètement détraquée. On se souvient de la dégringolade du mark et du sort de l'économie allemande pendant cette période. Les masses affluent spontanément au Parti communiste. La social-démocratie, qui est actuellement la principale force au service de l'ancienne société, est scindée, affaiblie, n'a plus confiance en elle-même. Les ouvriers désertent ses rangs. Et maintenant quand on considère cette période qui embrasse presque toute l'année 1923, particulièrement la deuxième partie, après le mois de juin, après la cessation de la résistance passive, on se dit : l'histoire n'a jamais créé et ne créera probablement jamais de conditions plus favorables pour la révolution du prolétariat et la prise du pouvoir. Si l'on demandait à nos jeunes savants marxistes d'imaginer une situation plus favorable à la prise du pouvoir par le prolétariat, je crois bien qu'ils n'y arriveraient pas, à condition évidemment qu'ils opèrent sur des données réelles et non sur des données fantaisistes. Mais une chose a manqué. Le Parti communiste n'a pas été assez trempé, assez clairvoyant, assez résolu et assez combatif pour assurer l'intervention au moment nécessaire et la victoire. Et, par cet exemple, nous apprenons de nouveau à comprendre le rôle et l'importance d'une direction juste du Parti communiste, direction qui, au point de vue historique, est le dernier facteur, mais qui par l'importance est loin d'être le dernier facteur de la révolution prolétarienne.

L'échec de la Révolution allemande marque une nouvelle période dans le développement de l'Europe et, en partie, du monde entier. Nous avons caractérisé cette nouvelle période comme la période d'arrivée au pouvoir des éléments démocratico-pacifistes de la société bourgeoise. Les fascistes ont fait place aux pacifistes, aux démocrates, aux mencheviks, aux radicaux et autres partis petits-bourgeois. Certes, si la révolution avait triomphé en Allemagne, tout le chapitre historique que nous feuilletons maintenant aurait un contenu tout autre. Si même, en France, le gouvernement Herriot fût venu au pouvoir, il n'aurait pas eu la même physionomie et son existence eût été beaucoup plus courte, quoique je ne réponde pas de sa stabilité. Il en est de même de Mac Donald et de toutes les autres variétés du type démocratico-pacifiste.

Fascisme, démocratie, kérenskisme

Pour comprendre le changement qui s'est opéré, il faut savoir ce qu'est le fascisme et ce qu'est le réformisme pacifiste, que l'on appelle parfois kérenskisme. J'ai déjà donné une définition de ces conceptions courantes, mais je la répéterai. Car, sans une compréhension juste du fascisme et du néo-réformisme, on a inévitablement une perspective politique fautive.

Le fascisme peut, selon les pays, avoir des aspects divers, une composition sociale différente, c'est-à-dire se recruter parmi des groupes différents ; mais il est essentiellement le groupement combatif des forces que la société bourgeoise menacée fait surgir pour repousser le prolétariat dans la guerre civile. Quand l'appareil étatique démocratico-parlementaire s'empêtre dans ses propres contradictions internes, quand la légalité bourgeoise est une entrave pour la bourgeoisie elle-même, cette dernière met en action les éléments les plus combattifs dont elle dispose, les libère des freins de la légalité, les oblige à agir par toutes les méthodes de destruction et de terreur. C'est là le fascisme. Ainsi donc, le fascisme est l'état de guerre civile pour la bourgeoisie qui rassemble ses troupes, de même que le prolétariat groupe ses forces et ses organisations pour l'insurrection armée au moment de la prise du pouvoir. Par suite, le fascisme ne peut être de longue durée ; il ne peut être un état normal de la société bourgeoise, de même que l'état d'insurrection armée ne peut être l'état constant, normal, du prolétariat, et alors la bourgeoisie restaure progressivement son appareil étatique normal, ou bien la victoire du prolétariat, et alors il n'y a plus de place pour le fascisme, mais pour d'autres raisons. Comme nous le savons par notre expérience, le prolétariat victorieux dispose de moyens efficaces pour empêcher le fascisme d'exister et, à plus forte raison, de se développer. Ainsi donc, le remplacement du fascisme par " l'ordre " normal bourgeois était prédéterminé par le fait que les attaques du prolétariat, la première (1918-1921) comme la seconde (1923) avaient été repoussées. La société bourgeoise avait tenu bon et elle reprenait jusqu'à un certain point confiance. La bourgeoisie n'est pas aujourd'hui menacée assez directement en Europe pour armer et mettre en action les fascistes. Mais elle ne se sent pas assez solidement assise pour gouverner personnellement. Voilà pourquoi, entre deux actes du drame historique, le menchevisme est nécessaire. Le gouvernement Mac Donald est nécessaire à la bourgeoisie en Angleterre. Le Bloc des gauches lui est encore plus nécessaire en France.

Peut-on, néanmoins, considérer le gouvernement travailliste et le Bloc des gauches comme le régime du kérenskisme ? Nous avons donné conditionnellement cette dénomination au réformisme dont nous attendions l'avènement il y a environ trois ans, alors que nous escomptions la coïncidence de l'évolution parlementaire à gauche en France et en Angleterre avec les changements révolutionnaires en Allemagne. Cette coïncidence ne s'est pas produite par suite de la défaite de la Révolution allemande en octobre de l'année dernière. Parler maintenant de kérenskisme à propos du Bloc des gauches ou du gouvernement Mac Donald, c'est démontrer son inintelligence de la situation.

Qu'est-ce que le kérenskisme ? C'est un régime où la bourgeoisie, n'espérant plus ou n'espérant pas encore vaincre dans la guerre civile ouverte, fait les concessions les plus extrêmes et les plus risquées et transmet le pouvoir aux éléments les plus "gauches" de la démocratie bourgeoise. C'est le régime où l'appareil de répression échappe en fait aux mains de la bourgeoisie. Il est clair que le kérenskisme ne saurait être un état social durable. Il doit se terminer, soit par la victoire des korniloviens (c'est-à-dire des fascistes pour l'Europe), soit par celle des communistes. Le kérenskisme est le prélude direct d'Octobre, quoique évidemment Octobre ne doive pas nécessairement, dans tous les pays, surgir du kérenskisme...

Peut-on, dans ce sens, qualifier de kérenskisme le régime de Mac Donald ou du Bloc des gauches ? Non. La situation en Angleterre n'est pas du tout ce qu'elle était en Russie en été 1917. Les forces du Parti communiste anglais ne permettent pas d'envisager la prise prochaine du pouvoir. Puisqu'il en est ainsi, il n'y a pas de base non plus pour le kornilovisme. Selon toute vraisemblance, Mac Donald cédera la place aux conservateurs ou aux libéraux. En France, l'état de l'appareil étatique et les forces du Parti communiste ne permettent pas de supposer que le régime du Bloc des gauches évoluera directement et rapidement vers la révolution prolétarienne. La conception du kérenskisme est évidemment, en l'occurrence, hors de mise. Il faudrait un sérieux revirement des événements pour que l'on puisse parler de kérenskisme.

En conséquence, une question, capitale maintenant, se pose à nous : qu'est-ce que cette période actuelle de réformisme ? Quelles sont ses bases ? Ce régime peut-il se consolider, peut-il devenir un état normal pendant une série d'années – ce qui impliquerait évidemment un retard correspondant de la révolution prolétarienne ? C'est là la question cardinale du moment présent. Comme je l'ai déjà dit, elle ne peut être résolue uniquement sur le terrain subjectif, c'est-à-dire d'après nos désirs, d'après notre envie de changer la situation. Et, en l'occurrence, comme toujours, l'analyse objective, l'appréciation de ce qui est, de ce qui change, de ce qui devient doit être le postulat de notre action. Essayons donc d'aborder la question de ce point de vue.

De quoi dépend le sort du réformisme "européen" ?

Ce sont maintenant les réformistes qui sont au pouvoir dans les principaux pays européens. Le réformisme présuppose certaines concessions de la part des classes possédantes aux classes non possédantes, quelques "sacrifices" modestes de l'Etat bourgeois en faveur de la classe ouvrière. Peut-on penser que, dans l'Europe actuelle, incomparablement plus pauvre qu'avant la guerre, il y ait une base économique pour de larges et profondes réformes sociales ? Les réformistes eux-mêmes, tout au moins sur le continent, parlent très peu de ces réformes. Si l'on envisage maintenant des "réformes sociales" c'est plutôt dans le camp bourgeois : on se propose de supprimer la journée de huit heures ou tout au moins d'y apporter les correctifs qui, en fait, la rendront inexistante. Mais il est une question pratique qui a des affinités avec les "réformes" et qui est une question de vie ou de mort pour les ouvriers européens et avant tout pour les ouvriers d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne et même de France. Cette question, c'est celle de la stabilisation des changes. La stabilisation de la monnaie fiduciaire, mark, couronne ou franc, entraîne celle des salaires et les empêche de se déprécier. C'est là une question capitale pour tout le prolétariat de l'Europe continentale. Il est indubitable que les succès relatifs et essentiellement précaires obtenus dans la stabilisation de la monnaie sont une des principales bases de l'ère réformiste pacifiste. Si en Allemagne le mark s'effondrait, la situation révolutionnaire se représenterait intégralement, et si le franc français continuait à dégringoler comme il l'a fait il y a quelques mois, le sort du ministère Herriot serait encore plus problématique que maintenant.

La question du néo-réformisme qui se pose à nous doit être par conséquent formulée ainsi : sur quoi est fondé l'espoir d'une consolidation d'un équilibre économique relatif et temporaire et, en particulier, l'espoir de la stabilisation de la monnaie et des salaires ? Qu'est-ce qui autorise cet espoir et dans quelle mesure est-il fondé ? Cette question nous amène à considérer le facteur capital de l'histoire contemporaine de l'humanité : les Etats-Unis. Vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est, dans un certain sens, compter sans le maître. Car, le maître de l'humanité capitaliste, c'est New York et Washington, c'est le gouvernement américain. Nous le voyons maintenant, par exemple, par le Plan des Experts. L'Europe, hier encore, si puissante et si fière de sa culture et de son passé historique doit maintenant, pour se tirer de l'impasse, des contradictions et des malheurs qu'elle a attirés elle-même sur sa tête, faire venir d'outre-atlantique un général Dawes qui n'est peut-être pas très intelligent, qui n'a peut-être même aucune intelligence. Cet homme arrive, il s'assied à table en arbitre souverain et même, comme le disent quelques-uns, met ses jambes sur la table et établit un tableau exact des modes et des délais de

restauration de l'Europe. Puis, il présente ce tableau aux gouvernements européens pour qu'ils s'y conforment. Et ils s'y conformeront. Hughes, le ministre américain des Affaires étrangères, fait un voyage non officiel en Europe et, pendant ce temps, Mac Donald et Herriot organisent une conférence archi-officielle. Derrière la conférence, dans les coulisses, se tient Hughes, qui exige et ordonne. Pourquoi ? Parce qu'il a la force. En quoi consiste cette force ? Dans le capital, dans la richesse, dans une puissance économique formidable [1]. Le développement antérieur de l'Europe et du monde entier s'effectuait, dans une mesure considérable, sous la direction de l'Angleterre. La première, l'Angleterre avait su largement utiliser le charbon et le fer et, par suite, s'assurer pour longtemps la direction du monde. En d'autres termes, elle réalisait politiquement sa prépondérance économique et en tirait parti dans ses rapports internationaux. Elle dominait en Europe en opposant un pays à l'autre, en consentant ou en refusant des emprunts, en finançant la lutte contre la Révolution française, etc. Elle avait la haute main sur le monde entier. Mais sa prépondérance au moment de son plus grand épanouissement n'est rien en comparaison de celle dont les Etats-Unis disposent actuellement sur le reste du monde, l'Angleterre y comprise. Et c'est là la question capitale de l'histoire européenne et mondiale. Ne pas la comprendre, c'est être incapable de comprendre le prochain chapitre de notre histoire. Ce n'est pas par l'effet du hasard que le général Dawes a franchi l'Océan, que nous sommes obligés de savoir qu'il s'appelle Dawes et qu'il a le titre de général. Il a avec lui plusieurs banquiers américains, qui examinent les papiers des gouvernements européens et déclarent : nous ne permettrons pas ceci, nous exigeons cela. Pourquoi ce ton autoritaire ? Tout le système des réparations échouera si l'Amérique n'effectue pas le premier versement 800 millions de marks-or pour assurer la monnaie allemande. De l'Amérique dépend la stabilisation ou la chute du franc, et aussi, dans une moindre mesure, de la livre sterling. Or, le mark, le franc et la livre sterling jouent un certain rôle dans la vie des peuples.

L'impérialisme "pacifiste" des Etats-Unis

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Amérique s'est engagée entièrement et définitivement dans la voie d'une politique impérialiste mondiale active. Le revirement de sa politique remonte aux dernières années du XIXe siècle.

La guerre hispano-américaine a eu lieu en 1898 ; les Etats-Unis se sont alors emparés de Cuba et, par là même, se sont assurés la clé du canal de Panama et, par suite, une issue dans l'Océan Pacifique, vers la Chine, vers le continent asiatique. En 1900, l'exportation des produits industriels a, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, dépassé leur importation. Et, ainsi, l'Amérique a pu entreprendre une politique mondiale active.

En 1903, l'Amérique détache de la Colombie la province de Panama, dont elle fait proclamer et reconnaître l'indépendance. Elle agit de même aux îles Hawaï et, me semble-t-il, aux îles Samoa. Quand elle veut annexer un territoire étranger ou mettre un pays en tutelle, elle organise une petite révolution indigène, puis intervient pour pacifier le pays, – ce que fait maintenant Dawes pour l'Europe ruinée par la guerre menée avec l'aide de l'Amérique. En 1903, les Etats-Unis s'assurent ainsi l'isthme de Panama, procèdent au percement du canal, dont l'achèvement, en 1914, ouvre, au sens véritable du mot, un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Amérique et de tout le globe terrestre. Les Etats-Unis ont radicalement corrigé la géographie dans l'intérêt de l'impérialisme américain. Comme on le sait, leur industrie est concentrée dans la partie orientale du pays, vers l'Atlantique. La partie occidentale est surtout agricole. Les Etats-Unis sont principalement attirés vers la Chine, qui a une population de 400 millions et des richesses incalculables. Par le canal de Panama, leur industrie s'ouvre vers l'Occident une voie maritime qui leur permet une économie de plusieurs milliers de kilomètres. Les années 1898, 1900, 1914 et 1920 sont des dates marquant les principales étapes de la voie de l'impérialisme où se sont engagés délibérément les Etats-Unis. De ces étapes, la guerre mondiale a été la plus importante. Les Etats-Unis n'y sont entrés qu'à la dernière heure, ils ont attendu trois ans avant de sortir de leur " neutralité ". Bien plus, deux mois avant leur intervention, Wilson déclarait qu'il ne pouvait être question de la participation de l'Amérique la folie sanglante des peuples européens. Trois années durant, les Etats-Unis se sont contentés de convertir méthodiquement en dollars le sang des " fous " d'Europe. Mais, au moment où la guerre menaçait de se terminer par la victoire de l'Allemagne, leur rival le plus dangereux, les Etats-Unis sont intervenus, et c'est ce qui a décidé de l'issue de la lutte.

Fait remarquable : c'est dans un but intéressé que l'Amérique a alimenté la guerre par son industrie ; c'est dans un but intéressé qu'elle est intervenue, afin d'écraser un concurrent redoutable ; et, pourtant, elle a conservé une solide réputation de pacifisme. C'est là un des paradoxes de l'histoire, paradoxe qui n'a et n'aura rien de réjouissant pour nous. L'impérialisme américain, essentiellement brutal, impitoyable, rapace, a, grâce aux conditions spéciales de l'Amérique, la possibilité de se draper dans le manteau du pacifisme, ce que ne peuvent faire les aventuriers impérialistes de l'Ancien Monde. Il y a à cela des raisons géographiques et historiques. Les Etats-Unis n'ont pas eu besoin d'entretenir d'armée terrestre. Pourquoi ? Parce qu'ils sont séparés par d'immenses océans de leurs rivaux. L'Angleterre est une île, et c'est là un des facteurs déterminants de son caractère, en même temps qu'un de ses principaux avantages. Les Etats-Unis sont aussi une vaste île par rapport au groupe des anciennes parties du monde. L'Angleterre se protège par sa flotte. Mais, si l'on parvient à percer son front naval, il est facile de la conquérir, car elle ne représente qu'une étroite bande de terre. Mais essayez de conquérir les Etats-Unis ! C'est une île qui a en même temps tous les avantages de la Russie, l'immensité du

territoire. Même sans flotte, les Etats-Unis seraient presque invulnérables, par suite de leur vaste superficie. Voilà la raison géographique essentielle qui leur a permis de s'affubler de ce masque de pacifisme. En effet, contrairement à l'Europe et aux autres pays, l'Amérique, jusqu'à présent, n'avait pas d'armée. Et si elle vient d'en créer une, c'est qu'on l'y a forcée. Qui l'y a forcée ? Les barbares, le kaiser, les impérialistes allemands.

C'est dans l'histoire qu'il faut chercher la seconde raison de la réputation de pacifisme des Etats-Unis. Ces derniers sont intervenus sur l'arène mondiale, alors que le globe terrestre tout entier était déjà conquis, partagé et opprimé. C'est pourquoi l'avance impérialiste des Etats-Unis s'effectue sous les mots d'ordre : " Liberté des mers ", " Portes ouvertes ", etc., etc. Aussi, quand l'Amérique est obligée d'accomplir ouvertement une canaillerie militariste, la responsabilité aux yeux de la population et, dans une certaine mesure, de l'humanité tout entière, en incombe uniquement aux citoyens retardataires du reste du monde.

Wilson a aidé à achever l'Allemagne, puis il est arrivé en Europe armé de ses quatorze points, où il promettait le bonheur général, la paix universelle, le châtement du kaiser criminel, proclamait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le règne de la justice, etc. Et, durant de longs mois, les petits-bourgeois et même une grande partie des ouvriers européens, crurent en l'évangile de Wilson. Représentant du capital américain, qui s'était souillé de sang en attisant la guerre européenne, ce professeur de province apparut en Europe comme l'apôtre du pacifisme et de la réconciliation. Et tous disaient : Wilson donnera la paix, Wilson restaurera l'Europe. Mais Wilson ne réussit pas du premier coup à obtenir ce qu'est venu maintenant réaliser le général Dawes avec son escorte de banquiers et, froissé, il tourna le dos à l'Europe et rentra chez lui. Quelles ne furent pas alors les clameurs des démocrates-pacifistes et des social-démocrates contre la folie de la bourgeoisie européenne, qui n'avait pas voulu s'entendre avec Wilson et n'avait pas su réaliser la pacification et le bonheur de l'Europe !

Wilson fut écarté. Le parti républicain vint au pouvoir. L'Amérique traversa alors une période de prospérité commerciale et industrielle basée presque uniquement sur le marché intérieur, c'est-à-dire sur un équilibre temporaire entre l'industrie et l'agriculture, entre l'Est et l'Ouest du pays. Cette prospérité ne dura que deux ans : elle prit fin en 1923. Mais, depuis le printemps dernier, il s'est manifesté des indices indubitables d'une crise commerciale et industrielle, précédée d'ailleurs par une forte crise agraire qui a frappé cruellement les régions agricoles du pays. Et, comme toujours, cette crise a donné à l'impérialisme une nouvelle impulsion vivifiante, Le capital financier des Etats-Unis a expédié ses représentants en Europe pour parachever l'œuvre commencée pendant la guerre impérialiste et continuée par la paix de Versailles, c'est-à-dire la mise en tutelle économique de l'Europe.

Le plan des Etats-Unis : mettre l'Europe à la portion congrue

Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter et de vendre. Déjà, dans les thèses pour le 3e Congrès de l'I.C., nous écrivions que l'Europe est balkanisée. Cette balkanisation se poursuit maintenant. Les Etats des Balkans ont toujours eu des protecteurs dans la personne de la Russie tsariste ou de l'Autriche-Hongrie, qui leur imposaient le changement de leur politique, de leurs gouvernants ou même de leurs dynasties (Serbie). Maintenant, l'Europe se trouve dans une situation analogue à l'égard des Etats-Unis et en partie de la Grande-Bretagne. Au fur et à mesure que se développeront leurs antagonismes, les gouvernements européens iront chercher aide et protection à Washington et à Londres ; le changement des partis et des gouvernements sera déterminé en dernière analyse par la volonté du capital américain, qui indiquera à l'Europe combien elle doit boire et manger... Le rationnement, nous le savons par expérience, n'est pas toujours très agréable. Or, la ration strictement limitée qu'établiront les Américains pour les peuples d'Europe s'appliquera également aux classes dominantes non seulement d'Allemagne et de France, mais aussi, finalement, de Grande-Bretagne. L'Angleterre doit envisager cette éventualité. Mais maintenant l'Amérique, dit-on, marche avec l'Angleterre ; il s'est formé un bloc anglo-saxon, il existe un capital anglo-saxon, une politique anglo-saxonne ; l'antagonisme essentiel du monde est celui qui divise l'Amérique et le Japon. Parler ainsi, c'est montrer son incompréhension de la situation. L'antagonisme capital du monde est l'antagonisme anglo-américain. C'est ce que montrera de plus en plus nettement l'avenir.

L'impérialisme américain et la social-démocratie européenne

Mais avant d'aborder cette question importante, examinons quel est le rôle que réserve le capital américain aux radicaux et aux menchéviks européens, à la social-démocratie dans cette Europe qui va être réduite à la portion congrue.

La social-démocratie est chargée de préparer cette nouvelle situation, c'est-à-dire d'aider politiquement le capital américain à rationner l'Europe. Que fait en effet en ce moment la social-démocratie allemande et française, que font les socialistes de toute l'Europe ? Ils s'éduquent et s'efforcent d'éduquer les masses ouvrières dans la religion de l'américanisme ; autrement dit, ils font de l'américanisme, du rôle du capital américain en Europe, une nouvelle religion politique. Ils s'efforcent de persuader les masses laborieuses que, sans le capital américain, essentiellement pacificateur, sans les emprunts de l'Amérique, l'Europe ne pourra tenir le coup. Ils font opposition à leur bourgeoisie, comme les social-patriotes allemands, non pas du point de vue de la révolution prolétarienne, non pas même pour obtenir des réformes, mais pour montrer que cette bourgeoisie est intolérable, égoïste, chauvine et incapable de s'entendre avec le capital américain pacifiste, humanitaire, démocratique. C'est là la question fondamentale de la vie politique de l'Europe et particulièrement de l'Allemagne. En d'autres termes, la social-démocratie européenne devient actuellement l'agence politique du capital américain. Est-ce là un fait inattendu ? Non, car la social-démocratie, qui était l'agence de la bourgeoisie, devait fatalement, dans sa dégénérescence politique, devenir l'agence de la bourgeoisie la plus forte, la plus puissante, de la bourgeoisie de toutes les bourgeoisies, c'est-à-dire de la bourgeoisie américaine. Comme le capital américain assume la tâche d'unifier, de pacifier l'Europe, de lui apprendre à résoudre les questions des réparations et autres et qu'il tient les cordons de la bourse, la dépendance de la social-démocratie à l'égard de la bourgeoisie allemande en Allemagne, de la bourgeoisie française en France, devient de plus en plus une dépendance à l'égard du maître de ces bourgeoisies. Le capital américain est maintenant le patron de l'Europe. Et il est naturel que la social-démocratie tombe politiquement sous la dépendance du patron de ses patrons. C'est là le fait essentiel pour l'intelligence de la situation actuelle et de la politique de la IIe Internationale. Ne pas s'en rendre compte, c'est ne pouvoir comprendre les événements d'aujourd'hui et de demain, c'est ne voir que la surface des choses et se satisfaire de phrases générales.

La social-démocratie prépare le terrain au capital américain, se fait son héraut, parle de son rôle salubre, lui fraye la voie, l'accompagne de ses vœux, le glorifie. Ce n'est pas là un travail de peu d'importance. Auparavant, l'impérialisme se faisait frayer la voie par des missionnaires, que les sauvages ordinairement fusillaient, parfois même dévoraient. Pour venger leur mort, on expédiait alors des troupes, puis des marchands et des administrateurs. Pour coloniser l'Europe, pour en faire son dominion, le capital américain n'a pas besoin d'y expédier des missionnaires. Sur place, il y a déjà un parti dont la tâche est de prêcher aux peuples l'évangile de Wilson, l'évangile de Coolidge, l'Écriture Sainte des Bourses de New-York et de Chicago. C'est en cela que consiste la mission actuelle du menchévisme européen. Mais, service pour service ! Les menchéviks retirent de leur dévouement de nombreux avantages. Ainsi, tout dernièrement, pendant les périodes de guerre civile aiguë, la social-démocratie allemande a dû assumer la défense armée de sa bourgeoisie, de cette même bourgeoisie qui marchait la main dans la main avec les fascistes. Noske, en effet, est une figure symbolique de la politique d'après-guerre de la social-démocratie allemande. Aujourd'hui, cette dernière a un rôle tout autre : elle peut se permettre le luxe de faire de l'opposition. Elle critique sa bourgeoisie et, par là, met une certaine distance entre elle et les partis du capital. Comment la critique-t-elle ? Tu es égoïste, intéressée, stupide, malfaisante, lui dit-elle ; mais, par delà l'Atlantique, il y a une bourgeoisie riche et puissante, humanitaire, réformiste, pacifiste, qui de nouveau vient à nous, qui veut nous donner 800 millions de marks pour restaurer notre monnaie et tu te dresses sur tes ergots, tu oses te rebiffer contre elle quand tu as plongé notre patrie dans la misère. Nous te démasquerons impitoyablement devant les masses populaires allemandes. Et cela, elle le dit d'un ton presque révolutionnaire, en défendant la bourgeoisie américaine.

Il en est de même en France. Evidemment, comme la situation politique y est plus favorable et que le franc n'est pas encore trop déprécié, la social-démocratie y joue son rôle en sourdine, mais en réalité elle fait exactement la même chose que la social-démocratie allemande. Le parti de Léon Blum, Renaudel, Jean Longuet porte entièrement la responsabilité de la paix de Versailles et de l'occupation de la Ruhr. En effet, il est incontestable que le gouvernement Herriot, soutenu par les socialistes, est pour le maintien de l'occupation de la Ruhr. Mais, à présent, les socialistes français ont la possibilité de dire à leur allié Herriot : " Les Américains exigent que vous évacuez la Ruhr à certaines conditions ; faites-le ; maintenant, nous aussi, nous l'exigeons ". Ils l'exigent non pas pour manifester la volonté et la force du prolétariat français, mais pour subordonner la bourgeoisie française à la bourgeoisie américaine. N'oubliez pas en outre que la bourgeoisie française doit trois milliards 700 millions de dollars à la bourgeoisie américaine. C'est là une somme importante. L'Amérique peut, quand elle le voudra, faire dégringoler le franc. Certes, elle ne le fera pas ; elle est venue en Europe pour y instaurer l'ordre et non pas pour accumuler des ruines. Elle ne le fera pas ; mais elle pourra le faire, si elle le veut. Tout dépend d'elle. C'est pourquoi, devant cette dette énorme, les arguments de Renaudel, Blum et consorts paraissent assez convaincants à la bourgeoisie française.

En même temps, la social-démocratie en Allemagne, en France et ailleurs, obtient la possibilité de s'opposer à sa bourgeoisie, de mener sur des questions concrètes une politique "d'opposition" et, par là même, de gagner la confiance d'une certaine partie de la classe ouvrière.

Bien plus, les partis menchéviks des différents pays de l'Europe ont maintenant certaines possibilités d' "actions" communes. Maintenant déjà, la social-démocratie européenne représente une organisation assez unie. C'est là en quelque sorte un fait nouveau. En effet, depuis dix ans, depuis le début de la guerre impérialiste, elle n'avait pu intervenir en bloc. Maintenant, elle le peut et les menchéviks interviennent pour soutenir en chœur l'Amérique, son programme, ses revendications, son pacifisme, sa grande mission. Aussi la IIe Internationale, ce demi-cadavre, se galvanise-t-elle quelque peu. De même que l'Internationale d'Amsterdam, elle se restaure. Certes, elle ne sera pas ce qu'elle était avant la guerre. Elle n'aura plus sa force d'autrefois ; il est impossible de ressusciter le passé et de rayer de l'histoire l'Internationale Communiste. Il est impossible d'effacer la guerre impérialiste, qui a été un coup terrible pour la IIe Internationale. Néanmoins, cette dernière s'efforce de se remonter, de se remettre debout, de marcher avec les béquilles américaines. Pendant la guerre impérialiste, les social-démocraties allemande et française étaient ouvertement liées à leurs bourgeoisies respectives. Pouvait-il y avoir une Internationale quand les différents partis se combattaient, s'accusaient, se vilipendaient les uns les autres ? Il n'y avait aucune possibilité de revêtir le masque de l'internationalisme. Au moment de la conclusion de la paix, il en était de même. Versailles ne fut que la fixation des résultats de la guerre impérialiste dans les documents diplomatiques. Y avait-il place alors pour la solidarité ? Certes non ! Dans la période d'occupation de la Ruhr, il en était de même. Mais maintenant, le capital américain vient en Europe et déclare : Peuples, voilà un plan de réparations ; messieurs les menchéviks, voilà un programme. Et ce programme, la social-démocratie l'accepte comme base de son activité. Ce nouveau programme unifie les social-démocraties française, allemande, anglaise, hollandaise, suisse. En effet, chaque petit-bourgeois suisse espère que sa patrie pourra vendre plus de montres quand les Américains auront rétabli l'ordre et la paix en Europe. Et toute la petite bourgeoisie, qui s'exprime par la social-démocratie, retrouve son unité spirituelle dans le programme de l'américanisme. En d'autres termes, la IIe Internationale a maintenant un programme d'unification : celui que le général Dawes lui a apporté de Washington.

De nouveau, le même paradoxe quand le capitalisme américain intervient pour une œuvre de rapine, il a l'entière possibilité de le faire en se faisant passer pour un réorganisateur, un pacificateur, un réalisateur des aspirations humanitaires, tout en créant pour la social-démocratie une plate-forme incomparablement plus avantageuse que la plate-forme nationale qu'adoptait hier cette dernière. La bourgeoisie nationale est là, tout le monde peut la voir, tandis que le capital américain est éloigné, il est difficile de connaître ses affaires, qui ne sont pas toujours des plus propres ; mais en Europe, il intervient en qualité de pacificateur ; sa puissance colossale, sans précédent dans l'histoire, sa richesse surtout, en imposent aux petits-bourgeois, aux social-démocrates. Je vous dirai en passant que durant cette dernière année j'ai été obligé, par mes fonctions, d'avoir des entretiens avec quelques sénateurs américains des partis républicains et démocrates. Extérieurement, ce sont des provinciaux. Je ne suis pas sûr qu'ils connaissent la géographie de l'Europe, je croirais plutôt que non, mais quand ils parlent politique, ils s'expriment ainsi : "J'ai dit à Poincaré", " J'ai fait remarquer à Curzon " " J'ai expliqué à Mussolini ". En Europe, ils se sentent comme en pays conquis. Un fabricant enrichi de lait condensé, de conserves ou autres produits, parle sur un ton protecteur des politiciens bourgeois les plus influents de l'Europe. Il prévoit qu'il sera bientôt le maître, il se sent déjà le maître. Et c'est pourquoi les calculs de la bourgeoisie anglaise, qui espère conserver son rôle dirigeant, seront déjoués.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne

L'antagonisme mondial le plus important est celui qui existe entre les intérêts des Etats-Unis et ceux de l'Angleterre. Pourquoi ? Parce que l'Angleterre est encore le pays le plus riche et le plus puissant après les Etats-Unis. C'est le principal rival de l'Amérique, le principal obstacle dans sa voie. Si l'on arrive à saper la puissance de l'Angleterre, à la mater ou même à la renverser, que restera-t-il ? [2] Certes, les Etats-Unis triompheront du Japon. Ils ont tous les atouts en mains : l'argent, le fer, le charbon, le naphte ; ils sont avantagés politiquement dans leurs rapports avec la Chine, qu'ils veulent " libérer " du Japon. L'Amérique libère toujours quelqu'un : c'est, en quelque sorte, sa profession. Ainsi donc, le principal antagonisme est celui qui divise les Etats-Unis et l'Angleterre. Il s'aggrave de jour en jour. La bourgeoisie anglaise ne se sent pas très à son aise depuis le traité de Versailles. Elle sait ce que vaut la monnaie sonnante et trébuchante, et elle ne peut pas ne pas voir que le dollar l'emporte sur la livre sterling. Elle sait que cette supériorité se traduira infailliblement dans la politique. Elle a exploité elle-même à fond la puissance de la livre sterling dans sa politique internationale, et maintenant elle sent que s'ouvre l'ère du dollar. Elle cherche à se consoler, à se bercer d'illusions. Ainsi les journaux anglais les plus sérieux disent : Oui, les Américains sont très riches, mais ce ne sont en fin de compte que des provinciaux. Ils ne connaissent pas les voies de la politique mondiale. Nous, Anglais, nous avons incomparablement plus d'expérience. Les Yankees ont besoin de nos conseils, de notre direction, et nous, Anglais, nous guiderons dans les voies de la politique mondiale ces parents de province soudainement enrichis – ce qui ne nous empêchera pas de conserver notre situation dominante et de toucher par-dessus le marché un bon courtage. Certes, il y a là une part de vérité. Comme je l'ai

déjà dit, il n'est pas certain que les sénateurs américains connaissent la géographie de l'Europe ; or, pour faire de grandes affaires sur notre continent, il est nécessaire d'en connaître la géographie. Mais, est-ce si difficile pour une classe possédante d'acquérir des connaissances ? Quand la bourgeoisie s'enrichit rapidement, il ne lui est pas difficile de s'instruire dans les sciences et les arts. Les fils de nos Morozov et Mamontov ressemblaient presque à des lords héréditaires. C'est pour la classe opprimée, c'est pour le prolétariat qu'il est difficile de se développer, de s'assimiler tous les éléments de la culture.

Mais cela est aisé pour une classe possédante, surtout quand elle est aussi opulente que la bourgeoisie américaine. Cette dernière trouvera, formera ou s'achètera des spécialistes dans toutes les branches. L'Américain ne fait que commencer à se rendre compte de son importance mondiale ; chez lui aussi, la " conscience " retarde sur la "réalité". Il faut considérer la question non pas telle qu'elle se présente sous nos yeux en ce moment, mais dans ses perspectives. Or, l'Américain ne tardera pas à comprendre entièrement sa force et, par suite, son rôle.

La puissance économique des Etats-Unis ne s'est pas encore entièrement fait sentir, mais elle se fera sentir sur tout. Ce dont dispose maintenant l'Europe capitaliste dans la politique mondiale représente les restes de sa puissance économique d'hier, de son ancienne influence mondiale, qui ne correspond plus aux conditions matérielles d'aujourd'hui. L'Amérique, il est vrai, n'a pas encore appris à réaliser sa puissance. Mais elle l'apprend rapidement au détriment de l'Europe. Quelque temps encore, elle aura besoin de l'Angleterre pour la guider dans les voies de la politique mondiale. Mais il ne lui faudra pas longtemps pour l'égaliser et la dépasser dans ce domaine. Une classe possédante qui s'élève change rapidement de caractère, de physionomie et de méthodes d'action. Voyez, par exemple, la bourgeoisie allemande. Y a-t-il si longtemps que les Allemands étaient considérés comme de timides rêveurs aux yeux bleus, comme un peuple de poètes et de penseurs ? Or, quelques dizaines d'années de développement capitaliste ont suffi pour faire de la bourgeoisie allemande la classe impérialiste la plus cuirassée, la plus brutale, la plus agressive. Le châtiment, il est vrai, ne s'est pas fait longtemps attendre. Et, de nouveau, le caractère du bourgeois allemand a changé. Il s'assimile rapidement sur l'arène européenne toutes les habitudes et tous les procédés d'un chien battu. La bourgeoisie anglaise est plus sérieuse. Son caractère s'est formé au cours de plusieurs siècles. Son sentiment de classe est profondément ancré en elle et il sera plus difficile de lui faire perdre sa mentalité de maîtresse de l'Univers. Mais les Américains y arriveront quand ils le voudront, et ils le voudront bientôt.

Vainement, le bourgeois anglais se console en pensant qu'il dirigera l'Américain inexpérimenté. Certes, il y aura une période de transition, mais l'important ce n'est pas l'expérience diplomatique, c'est la force réelle, c'est le capital, c'est l'industrie. Or, les Etats-Unis occupent économiquement la première place dans le monde. Leur production des objets de première nécessité varie du tiers aux deux tiers de la production de l'humanité. Ils produisent les deux tiers (en 1923 même 72 %) du naphte, qui joue maintenant un rôle militaire et industriel exceptionnel. Ils se plaignent, il est vrai, que leurs sources de naphte s'épuisent. Les premiers temps après la guerre, je croyais que ces plaintes n'étaient qu'une façon de préparer l'opinion à une mainmise sur le naphte des autres pays. Pourtant, les géologues confirment que, si l'Amérique continue à consommer du naphte dans les proportions actuelles, elle n'en a plus que pour 25 à 40 ans. Mais, à l'expiration de ce délai, grâce à son industrie et à sa flotte, elle aura déjà le temps d'enlever aux autres pays tout leur naphte, de sorte qu'il n'y a pas lieu de nous inquiéter à son sujet.

La situation mondiale des Etats-Unis s'exprime par des chiffres indiscutables. Ainsi, la production de blé de l'Amérique représente le quart de la production mondiale, celle de l'avoine le tiers, celle du maïs les trois quarts. Les Etats-Unis produisent la moitié du charbon du monde, la moitié du minerai de fer, 60 % de la fonte, 60 % de l'acier, 60 % du cuivre, 47 % du zinc. Leur réseau ferroviaire représente 37 % du réseau mondial. Leur flotte commerciale, qui n'existait presque pas avant la guerre, représente maintenant plus de 25 % du tonnage mondial. Enfin, les Etats-Unis possèdent 84 % des automobiles du monde entier. Si, pour l'extraction de l'or, ils occupent une place relativement modeste (14 %), il ne faut pas oublier que, grâce à leur balance commerciale active, ils ont concentré 44,2 % de l'or existant dans le monde. Leur revenu national est deux fois et demie plus considérable que celui de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et du Japon pris ensemble. Ces chiffres décident tout. Ils frayeront la voie à l'Amérique et sur terre, et sur mer, et dans l'air.

Que présagent-ils pour la Grande-Bretagne ? Rien de bon. Ils signifient que l'Angleterre n'évitera pas le sort des autres pays capitalistes, qu'elle devra accepter la portion congrue. Mais quand elle devra ouvertement s'y résigner, on fera appel non pas à Curzon, car il est trop intransigeant, mais à Mac Donald. Les politiciens bourgeois anglais ne voudront jamais faire accepter cette humiliation à leur pays. Il faudra la pieuse éloquence de Mac Donald, de Henderson, des fabians, pour faire pression sur la bourgeoisie anglaise et persuader les ouvriers anglais : " Allons-nous guerroyer avec l'Amérique ? diront-ils. Non, nous sommes pour la paix, nous sommes pour un accord ". Or, que sera l'accord avec l'oncle Sam ? Les chiffres précités le montrent éloquemment. " Accepte la portion congrue, voilà le seul accord possible, Et si tu ne le veux pas, prépare-toi à la guerre. "

Jusqu'à présent, l'Angleterre a reculé pas à pas devant l'Amérique. Ainsi, tout récemment, le président Harding a invité la France, le Japon et l'Angleterre à Washington, et a proposé tranquillement à cette dernière de limiter le

développement de sa flotte. Avant la guerre, on le sait, l'Angleterre s'en tenait au principe d'après lequel sa flotte de guerre devait être supérieure aux flottes réunies des deux puissances navales les plus fortes après elle. Les Etats-Unis ont mis fin à cet état de choses. A Washington, Harding a, comme il convient, commencé son discours en disant que " la conscience de la civilisation s'était éveillée " et l'a terminé en déclarant : La proportion de nos forces navales sera la suivante Angleterre, 5 ; Etats-Unis, 5 (en attendant) ; France, 3 ; Japon, 3. Pourquoi cette corrélation ? Avant la guerre, la flotte américaine était beaucoup plus faible que la flotte anglaise. Pendant la guerre, elle a considérablement augmenté. Quand les Anglais parlent du danger que présente la flotte des Américains, ces derniers répondent : " Pourquoi avons-nous construit cette flotte ? N'est-ce pas pour défendre les Iles Britanniques des sous-marins allemands ? " Voilà pourquoi, soi-disant, cette flotte a été construite. Mais elle peut servir également pour d'autres buts.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils eu recours au programme de limitation des armements de Washington ? Ce n'est pas parce qu'ils ne pouvaient pas construire assez rapidement des navires de guerre, de grands vaisseaux de ligne. Dans le domaine de la construction, personne ne peut songer à les égaier. Mais il est impossible de créer, d'instruire et de former rapidement les cages nécessaires de marins ; pour cela, il faut du temps, et c'est là la raison de la trêve de dix années que se sont donnée les Américains à Washington. Lorsqu'elles défendaient le programme de limitation des armements navals, les revues américaines écrivaient en substance. : " Si vous ne voulez pas vous mettre d'accord avec nous, nous ferons des navires de guerre comme des petits pains. " Quant à la réponse de la revue maritime anglaise officielle, elle était à peu près celle-ci : " Nous sommes prêts à un accord pacifique, pourquoi nous menacer ? " Cette réponse reflète la nouvelle mentalité des dirigeants anglais. Ils s'accoutument à l'idée qu'il faut se soumettre à l'Amérique et que, le plus qu'on puisse réclamer de cette dernière, c'est d'être courtoise. C'est également tout ce que la bourgeoisie européenne pourra espérer demain de l'Amérique.

Dans sa rivalité avec les Etats-Unis, l'Angleterre ne peut que reculer. Par ces reculs successifs, le capital anglais s'achète une participation aux affaires du capital américain, et ainsi on a l'impression d'un bloc capitaliste anglo-saxon. La façade est sauvée, et cela non sans profit, car l'Angleterre touche des bénéfices importants, mais elle doit se replier devant l'Amérique, lui céder la place. L'Amérique renforce ses positions mondiales, l'Angleterre faiblit. Tout récemment, elle a renoncé à fortifier Singapour. Or, Singapour, c'est la clé de l'Océan Indien et du Pacifique, une des bases les plus importantes de la politique anglaise en Extrême-Orient. Mais l'Angleterre peut mener sa politique dans le Pacifique, soit avec le Japon contre l'Amérique, soit avec l'Amérique contre le Japon. Des sommes formidables avaient été assignées pour les fortifications de Singapour. Placé dans l'alternative de marcher avec l'Amérique contre le Japon ou avec le Japon contre l'Amérique, Mac Donald a renoncé à fortifier Singapour. Certes, l'impérialisme anglais n'a pas encore dit son dernier mot et peut-être reviendra-t-il sur son consentement, mais c'est là pour l'Angleterre le commencement de sa renonciation à une politique indépendante dans le Pacifique. Or, qui lui a ordonné de rompre avec le Japon ? L'Amérique. Cette dernière lui a adressé un ultimatum en forme, et l'Angleterre s'est inclinée, elle a dénoncé son alliance avec le Japon.

En ce moment, l'Angleterre cède, bat en retraite. Mais est-ce à dire qu'il en sera toujours ainsi et que la guerre soit exclue ? Nullement. Les concessions actuelles de l'Angleterre ne feront qu'augmenter ses embarras. Sous le couvert de la collaboration, des contradictions formidables s'accumulent. La guerre éclatera fatalement, car l'Angleterre ne consentira jamais à être reléguée au second rang et à réduire son Empire. A un certain moment, elle sera forcée de mobiliser toutes ses forces pour résister à sa rivale. Mais, dans la lutte ouverte, toutes les chances, autant qu'on puisse en juger, sont du côté de l'Amérique.

L'Angleterre est une île et l'Amérique est aussi une île en son genre, mais plus vaste. Dans son existence journalière, l'Angleterre dépend entièrement des pays d'Outre-Atlantique. Or, en Amérique, il y a tout ce qu'il faut pour l'existence et pour la guerre. L'Angleterre a des colonies sur tous les points du globe, et l'Amérique va se mettre à les " libérer ". Dès qu'elle sera en guerre avec l'Angleterre, elle fera appel aux centaines de millions d'Indiens et les invitera à se soulever pour défendre leurs droits nationaux intangibles. Elle agira de même à l'égard de l'Egypte, de l'Irlande, etc... De même que, pour pressurer l'Europe, elle s'affuble maintenant du manteau du pacifisme, elle interviendra lors de sa guerre avec l'Angleterre comme la grande libératrice des peuples coloniaux.

L'histoire favorise le capital américain : pour chaque brigandage elle lui sert un mot d'ordre d'émancipation. En Europe, les Etats-Unis demandent l'application de la politique des " portes ouvertes ". Le Japon veut démembrement la Chine et mettre la main sur certaines de ses provinces, parce qu'il n'a ni fer, ni charbon, ni naphte, et que la Chine possède tout cela. Il ne peut ni vivre, ni faire la guerre sans charbon, sans fer et sans naphte, ce qui l'infériorise considérablement dans sa lutte contre les Etats-Unis, C'est pourquoi il cherche à s'emparer par la force des richesses de la Chine. Et que font les Etats-Unis ? Ils disent : " Les portes ouvertes en Chine ! " Que dit l'Amérique au sujet des Océans ? " La liberté des mers ! " C'est là un mot d'ordre qui sonne bien. Que signifie-t-il en réalité ? " Flotte anglaise, range-toi un peu, laisse-moi passer ! " Le régime de la porte ouverte en Chine, cela veut dire : " Japonais, écarte-toi, laisse-moi la voie libre ". Il s'agit en somme de conquêtes économiques, de

pillages. Mais, par suite des conditions spéciales où se trouvent les Etats-Unis, leur politique revêt une apparence de pacifisme, parfois même de facteur d'émancipation.

L'Angleterre évidemment a, elle aussi, d'immenses avantages. Tout d'abord, elle possède des points d'appui, des bases navales et militaires dans le monde entier, ce que n'a pas l'Amérique. Mais, tout cela, on peut le créer ou l'enlever par la force, petit à petit ; en outre, les points d'appui de l'Angleterre sont liés à sa domination coloniale et, par suite, vulnérables. L'Amérique, parce qu'elle est la plus forte, trouvera dans le monde entier des alliés et des auxiliaires, et, en même temps, les bases nécessaires. Si maintenant elle s'attache le Canada et l'Australie par le mot d'ordre de la défense de la race blanche contre la race jaune, et par là fonde son droit à la prépondérance militaire et navale, elle déclarera dans le stade suivant, très prochain peut-être, de son évolution, que les hommes de couleur jaune, eux aussi, sont créés à l'image de Dieu et ont, par suite, le droit de substituer la domination économique de l'Amérique à la domination coloniale de l'Angleterre. Dans une guerre avec l'Angleterre, les Etats-Unis seraient terriblement avantagés, car, dès le premier jour, ils pourraient appeler les Hindous, les Egyptiens et autres peuples coloniaux à l'insurrection, les armer et les soutenir. L'Angleterre sera obligée d'y réfléchir à deux fois avant de se décider à la guerre. Mais si elle ne veut pas risquer la guerre, elle sera obligée de se replier pas à pas sous la pression du capital américain. Pour faire la guerre, il faut des Lloyd George et des Churchill ; pour reculer sans combattre, il faut des Mac Donald.

Ce que nous venons de dire des rapports des Etats-Unis et de l'Angleterre, s'applique également aux rapports des Etats-Unis avec le Japon, avec la France et les autres Etats européens secondaires. De quoi s'agit-il actuellement en Europe ? De l'Alsace-Lorraine, de la Ruhr, du bassin de la Sarre, de la Silésie, c'est-à-dire de quelques misérables morceaux, de quelques bandes de territoires. Pendant ce temps, l'Amérique édifie son plan et se prépare à mettre tout le monde à la portion congrue. Contrairement à l'Angleterre, elle ne se propose pas de mettre sur pied une armée, une administration pour ses colonies, l'Europe y compris ; non, elle " permettra " à ces dernières de maintenir chez elles l'ordre réformiste, pacifiste, anodin, avec l'aide de la social-démocratie, des radicaux et autres partis petits-bourgeois, et leur démontrera qu'elles doivent lui être reconnaissantes de ce qu'elle n'a pas attenté à leur " indépendance ". Voilà le plan du capital américain, voilà le programme sur lequel se reconstitue la IIe Internationale.

Les perspectives de guerre et de révolution

Ce programme américain de mise en tutelle du monde entier n'est pas du tout un programme pacifiste ; au contraire, il est gros de guerres et de bouleversements révolutionnaires. Ce n'est pas sans raison que l'Amérique continue à développer sa flotte. Elle construit activement des croiseurs légers et rapides, des sous-marins et des navires auxiliaires. Et, quand l'Angleterre s'avise de protester à mi-voix, elle répond : "Souvenez-vous que j'ai à compter non seulement avec vous, mais avec le Japon ; or le Japon possède une énorme quantité de croiseurs légers et il me faut rétablir la proportion qui est, vous le savez, de 5 à 3." A cela, impossible de répliquer, parce que les Etats-Unis peuvent, selon leur expression, faire des navires de guerre comme des petits pains. Voilà la perspective de la prochaine guerre mondiale, dont l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique seront l'arène, à supposer que la bourgeoisie puisse continuer à gouverner le monde pendant une période encore assez longue. Il est bien peu vraisemblable que la bourgeoisie de tous les pays consente à être reléguée à l'arrière-plan, à devenir la vassale de l'Amérique sans tenter tout au moins de résister. En effet, l'Angleterre a des appétits formidables, un désir furieux de maintenir sa domination sur le monde. Les conflits militaires sont inévitables. L'ère de l'américanisme pacifiste qui semble s'ouvrir en ce moment n'est qu'une préparation à de nouvelles guerres monstrueuses.

A la question des chances du réformisme européen actuel, question qui est le point principal de mon exposition, nous devons répondre : ces chances sont, jusqu'à un certain moment, directement proportionnelles à celles du " pacifisme " impérialiste américain. Si la transformation de l'Europe en dominion américain réussit, c'est-à-dire ne se heurte pas au cours des années prochaines à la résistance des peuples, si elle n'avorte pas par suite de la guerre ou de la révolution, la social-démocratie européenne, ombre du capital américain, conservera jusqu'à un certain temps son influence, et l'Europe se maintiendra dans un équilibre instable, fait des restes de son ancienne puissance et des éléments de sa nouvelle vie organisée d'après le rationnement fixé par l'Amérique. Tout cela sera recouvert d'un amalgame idéologique d'axiomes de la social-démocratie européenne et de principes " pacifistes " des quakers américains. Ainsi donc, il faut se demander non pas quelles sont les forces de la social-démocratie européenne, mais quelles sont les chances du capital américain de maintenir le nouveau régime en Europe, en finançant parcimonieusement cette dernière ? Il est impossible de faire en l'occurrence des prédictions exactes et, à plus forte raison, de fixer des délais. Il nous suffit de comprendre le nouveau mécanisme des rapports mondiaux, de nous rendre compte des facteurs essentiels qui détermineront la situation en Europe, pour pouvoir suivre le développement des événements, profiter des succès et des insuccès du maître de l'heure, les Etats-Unis, comprendre les zigzags politiques de la social-démocratie européenne et, par là, renforcer les chances de la révolution prolétarienne.

Les contradictions qui ont préparé la guerre impérialiste et l'ont déchaînée sur l'Europe il y a dix ans, contradictions accentuées par la guerre, maintenues par la paix de Versailles et intensifiées par la lutte de classe en Europe, subsistent incontestablement. Et les Etats-Unis se heurteront à ces contradictions dans toute leur acuité.

Rationner un pays affamé est chose difficile, nous le savons par expérience ; il est vrai que nous l'avons fait dans d'autres conditions, en nous basant sur d'autres principes, en nous soumettant à la nécessité de lutter pour sauver la révolution. Mais, nous avons pu constater que le régime de la ration de famine était lié à des troubles croissants qui ont amené en fin de compte l'insurrection de Cronstadt. Maintenant, poussée par la logique de l'impérialisme rapace, l'Amérique fait une gigantesque expérience de rationnement sur plusieurs peuples. Ce plan se heurtera dans sa réalisation à des luttes de classe et à des luttes nationales acharnées. Plus la puissance du capital américain se transformera en puissance politique, plus le capital américain se développera internationalement, plus les banquiers américains commanderont aux gouvernements d'Europe, et plus forte, plus centralisée, plus décisive sera la résistance des masses prolétariennes, petites-bourgeoises et paysannes d'Europe, car, faire de l'Europe une colonie, ce n'est pas si simple que vous le croyez, messieurs les Américains.

Nous assistons au début de ce processus. Maintenant, pour la première fois, après une série d'années, le prolétaire allemand affamé vient de sentir un faible allègement à ses maux. Quand l'ouvrier est complètement épuisé, quand il a longtemps souffert de la famine, il est sensible au plus léger allègement. Cet allègement, c'est, en ce moment, la stabilisation du mark, la stabilisation des salaires, qui a amené une certaine stabilisation politique de la social-démocratie allemande. Mais cette stabilisation n'est que temporaire. L'Amérique ne se dispose nullement à augmenter la ration allemande et, en particulier, la part qui doit en revenir à l'ouvrier allemand. Il en sera de même plus tard pour l'ouvrier français et l'ouvrier anglais. Car, que faut-il à l'Amérique ? Il lui faut, au détriment des masses laborieuses d'Europe et du monde entier, assurer ses profits et, par là même, consolider la situation privilégiée de l'aristocratie ouvrière américaine. Sans cette dernière, le capital américain ne peut se maintenir ; sans Gompers et ses trade-unions, sans ouvriers qualifiés bien payés, le régime politique du capital américain s'effondrera. Or, on ne peut maintenir l'aristocratie ouvrière américaine dans une situation privilégiée qu'en réduisant la " plèbe ", la " populace " prolétarienne d'Europe, à une ration strictement et parcimonieusement mesurée...

Mais il sera de plus en plus difficile à la social-démocratie européenne de prôner devant les masses ouvrières l'évangile de l'américanisme. La résistance des ouvriers européens au maître de leurs maîtres, au capital américain, deviendra de plus en plus centralisée. L'importance directe, pratique, combative du mot: d'ordre de la révolution européenne et de sa forme étatique " Etats-Unis d'Europe " deviendra de plus en plus évidente aux ouvriers européens.

Comment la social-démocratie intoxique-t-elle la conscience des ouvriers européens ? Nous sommes une Europe morcelée, dépecée par la paix de Versailles, leur dit-elle ; nous ne pouvons vivre sans l'Amérique. Mais le Parti communiste européen dira : Vous mentez ; nous le pourrions, si nous le voulons. Qui nous oblige à être une Europe morcelée ? Nous pouvons devenir une Europe unifiée. Le prolétariat révolutionnaire peut unifier l'Europe, la transformer en Etats-Unis prolétariens d'Europe. L'Amérique est puissante. Contre la Grande-Bretagne, qui s'appuie sur ses colonies clans le monde entier, l'Amérique est toute-puissante. Mais contre une Europe prolétarienne-paysanne unifiée, fondue dans une seule Union soviétiste avec la Russie, elle sera impuissante.

C'est ce que sent le capital américain. Il n'est pas d'ennemi plus acharné du bolchevisme que lui. La politique de Hughes n'est pas de la fantaisie, du caprice, c'est l'expression de la volonté du capital américain qui entre maintenant dans l'époque de la lutte ouverte pour la suprématie mondiale. Il se heurte déjà à nous parce que les voies menant à la Chine et à la Sibérie passent par l'Océan Pacifique. L'impérialisme américain caresse le rêve de coloniser la Sibérie. Mais, il y a là une garde. Nous avons le monopole du commerce extérieur. Nous avons les bases socialistes de la politique économique. C'est là le premier obstacle au capital américain. Et, quand ce dernier, grâce à la politique des portes ouvertes, pénètre en Chine, il y trouve dans les masses populaires non pas la religion de l'américanisme, mais le programme politique du bolchevisme traduit en chinois. Ce ne sont pas les noms de Wilson, de Harding, de Coolidge, de Morgan ou de Rockefeller qui sont sur les lèvres des coolies et des paysans chinois. En Chine et dans tout l'Orient, c'est le nom de Lénine qu'on prononce avec enthousiasme. C'est uniquement avec les mots d'ordre de la libération des peuples que les Etats-Unis peuvent saper la puissance de l'Angleterre. Ces mots d'ordre pour eux ne servent qu'à voiler une politique de conquêtes. Mais en Orient, à côté du consul, du marchand, du professeur et du journaliste américains, il y a des lutteurs, des révolutionnaires, qui ont su traduire dans leur langue le programme émancipateur du bolchevisme. Partout, en Europe aussi bien qu'en Asie, l'américanisme impérialiste se heurte au bolchevisme révolutionnaire. Bolchevisme et américanisme impérialiste, ce sont là deux facteurs de l'histoire contemporaine.

En 1919, au moment de l'arrivée de Wilson en Europe, lorsque toute la presse bourgeoise parlait de Wilson et de Lénine, je dis en plaisantant à ce dernier : " Lénine et Wilson, voilà les deux principes apocalyptiques de l'histoire

contemporaine. " Vladimir Ilitch se mit à rire. Moi-même alors, je ne prévoyais pas à quel point cette plaisanterie serait justifiée par l'histoire. Le léninisme et l'impérialisme américain sont les deux seuls principes qui luttent maintenant en Europe, et, de l'issue de cette lutte, dépend le sort de l'humanité.

Notre ennemi américain est beaucoup plus uni et bien plus puissant que nos ennemis dispersés d'Europe, mais il concentre les ouvriers européens. Or c'est précisément dans la concentration qu'est notre force. La reconstitution de la IIe Internationale n'est que l'indice du fait que le prolétariat européen est obligé de se grouper sur une plus vaste échelle et de lutter non plus dans le cadre national mais dans le cadre continental. Et au fur et à mesure que les masses ouvrières sentent la nécessité de la résistance et élargissent la base de cette résistance, ce sont les idées révolutionnaires qui prennent le dessus. Et plus les idées qui envahissent les masses sont révolutionnaires, plus le terrain pour le bolchevisme est favorable. Chaque succès de l'américanisme contribuera à centraliser et à étendre à la fois la lutte pour le bolchevisme. L'avenir est à nous.

Puisque je parle à une assemblée convoquée par la Société des Amis de la Faculté des Sciences physiques et mathématiques, permettez-moi de vous dire que ma critique marxiste révolutionnaire de l'américanisme ne signifie pas que nous condamnions ce dernier en bloc, que nous renoncions à apprendre auprès des Américains ce que nous pouvons et devons nous assimiler de leurs bons côtés. Il nous manque leur technique et leurs procédés de travail. Le postulat de la technique, c'est la science sciences naturelles, physique, mathématique, etc. Or, il nous faut à tout prix nous rapprocher le plus possible des Américains sur ce point. Il nous faut cuirasser le bolchevisme à l'américaine. Nous avons pu jusqu'à présent résister. Cependant, la lutte peut revêtir des proportions plus menaçantes. Il est plus facile pour nous de nous cuirasser à l'américaine que pour le capital américain de mettre l'Europe et le monde entier à la portion congrue. Si nous nous cuirassons avec la physique, les mathématiques, la technique, si nous américanisons notre industrie socialiste encore faible, nous pourrions, avec une certitude décuplée, dire que l'avenir est entièrement et définitivement à nous. Le bolchevisme américanisé vaincra, écrasera l'américanisme impérialiste.

Notes

[1] Le 22 juillet, c'est-à-dire tout récemment, Hughes a prononcé devant une assemblée de ministres et de juristes anglais un discours qui, selon lui, n'avait absolument rien d'officiel. D'un ton ironique, il a parlé des Européens qui viennent en Amérique pour instruire, conseiller, persuader les Yankees, et surtout rechercher leur sympathie et leur aide. Puis, il s'est mis à montrer comment les peuples européens peuvent obtenir le concours et l'aide des Etats-Unis. " L'hémisphère occidental (Amérique du Nord et Amérique du sud) offre un modèle de paix ". " Les Américains, paraît-il, ont su faire ce à quoi n'a pu arriver l'Europe ". " Nos relations avec le Canada sont un modèle de paix ". " Nous savons, presque aussi sûrement que les planètes se meuvent dans leurs orbites, que nous conserverons la paix avec le Canada ". En d'autres termes, si vous, Anglais, vous vous avisez jamais de nous faire la guerre, sachez bien que votre colonie du Canada sera avec nous contre vous. Vous avez le plan Dawes et vous êtes obligés de l'accepter, car si vous ne satisfaites pas les actionnaires américains, toutes vos conversations n'aboutiront à rien. " Ma certitude que l'on parviendra à surmonter toutes les difficultés existantes est basée sur le fait qu'un échec entraînerait le chaos le plus complet ". Autrement dit : si vous résistez, nous vous abandonnerons à vous-mêmes et l'Europe périra sans notre aide. " Vous pouvez compter ", " vous devez... ", " vous ne devez pas ", voilà le ton de ce discours, qui a été prononcé à une assemblée à laquelle participaient l'héritier du trône et les ministres de sa Majesté britannique et exprime d'une façon frappante les rapports entre l'Amérique et l'Europe. La presse officielle anglaise a grincé des dents et le grincement de dents, on le sait, est une faible ressource de lutte.

[Dans l'édition de 1926 (publiée par la "librairie de l'Humanité") figurait ce fragment de texte dont on peut penser qu'il venait à la suite de cette première note] [...] son pays à une autre nation... L'empire britannique est donné en gage aux Etats-Unis. Grâce à Churchill, écrit le journal conservateur Daily Express, l'Angleterre tombe sous la botte des banquiers américains". Le Daily Chronicle est encore plus catégorique : "L'Angleterre, dit-il, devient en somme le quarante-neuvième Etat de l'Amérique". On ne saurait s'exprimer plus clairement, A ces attaques violentes le ministre des Finances, Churchill, répond qu'il ne reste rien à l'Angleterre qu'à mettre son système financier en accord avec la réalité. Les paroles de Churchill signifient : Nous sommes devenus incomparablement plus pauvres et les Etats-Unis incomparablement plus riches ; il nous faut ou bien nous battre avec l'Amérique, ou bien nous soumettre à elle ; en faisant dépendre des banquiers américains le sort de la livre sterling nous ne faisons que traduire notre déchéance économique dans la langue de la devise; on ne peut sauter plus haut que sa tête ; il faut être "en accord avec la réalité ".

[2] Dans le manifeste que le Vème Congrès m'a chargé d'écrire à l'occasion du 10e anniversaire de la guerre, j'ai exprimé cette pensée de la façon suivante : "Lentement, mais sûrement, l'antagonisme mondial le plus puissant cherche la ligne où les intérêts de l'empire britannique se heurtent à ceux des Etats-Unis. Ces deux dernières années, il pouvait sembler qu'un accord stable était intervenu entre ces deux colosses. Mais cette apparence de stabilité ne durera que tant que se poursuivra la progression économique de l'Amérique, basée principalement sur le marché intérieur. Cette période de progression touche manifestement à sa fin. La crise agraire, qui a sa source dans la ruine de l'Europe a été le précurseur de la crise commerciale et industrielle qui approche. Les forces de production de l'Amérique doivent se chercher un débouché de plus en plus vaste sur le marché mondial. Le commerce extérieur des Etats-Unis ne peut se développer qu'au détriment de celui de la Grande-Bretagne ; leur flotte commerciale et militaire ne peut se développer qu'aux dépens de la flotte britannique. La période des accords anglo-américains fera place à une lutte sans cesse croissante qui, à son tour, comportera un danger de guerre plus grand que jamais."

Le développement du militarisme mondial et nos tâches militaires

25 octobre 1924

Extraits d'un discours de Léon Trotsky à la Conférence des services de ravitaillement de l'Armée Rouge. Deux articles différents citant chacun certains passages de ce discours ont été fusionnés. Sources : 1ère publication : « Le militarisme mondial et l'Armée rouge » dans La Correspondance Internationale n° 77, 4ème année. 2ème publication : en annexe de l'ouvrage Europe et Amérique et intitulé « Le développement du militarisme mondial et nos tâches militaires », seule la première édition française comporte cette annexe. Les intertitres sont ceux donnés dans La Correspondance Internationale. Autre titre : « Le militarisme mondial et l'Armée Rouge »

La technique humaine contre l'homme

Notre époque est caractérisée par la transformation rapide de la plupart des forces productrices du capitalisme en forces destructrices. Le fait n'est pas nouveau mais se présente aujourd'hui à un degré beaucoup plus haut que par le passé. Les forces productrices engendrées par le capitalisme dans les limites de l'Etat national et de la propriété privée en arrivent en une sorte d'hystérie furieuse, aspirent à s'évader de la geôle capitaliste, deviennent des forces destructives, s'anéantissent elles-mêmes par la guerre pour renaître et se consacrer aussitôt de nouveau, en majeure partie, au militarisme. La guerre impérialiste a été l'insurrection des forces productrices, c'est-à-dire de la technique humaine contre l'homme qui, ayant su maîtriser la nature, n'a pas su maîtriser la société, n'a pas su créer une organisation du travail basée sur la raison et la solidarité.

La guerre impérialiste a ruiné l'Europe au profit de l'Amérique. L'Europe s'efforce de se restaurer, mais jusqu'à présent sans grand succès. Pourtant on peut constater certains progrès. Mais, dans le rétablissement de ses forces de production, l'Europe se heurte aux frontières nationales créées par le traité de Versailles, aux barrières douanières, à la diminution générale de la capacité d'adsorption du marché mondial. Elle cherche à sortir de ses cadres étroits, dut-elle pour cela employer la force armée. Et voilà pourquoi les forces de production, qui sont à peine au début de leur relèvement, se transforment de nouveau en forces de destruction. L'agonie lente du monde capitaliste nous donne le spectacle de l'épanouissement du militarisme.

Le militarisme américain

Parallèlement à l'Europe, les Etats-Unis sont devenus, eux aussi, l'arène du militarisme, mais d'un militarisme formidable, auquel l'Europe même d'avant-guerre n'aurait osé songer. Je ne donnerai pas les chiffres qui caractérisent la puissance économique de l'Amérique, car ils sont connus de tous. Je citerai néanmoins deux données. Comme vous le savez, les moteurs mécaniques (locomotives, paquebots, automobiles, tracteurs, etc.) ont une grande importance pour la technique militaire. Leur force totale dans le monde entier est évaluée à 500 millions de chevaux. Ce chiffre est loin d'être exact, mais il suffit pour ce que nous avons à démontrer. Un cheval-vapeur, vous le savez, équivaut à la force de 10 hommes. Donc les 500 millions de chevaux-vapeur représentés par tous les moteurs qui existent dans le monde équivalent à la force de 5 milliards d'hommes. Or la population du globe est d'environ 1 milliard 700 millions ; si l'on en défalque les enfants, les vieillards, les malades et les invalides, il ne reste environ qu'un milliard de personnes capables de travailler. Ainsi l'énergie mécanique dont dispose l'humanité est cinq fois plus considérable que l'humanité elle-même considérée comme moteur. Mais comment cette énergie mécanique est-elle répartie ?

La population des Etats-Unis ne dépasse guère 100 millions ; celle du reste du monde est de 1 milliard 600 millions. La proportion est donc de 1 à 16. Or les 500 millions de chevaux-vapeur sont répartis de telle façon que la moitié appartient aux Etats-Unis et l'autre moitié au reste de l'humanité. Comme on le voit, l'énergie mécanique, base de la technique moderne, assure aux Etats-Unis une prépondérance formidable sur le reste du monde. On comprend quelle est la répercussion de cette prépondérance sur les forces militaires.

Je citerai un autre chiffre qui a trait à l'or, métal avec lequel on peut tout acheter. La quantité d'or existant dans le monde est évaluée à 18 milliards de roubles. Sur ces 18 milliards, la moitié, c'est-à-dire 9 milliards, se trouve dans les sous-sols de la Banque fédérale et de la Trésorerie américaine. Or, vous le savez, le nerf de la guerre, c'est l'argent. Je crois que c'est Frédéric II qui l'a dit, mais je n'en réponds pas. Ainsi la traction mécanique, l'or et tout ce qui s'y rattache sont concentrés principalement aux Etats-Unis. L'or est en quelque sorte le couronnement, la coupole du temple capitaliste ; la traction mécanique en est le fondement technique, et tout ce qu'il y a entre ce fondement et cette coupole est réparti à peu près dans la même proportion entre les Etats-Unis et le reste du monde. Cela caractérise suffisamment la base technique et économique du militarisme américain, qui a surgi plus tard que les autres, mais qui se développe monstrueusement à nos yeux.

Les Etats-Unis, jusqu'à ces derniers temps, n'avaient pas été un pays militariste. Mais, depuis la guerre impérialiste, ils ont subi une brusque évolution sous ce rapport. Ils sont intervenus à la fin de cette guerre où ils ont obtenu ce qu'il fallait, c'est-à-dire la ruine complète de l'Allemagne, ce qui n'était pas dans les intentions de l'Angleterre, principal obstacle à la domination mondiale des Etats-Unis. Ce qu'il fallait à l'Angleterre, c'était une

Allemagne affaiblie, mais non pas ruinée, contre la France ; ce qu'il fallait aux Etats-Unis, c'était une France puissante contre l'Angleterre. Les Etats-Unis ont entièrement atteint leur but et maintenant, quoique ce but soit atteint, ou plutôt parce qu'il atteint, le militarisme se donne libre cours sur le territoire et dans les eaux de l'Amérique.

Tout dernièrement, les Izvestia ont publié une correspondance très importante de New-York, consacrée à la description du récent «jour de la défense» aux Etats-Unis. Cette correspondance n'a pas un caractère technique ; pourtant elle nous fait entrevoir des perspectives politiques et militaires intéressantes. A la fête nationale du militarisme américain, le secrétaire d'Etat à la Marine, Wilbur, a déclaré que, sur divers points du monde, des passions s'élevaient contre les Etats-Unis et que rien ne refroidissait la passion comme l'acier froid. A la lecture du discours de ce paisible philistin d'hier (Wilbur, avant la guerre impérialiste, vendait probablement du lait condensé ou des saucisses de Chicago), on est stupéfié de l'exactitude avec laquelle cet honorable secrétaire d'Etat copie les harangues de l'ex-empereur d'Allemagne. D'ailleurs toute la parade militaire qui a eu lieu ce jour-là rappelle à s'y méprendre les procédés, les habitudes et la manières du militarisme allemand pendant la dernière décade qui a précédé la guerre. Il n'y a pas très longtemps, je faisais remarquer que la psychologie du bourgeois américain retarde considérablement sur sa puissance, mais la psychologie, ajoutai-je, s'aligne en fin de compte sur les facteurs objectifs. Mais je ne pensais pas alors que la militarisation avait fait de tels progrès en Amérique et que, quelques semaines avant l'élection présidentielle, l'opinion publique de ce pays, qui, tout récemment encore, se laissait prendre au pacifisme, à la philanthropie, aux quatorze points de Wilson, etc., non seulement permettrait, mais approuverait une mise en scène aussi militariste et un discours aussi belliqueux que celui du ministre de la Marine. Sincèrement parlant, il y a quelques semaines, je n'aurais pas cru que de telles choses pussent arriver en 1924, alors que le contribuable doit encore payer pour les pots cassés pendant la dernière guerre. Ainsi, les richesses de la bourgeoisie américaine, ces 250 millions de chevaux-vapeur, ces 9 milliards de roubles or entassés dans les caves de la Banque, deviennent la locomotive du militarisme américain.

Le capital américain étouffe de pléthore. Dans le cadre du marché intérieur, il a atteint une certaine limite. Il peut encore s'y développer partiellement, et jusqu'à présent il s'est développé selon une spirale au rayon sans cesse croissant, mais pour que cette spirale ne se brise pas au cadre du marché mondial, le capital américain doit bousculer tous les autres, il doit élargir le marché mondial ; or on ne peut l'élargir uniquement par des moyens économiques, car il est déjà conquis et réparti ; il faut donc rejeter les concurrents par la force. De là, le développement effréné du militarisme en tant qu'appareil matériel et en tant que mentalité agressive. La flotte américaine, vous le savez, est devenue l'égale de la flotte anglaise. Dans l'aviation militaire, les Etats-Unis occupent la première place ; il en est de même dans la chimie. Le «jour de la défense», les chimistes américains ont tenu un congrès où ils ont cru devoir faire deux démonstrations militaristes. Tout d'abord, les 69 sections de la Société américaine des chimistes ont déclaré que, chacune dans sa spécialité, elles travaillaient à la défense du pays ; puis le président du congrès, au nom des 15.000 membres de la Société, a assuré la Direction du ministère de la Guerre que toutes les forces de la Société étaient à la disposition de la défense nationale. Or il est facile de comprendre ce que signifie le mot «défense» pour l'Amérique, pays immense qui n'a pas de voisin capable de le menacer.

Nous entrons dans l'époque du développement offensif du militarisme américain. Pour mieux comprendre ce développement, il faut se souvenir de la rapidité avec laquelle le militarisme allemand s'épanouissait grâce au renforcement du capitalisme allemand. Ce dernier, arrivé après les autres, était obligé de jouer des coudes, et même des poings, pour se faire une place au soleil. La situation est la même pour le capital américain, mais dans des proportions beaucoup plus grandioses. En même temps, grâce à la situation géographique et aux particularités de l'évolution historique du pays, le capitalisme américain a encore la possibilité de revêtir le masque du pacifisme, ce qui est pour lui un grand avantage. Aujourd'hui encore, l'ingérence agressive du capital financier américain dans les affaires de l'Europe engendre et entretient les illusions pacifistes au sein de cette dernière. Pourtant le capitalisme américain et son militarisme sont en réalité maintenant les destructeurs de l'équilibre capitaliste mondial, c'est-à-dire de l'anarchie que l'on appelle de ce nom.

L'armée rouge en face du militarisme mondial

L'impérialisme américain s'élève actuellement au-dessus du monde comme la force la plus agressive, la plus effrénée et la plus destructive, force grosse de secousses et de bouleversements sanglants. Et nous, militaires de l'U.R.S.S., nous devons, sans perdre de vue les dangers directs et immédiats, tenir compte de ce facteur dans l'appréciation des perspectives militaires mondiales, car le capital américain ne pourra accomplir son œuvre de «pacification», c'est-à-dire de spoliation et d'asservissement de l'humanité, uniquement par des moyens «pacifiques» ; lorsqu'il se heurtera à des résistances, il poussera un Etat asiatique ou européen contre l'autre, il financera les guerres comme des entreprises commerciales. Or nous ne sommes pas le moindre des obstacles dans la voie des Etats-Unis, qui aspirent à l'hégémonie mondiale. Voilà pourquoi il nous faut être sur nos gardes.

A l'époque actuelle, comme toujours, il est des processus fondamentaux et il en est de secondaires, de temporaires ou de superficiels. En Europe et en Amérique, nous assistons en ce moment à un changement de gouvernement. Qui viendra au pouvoir en Amérique ? Selon toute vraisemblance, Coolidge sera élu président. Mais si le président était le démocrate Davis, ou même La Follette, le militarisme américain continuerait sa marche en avant et redoublerait d'agressivité. A propos, La Follette était considéré comme notre ami, car pendant ces dernières années il avait fait de la propagande pour la reconnaissance de l'U.R.S.S., mais au moment des élections présidentielles, il est devenu muet comme une carpe, et cela, ce n'est pas le fait du hasard. Les Etats-Unis sont actuellement le seul pays qui ait des plans d'offensive mondiale, des plans qui portent sur le globe terrestre tout entier - en attendant qu'on trouve le moyen de se transporter dans les autres planètes. Les Américains cherchent à avancer dans toutes les voies, et en premier lieu du côté de la Chine, vaste pays de 400 millions d'habitants qui pourrait leur fournir un immense débouché. Or, ils constatent sans plaisir aucun que, sur la ligne de chemin de fer de la Chine orientale, il se trouve des employés et des ouvriers soviétistes, qu'à Pékin, à Canton et à Shanghai, le drapeau soviétiste flotte non seulement sur l'ambassade mais aussi déjà sur les consulats. Ils n'ignorent pas que l'U.R.S.S. jouit d'un prestige formidable auprès du peuple chinois. Le bolchévisme mondial est le seul ennemi véritable, implacable de tout impérialisme et, partant, de l'impérialisme américain, le plus agressif de tous. De là la haine que les leaders américains comme Hugues nourrissent contre nous.

Ainsi donc, je le répète, il est des processus essentiels et il en est de secondaires ; en tant que politiques, nous ne pouvons pas négliger non plus les processus temporaires. L'avènement de Mac Donald au pouvoir n'est pas le fait du hasard. Nous avons essayé de conclure avec lui un traité, mais sa chute a interrompu les pourparlers. Que Curzon revienne au pouvoir et nous engagerons aussi des pourparlers avec lui. Ce sont là des processus de deuxième et de troisième ordre ; mais ce qui est essentiel, c'est l'exacerbation des contradictions, le développement effréné du militarisme, l'impossibilité pour les forces de production de trouver une issue, la préparation d'une guerre mondiale. La politique est obligée de compter avec les phénomènes de deuxième et de troisième ordre, sinon ce n'est pas une politique, mais c'est d'après les processus fondamentaux qu'il nous faut tracer notre ligne fondamentale. Il s'ensuit que l'armée et la flotte rouges continuent d'être un facteur essentiel pour la sauvegarde de la révolution et de l'Union soviétique. Il ne saurait être question de liquider nos forces militaires. Nous ferions preuve d'un impardonnable légèreté si, sous prétexte qu'on est déjà habitué à nous, que nous existons déjà depuis sept ans et que beaucoup d'Etats nous ont reconnus, nous décréitions que nous pouvons peu à peu réduire nos forces militaires et les ramener presque à rien... C'est la reconnaissance de l'U.R.S.S. est aussi pour nous une conquête, mais de quel ordre ? De deuxième ou de troisième ordre ; l'essentiel, c'est qu'à la base des rapports internationaux il se produit une accumulation des antagonismes et un renforcement du militarisme.

Mais, pourra-t-on dire, que sommes-nous avec notre armée et notre flotte, avec notre technique militaire en comparaison du militarisme de l'Europe capitaliste et des Etats-Unis, que sommes-nous devant les Etats-Unis, qui n'ont laissé au reste de l'humanité que la moitié des forces mécaniques, de l'or et des diverses valeurs existant sur notre globe ? Evidemment, si nous étions seuls avec nos forces armées, notre technique et nos ressources contre les Etats-Unis et le monde capitaliste tout entier, il y a longtemps que nous aurions succombé. Mais le gage principal de notre invincibilité, tant que nous serons encerclés par les Etats capitalistes, réside dans les antagonismes profonds qui déchirent le monde capitaliste et opposent les uns aux autres les Etats et les classes. C'est là la garantie pratique essentielle de notre stabilité.

Mais il est vrai aussi que les antagonismes divisant la société capitaliste ne la paralysent que jusqu'à un certain point, de sorte que si nous étions désarmés, notre désarmement constituant d'ailleurs une provocation vis-à-vis de nos ennemis, ceux-ci trouveraient facilement les forces nécessaires à nous vaincre. L'incompréhension du rôle de l'armée rouge dans la constellation mondiale des forces ressemble à celle du rôle d'une organisation militarisée de combat dans la lutte de classe. Qu'est-ce qui décide de l'issue d'une révolution ? Le degré de conscience révolutionnaire du prolétariat, son rôle dans la production, la corrélation objective des forces de classes, la situation internationale, etc. Pourtant, lorsque se rapproche le moment de la conquête du pouvoir, nous formons des organisations de combat, nous formons des centurions ouvrières, — «A quoi bon, pourrait-on nous objecter, dans un pays où existe un puissant militarisme bourgeois ? La proportion des forces de classes décidera de tout et non quelques centurions ouvrières !» Ce raisonnement d'allure marxiste est évidemment faux. La lutte de classe en arrive à se décider à coup de fusils, de mitrailleuses et même de revolvers. Oui, la question décisive de l'histoire est résolue à un certain moment, dans des certaines conditions, par la force des armes et si les armes ne sont pas données, s'il n'y a pas d'organisations pour les prendre, la classe révolutionnaire, même préparée sous tous les autres rapports à la prise du pouvoir, ne le prend pas...

L'armée et la flotte rouges ne nous eussent pas sauvé sans les antagonismes de classes et d'Etats. Mais sans armée et flotte rouges l'antagonisme de classes et d'Etats ne nous eut pas sauvé non plus. Et c'est précisément parce que les puissances nous reconnaissent après nous avoir implacablement combattu, précisément parce que nous n'avons plus à parer chaque jour des coups inattendus que nous avons pu réduire très sensiblement les effectifs de notre armée. Notre organisation militaire doit néanmoins être prête à faire front à tous les dangers futurs.

Certes il est dur à l'Union Soviétique de consacrer chaque année 200 millions de dollars (exactement 395.000.000 de roubles à la défense militaire). Mais c'est une inéluctable nécessité. Nous avons étudié chaque chapitre de chaque dépense. Toutes les économies qu'on pouvait faire, nous les avons faites. Nous avons atteint la limite au-delà de laquelle notre mécanisme de défense ne peut plus être simplifié ni réduit. Nous continuons à le perfectionner, nous ne chercherons plus à le réduire.

N. B. : Les effectifs de paix réunis de l'armée et de la flotte rouges n'atteignent pas 550 000 hommes.

Qu'est-ce que la radicalisation des masses ?
18 décembre 1929

Article paru dans La Vérité du 24 janvier 1930. Il constituait le premier chapitre d'une étude parue intégralement dans le Bulletin de l'opposition, n° 8, de janvier 1930, publiée ultérieurement en brochure par la Librairie du Travail sous le titre : La Troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste.

La « radicalisation » des masses est devenue aujourd'hui dans l'Internationale communiste un simple credo. Les véritables communistes - nous apprend *l'Humanité* - doivent reconnaître le rôle dirigeant du parti et la radicalisation des masses. Cette façon de poser la question est un non-sens. Le rôle dirigeant du parti est pour tout communiste un principe inébranlable. Celui qui ne se laisse pas guider par ce principe peut être anarchiste ou confusionniste, mais il n'est pas communiste, c'est-à-dire un révolutionnaire prolétarien. Quant à la « radicalisation », elle n'est pas un principe, mais seulement une caractéristique de l'état des masses. Est-elle juste ou fautive dans la présente période ? C'est une question de fait. Pour pouvoir apprécier sérieusement l'état des masses, il faut des critères justes. Qu'est-ce que la radicalisation ? Par quoi s'exprime-t-elle ? Qu'est-ce qui la caractérise ? Ces questions, la lamentable direction du parti communiste français ne les pose même pas. C'est tout au plus si un article officieux ou un discours mentionne l'accroissement des grèves. Mais là encore on ne donne que de simples chiffres sans analyse sérieuse, voire sans même une comparaison avec les années passées.

Cette façon de traiter la question découle non seulement des malfaisantes résolutions de la 10^e session de l'Exécutif, mais au fond du programme même de l'Internationale communiste. Il y est question de la radicalisation comme d'un procès *incessant*. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui la masse est plus révolutionnaire qu'hier et sera demain plus révolutionnaire qu'aujourd'hui. Cette façon mécanique de présenter les choses ne répond pas au processus réel du développement du prolétariat et de la société capitaliste dans son ensemble. En revanche, elle correspond on ne peut mieux à la mentalité des Cachin, des Monmousseau et autres opportunistes apeurés.

La social-démocratie, surtout avant la guerre, se représentait l'avenir sous la forme d'un accroissement incessant des suffrages jusqu'au moment de la prise totale du pouvoir. Pour le vulgaire ou le pseudo-révolutionnaire, cette perspective reste, au fond, en vigueur. Seulement au lieu d'*accroissement incessant des suffrages*, il parle de la *radicalisation incessante des masses*. Le programme boukharino-stalinien de l'Internationale communiste a également sanctionné cette conception mécanique. Il va de soi que vu sous l'angle de *toute notre époque prise dans son ensemble*, le développement du prolétariat s'opère dans le sens de la révolution. Mais ce n'est nullement un processus horizontal, tout comme d'ailleurs le processus objectif d'aggravation des antagonismes capitalistes. Les réformistes ne voient que les montées de la route capitaliste. Les « révolutionnaires » formels ne voient que les descentes. Quant au marxiste, il voit la ligne dans son ensemble, dans toutes ses courbes de conjonctures montantes et descendantes, sans pour cela perdre un seul instant de vue la direction fondamentale qui aboutit aux catastrophes guerrières et aux explosions révolutionnaires.

Les sentiments politiques du prolétariat ne se modifient nullement d'une façon automatique dans une seule et même direction. Les mouvements ascendants de la lutte de classes sont remplacés par des mouvements déclinants, les flux par les reflux, selon la combinaison éminemment complexe des conditions matérielles et idéologiques intérieures et extérieures. Si elle n'est pas utilisée au moment voulu, ou si elle l'est fausement, l'activité des masses a l'effet inverse et s'achève par une période de déclin dont la masse se relève ensuite avec plus ou moins de rapidité ou de lenteur, encore une fois sous l'effet de nouvelles poussées objectives. Notre époque se caractérise par des changements particulièrement brutaux, par des tournants extrêmement brusques de la situation et, dès lors, elle impose à la direction des devoirs exceptionnels sous le rapport d'une orientation juste.

L'activité des masses, en admettant même qu'elle soit organisée de façon entièrement juste, peut, selon les conditions, revêtir des expressions très différentes. Dans certaines périodes, la masse peut être totalement absorbée par la lutte économique et manifester très peu d'intérêt pour les questions politiques. En revanche, après avoir subi plusieurs revers importants sur le champ de la lutte économique, la masse peut brusquement reporter son attention dans le domaine politique. Mais, là encore - selon certains ensembles de conditions et selon l'expérience avec laquelle la masse s'est engagée dans ces conditions -, son activité politique peut s'orienter soit dans la voie purement parlementaire, soit dans la voie de la lutte extra-parlementaire.

Nous ne prendrons que quelques exemples qui caractérisent les contradictions du développement révolutionnaire du prolétariat. Celui qui sait observer les faits et en pénétrer le sens, celui-là comprendra sans peine que les variantes que nous avons signalées ne sont pas des combinaisons théoriques, mais sont l'expression de l'expérience internationale vivante de ces dernières années.

De ce qui précède il résulte en tout cas clairement que lorsqu'on parle de radicalisation, on doit exiger une définition concrète de cette idée. Cette exigence, l'opposition marxiste doit, bien entendu, se la poser à elle-même.

La négation pure et simple de la radicalisation - comme le font Monatte, Chambelland et d'autres - est aussi insuffisante que l'affirmation pure et simple. Il faut savoir apprécier ce qui *est* et ce qui *sera*.

La courbe des grèves en France.

Les chefs officiels parlent de la radicalisation de la classe ouvrière française en la reliant presque exclusivement au mouvement des grèves. Le développement de ce mouvement est un fait indiscutable, fondé sur les statistiques. Nous en ferons nous aussi notre point de départ.

La statistique officielle des grèves est en France bien en retard. Le dernier rapport du ministère du travail concernant les grèves donne les chiffres de 1925. Je n'ai à ma disposition aucun chiffre pour 1926. Pour les trois années suivantes, il y a les chiffres fournis par la presse communiste. Il est certain que les éléments pris aux deux sources sus-indiquées n'ont pas de mesure commune. Il n'est guère probable que le ministère enregistre avec l'exactitude voulue la totalité des grèves. D'un autre côté, les « révolutionnaires » superficiels de *l'Humanité* ont une tendance manifeste à donner des chiffres exagérés. Mais, malgré cela, la tendance générale du mouvement se dessine néanmoins de façon assez nette.

Le mouvement des grèves en France a atteint son point culminant dans les deux premières années qui ont suivi la guerre. En 1919, il y eut 2 100 grèves, auxquelles prirent part 1 200 000 grévistes. En 1920, il y en eut 1 900, qui englobèrent presque 1 500 000 grévistes. Pour le nombre de grévistes, ce fut l'année culminante. Dès 1921 - excepté une courte période dont il est question ci-dessous -, on constate une décroissance régulière, qui atteint son niveau le plus bas en 1926-27. Voici des chiffres globaux - en 1921, 450 000 grévistes, c'est-à-dire trois fois moins que l'année précédente. En 1922, 300 000 grévistes. Ce n'est qu'en 1923 que la courbe, non seulement ne s'abaisse pas, mais remonte même légèrement et indique 365 000 grévistes. Cette augmentation épisodique fut certainement déterminée par les événements liés à l'occupation de la Ruhr et par le mouvement révolutionnaire d'Allemagne. En 1924, le nombre des grévistes tombe à 275 000. En 1925, à 250 000. Pour 1926, comme nous l'avons dit, les chiffres font défaut. Pour 1927, nous n'avons que le total des grèves : en tout 230, alors que dans les années de 1919 à 1925 le nombre des grèves oscilla entre 570 et 2 100. Bien que le nombre de grèves soit encore un indice grossier, il n'en laisse pas moins aucun doute sur le fait que la courbe des grèves a, d'une façon générale, continué à fléchir de 1921 à 1927 inclusivement. Dans le dernier trimestre de 1927, on compte 93 grèves englobant 70 000 grévistes. Si l'on admet que les grèves se sont réparties également au cours de l'année entière (hypothèse nettement arbitraire), nous obtenons pour 1927 environ 280 000 grévistes, chiffre plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité.

Pour 1928, la presse communiste mentionne environ 800 grèves, dont 600 rien que dans le deuxième semestre de l'année, auxquelles prirent part 369 000 grévistes. Pour l'ensemble de 1928, on peut, par conséquent, accepter comme total général de grévistes le chiffre supposé de 400 à 450 000. Pour 1929, la même presse donne 1 200 grèves avec, à peu près, le même nombre de grévistes qu'en 1928.

Comparativement à l'année précédente, il n'y a pas, par conséquent, augmentation. Le nombre de grévistes en 1928, de même qu'en 1929, est approximativement deux fois plus élevé qu'en 1925. Il est à peu près égal à celui de 1921. Il est de trois fois et demie inférieur à celui de 1920.

Tous ces chiffres, on l'a déjà dit, ne prétendent pas à une exactitude absolue, mais ils sont suffisants pour déterminer la dynamique du mouvement. Après le point culminant des grèves de 1919-1920, la ligne va en déclinant jusqu'en 1923. En 1928 et 1929, nous constatons une montée certaine et en même temps sensible du mouvement des grèves, liée, comme il est facile de le comprendre (plus loin, cela sera démontré) à l'essor industriel qui accompagna la stabilisation du franc.

On peut dire en toute certitude que la période de 1919-1927 forme en quelque sorte dans la vie du prolétariat français un cycle à part renfermant aussi bien un essor impétueux du mouvement ouvrier aussitôt après la guerre que des défaites et la décroissance de celui-ci, décroissance particulièrement vive après l'effondrement de 1923 en Allemagne. Dans sa forme la plus générale, ce cycle est caractéristique non seulement pour la France, mais pour l'Europe entière ; et, dans une large mesure, pour le monde entier. Ce qui est caractéristique pour la France comme telle, c'est l'amplitude relativement modérée des oscillations entre les niveaux les plus hauts et les niveaux les plus bas du cycle : La France victorieuse n'a pas passé par une crise vraiment révolutionnaire¹. Dans le rythme du mouvement de grève français, les événements gigantesques qui se sont déroulés en Russie, en Allemagne, en Angleterre et dans les autres pays n'ont eu qu'une répercussion atténuée.

Ces mêmes tendances du mouvement de grèves des ouvriers français sont encore caractérisées par d'autres chiffres. Le nombre des grévistes et le nombre de journées de grève qui reviennent en moyenne à chaque grève a vivement fléchi à partir de 1922. En 1921, chaque grève représentait en moyenne près de 800 ouvriers et plus de

¹ Trotsky apporte ici un correctif important aux analyses qui avaient été les siennes quant au caractère de la situation en France en 1919 et 1920. Il écrira plus tard que c'est, en fait, le mouvement gréviste de juin 1936 qui constitue la suite, pour la France, du mouvement révolutionnaire entamé avec la révolution russe.

14 000 journées. En 1925, la moyenne était déjà de moins de 300 ouvriers et d'un peu plus de 2 000 journées. On peut supposer qu'en 1926-1927, ces moyennes en tout cas n'ont pas augmenté. En 1929, chaque grève représentait 400 ouvriers environ.

Relevons encore un important indice dont nous aurons besoin par la suite. Dans les années d'après-guerre, la première place parmi les grévistes appartenait surtout aux mineurs, aux métallurgistes, aux ouvriers de transports. En ces deux dernières années, la première place revient aux ouvriers du textile et en général à ce que l'on appelle l'industrie légère.

Que disent les chiffres de la statistique des grèves ?

Ces chiffres confirment-ils la thèse de la radicalisation des masses ou l'infirmement-ils ? Tout d'abord, répondrons-nous, ils la sortent du domaine de l'abstraction où Monmousseau dit « Oui », tandis que Chambelland dit « Non », sans définir ce qu'il faut entendre par radicalisation. Les chiffres cités plus haut concernant la lutte gréviste sont un témoignage indiscutable de certaines évolutions qui s'opèrent dans la classe ouvrière. En même temps, ils donnent une très précieuse estimation de la quantité et de la qualité de ces mouvements. Ils indiquent la dynamique générale du processus et permettent, dans une certaine mesure, de prévoir ce que sera demain, ou, plus exactement, les variantes de demain.

Tout d'abord établissons que les chiffres pour 1928-1929, en regard de la période précédente, caractérisent en quelque sorte le début d'un *cycle nouveau* dans la vie du prolétariat français. Ils autorisent à supposer que dans les masses se sont opérés et s'opèrent de profonds processus moléculaires dont le résultat est que l'inertie du fléchissement - ce qui, pour le moment, ne s'applique qu'à la lutte économique - commence à être vaincue.

Cependant, les mêmes chiffres montrent que le développement du mouvement de grèves est encore très modeste et ne donne nullement l'impression d'un débordement impétueux qui permettrait de conclure à une période révolutionnaire, voire pré-révolutionnaire. Notamment, la différence entre les années 1928 et 1929 n'est pas sensible. Au premier plan du mouvement de grèves figurent pour le moment, ainsi qu'il est mentionné ci-dessus, les entreprises de l'industrie légère. Chambelland tire de ce fait un argument-massue contre la radicalisation en général. Autre chose, dit-il, serait si les grèves englobaient les grandes entreprises d'une industrie-clé, métallurgie ou produits chimiques. En d'autres termes, il se représente la radicalisation tombant du ciel toute faite. En réalité, les chiffres attestent non seulement que la lutte du prolétariat est entrée dans un nouveau cycle, mais aussi que ce cycle ne fait que passer aujourd'hui par ses premières étapes. Après les défaites et le dépérissement du mouvement, une recrudescence en l'absence de tout grand événement, ne pouvait en réalité se manifester autrement que dans la périphérie industrielle, c'est-à-dire l'industrie légère, les branches secondaires, les entreprises de moindre importance. Le déplacement du mouvement de grèves dans la métallurgie, dans la construction mécanique et dans les transports signifierait le passage de celui-ci à un stade plus élevé et indiquerait déjà, non les symptômes d'une évolution qui commence, mais un changement radical dans l'état d'esprit de la classe ouvrière. On n'en est pas encore là. Mais il serait absurde de fermer les yeux sur le premier stade du mouvement simplement parce que le deuxième, le troisième ou le quatrième ne s'est pas encore produit. La grossesse, même au bout du deuxième mois, n'en est pas moins la grossesse. A vouloir la forcer, on aboutit à un avortement. Mais on peut arriver au même résultat en voulant l'ignorer. Il y a lieu d'ajouter, cependant au sujet de cette analogie, que dans le domaine social les délais sont loin d'être aussi précis que dans le domaine biologique.

Les faits et les phrases.

Quand on examine la question de la radicalisation des masses, on ne doit pas un seul instant oublier que le prolétariat n'atteint au monolithisme que dans les périodes les plus élevées d'essor révolutionnaire ; dans les conditions ordinaires de la société capitaliste, le prolétariat est loin d'être homogène, l'hétérogénéité de ses couches sociales apparaissant de la façon la plus nette précisément aux tournants du chemin. Les couches les plus exploitées, les moins qualifiées ou les plus politiquement retardataires du prolétariat sont fréquemment les premières à engager la lutte, et souvent les premières à l'abandonner au moment des revers. Dans une nouvelle étape, il est plus facile d'entraîner dans le mouvement les groupes d'ouvriers qui, dans l'étape précédente, n'ont pas subi de défaites, sans doute, en général, parce qu'ils n'ont pas encore pris part à de grandes batailles. Sous une forme ou sous une autre, ces phénomènes doivent également s'observer en France.

L'indécision des ouvriers organisés que signale la presse communiste officielle elle-même témoigne dans le même sens. Les organisés ont effectivement les centres de rétention trop fortement développés. Se sentant une partie infime du prolétariat, les organisés ont fréquemment tendance à jouer un rôle conservateur. Cela n'est évidemment pas un argument contre l'organisation, mais un argument contre sa faiblesse, et un argument contre les chefs syndicaux du type Monmousseau qui ne comprennent pas la nature de l'organisation syndicale et ne sont pas capables de lui assurer la place qui lui revient dans la classe ouvrière. Mais, de toute façon, dans la période actuelle, le rôle d'avant-garde que jouent les inorganisés dans le mouvement de grèves atteste qu'il ne

s'agit pas, pour l'instant, d'une lutte révolutionnaire, mais d'une lutte corporative-économique et, par surcroît, de ses manifestations primitives.

Dans le même sens témoigne le rôle important que jouent, dans les mouvements de grève, les ouvriers étrangers, lesquels - constatons-le, en passant - ont devant eux en France un rôle analogue dans une certaine mesure, celui des nègres aux Etats-Unis². Mais il s'agit là de l'avenir. A l'heure actuelle, le rôle que jouent dans les grèves les étrangers, qui souvent ne connaissent pas le français, est une preuve de plus qu'il s'agit non d'une lutte politique mais d'une lutte corporative dont l'impulsion a été donnée par le changement de conjoncture économique.

Même en ce qui concerne le front purement économique, on ne peut pas parler comme le font Monmousseau et Cie du caractère *offensif* de la lutte. Ils fondent cette formule sur le fait qu'un important pourcentage de grèves ont lieu au nom de *l'augmentation* des salaires. Ces chefs profonds oublient que cette forme de revendication est imposée aux ouvriers, d'une part par la hausse des prix des produits vitaux, d'autre part par le renforcement de l'exploitation physiologique de l'ouvrier consécutif aux nouvelles méthodes industrielles (rationalisation). L'ouvrier est obligé de revendiquer une *augmentation* du salaire nominal afin de *défendre* son niveau de vie d'hier. Ces grèves ne peuvent avoir un caractère *offensif* que du point de vue de la comptabilité capitaliste. Du point de vue de la politique syndicale, elles revêtent un caractère strictement défensif. C'est précisément cet aspect de la question que devrait comprendre nettement, et mettre à tout moment en évidence, tout syndicaliste sérieux. Mais Monmousseau et Cie se croient en droit d'être des syndicalistes bons à rien sous prétexte qu'ils ont, qu'on pardonne l'expression, des *chefs révolutionnaires*. En s'égosillant à crier au caractère offensif, politique et révolutionnaire des grèves économiques purement défensives, ils ne changent pas, bien entendu, la nature de ces grèves et ne rehaussent pas leur importance d'un millimètre, mais ils arment en revanche on ne peut mieux les patrons et les pouvoirs publics pour la résistance aux ouvriers.

Les choses ne sont nullement améliorées quand nos « chefs » viennent affirmer que les grèves prennent un caractère « politique » en raison... du rôle actif qu'y joue la police. Le bel argument ! Les matraquages de grévistes par la police sont qualifiés d'offensive révolutionnaire des ouvriers ! L'histoire de France connaît plus d'une fusillade d'ouvriers lors de grèves purement économiques. Aux Etats-Unis, la répression sanglante des grèves est une règle. Est-ce que les ouvriers des Etats-Unis, mènent une lutte des plus révolutionnaires ? Seuls les braillards qui font inconsciemment le jeu des patrons et de leur police peuvent l'identifier avec l'offensive politico-révolutionnaire des masses ouvrières.

Lorsque le conseil général des trade-unions britanniques présenta la grève révolutionnaire de 1926 comme une manifestation pacifique, il savait ce qu'il faisait, c'était là une trahison foncièrement préméditée. Lorsque Monmousseau et Cie présentent des grèves économiques éparses comme une offensive révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, personne ne les accusera de trahison consciente : il est peu probable que, d'une façon générale, ces gens-là soient capables d'agir avec préméditation. Mais les ouvriers ne s'en trouvent pas mieux.

Nous verrons dans un second article comment nos héros terriblement révolutionnaires rendent encore d'autres services aux patrons, en ignorant l'essor commercial et industriel, en diminuant sa portée, c'est-à-dire en rabaisant les profits capitalistes, et en sapant ainsi le terrain sous la lutte économique des ouvriers.

Tout cela, bien entendu, pour la gloire de la « troisième période »

Un complément indispensable.

L'Humanité du 7 janvier publie, en se fondant sur des données officielles plus récentes que celles que nous avons à notre disposition, la statistique des grèves en France de 1919 à 1928 inclus. Nous reproduisons intégralement ce tableau :

Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1919	2111	1 211 242
1920	1911	1 462 228
1921	570	451 854
1922	694	300 588
1923	1114	365 868
1924	1083	374 865
1925	931	249 198
1926	1060	349 309
1927	443	120 551
1928	943	222 606

² La France est à cette époque, et depuis la fin de la première guerre mondiale, pays d'immigration. On dénombrait 3 millions d'« étrangers » en 1931, et le gouvernement du Bloc national prit à leur encontre des mesures discriminatoires.

Ce tableau apporte quelques changements à notre étude des grèves des trois dernières années. Mais il n'est pas difficile de montrer que ces changements n'atténuent pas, qu'ils renforcent plutôt nos conclusions.

C'est l'année 1927 qui représente le point le plus bas dans le mouvement de grèves en France pour toute la décennie. En 1928, une certaine hausse se manifeste. D'après les données de la presse communiste, nous avons estimé approximativement le chiffre des grévistes en 1928 à 400 à 450 000 hommes. Pour l'année 1929, *l'Humanité* donne le chiffre d'un demi-million de grévistes, chiffre qui n'est pas justifié même par ses propres données, et tire de là une conclusion de la croissance rapide des grèves en 1929 par rapport à l'année précédente. Cela n'empêche pas *l'Humanité* de déclarer que le chiffre officiel pour l'année 1928 est au-dessous de la réalité. Ainsi, du même chiffre on tire des conclusions dans deux sens diamétralement opposés.

Cependant, si l'on prend les chiffres de *l'Humanité* elle-même pour les deux dernières années, on trouve non une hausse, mais plutôt une certaine décroissance du mouvement gréviste en 1929. Ce résultat inattendu s'explique de toute évidence par ce simple fait que les exagérations de *l'Humanité* pour 1928 étaient plus « généreuses » que pour 1929.

Nous ne possédons pas les chiffres, même globaux, du gouvernement pour 1929 : la conclusion que le nombre des grévistes de l'année écoulée a doublé par rapport à l'année précédente est fondée sur la comparaison inadmissible entre le chiffre surestimé de *l'Humanité* et le chiffre sous-estimé du gouvernement.

Du tableau officiel que nous donnons plus haut, il ressort clairement que 1928, qui a été proclamée comme la première année de l'essor révolutionnaire, a connu un nombre de grévistes qui, 1927 prise à part, est le plus bas de toute la décennie. Or, le diagnostic de la « troisième période » qui avait placé la France dans la prétendue « avant-garde de l'essor, révolutionnaire » s'appuyait surtout, sinon exclusivement, sur les faits du mouvement gréviste.

La conclusion reste toujours la même : avec des armes pareilles et avec des procédés de ce genre, on ne marche que vers des défaites !

Crise de conjoncture et crise révolutionnaire du capitalisme 22 décembre 1929

Cet article, paru dans La Vérité du 31 janvier 1930, constitue le deuxième article de la brochure : La Troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste.

Au 5^e congrès de la C. G. T. unitaire³, A. Vassart prononça contre Chambelland un grand discours qui fut ensuite édité en brochure avec une préface de Jean Brécot. Dans son discours-brochure, Vassart essaie de défendre la perspective révolutionnaire contre la perspective réformiste. Dans ce sens, notre sympathie lui est tout entière acquise. Mais, hélas ! il défend la perspective révolutionnaire avec des arguments qui ne peuvent profiter qu'aux réformistes.

Son discours renferme une série d'erreurs mortelles, théoriques et pratiques. On peut rétorquer que les argumentations faibles ne manquent pas et que Vassart peut encore beaucoup apprendre. Je serais moi-même heureux de le croire. Mais les choses se compliquent du fait que le discours est édité en brochure de propagande, avec le renfort d'une préface de Jean Brécot, lequel est au moins le cousin de Monmousseau⁴, et que cela donne à cette brochure l'allure d'un programme. Le fait que non seulement l'auteur, mais aussi le rédacteur, en préparant un discours destiné à être imprimé, n'ont pas remarqué les criantes erreurs qu'il renferme, témoigne de l'état navrant du niveau théorique des dirigeants actuels du communisme français. Jean Brécot ne se lasse pas de tonner contre l'opposition marxiste. Néanmoins, comme nous le montrerons tout à l'heure, il devrait, de toute nécessité, commencer par apprendre son alphabet. La direction du mouvement ouvrier, Marx l'a dit un jour à Weitling, ne s'accommode pas de l'ignorance.

Chambelland a exprimé au congrès l'idée, qui ne repose décidément sur rien, hormis sur les tendances réformistes de l'orateur, que la stabilisation du capitalisme se maintiendrait encore de trente à quarante ans. Autrement dit, même la nouvelle génération du prolétariat, qui n'en est encore qu'à ses premiers pas, ne peut compter sur la conquête révolutionnaire du pouvoir. Chambelland n'a fait valoir aucune raison sérieuse en faveur de ces délais fantastiques. Or, l'expérience historique de ces vingt dernières années et l'analyse théorique de la situation actuelle se retournent entièrement contre les perspectives de Chambelland.

Mais voyons comment Vassart le réfute. Ce dernier démontre, tout d'abord, que même avant la guerre le système économique ne pouvait exister sans secousses : « Depuis 1850 jusqu'à 1910, il y a eu environ tous les quatorze ans une crise engendrée par le système capitaliste... » (p. 14.) Et plus loin : « Si, avant la guerre, il y avait des crises tous les quatorze ans, y a une contradiction entre ce fait et l'affirmation de Chambelland qui ne voit pas de crise sérieuse avant quarante ans. »

Il n'est pas difficile de comprendre que, par cette argumentation, Vassart, qui confond les crises de conjoncture avec la crise révolutionnaire de l'ensemble du capitalisme, ne fait que renforcer la position fautive de Chambelland.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est que le cycle de conjoncture soit fixé à quatorze ans. Où Vassart a-t-il pris ce chiffre ? Nous l'entendons pour la première fois. Et comment se fait-il que Jean Brécot, qui nous donne des leçons avec tant d'autorité (pour ainsi dire avec autant d'autorité que Monmousseau lui-même) n'ait pas remarqué cette erreur grossière, surtout dans cette question qui est d'une importance immédiate et vitale pour le mouvement syndical ?

Avant la guerre, chaque syndicaliste savait que les crises, ou tout au moins les dépressions économiques, se répétaient tous les sept à huit ans. Si l'on prend une période portant sur un siècle et demi, on constate que, d'une crise à l'autre, il ne s'est jamais écoulé plus de onze années. Quant à la durée moyenne du cycle, elle est environ de huit années et demie. D'autre part, comme la période d'avant-guerre l'a déjà montré, le rythme de conjoncture a tendance, non pas à se ralentir, mais à s'accélérer, ce qui est en connexion avec le renouvellement plus fréquent de l'outillage technique. Dans les années d'après-guerre, les variations de conjoncture eurent un caractère irrégulier qui s'est, cependant, traduit par ceci que les crises se sont répétées plus souvent qu'avant la guerre. Comment des syndicalistes français de premier plan peuvent-ils ignorer ces faits élémentaires ? Comment peut-on, en particulier, diriger un mouvement de grève sans avoir devant les yeux le tableau réel de l'alternance des conjonctures économiques ? Cette question, tout communiste sérieux peut et doit la poser aux dirigeants de la C.G.T. unitaire et, en premier lieu, à Monmousseau, carrément.

³ Le 5^e congrès de la C.G.T.U. se tint à Paris en septembre 1929. 148 syndicats, disposant de 214 voix, votèrent contre le rapport d'activité, 1116 syndicats disposant de 1758 voix votèrent pour. Contre Vassart, secrétaire de la C.G.T.U., Maurice Chambelland fut le porte-parole d'une minorité que Trotsky qualifia de « néo-réformiste » et qui exprimait la réaction de nombreux militants - membres du parti communiste compris - contre l'aventurisme de la troisième période.

⁴ Personne n'ignorait, dans le mouvement communiste, que « Jean Brécot » était l'un des pseudonymes de Gaston Monmousseau.

Voilà pour le côté pratique... La situation n'est pas meilleure si on la considère du point de vue de la méthodologie. En réalité, que démontre Vassart ? Que le développement capitaliste est, d'une manière générale, inconcevable sans contradictions de conjoncture : celles-ci existaient avant la guerre, elles continueront d'exister à l'avenir. Voilà un lieu commun qu'il ne viendra probablement pas à l'idée de Chambelland lui-même de contester. Mais nulle perspective révolutionnaire ne découle encore de là. Ce serait plutôt le contraire : **si, au cours des cent cinquante dernières années, le monde capitaliste a passé par dix-huit crises, il n'y a pas de raison de conclure que le capitalisme doit tomber à la dix-neuvième ou à la vingtième.** En réalité, les cycles de conjoncture jouent, dans la vie du capitalisme, le même rôle que les cycles de circulation du sang dans la vie de l'organisme. Du caractère périodique des crises découle aussi peu l'inévitabilité de la révolution que du caractère rythmique du pouls découle l'inévitabilité de la mort.

Au 3^e congrès de l'Internationale communiste (1921), les ultra-gauches d'alors (Boukharine, Zinoviev, Radek, Thaelmann, Thalheimer, Pepper, Bela-Kun et autres) considéraient que le capitalisme ne connaîtrait plus d'essor industriel, car il était entré dans sa dernière (la « troisième » ?) période, laquelle devait se dérouler sur le fond d'une crise permanente jusqu'à la révolution. Autour de cette question s'engagea, au 3^e congrès, une sérieuse lutte idéologique. Mon rapport fut en grande partie consacré à démontrer l'idée que même pour l'époque de l'impérialisme, les lois qui déterminent l'alternance des cycles industriels restent en vigueur et que les oscillations de conjoncture seront inhérentes au capitalisme aussi longtemps que, d'une façon générale, il existera dans le monde : le pouls ne cesse de battre que chez le mort. Mais, suivant le caractère du pouls, en connexion avec les autres symptômes, le médecin peut déterminer si l'organisme qu'il a devant lui est fort ou faible, sain ou malade - je ne parle pas bien entendu des médecins de l'école de Monmousseau.

Or, Vassart essaie de prouver l'inévitabilité et la proximité de la révolution en se basant sur le fait que, d'une façon générale, les crises et les périodes d'essor se succèdent... tous les quatorze ans.

Vassart aurait facilement évité ces erreurs grossières s'il avait étudié ne fût-ce que le rapport et les débats consacrés par le 3^e congrès de l'Internationale communiste à cette question. Mais, hélas ! les documents essentiels des quatre premiers congrès tenus à l'époque où, dans l'Internationale communiste militait une véritable pensée marxiste, constituent à l'heure actuelle une littérature interdite⁵. Pour la nouvelle génération des chefs, l'histoire de la pensée marxiste commence au 5^e congrès, voire tout particulièrement à la 10^e session du comité exécutif de l'Internationale communiste⁶. La destruction systématique de la tradition théorique représente un des principaux crimes de l'appareil bureaucratique aveugle et borné.

La conjoncture économique et la radicalisation des masses.

Si Vassart ignore le mécanisme des cycles industriels et ne comprend pas l'interdépendance qu'il y a entre les crises de conjoncture et la crise révolutionnaire de l'ensemble du système capitaliste, l'interdépendance dialectique qui existe entre la conjoncture économique et la lutte de classe ouvrière ne lui est pas moins étrangère. Vassart se représente cette dépendance d'une manière tout aussi mécanique que son adversaire Chambelland, bien que tous les deux aboutissent à des conclusions diamétralement opposées et du reste également erronées.

Chambelland déclare : « La radicalisation des masses, c'est, en quelque sorte un baromètre qui permet d'apprécier l'état du capitalisme d'un pays. Si le capitalisme se trouve à son déclin, les masses sont forcément radicalisées. » (p. 23.) Chambelland en tire cette conclusion que du moment que les grèves n'englobent que la périphérie des ouvriers et que la métallurgie et l'industrie des produits chimiques sont peu touchées, c'est que le capitalisme n'est pas encore à son déclin et qu'il a encore devant lui quarante ans de développement.

Que répond à cela Vassart ? « Il (Chambelland) ne voit pas mieux la radicalisation parce qu'il ne voit pas non plus les nouvelles méthodes d'exploitation. » Vassart ressasse sur tous les tons l'idée que si l'on admet l'aggravation de l'exploitation et si l'on comprend que cette aggravation va encore se développer, il y a là « quelque chose qui oblige à répondre par l'affirmative à la question de la radicalisation des masses. » (p. 31.)

Quand on lit cette polémique, on a comme l'impression de deux hommes qui chercheraient à s'attraper l'un l'autre les yeux bandés.

Il est faux qu'une crise, toujours et dans n'importe quelles conditions, radicalise les masses. Exemple : l'Italie, l'Espagne, les Balkans, etc. Il est faux que le radicalisme de la classe ouvrière corresponde immanquablement à

⁵ Seule l'opposition de gauche fera réimprimer, à la Librairie du Travail, les textes des résolutions et adresses des quatre premiers congrès de l'I.C.

⁶ Le 5^e congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou du 17 juin au 8 juillet 1924, marque le début, sur une grande échelle, du mouvement de « bolchevisation » de l'Internationale sous la houlette de Zinoviev, c'est-à-dire l'élimination de toute velléité d'opposition et surtout du « trotskysme ». Le 10^e plénum (en juillet 1929), marque le tournant décisif vers la troisième période.

une période de déclin du capitalisme. Exemple : le chartisme en Angleterre, etc⁷. Chambelland et Vassart, au nom de schémas inanimés, méconnaissent autant l'un que l'autre l'histoire vivante du mouvement ouvrier. Également fautive est la conclusion de Chambelland : car il n'est pas possible de tirer la négation de la radicalisation qui commence du fait que les grèves n'ont pas encore englobé la masse principale des ouvriers français ; en revanche, on peut et on doit en tirer une appréciation concrète de l'ampleur, de la profondeur et de l'intensité de cette radicalisation. Visiblement, Chambelland n'entend croire à celle-ci qu'une fois qu'elle aura englobé l'ensemble de la classe ouvrière. Or, la classe ouvrière n'a pas besoin de ce genre de chefs qui veulent être défrayés de tout. Il faut savoir distinguer les premiers symptômes, et suivre attentivement l'évolution du processus. En même temps, on ne doit pas perdre un instant de vue le caractère général de notre époque, qui a déjà montré plus d'une fois et montrera encore, qu'entre les premiers symptômes d'animation et l'élan impétueux qui crée une situation révolutionnaire, il faut non pas quarante ans, mais peut-être cinq fois ou même dix fois moins.

Vassart ne s'en tire pas mieux. Il établit tout simplement un parallélisme mécanique entre l'exploitation et la radicalisation. Comment peut-on nier la radicalisation des masses, s'écrie Vassart, indigné, si l'exploitation augmente de jour en jour ? C'est de la métaphysique enfantine, toute inspirée de Boukharine. La radicalisation, il faut la démontrer, non par des déductions, mais par des faits. L'argument de Vassart peut sans peine être retourné ; il suffit de poser cette question : Comment les capitalistes pourraient-ils augmenter de jour en jour l'exploitation s'il y avait réellement radicalisation ? C'est précisément le manque de combativité des masses qui permet d'aggraver l'exploitation. Certes, un tel raisonnement, non accompagné de réserves, serait lui aussi unilatéral, mais il serait tout de même plus près de la réalité que l'échafaudage de Vassart.

Le malheur est que l'accroissement de l'exploitation n'entraîne pas en toutes circonstances une plus grande combativité du prolétariat. Ainsi, dans une conjoncture *déclinante*, dans une période de développement de chômage, tout particulièrement après des batailles perdues, l'accroissement de l'exploitation engendre non pas la radicalisation des masses, mais au contraire l'abattement, la débandade, et la désagrégation. C'est par exemple ce que nous avons vu chez les mineurs anglais, au lendemain de la grève de 1926. C'est ce que nous avons vu sur une plus large échelle encore en Russie, quand la crise industrielle de 1907 vint s'ajouter à l'écrasement de la révolution de 1905. Si, ces deux dernières années, l'accroissement de l'exploitation a abouti en France à un certain développement du mouvement de grèves, c'est qu'un terrain propice à été créé, par l'essor de la conjoncture économique et non par son déclin.

Les faux révolutionnaires craignent le processus économique.

Les opportunistes « ultra-gauches » qui dirigent l'Internationale communiste craignent une période d'essor comme une « contre-révolution » économique. Leur radicalisme s'appuie sur un frêle pivot. Une progression ultérieure de la conjoncture industrielle porterait au premier chef un coup mortel à la théorie stupide de la « troisième et dernière période ». Ces gens tirent les perspectives révolutionnaires non du processus réel des contradictions, mais de schémas faux. Et de là découlent leurs fatales erreurs de tactique.

Il peut paraître incroyable qu'au congrès des syndicats unitaires de France les orateurs officiels aient eu principalement à cœur de représenter sous le jour le plus lamentable la situation du capitalisme français. En même temps qu'ils exagéraient d'une manière criarde l'ampleur actuelle du mouvement de grèves, les staliniens français donnaient une caractéristique de l'économie française qui enlève tout espoir à la lutte de grève corporative à l'avenir. Vassart était du nombre. C'est d'ailleurs parce que, avec Monmousseau, il identifie la crise du capitalisme à une crise de conjoncture et considère, cette fois avec Chambelland, qu'un essor de conjoncture peut renvoyer la révolution à des années lointaines, que Vassart a une crainte superstitieuse d'un essor industriel. Aux pages 21-24 de sa brochure, il démontre que la reprise industrielle actuelle de la France est « factice » et « momentanée » (p. 24). Au comité national de décembre, Richetta décrivait l'industrie textile française comme déjà en état de crise. S'il en est ainsi, c'est donc que le mouvement de grèves, qui constitue pour le moment l'unique manifestation de la radicalisation, n'a pas de base économique, ou qu'il la perdra bientôt. A tout le moins, en anticipant, Vassart et Richetta fournissent aux représentants du capitalisme des arguments d'un prix inestimable contre les concessions économiques aux ouvriers et, ce qui est plus important encore, donnent des arguments décisifs aux réformistes contre les grèves économiques, car on doit bien comprendre qu'en aucun cas la perspective de *batailles économiques* grandissantes ne saurait découler d'une perspective de crise chronique.

Est-il possible que ces syndicalistes de malheur ne suivent pas la presse économique ? Ils diront, sans doute, que les journaux du capital font à dessein étalage d'optimisme. Mais on comprend bien qu'il ne s'agit pas, dans notre esprit, des articles leaders. De jour en jour, de mois en mois, la presse publie les cours de la Bourse, les balances des banques, des établissements industriels et commerciaux, des chemins de fer. A ce sujet, quelques chiffres ont

⁷ Le mouvement chartiste, dans le deuxième quart du XIX^e siècle, fut en réalité le premier mouvement ouvrier révolutionnaire de masse de l'époque contemporaine et l'expérience chartiste, par l'intermédiaire d'Engels, exerça sur la pensée de Marx une incontestable influence : il coïncida précisément avec la période de montée foudroyante du capitalisme en Grande-Bretagne.

déjà été donnés dans le n° 12 de *la Vérité*⁸. Des chiffres plus récents ne font que confirmer la tendance ascendante de l'économie française. Le dernier supplément économique du Temps (9 janvier) qui m'est parvenu donne, par exemple, le rapport lu à l'assemblée générale des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. Nous ignorons ce que pense M. Cuvelette de la philosophie de la « troisième période » et nous avouons ne pas nous y intéresser beaucoup. Mais en revanche, ce monsieur sait très bien calculer les bénéfices et répartir les dividendes. Cuvelette fait ainsi le bilan du dernier exercice : « La situation du marché intérieur a été particulièrement satisfaisante. » Cette formule n'a rien de commun avec un optimisme platonique, car elle est appuyée par 40 francs de dividende par action au lieu de 25 francs l'an dernier. Nous posons la question : Ce fait a-t-il ou n'a-t-il pas d'importance pour la lutte économique des ouvriers de la métallurgie ? Il semblerait que ça en ait. Mais, hélas ! derrière Cuvelette, nous apercevons la figure de Vassart ou de Brécot, ou bien de Monmousseau lui-même, et nous les entendons dire : « Ne croyez pas les paroles de cet optimiste capitaliste qui ignore que nous sommes enfoncés jusqu'aux oreilles dans la troisième période ! » N'est-il pas clair que, si l'ouvrier commet la faute de croire Monmousseau dans cette question plutôt que Cuvelette, il devra en venir à cette conclusion qu'il manque de base solide pour mener une lutte économique victorieuse, à plus forte raison une lutte offensive ?

L'école de Monmousseau - si l'on peut qualifier d'école un établissement où les gens se déshabituent de penser, de lire et d'écrire - a peur d'un essor économique. Néanmoins, il faut dire tout net que, pour la classe ouvrière française qui, à deux reprises au moins, a renouvelé sa composition sociale : pendant la guerre et après la guerre, qui, de la sorte, a incorporé dans ses rangs d'immenses quantités de jeunes, de femmes, d'étrangers, et qui est encore loin d'avoir fondu cette substance humaine dans sa cuve⁹, pour la classe ouvrière française, l'évolution ultérieure de l'essor industriel créerait une école incomparable, cimenterait ses rangs, montrerait à ses couches les plus arriérées leur importance et leur rôle dans le mécanisme capitaliste et, en conséquence, porterait à un plus haut niveau la conscience que la classe ouvrière a d'elle-même. Deux ou trois ans, voire une année de lutte économique large et victorieuse transfigureraient le prolétariat. Et, après une juste utilisation de l'essor économique, la crise de conjoncture peut donner une sérieuse impulsion à une réelle radicalisation politique des masses.

En même temps, on ne doit pas oublier que les guerres et les révolutions de notre époque découlent, non des crises de conjoncture, mais d'un antagonisme parvenu à une extrême acuité entre le développement des forces productives d'une part, la propriété bourgeoise et l'Etat national d'autre part. La guerre impérialiste et la révolution d'Octobre sont déjà arrivées à montrer l'intensité de ces antagonismes. Le rôle nouveau de l'Amérique les a encore aggravés. Or, plus le développement des forces productives dans tel ou tel pays, ou dans plusieurs pays, prendra d'importance, plus tôt le nouvel essor s'enfermera dans les contradictions fondamentales de l'économie mondiale et plus violente sera la réaction économique, politique, intérieure et extérieure. Un important essor industriel serait, dans tous les cas, non pas un inconvénient, mais un immense avantage pour le communisme français en donnant un puissant tremplin de grèves à l'offensive politique. Conclusion : les situations révolutionnaires ne manqueront pas. En revanche, ce qui fera peut-être défaut, c'est l'aptitude à les exploiter.

Peut-on considérer comme certain un prochain développement ascendant de la conjoncture économique française ? Nous ne voulons pas l'affirmer. Diverses éventualités sont possibles. De toute façon, ceci ne dépend pas de nous. Mais ce qui dépend de nous et ce que nous sommes tenus de faire, c'est de ne pas fermer les yeux sur les faits, au nom de misérables schémas, mais de prendre l'évolution économique telle qu'elle est et de déterminer une tactique syndicale fondée sur des faits réels.

Nous parlons en l'espèce de tactique, que nous séparons de la stratégie, laquelle, bien entendu, est déterminée non par les variations de conjoncture, mais par les tendances fondamentales de l'évolution. Si la tactique est subordonnée à la stratégie, d'un autre côté la stratégie ne se réalise que par la tactique. Dans l'Internationale communiste comme dans l'Internationale syndicale rouge, la tactique réside dans le zigzag du moment, et la stratégie dans la somme mécanique des zigzags. Voilà pourquoi l'avant-garde prolétarienne subit défaites sur défaites.

⁸ On ne peut que se féliciter de voir *la Vérité* donner dans ses colonnes une revue économique mensuelle. Le premier article (n° 12) est une démonstration magnifique de la nécessité pour tout communiste d'avoir une orientation économique, aussi bien dans le travail de parti que dans le travail syndical. Les oppositionnels doivent précisément appuyer sur ce côté des choses en opposant une perspective vraiment révolutionnaire, fondée sur l'analyse marxiste des faits et des chiffres, non seulement aux clapotages vides des Cachin et des Monmousseau, mais aussi à la prose politique de certains personnages de salon qui se sont inscrits par erreur dans les rangs de l'opposition de gauche. (*Note de Trotsky.*)

⁹ Remarque capitale : mais cet aspect de l'histoire contemporaine de la France n'a pas encore été étudié à ce jour.

Quels sont les indices de la radicalisation des masses ?
Déclin du P.C. et de la C.G.T.U.
27 décembre 1929

Nous n'avons retenu que la première partie du troisième chapitre de la brochure parue dans La Vérité du 7 février 1930, la seule qui concerne la France.

La question de la radicalisation des masses ne se limite pas au seul mouvement de grèves. Où en est la lutte politique ? Et tout d'abord : où en sont les effectifs et l'influence du parti communiste ?

Il est remarquable qu'en parlant de radicalisation les chefs officiels ignorent avec une effarante légèreté la question de leur propre parti. Cependant le fait est qu'à partir de 1925 les effectifs du parti ont décru d'année en année ; en 1925, ils étaient de 83 000 membres ; en 1926, de 65 000 ; en 1927, de 56 000 ; en 1928, de 52 000 ; en 1929, de 35 000. Nous nous servons, pour les années passées, des chiffres officiels donnés par le secrétaire de l'Internationale Piatnitski, pour 1929 des chiffres donnés par Sémard. Quoi qu'on puisse penser de ces chiffres, certainement très exagérés, il n'en reste pas moins vrai qu'ils tracent, dans leur ensemble, avec une absolue netteté, la courbe du *déclin* du parti : en cinq ans, les effectifs sont tombés de plus de moitié.

On dira que la qualité vaut mieux que la quantité et que maintenant il ne reste plus dans le parti que des communistes absolument sûrs. Admettons-le. Mais la question n'est nullement là. Le processus de radicalisation des masses ne peut en aucune façon se traduire par l'isolement des éléments de cadres, mais au contraire par un afflux dans le parti d'éléments sûrs et mi-sûrs et par la conversion de ceux-ci en éléments sûrs. On ne peut concilier la radicalisation politique des masses avec la diminution systématique des effectifs du parti que si l'on considère, dans la vie de la classe ouvrière, le parti comme la cinquième roue d'une charrette. Les faits sont plus forts que les mots : non seulement au cours des années 1925-1927, quand la vague de grèves refluit, mais même au cours des deux dernières années, lorsque le nombre de grèves commença à augmenter, nous constatons un déclin persistant de l'effectif du parti.

Là-dessus, les honorables Pangloss du communisme officiel nous interrompent pour nous signaler la « disproportion » qui existe entre les effectifs du parti et son influence. Telle est aujourd'hui, d'une manière générale, la formule de l'Internationale communiste imaginée par de rusés compères à l'usage des nigauds. Cependant, cette formule canonique, non seulement n'explique rien, mais dans un certain sens, aggrave même les choses. L'expérience du mouvement ouvrier atteste que la différence entre le rayon d'organisation et le rayon d'influence du parti - toutes conditions égales - est d'autant plus grande que le caractère dudit parti est moins révolutionnaire et plus « parlementaire ». L'opportunisme s'appuie beaucoup plus facilement que le marxisme sur des masses dispersées. On s'en rend compte, notamment, par la simple comparaison du parti socialiste et du parti communiste¹⁰. L'accroissement systématique de la « disproportion », parallèlement à la décroissance du nombre des communistes organisés, ne pourrait, par conséquent, rien signifier d'autre que ceci : que le parti communiste français, de parti révolutionnaire, se transforme en parti parlementaire et municipal. Que, *dans une certaine mesure*, ce processus ait existé au cours de ces dernières années, c'est ce qu'attestent, de façon indiscutable, les récents scandales « municipaux », auxquels il est à craindre que ne succèdent, encore cette fois, les scandales « parlementaires »¹¹. Néanmoins, la différence entre le parti communiste tel qu'il est actuellement et l'agence socialiste de la bourgeoisie reste considérable. Les Pangloss de la direction dénigrent le parti communiste français quand ils pérorent sur on ne sait quelle gigantesque disproportion entre les effectifs de celui-ci et son influence. On n'a pas de peine à démontrer que l'influence politique du communisme, s'est hélas ! bien faiblement développée en ces cinq dernières années.

Le parlementarisme dans le parti français.

Pour les marxistes, ce n'est pas un secret que les élections parlementaires et municipales reflètent, en les défigurant à l'extrême, et toujours au préjudice des tendances révolutionnaires, les véritables sentiments des masses opprimées. Néanmoins, la dynamique de l'évolution politique a également son reflet dans les élections parlementaires : c'est une des raisons pour lesquelles nous, marxistes, prenons une part active à la lutte parlementaire et municipale. Mais que disent les chiffres de la statistique électorale ?

¹⁰ A la veille des élections législatives de 1924, le bureau du comité exécutif de l'I. C., dans un manifeste spécial adressé au parti communiste français, traitait le parti socialiste de parti « inexistant ». Le manifeste était dû à ce voltigeur de Losovsky. C'est en vain que je protestai, dans une lettre adressée au bureau, contre cette légèreté d'appréciation, en même temps que j'expliquai qu'un parti réformiste parlementaire peut garder une très grande influence avec une organisation, voire une presse faible. Cela fut mis au compte de mon « pessimisme ». Le résultat des élections de 1924 de même que l'évolution ultérieure ne tardèrent pas, bien entendu, à jeter bas cette fois encore l'optimiste légèreté de Zinoviev-Losovsky. (*Note de Trotsky.*)

¹¹ En novembre 1929, six conseillers municipaux de Paris furent exclus du parti, parmi lesquels Louis Sellier, ancien secrétaire général du P. C. Ils devaient constituer en décembre un *parti ouvrier et paysan* puis rejoindre des éléments ayant rompu précédemment au sein du *parti d'unité prolétarienne*. Les exclus avaient cherché la rupture au lendemain de la « journée du 1^{er} août ».

Aux élections législatives de 1924, le parti communiste réunit 875 000 suffrages, un peu moins de 10 % de tous les suffrages exprimés. Aux élections de 1928, le parti a obtenu un peu plus d'un million de voix (1 064 000), ce qui représente 11,3 % de l'ensemble des votants. Ainsi, en quatre années, le poids spécifique du parti dans le corps électoral du pays s'est accru de 1,3 %. Si le processus se poursuivait dans l'avenir à ce rythme, la perspective de Chambelland sur les trente à quarante ans de paix sociale pourrait bien s'avérer trop... révolutionnaire.

Le parti socialiste qui, dès 1924, était « inexistant » (Zinoviev-Losovsky *dixit*), recueillit, en 1928, presque 1 million 700 000 suffrages, plus de 18 % du total des voix exprimées, soit largement une fois et demie les voix communistes.

Les résultats des élections municipales modifient peu ce tableau général. Dans certains centres industriels (Paris, le Nord), un déplacement de voix socialistes au profit des communistes s'est incontestablement produit. Ainsi, à Paris, le poids spécifique des voix communistes s'est accru en quatre années (1925-1929) de 18,9 % à 21,8 %, soit de 3 % alors que la part des voix socialistes tombait de 22,4 % à 18,1 soit de 4 %. La valeur symptomatique de ce genre de faits est indubitable ; mais pour le moment, ils gardent un caractère local et, surtout, ils sont fortement compromis par le « municipalisme » antirévolutionnaire dont Louis Sellier et ses pareils petits-bourgeois sont la vivante incarnation. D'une façon générale, on peut dire que les élections qui ont eu lieu un an après les élections législatives n'ont pas apporté de modifications sensibles aux résultats de ces dernières.

Les autres indices de la vie politique se retournent également en plein contre les affirmations, pour le moins prématurées, d'une prétendue radicalisation des masses au cours de ces deux dernières années. Le tirage de *l'Humanité*, autant que nous sachions, n'a nullement augmenté dans ce laps de temps. La souscription en faveur de *l'Humanité* est à coup sûr une réalité consolante. Mais cette souscription eût été tout aussi possible un an, deux ans, trois ans plus tôt, si la réaction avait attaqué démonstrativement le journal.

Le 1^{er} août¹² il ne faut pas l'oublier un instant -, le parti n'a pas été capable de mobiliser non seulement la partie du prolétariat qui a voté pour lui, mais même tous les ouvriers syndiqués. A Paris, d'après les calculs certainement exagérés de *l'Humanité*, environ 50 000 ouvriers, soit moins de la moitié des syndiqués, ont pris part à la manifestation. En province, la situation a été incomparablement pire. Remarquons en passant que c'est là la preuve que le « rôle dirigeant » du bureau politique parmi les fonctionnaires unitaires ne signifie pas encore que le parti exerce un rôle dirigeant parmi les ouvriers syndiqués. Or, ces derniers ne représentent qu'une petite parcelle de la classe. Si l'élan révolutionnaire est vraiment un fait aussi indiscutable, que vaut alors la direction du parti qui, au moment aigu du conflit sino-soviétique, n'a pas même pu entraîner dans une manifestation antimilitariste le quart (disons plus exactement le dixième) de ses électeurs dans le pays ? Personne ne réclame l'impossible à la direction du parti communiste. On ne peut prendre la classe de force. Mais ce qui a donné à la manifestation du 1^{er} août un caractère de fiasco évident, c'est la phénoménale « disproportion » entre les cris de victoire de la direction et l'échec réel des masses.

Enfin, de tous les symptômes de l'affaiblissement des positions communistes, le plus inquiétant est peut-être la décadence des organisations de jeunesse. La radicalisation des masses commence toujours par les jeunes et la radicalisation des jeunes signifie toujours le renforcement de l'aile la plus combative et la plus décidée, c'est-à-dire les Jeunesses Communistes.

Le déclin de la C. G. T. U.

Quant à l'organisation syndicale, à en juger par les chiffres officiels, elle a suivi, avec un an de retard, le déclin du parti. En 1926, la Confédération unitaire comptait 475 000 membres ; en 1927, 452 000 ; en 1928, 375 000. La perte de 100 000 membres par les syndicats, alors que le mouvement de grèves se développait dans le pays, constitue la preuve irrécusable que la C.G.T.U. ne reflète pas les processus fondamentaux qui s'opèrent dans le domaine de la lutte corporative-économique des masses, mais que, ombre agrandie du parti, elle ne fait que suivre le déclin de celui-ci.

Les données que nous citons dans le présent exposé confirment avec force les déductions que, d'avance, nous avons tirées dans notre premier article de l'analyse des chiffres du mouvement de grèves. Rappelons-les encore une fois. Les années 1919-1920 ont été les années culminantes de la lutte prolétarienne en France. Après quoi commença le reflux qui, dans le domaine économique, à six ans de distance, fut remplacé par un nouveau flux pour le moment encore très lent ; quant au domaine politique, le reflux ou la stagnation continue, du moins dans la masse principale du prolétariat, encore aujourd'hui. Un réveil d'activité de certaines couches du prolétariat dans le domaine de la lutte économique n'est pas niable. Mais ce processus ne fait encore que passer par un

¹² Le parti communiste avait appelé pour la journée du 1^{er} août 1929 à la « conquête de la rue ». Il essuya un cuisant échec : la bourgeoisie avait mobilisé des forces considérables. L'affaire eut d'importantes conséquences dans la C.G.T.U., où des syndicats entiers avaient refusé d'appeler à cette grève-suicide. Le P.C. eut à subir des persécutions policières avant et après la journée du 1^{er} août, et nombre de ses dirigeants, arrêtés ou en fuite, durent se tenir plus ou moins à l'écart pendant quelque temps.

premier stade, au point que dans la lutte sont entraînées surtout les entreprises de *l'industrie légère*, avec une prépondérance d'ouvriers *inorganisés* sur les organisés et un poids spécifique important d'ouvriers étrangers.

L'essor de la conjoncture économique, parallèlement à un renchérissement du coût de la vie, a servi d'impulsion à la lutte gréviste.

D'une façon générale, les premiers stades du renforcement de la lutte corporative ne sont pas, d'ordinaire, accompagnés d'un mouvement d'essor révolutionnaire. Il n'en va pas autrement aujourd'hui.

Au contraire, l'essor économique peut même pendant un certain temps atténuer les intérêts politiques des ouvriers, tout au moins de quelques-unes de leurs couches.

Si, par ailleurs, on prend en considération le fait que l'industrie française passe depuis déjà deux ans par une phase d'essor ; qu'il n'est pas question de chômage dans ses branches essentielles ; et que, dans certaines branches, on observe même un manque aigu de main-d'œuvre il n'est pas difficile d'en inférer que, dans ces conditions exceptionnellement propices à la lutte syndicale, l'ampleur actuelle du mouvement de grèves doit être considérée comme très modérée. Les indices essentiels de cette modération sont : la dépression qui subsiste dans les masses de la période passée et la lenteur de l'essor industriel lui-même.